

Du même auteur chez le même éditeur :

- *Autopsie de l'école républicaine (2008)*
- *Violences scolaires, responsables et coupables (2010)*

Collection dirigée par Ange-Mathieu Mezzadri

© Éditions Autres Temps – 2014

*Tous droits de traduction, de reproduction
ou d'adaptation interdits pour tous pays.*

UKRAINE : Histoires d'une Guerre

Michel Segal

Ukraine : Histoires d'une Guerre

21 novembre 2013 - 5 septembre 2014

Préface de Vineyardsaker.fr

Polémiques

AUTRETEMPS Editions

À Victor, Boris et Alexandre

Главное, самому себе не лгите. Лгущий самому себе и собственную ложь свою слушающий до того доходит, что уж никакой правды ни в себе, ни кругом не различает, а стало быть входит в неуважение и к себе и к другим.

Федор Михайлович Достоевский, « Братья
Карамазовы »

Surtout ne mentez pas à vous-même. Celui qui ment à lui-même et écoute son propre mensonge finit par ne plus distinguer la vérité ni en lui, ni autour de lui ; il perd alors le respect de lui-même et des autres.
Fedor Dostoïevsky, « Les frères Karamasov »

PRÉFACE

Dès le premier regard, les premiers comptes-rendus, les premières photos, c'est ce qui frappe : la « guerre » en Ukraine est un gâchis ! Un incroyable et absurde gâchis. Morts inutiles, souffrances, cruauté, haine, vies brisées. Un ravage insensé, des destructions stériles, d'infrastructures, d'habitations, de matériels, de villes, de toute une région. Deuil et ruines, partout. Pour quoi tout cela ?

Et d'abord, pourquoi s'intéresser à la guerre en Ukraine lorsque l'on n'est pas même Ukrainien ? Pourquoi à celle-là plutôt qu'à ce qui se passe en Iraq, en Libye, en Syrie, à Gaza, au Mali, en Amérique du sud, en tant d'endroits ? Pourquoi surtout entreprendre d'écrire un livre sur une guerre qui n'est pas achevée ? Sur un conflit toujours en cours ?

À cause de l'enjeu sans doute. Des enjeux. Les mêmes raisons qui poussent, ici et là, des individus qu'a priori rien ne prédestinait à cela, à s'engager pour la cause de la ré-information, pour la défense d'une certaine idée de la vérité, de certaines valeurs. Les mêmes raisons et le même trouble qui agitent nombre d'anonymes et nombre d'internautes, tant de gens ordinaires dont la tranquillité s'est comme évanouie au spectacle du « traitement » de l'affaire ukrainienne, tandis que se faisait jour cette évidence que se détourner aujourd'hui, se coucher cette fois encore serait comme sceller l'évidence que l'on restera couché et laissera faire toujours et quoi qu'il arrive.

Bien sûr, il y a le risque, et il est à la porte, en Europe même ; celui d'une confrontation majeure Est-Ouest. « *Ce face-à-face Russie/OTAN alimenté par des déclarations fracassantes, suspicieuses*

ou agressives laisse donc entrevoir un vrai risque d'explosion du conflit dans toute l'Europe. »

Mais plus que cela, il y a la honte. *« La honte est vraisemblablement le sentiment dominant de ceux qui ont compris ce qui se passait, et qui l'ont compris parce qu'ils ont voulu y être un peu attentifs. »*

La honte quand, face à ce qui n'est devenu que trop visible, le discours de haine, les symboles du nazisme, les atrocités, l'accumulation des crimes, les voix de l'occident se taisent ou s'unissent dans un déni, guère plus convaincu qu'il n'est convaincant. La lassitude et le dégoût face à la litanie des accusations a priori, partiales, non fondées, systématiques, face à la déformation des faits, répétée encore et encore.

Devant la perte de conscience occidentale, l'alignement, la propagande, la servitude européenne et otanesque, une réaction trop longtemps contenue s'opère. Car certains enjeux sont plus proches de nous que la seule Ukraine. D'une certaine façon, c'est l'avenir de nos sociétés qui se joue avec l'Ukraine, avec le Donbass. Lorsque derrière le discours monopolistique de la propagande se profile l'abandon des valeurs éthiques, des valeurs politiques, des valeurs humaines tout simplement. Ce n'est pas tant l'économie qui tue nos « démocraties », c'est une perte de repères, lorsque la vérité devient relative, lorsque les valeurs de la morale et de l'humain deviennent négligeables et sont passées par pertes et profits. Nos pays, nos peuples, sont d'abord prisonniers de leurs systèmes institutionnels, de leurs dirigeants, nationaux et européens, de ces castes détentrices du pouvoir et de l'information.

Avec l'Ukraine, les dissonances sont devenues flagrantes, incontournables, insupportables.

Et l'on sait gré dès lors à Michel Segal de nous présenter là ce que l'on ne trouvera pas ailleurs. Pas dans les médias pressentitués. Pas même chez les blogueurs du Net. Quand la moindre analyse est mise au service de la propagande chez les premiers, elle est

morcelée par l'événementiel chez les seconds. Certes, la tenue et la publication de listes récapitulatives des faits sont précieuses, et l'on saluera à cet égard des chronologies telles que celle que tient le site Tradition ! (<http://alawata-tradition.blogspot.fr>), outil précieux et assez unique pour les francophones.

Le propos d'« *UKRAINE : HISTOIRES D'UNE GUERRE* » est différent. C'est le genre de synthèse qui manquait jusqu'ici, le dossier « Ukraine », ce numéro spécial que nous serions en droit d'attendre mais n'aurons vraisemblablement jamais. En tout cas pas d'aucun de nos médias institutionnels. Peut-être, au mieux et dans fort longtemps, de la part de quelque historien. La présentation en est synthétique, par thèmes.

« Tel jour, à telle heure, après des frappes effectuées avec tels moyens d'artillerie sur les positions de tels et tels ennemis, une attaque a été lancée sur tel objectif situé dans telle direction à telle distance de tel village, par telles unités dotées de tels effectifs d'infanterie et équipées de tels et tels matériels et de tels moyens d'appui de telle catégorie. » Voilà le type de phrase auquel nous nous sommes plus ou moins habitués en suivant l'actualité du conflit ukrainien (sur internet). Et voilà bien ce que nous ne trouverons à aucun moment sous la plume de Michel Segal.

Au-delà des détails bruts de l'horreur du Donbass, il nous entraîne dans une démarche singulière. « *L'objectif de ce travail est de comprendre la réalité non seulement d'un enchaînement complexe d'événements internationaux politiques, économiques et militaires, mais aussi leur superposition.* » Pour ce faire, il part du discours des médias occidentaux. Excès de confiance ? Mansuétude ? Pas vraiment : « *Très rapidement, écrit-il, j'ai acquis la conviction que les informations données par la presse française sur la crise ukrainienne constituaient une incroyable somme d'ambiguïtés, de mensonges (au moins par omission), de propagande, de manipulations et d'analyses militantes.* »

Même si l'on peut douter que viennent un jour à lire son livre ceux qui s'abreuvent de la presse institutionnelle et se trouvent déjà faussés par elle, handicapés par une vue biaisée des événements, Michel Segal démonte pas à pas, thème après thème, la logique ou l'absence de logique du discours des médias en question, et de celui des dirigeants dont les déclarations sont rapportées. Procédé à l'efficacité redoutable, et d'autant plus difficilement contestable que l'accusation de propagande pro-russe perd ainsi d'entrée de jeu toute pertinence : les sources de l'auteur sont occidentales.

Celui qui se présente dès la première phrase comme professeur de mathématiques va nous emmener souvent sur les chemins de la démonstration par l'absurde. Toutes les grandes lignes du conflit sont explorées. Et le décryptage se fait vite cinglant. Car en traversant la forêt, on finissait par perdre de vue les arbres, on n'y prêtait plus attention.

De la constatation la plus évidente (« *Si Kiev n'avait pas de responsabilité dans le crash du Boeing, elle chercherait à connaître et faire connaître la vérité, car c'est dans son intérêt* ») à des observations plus fines, on se laisse agréablement prendre au jeu. Arbre après arbre. « *L'échange réciproque des statuts d'émeutier et de force légale a été opéré par les USA et l'UE.* » « *Mais pourtant, fait très révélateur, ces deux journaux n'ont pas hésité à employer la désignation de guerre civile en Ukraine lors des manifestations du Maidan précédant le renversement de Ianoukovitch. Donc d'un côté, des opérations militaires avec blindés, tirs d'artillerie, bombardements de population par l'aviation qui sont appelés des troubles pour ne pas « stigmatiser » Porochenko, mais d'un autre côté, des répressions policières de manifestants qui sont décrites comme une guerre civile par ces mêmes journalistes.* »

À promener un regard neuf (mais pas forcément naïf) sur les choses, les anomalies apparaissent, l'une après l'autre. « *Pour bien synthétiser les choses, il faut parfois s'imaginer qu'on doit les expliquer à un enfant. On est alors contraint de revenir au regard*

le plus simple, y mettre un peu de recul, oublier les analyses sur les origines ou les enjeux, faire abstraction de ses propres positions et ne dire que des choses vraies et minimales. Si l'on revient à la situation réelle et basique sans pousser d'analyse plus loin que les faits, on peut dire alors : « Une région veut obtenir l'indépendance de son pays d'origine », et pour qu'un enfant comprenne mieux, on ajouterait : « Cette province veut s'en détacher et devenir elle-même un pays ». En toute « logique démocratique », la question la plus importante surgit alors immédiatement : « Mais est-ce que tous les gens de cette région le souhaitent ? ». Tout a démarré justement lorsque les habitants du Donbass ont voulu connaître la réponse à cette question, c'est-à-dire quand les habitants ont eu le souci démocratique. Notons alors ce fait remarquable que, cette question étant le fondement de la démocratie, c'est la question elle-même qui est interdite par Kiev, par Bruxelles et par Washington. Il faut souligner cette situation absolument incroyable : la question fondatrice de la démocratie est interdite, la réponse est illégale, et une guerre sera déclarée à ceux qui ont posé la question pour les en punir. Et lorsque l'on sait que ces positions sont prises par Bruxelles et Washington, par ceux qui justifient leurs ingérences précisément par la démocratie, alors on en déduit que la situation est objectivement absurde. Il y a ici une contradiction interne fondamentale prouvant la supercherie occidentale, et ce sont là des faits, pas des analyses ou des interprétations : les représentants de la démocratie vont interdire jusqu'à la guerre la question démocratique. »

Sa recension critique, d'une lecture alerte, se révèle étonnamment complète et équilibrée, offrant un tour d'horizon éclairant des principales questions. Ayant fait le choix délibéré d'utiliser quasi exclusivement les organes de la presse occidentale comme sources, elle permet, ce qui est assurément l'un des aspects les plus intéressants du livre, de comparer les événements sur le terrain et leur couverture dans la dite presse, la presse institutionnelle de nos pays « démocratiques », qui relaie, appuie et confirme la parole de nos dirigeants, et vice-versa. Exemple après exemple, le constat surprend : la comparaison donne en

effet à voir peu à peu cette réalité effarante que « notre » journalisme n'est plus seulement partisan, comme l'on pouvait s'en douter ; il est délibérément et clairement mensonger et manipulateur ; il s'est mis littéralement au service d'une totale désinformation.

Son discours est passé au crible, démonté dans ses implications logiques, ses contradictions, ses enchaînements, ses articulations avec les faits. Et si « UKRAINE : HISTOIRES D'UNE GUERRE » n'est sans doute pas le document le plus détaillé et exhaustif que l'on puisse imaginer, c'est vraisemblablement le plus pédagogique. Il fonctionne en tout cas comme nous devrions tous fonctionner. En réfléchissant. En mettant la logique au service de l'interrogation critique. C'est pour mieux l'illustrer que l'auteur part à chaque fois des déclarations et des comptes-rendus occidentaux, par une sorte de parti pris de neutralité initiale qui en dévoile l'inanité, la malhonnêteté, la malfaisance. La démonstration n'en est que plus convaincante (nous allions dire « décapante »).

Si l'écœurement guette, de fait, voilà sans doute la démonstration que l'on aimerait avoir sous la main lorsqu'une connaissance nous demande : « Tu dis que nos médias ne cessent de nous mentir, que ce qu'ils racontent à propos de l'Ukraine n'est que propagande. Mais tu crois qu'en face, il n'y a pas de propagande ? Comment es-tu sûr que tes informations à toi n'en sont pas, de la propagande ? »

Au terme de la revue des évolutions du discours, de ses ressorts internes et de ses contradictions, que reste-t-il ? Qu'en retenir ?

Nos médias nous mentent. Nos dirigeants nous mentent. Les faits du terrain sont soit tus, soit minimisés, soit à ce point déformés qu'ils en deviennent méconnaissables. Les constatations des « reporters », leurs silences, leurs conclusions, jusqu'au vocabulaire qu'ils emploient, leur sont comme imposés d'avance. La réalité est niée, opportunément tue, voire même inversée à convenance. La presse n'est plus seulement à plat ventre, elle s'est faite complice. Ce qui était déjà apparent ici ou là lors de crises passées est devenu patent, probablement plus criant que

jamais auparavant : « *Cette crise aura sans doute marqué le début de la fin de la presse « classique ». Celle-ci a pris, tout du long, « la position d'une presse officielle du pouvoir », sans jamais porter « aucun regard critique sur la politique internationale des USA, de l'UE et de la France. »*

L'origine de la crise ? La volonté de domination étasunienne, bien sûr, et la suspicion antirusse qui n'a pas su (ou pas voulu) liquider les fantasmes de défiance du temps de l'URSS. Mais aussi l'existence politique de l'UE : « *Les enjeux de cette crise sont extrêmement importants, à commencer par l'origine même de la crise en novembre 2013, où l'enjeu n'est rien de moins que l'existence politique de l'Union européenne, de plus à la veille d'élections... »*

Qu'a-t-on vu, au fond ? « *A des régions qui ne demandaient qu'un simple référendum parce qu'elles se sentaient trahies par un coup d'État, l'Union européenne semble avoir trouvé légitime que l'on réponde par des bombardements de population civile. Alors qu'elle l'aurait pu, elle ne s'y est pas opposée. » « Au travers de la crise ukrainienne, l'Union européenne a muté, elle est devenue un monstre. »*

Malgré la profusion des déclarations et des accolades hypocrites, les dirigeants occidentaux n'avaient en fait jamais mis fin à la guerre froide ! Et cette fois, les masques sont tombés. Chaque jour, ils en font désormais la preuve.

Que restera-t-il de tout cela ? Cette guerre aura eu lieu pour rien. Pour rien tous ces morts, pour rien toutes ces ruines. Pour rien, ou plutôt pour le pire.

« *Le conflit armé reprendra sans doute encore sporadiquement après les accords de paix, la haine sera trop forte d'un côté et de l'autre, et il mettra peut-être quelques années à s'éteindre définitivement. C'est la meilleure hypothèse, celle où la Russie résiste à toutes les provocations de Kiev, à tous les appels à la guerre, à tous les mensonges de l'OTAN et à toutes les attaques économiques de l'Union européenne, et n'entre*

pas dans le conflit malgré tous les efforts en ce sens des Américains, de leurs manipulations à leurs mensonges. Mais quelle qu'en soit l'issue, il sera définitivement impossible pour ces populations de vivre avec Kiev.

En quelques semaines, sous le prétexte d'en sauvegarder l'unité, Porochenko aura définitivement désintégré le pays. Il y aura vraisemblablement un exode massif de cette région où un grand nombre de logements ont été détruits, où les infrastructures ne fonctionneront plus, où il n'y aura plus ni travail, ni espoir, ni eau, ni électricité, ni gaz à l'entrée de l'hiver, où il n'y aura plus qu'un désastre humanitaire et de la haine. »

Voilà pour l'Ukraine. Et chez nous ? Dans nos pays d'Europe de l'Ouest ? En France ? La guerre en Ukraine sera-t-elle l'occasion d'un réveil de la conscience ? D'un sursaut de l'esprit critique ? D'un retour à la lucidité ? « UKRAINE : HISTOIRES D'UNE GUERRE » en tout cas nous y incite, en nous en donnant comme un modèle. C'est là sa singularité, et c'est ce qui en fait l'indéniable intérêt.

Les éditeurs de Vineyardsaker.fr

LES SOURCES

Je suis professeur de mathématiques.

On peut donc considérer comme une déformation professionnelle mon goût pour la preuve et la démonstration. L'objectif de ce travail est de comprendre la réalité non seulement d'un enchaînement complexe d'événements internationaux politiques, économiques et militaires, mais aussi leur superposition. Pour ce faire, j'ai utilisé des informations pour les mettre bout à bout pour une partie, et les unes au-dessus des autres pour une autre partie. C'est toute la difficulté d'un puzzle à trois dimensions, et j'ai jugé finalement plus opportun une description de la crise par thèmes plutôt qu'une description chronologique que de nombreux rappels d'interférences auraient vite rendue illisible.

Concernant le tri des innombrables informations, le travail n'est finalement pas si difficile : soit on vérifie d'une information qu'elle est fautive, soit on vérifie qu'elle est vraie, soit on vérifie qu'elle est invérifiable. Le premier cas présente l'intérêt de mieux comprendre la position, les objectifs et même la psychologie de celui qui fait circuler un mensonge. Comme exemple du second cas, on peut ne considérer comme vraie la déclaration d'un dirigeant que si elle apparaît dans de grands organes de presse ou sur des sites institutionnels (car certaines informations font état de propos qui n'ont jamais été tenus). Elle constitue alors une pièce du puzzle à reconstituer. Bien sûr, si une déclaration a été faite, ce n'est pas pour autant que son contenu est vrai, quand bien même elle aurait été déclamée la main sur le cœur et la larme à l'œil par un chef d'état. Peu importe, mensonge ou pas, la déclaration représente une vérité analysable : tel dirigeant a prononcé telle parole et

ce fait est porteur d'informations. Comme illustration du troisième cas, on peut citer l'exemple d'une information qui rapporterait un accord secret signé par différents pays, et qui serait par nature invérifiable. Mais ce n'est pas pour autant qu'elle est fausse et qu'elle doit être ignorée. On la met alors de côté comme une pièce dont on n'est pas sûr qu'elle appartienne vraiment au puzzle, et elle ne sera considérée que si elle cadre parfaitement avec les autres pièces.

Très rapidement, j'ai acquis la conviction que les informations données par la presse française sur la crise ukrainienne constituaient une incroyable somme d'ambiguïtés, de mensonges (au moins par omission), de propagande, de manipulations et d'analyses militantes. La raison est que les enjeux de cette crise sont extrêmement importants, à commencer par l'origine même de la crise en novembre 2013, où l'enjeu n'est rien de moins que *l'existence* politique de l'Union Européenne, de plus à la veille d'élections. J'ai donc décidé de m'y intéresser de près et cherché à n'avancer que par preuves. Malheureusement, dans ce domaine, il n'existe pas de preuves formelles et irréfutables.

En mathématiques, il existe un type de démonstration appelé « démonstration par l'absurde ». On appelle ainsi la méthode qui consiste à prouver que si un fait est vrai, alors il entraîne une absurdité et on peut alors conclure que ce fait est faux. Cette méthode repose sur l'analyse de la cohérence d'une idée à l'intérieur de la théorie qui la soutient. On montre que si ce fait était vrai, alors la théorie à laquelle il appartient s'effondrerait et on peut alors en déduire qu'il est faux. Car prouver seulement qu'une idée est cohérente à l'intérieur d'une théorie montre seulement que cette idée n'est pas impossible, mais ne permet aucune conclusion. Il faut plutôt montrer que la négation de cette idée est impossible à l'intérieur de la théorie. Par exemple, la plupart des observateurs ont immédiatement compris la responsabilité de Kiev dans le crash du Boeing malaisien en tenant le simple raisonnement suivant : si Kiev n'avait pas de responsabilité, il chercherait à connaître et à faire connaître la vérité, car c'est dans son intérêt. Or, s'il cherchait à faire connaître la vérité, il aurait rendu publics les enregistrements de la tour de contrôle en liaison avec le Boeing, ce qu'il a refusé de

faire. Son refus de communiquer ces enregistrements constitue une preuve irréfutable que sa responsabilité, d'une façon ou d'une autre, est engagée dans le crash du MH17.

Je me suis attaché à ce type de raisonnement, en cherchant une cohérence de chacune des parties à travers leurs actes et leurs paroles plutôt que de trouver des preuves formelles qui, dans la quasi-totalité des cas, sont absolument invérifiables, sauf à être soi-même un expert en toutes choses. Par exemple, si l'on admet que ce sont les États-Unis qui ont fomenté ou amplifié des désordres en Ukraine, on doit aussi admettre qu'ils se sont opposés à toute démarche de paix et donc analyser la suite des événements sous ce jour. Ces deux idées doivent être rejetées ensemble ou acceptées ensemble. Il serait effectivement absurde d'affirmer que les États-Unis ont provoqué la guerre et qu'ils ont participé activement à une volonté de paix, ou bien de dire qu'ils font tout pour alimenter la guerre mais qu'ils n'ont aucune responsabilité dans son déclenchement. Et un fait attestant l'une de ces deux idées atteste également l'autre. On ne trouvera certainement pas de preuves irréfutables dans ce cas, sauf peut-être dans plusieurs années, mais on trouvera en revanche beaucoup d'éléments pour y croire si l'on mène une analyse raisonnée, autant dans les actes que dans les motifs, et aucun pour ne pas y croire. Les deux s'enchaînent parfaitement et sont cohérents. Finalement, on peut prouver que les Américains ont provoqué la crise en constatant qu'ils n'ont fait aucune démarche pour la paix.

Les motifs et objectifs des acteurs sont les éléments qui doivent dans ce contexte guider toute recherche de vérité car, même s'il existe une dimension psychologique des représentants des nations ou des groupes en présence, on ne peut pas supposer que leurs actions sont déraisonnables, c'est-à-dire allant contre leurs intérêts, comme elles peuvent l'être parfois quand les acteurs sont des hommes. Ici, les acteurs sont des États ou des institutions, et donc le dicton « *chercher à qui profite le crime* » peut s'appliquer sans restriction et sans retenue. Par exemple, on peut bien sûr penser que les rebelles du Donbass sont tous des agents russes, mais encore faut-il trouver un solide motif à

la Russie pour agir de la sorte (autre que « répandre le chaos » ou « morceler le pays »), et prouver qu'il est dans son intérêt de voir son économie lourdement attaquée sans aucun bénéfice en retour.

Les sources d'informations sont innombrables et variées, des grands organes de presse français et étrangers aux sites institutionnels comme ceux de l'ONU, de l'OTAN, de l'Union Européenne ou des Ministères des Affaires Étrangères. On trouvera d'ailleurs plus facilement le texte des conférences de Poutine dans le *New York Times* que dans *Le Monde* car ce dernier s'abstient généralement de les évoquer. Pour tenter de ne pas passer à côté des articles les plus intéressants, j'ai adhéré à de nombreux groupes sur facebook, prorusses et antirusses, qui signalent toutes les publications intéressantes sur le sujet, dans un sens ou dans l'autre, pour les applaudir ou pour les fustiger. Cela constitue une formidable revue de presse et permet de consulter un grand nombre d'articles de la grande presse et également quelques idées ou analyses intéressantes sur des sites moins connus.

Même si ce n'est pas une grande surprise, j'ai pu vérifier que *Russia Today*, l'équivalent russe de CNN, ne fait ni plus ni moins de propagande que *Le Figaro*, ce qui est d'ailleurs bien naturel, mais j'insiste sur le *ni plus ni moins*. Pourtant, j'ai vérifié par l'expérience un grand nombre de fois que si vous signalez une analyse dans *Le Figaro*, on vous écoutera mais si elle provient de *Russia Today*, on criera à la propagande. Il y a donc là objectivement quelque chose qui ne va pas dans le camp occidental qui considère les médias russes comme de la propagande, soit, mais qui n'admet pas que les médias occidentaux soient également véhicules de la propagande : il s'agit bien d'une contradiction. Répétons-le, il faut s'intéresser à la cohérence et à la vraisemblance d'une information plus qu'à sa source. Signalons d'ailleurs dès maintenant, mais ce thème sera développé plus loin, que la propagande (dont on nous rebat les oreilles à propos des Russes sans jamais l'évoquer du côté occidental) consiste en deux choses bien distinctes : d'une part donner ou non une information, et d'autre part en faire une analyse orientée. Comme exemple du premier type de propagande, on trouve dans *La Voix de la Russie* des informations

relatives aux manifestations parisiennes de soutien au Donbass alors qu'elles n'apparaissent pas dans la presse française. Et comme exemple du second type, on ne trouvera évidemment pas la même vision dans ces médias de la présence de Poutine en Crimée le 9 mai.

Cette question de la propagande est une question majeure dans cette guerre qui n'influe pas seulement sur la perception des événements, mais aussi sur les événements eux-mêmes. Ce qui m'a décidé à écrire est justement un de ses symptômes qui m'a paru particulièrement alarmant. C'est à propos d'une vidéo qui a circulé début mars et qui a même été diffusée aux informations télévisées françaises, pour avoir été authentifiée. La scène se passe à Kiev, peu de temps après le renversement de Ianoukovitch, une fois le gouvernement provisoire installé. On y voit un groupe de quatre ou cinq hommes, très impressionnants par leur carrure, faire violemment irruption dans un bureau. Ce sont des députés de Svoboda, le parti d'extrême droite appartenant au nouveau pouvoir, emmenés par le nouveau directeur de «liberté de parole» du gouvernement. On les voit maltraiter un homme assis derrière un bureau, ils hurlent, ils le frappent et le forcent à signer un papier. L'homme au bureau est le directeur d'une chaîne nationale de télévision ukrainienne et ils lui font signer sa démission sous la menace physique. La scène est très impressionnante et je l'avais envoyée à une amie qui était alors persuadée des bienfaits et de la bonne tenue du nouveau gouvernement. Elle m'avait répondu : « *Les questions qu'il faut se poser sont : qui a mis cette vidéo en ligne, et pourquoi ?* ». C'est là un résultat terriblement inquiétant de la propagande occidentale. En effet, l'horreur de la vérité (authentifiée par les protagonistes) révélée par la scène s'effaçait derrière l'idée que mon amie se faisait de la propagande russe, à ses yeux beaucoup plus importante. La seule *propagande sur la propagande adverse* l'empêchait de recevoir l'information, l'empêchait d'accéder à la vérité. Il semble qu'il y ait dans la réussite de la propagande un point critique à partir duquel le sujet est réfractaire à toute information allant dans le sens contraire de la propagande. À partir de ce point, il n'y a plus aucune possibilité de faire prendre conscience du réel, le sujet bascule dans une sorte de paranoïa. Cette vidéo pouvait être authentifiée par les protagonistes

eux-mêmes, cela ne changeait rien : même vraie, la vidéo restait aux yeux des spectateurs de la propagande russe faite pour nuire à l'image de l'Ukraine et quel que soit le contenu de la vidéo, seul ce fait était important.

C'est ce point critique qui est effrayant parce que plus rien ne peut alors arrêter la machine en route vers la guerre, à l'image d'une scène extraordinaire d'un film américain dans lequel le pilote d'un bombardier nucléaire reçoit l'ordre d'aller larguer une bombe sur sa cible et d'ignorer les informations lui parvenant ensuite par radio ; l'ordre de bombarder est en fait erroné mais le commandement n'a plus de prise sur le pilote « dressé » pour ne plus accorder d'attention à sa radio à laquelle se relaieront en vain sa femme, ses enfants et le président américain lui-même pour le supplier de revenir et tenter de le convaincre qu'il s'agit d'une erreur. Rien n'y fera, l'homme ira jusqu'au bout.

Il est certain que prouver la responsabilité russe à l'aide d'articles du *Monde* est aussi dénué de poids et d'intérêt que de prouver la responsabilité Américano-Européenne à l'aide d'articles de *Russia Today*, ces deux médias pouvant être considérés comme les champions de la propagande Ouest/Est. Aussi, pour ne pas être soupçonné de parti pris, ou bien d'être une victime de la propagande russe, je citerai très majoritairement les médias occidentaux, à tel point que j'ai souvent dû y rechercher des informations trouvées sur des sites russes. J'ai choisi d'utiliser principalement *Le Monde* parce qu'il est d'une certaine façon le média des élites et donc exempt de doutes quant aux informations qu'il donne, en tout cas pour les atlantistes et les européistes. Et comme ce journal est incontestablement le chef de file des accusateurs de la Russie, et certainement le meilleur représentant de ce qu'il faut bien appeler aujourd'hui les *Poutinophobes* faisant ouvertement état de leur haine, on ne saurait me taxer d'utiliser les articles de ce journal pour analyser les responsabilités du conflit et les attribuer très majoritairement au côté occidental.

Pour finir sur ce sujet, je dois citer quelques-uns des blogs ou sites que j'ai souvent consultés : vineyardsaker.fr, voltairenet.org, russeurope.hy potheses.org, les-crises.fr et dedefensa.org.

Je précise que ce ne sont généralement pas des sites d'informations à proprement parler, mais plutôt de réflexion, et même lorsque leurs informations ne sont pas avérées, on y trouve souvent des analyses intéressantes sur le sujet ukrainien. Je suis d'ailleurs convaincu que la crise ukrainienne marquera le début de la fin de la presse « classique » dont la conduite a été absolument et objectivement honteuse, adoptant unanimement par leur écriture la position d'une *presse officielle* du pouvoir pour ne jamais poser le moindre regard critique sur la politique internationale menée par les États-Unis, l'Union Européenne ou la France. Ainsi, ces médias reprennent systématiquement la doctrine de ces trois pouvoirs, se vautrent parfois dans la haine des opposants à ces politiques, encouragent les lynchages, et occultent la plupart des positions et réactions des pays non-occidentaux.

Beaucoup de sites indépendants d'information ont multiplié le nombre de leurs lecteurs pendant que les grands quotidiens n'ont cessé de perdre des acheteurs. C'est parce que l'actuelle presse française a cessé d'être un contre-pouvoir, donc parce qu'elle a cessé de remplir sa fonction originelle, qu'il est probable qu'elle disparaisse dans les quelques prochaines années.

LE RÉCIT

Le 21 novembre 2013, Ianoukovitch, président de l'Ukraine, annonce qu'il ne signera pas les accords visant un abaissement des barrières douanières de son pays avec l'Union Européenne. Dans les heures qui suivent et pour protester contre cette décision, d'immenses manifestations d'opposants donnent lieu à l'occupation de la grande place Maidan à Kiev. Les contestataires indiquent ainsi leur volonté de se rapprocher de l'Europe et de s'éloigner de la Russie, alors principal partenaire du pays.

La police ne parvient pas à dégager les occupants et au fur et à mesure des jours qui passent, la contestation ne faiblit pas, bien au contraire. Des bâtiments administratifs sont occupés par les émeutiers, la répression se fait plus dure et la contestation bascule dans l'insurrection. Dès les premières heures, le monde a les yeux braqués sur la crise ukrainienne et en observe l'évolution jour après jour. Des hommes politiques étrangers, dont des Américains et des Européens interviennent publiquement et se rendent même sur place pour déclarer leur soutien aux manifestants contre le pouvoir en place. Les affrontements entre contestataires et forces de l'ordre se font de plus en plus violents et en janvier 2014, on commence à compter les morts. En février, plusieurs accords de sortie de crise entre l'opposition et le pouvoir échouent. Dans les seules journées du 20 et 21 février, on compte plus d'une centaine de morts par tirs à balles réelles et des centaines de blessés, la rue exige le départ immédiat du président, la police anti-émeute est débordée et le président s'enfuit.

Un gouvernement de transition se met alors place avec Arseny Iatseniouk premier ministre et Alexandre Tourtchinov¹ président,

1. Il avait été nommé chef des services spéciaux (SBU) par Timochenko début 2005.

gouvernement dont les membres appartiennent à la coalition qui a mené la contestation. Celle-ci est composée de trois partis : Patrie (le parti de Iatseniouk, Tourtchinov), Oudar (part centriste) et Svoboda (en bonne partie composé de néonazis et se revendiquant comme tels) mais le parti Oudar ne participera finalement pas au gouvernement, son patron Klitchko se voyant confier la mairie de Kiev.

Depuis janvier, parallèlement aux mouvements de contestation dans la capitale, se déroulent dans les provinces de l'Est et du Sud des manifestations « anti-Maidan », opposées à la contestation qui agite Kiev et qui souhaitent un maintien de la légalité et du pouvoir en place.

Le gouvernement provisoire prend ses fonctions après la destitution du président le 22 février et, à peine en place, décide de supprimer le russe comme langue régionale. Cette décision sera un déclencheur. Ce qui est remarquable est que cette mesure violente et agressive est prise en urgence dès les premiers jours d'exercice du pouvoir, comme si celui-ci voulait avant toute chose montrer sa volonté de nuire aux populations russes qui avaient massivement voté pour le président destitué. Cette loi sera finalement « retirée » deux jours plus tard mais le signal a été donné. Les gens qui ont pris le pouvoir font une place importante à l'extrême droite et par exemple, le président du Conseil de la Sécurité Nationale Andrei Paroubi, fondateur du Parti Nazi Ukrainien en 1993 faisant programme de leur haine des populations russes du pays.

La Crimée, jouissant jusque-là d'une relative autonomie, ne reconnaît pas les autorités de Kiev et s'inquiète de ce nouveau gouvernement qui lui montre une hostilité virulente. La province réunit son parlement et décide de voter sa séparation d'avec Kiev. Puis, les autorités organisent un référendum pour proposer le rattachement à la Russie qui est accepté à plus de 96 % pour 83 % de votants. Dans le même temps, la Russie, qui dispose de concessions à Sébastopol pour y abriter sa flotte militaire, et a sur place un contingent de 20 000 hommes, a pris position dans la presqu'île de Crimée afin d'empêcher tout affrontement et sécuriser la population. Les hommes armés s'emparent de toutes les casernes et postes de forces de l'ordre. Les forces militaires ukrainiennes sur place

n'offrent aucune résistance et soixante-dix pour cent des militaires ukrainiens décident de rejoindre le camp de la Russie. Il n'y a donc pas d'affrontement, la quasi-totalité de la population préférant rejoindre la Russie après s'être sentie trahie par Kiev qui avait renversé par la force un gouvernement qu'ils avaient élu.

Tous les événements de Crimée se passent très rapidement, en une quinzaine de jours, ne laissant pas le temps de réagir au pouvoir de Kiev ni aux puissances occidentales. Et le 18 mars, la Crimée redevient une partie de la Russie. Les gouvernements américains et européens ont dénoncé un référendum qu'ils jugent illégal, ils accusent Moscou d'invasion et prennent des sanctions à son encontre, mais sur le terrain, la situation est stabilisée et verrouillée. En quelques jours, la Crimée aura changé de pays, mais sans affrontements, sans désordre, sans morts et au grand soulagement d'au moins 90 % de la population.

Parallèlement à la Crimée et pour les mêmes raisons, des provinces de l'Est ne reconnaissent pas la légitimité du gouvernement résultant du renversement de Ianoukovitch. Les opposants au nouveau pouvoir se saisissent eux aussi de bâtiments administratifs et se déclarent indépendants. Il s'agit des deux provinces formant la région du Donbass (environ cinq millions d'habitants pour une superficie totale égale à celle de la Bretagne)² : la république populaire de Donetsk et la république populaire de Lougansk, du nom de leurs capitales respectives. Elles organisent elles aussi un référendum d'autodétermination et se déclarent ainsi sécessionnistes face au pouvoir de Kiev.

Très vite, le nouveau pouvoir déclare les rebelles *terroristes* et refuse tout dialogue avec eux. Le 13 avril, le président par intérim Tourtchinov lance les forces militaires ukrainiennes contre les rebelles dans une « opération antiterroriste ». Cette opération s'avère être un échec jusqu'au cessez-le-feu du 20 juin. Mais pendant ce temps, les forces rebelles ne cessent de croître en nombre et en force, passant

2. Plus précisément, il est important de savoir que le Donbass est une région qui déborde de ces deux provinces : à l'ouest sur Dniepropetrovsk et à l'est sur Rostov en Russie. Cette région a une histoire très particulière et ne s'est jamais sentie totalement ukrainienne... ni russe.

de quelques centaines d'insurgés parfois armés de fusils de chasse au mois de mars à une petite armée sans doute aux alentours de 20 000 hommes au mois de juillet, armés et disposant de véhicules blindés. L'aviation ukrainienne bombarde les populations locales pendant que les forces militaires au sol n'hésitent pas à lancer des tirs de mortiers sur les zones résidentielles. Les pertes humaines sont quasiment inchiffrables, tant les sources divergent, au moins 3000, peut-être 5 000. Chacun des camps dissimule ses pertes, les rebelles exagèrent le nombre de civils tués pendant que le gouvernement les minimise. En juillet, il semble raisonnable de penser qu'ils se comptent par milliers. Concernant les réfugiés, il y aura vraisemblablement plus d'un demi-million de personnes déplacées pendant l'été. Des familles entières ont fui les bombardements, mais aussi beaucoup d'enfants sont évacués et envoyés chez des proches ou de la famille, en Ukraine ou en Russie. Parallèlement à l'affrontement sur le terrain, les États-Unis, l'Union Européenne et la Russie suivent chaque seconde de l'évolution du conflit, communiquent chaque jour sur de nouvelles prises de position, occupent même des positions militaires en bordure du terrain comme s'ils étaient prêts à intervenir, et agissent certainement aussi, mais dans le plus grand secret, directement sur les acteurs des batailles du terrain.

Le phénomène qui deviendra bientôt le centre de la guerre est celui des sanctions, d'abord par les États-Unis, puis par l'Union Européenne. Ces mesures sont d'abord prises pour punir la Russie du rattachement de la Crimée, puis en raison des soupçons d'influence sur les rebelles du Donbass, et enfin en raison de l'hypothèse selon laquelle la Russie porterait une responsabilité dans le crash du MH17. Depuis le début du conflit, la Russie est accusée de soutenir les rebelles en envoyant ses troupes ou de l'armement, ce qu'elle réfute.

Le crash de l'avion de ligne MH17 passant au-dessus de la zone de guerre le 18 juillet donne soudain une dimension spectaculaire au conflit car il est immédiatement avéré que l'avion a été abattu par des forces armées. Les réactions internationales passent alors au niveau le plus élevé entre déclarations fracassantes, accusations, menaces,

sanctions et désinformation de tous côtés. Cette guerre, qui était en train de bientôt s'évanouir aux yeux des médias, revient en force à la une, faisant état d'accusations formelles à l'encontre de la Russie, impliquant cette fois les Pays-Bas et l'Australie par le nombre important de leurs ressortissants tués dans la chute du Boeing.

Pendant ce temps, l'état des forces légales se resserre autour de Donetsk, ville d'un million d'habitants où les rebelles se sont regroupés. La ville semble cernée.

La première partie de la guerre contre le Donbass, du 13 avril au 20 juin, a été un échec pour Kiev. Lors de la reprise des combats le 1^{er} juillet, l'armée a été un peu réorganisée et a reçu des aides substantielles, notamment 23 millions de dollars de la part des États-Unis. Le mois de juillet voit de nombreux succès des forces loyalistes armées qui reprennent du terrain sur les rebelles et la situation semble se stabiliser pendant le mois d'août. Mais à la fin du mois d'août, c'est soudain l'effondrement et la déroute des forces de Kiev qui justifie sa débâcle par une intense campagne dénonçant une supposée invasion russe. Début septembre, le président ukrainien Porochenko discute un plan de paix proposé par Poutine, et accepte enfin, pour la première fois, de rencontrer les rebelles pour mettre en place une solution politique à la crise.

Début septembre 2014, le pays semble bien engagé sur la voie de la paix, mais il a été ruiné par l'effort de guerre, les populations de l'Est ont vécu les horreurs perpétrées par leurs propres compatriotes, notamment les milices de tendance nazie envoyées par Kiev, beaucoup d'infrastructures de la région ont été détruites, il y a eu plusieurs milliers de morts et vraisemblablement près d'un million de déplacés. La situation est donc très différente de celle du 13 avril, date du début de la guerre. Tout le problème est de savoir comment le pays peut organiser sa paix, notamment face à la faillite économique, face au désastre humanitaire, et face à la déchirure d'une guerre civile violente et menée par Kiev avec une haine tenace.

Et au moment de la signature des accords de paix, le président Porochenko est certes pressé d'en finir, notamment parce que des élections législatives sont prévues quelques semaines plus tard, mais à Kiev et dans le gouvernement, tout le monde n'est pas d'accord pour arrêter la guerre

LES ACTEURS

Les acteurs immédiats du conflit sont les Ukrainiens : les forces légales du pays d'un côté et les rebelles indépendantistes de l'autre. Mais il faut aussi se souvenir que la désignation de *légal* ou de *rebelle* est fragile dans le sens où, quelques mois plus tôt, les actuelles forces légales étaient des émeutiers hors la loi, pendant que les actuels rebelles réclamaient le maintien de la légalité et manifestaient pour s'opposer au renversement du pouvoir légal.

Le passage d'une situation que l'on pourrait appeler « désordres » dans le Donbass à celle d'une guerre civile est donné le 13 avril par Kiev lors du lancement de son « opération antiterroriste ». C'est le passage d'une opération de police (même réalisée par l'armée) à une opération militaire. La première consiste à faire cesser les désordres, à appréhender les responsables et à sécuriser la population, alors que la deuxième consiste à anéantir ou neutraliser des opposants qui ne sont plus vus comme des individus mais comme un groupe dans lequel est incluse de fait la population. L'armée prend position et attaque un territoire, occupants compris, à l'aide de chars et d'aviation. On passe ainsi des interpellations et des coups de matraques aux tirs d'obus, aux bombardements et aux prisonniers de guerre. Ce sont des situations radicalement différentes car si les opérations de police ont pour objet de protéger la population, l'armée attaque ici la population dont elle devrait justement assurer la défense.

Il faut s'étonner de ce que le nouveau gouvernement n'a pas un seul instant envisagé de rencontrer les rebelles qui demandent l'indépendance de leurs provinces ou une fédération du pays, d'autant que, quelques semaines plus tôt, le gouvernement en place est arrivé au pouvoir en usant des mêmes méthodes que ceux qu'il combat. Si l'on considère que les dirigeants n'agissent que dans l'intérêt de leur pays, alors il n'y

a à cette question qu'une seule explication logique : ils pensent que l'opération sera rapide. Mais si ce n'est pas le cas et qu'ils savent que la victoire ne peut pas être obtenue rapidement, alors cette décision montre une volonté du pouvoir de plonger le pays dans la guerre et la haine, tout en le ruinant sans espoir de compensation en retour. Et c'est ainsi que Tourtchinov, président par intérim, fait basculer la crise dans la guerre civile. C'est donc cette date du 13 avril que l'on peut retenir comme début de la guerre.

Les combats ont lieu en Ukraine entre Ukrainiens, mais ce n'est pas exclusivement une guerre civile. En effet, l'échange réciproque des statuts d'émeutier à celui de force légale a été opéré par les États-Unis et l'Union Européenne. Ceux-ci portent donc une responsabilité de fait dans l'existence du conflit. Ces nations sont impliquées de fait et se retrouvent au premier rang des participants. Ensuite, rien ne permet d'affirmer que le conflit restera localisé à la région du Donbass et il existe de vrais risques d'extension du conflit à l'ensemble du pays car on est dans une confrontation géographique schématiquement Est/Ouest d'une part, et sur une ligne de fracture prorusse/proUE d'autre part, sachant de plus que des partis au pouvoir comme Svoboda inscrivent la haine des populations russes à leur programme. Ainsi, le conflit entre les rebelles et le pouvoir peut parfaitement dégénérer entre une fraction de la population contre une autre. On peut par exemple imaginer que des commandos de rebelles, devenus terroristes par la force des choses, s'attaquent à des structures hors de leur région ou commettent des attentats sur des personnalités, que ce soit par représailles, par volonté d'affaiblir le pouvoir en place ou pour toute autre raison tactique.

Remarque : effet ou cause de la mondialisation, il n'y a pas de guerre aujourd'hui où les seuls acteurs d'une bataille seraient ceux qui se battent sur le terrain. Par exemple, il y a aussi ceux qui leur fournissent les moyens de se battre mais sans se battre eux-mêmes, ceux qui les encouragent publiquement ou secrètement à se battre, ceux qui assurent les combattants de leur soutien en cas de défaillance et se tiennent prêts à intervenir; ceux pour qui les combattants se battent (sans toujours le savoir), ceux qui ont manigancé pour les amener à se

battre, etc. Ces groupes de combattants peuvent être des nations, des alliances de nations ou des groupes d'individus ne constituant pas une entité officiellement reconnue.

On peut donner deux exemples pour illustrer cette remarque.

Le premier est celui de la guerre de Corée. De 1950 à 1953, la Corée du Nord et la Corée du Sud s'affrontent. Le Nord est soutenu et armé par l'URSS puis la Chine, pendant que le Sud est militarisé par les troupes d'une alliance autorisée par l'ONU et emmenée par les USA. Dans cet exemple, URSS et Chine se sont ouvertement battus contre les USA et leurs alliés dans une guerre volontairement circonscrite sur un territoire étranger. Bilan estimé : 3,5 millions de morts dont deux tiers de civils, 3 millions de réfugiés et un pays ravagé par les bombardements pour un statu quo 60 ans plus tard (situation actuellement pacifique mais tendue).

Le deuxième est celui de l'Afghanistan des années 80. En 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan. Elle rencontre une telle résistance qu'elle commencera en 1986 son retrait sans gloire de cette guerre ingagnable. Les résistants à l'envahisseur sont des combattants islamistes. On apprendra plus tard qu'ils étaient armés et soutenus par les USA, via la CIA, et l'Arabie Saoudite. On dira même que l'un de leurs principaux chefs, Oussama Ben Laden, était un agent de la CIA ; c'est une façon abusive de signifier qu'il recevait des USA l'aide nécessaire pour mener son propre combat. Du côté afghan, les morts seront estimés à 1,2 million (dont 80 % de civils) et 4 millions de réfugiés pour une population totale de 15 millions. 30 ans plus tard, le pays est dans un état dramatique et toujours en guerre. Dans cet exemple, les USA ont affronté l'URSS par le biais secret des moudjahidines Saoudiens et Pakistanais car ils s'étaient trouvé un intérêt commun.

Ainsi, par la présence et l'action des acteurs étrangers dans la guerre civile ukrainienne, il existe un risque d'extension du conflit à l'extérieur du pays. Ce risque est calculé par les acteurs et tout dépend donc de leurs objectifs.

Depuis le premier jour de la crise ukrainienne, tant par leur soutien aux manifestants de Maidan que par leur reconnaissance immédiate de la légitimité des auteurs du renversement du pouvoir en février, les États-Unis sont au premier rang des acteurs. Soutenant sans réserve le nouveau pouvoir du 22 février, ils lui fournissent une aide financière et, depuis le 17 avril, un soutien militaire logistique contre les rebelles¹ d'une valeur de 23 millions de dollars. De plus, ils communiquent chaque jour vers le monde entier sur l'Ukraine, mettent en accusation la Russie et ordonnent des représailles économiques qu'ils justifient par le conflit armé. Dans les acteurs de premier plan, on peut dire que les États-Unis jouent le rôle principal.

La Russie est directement concernée par le conflit car les habitants du Donbass sont très majoritairement russes. Jusqu'en 1991, l'Ukraine et la Russie était intégrées dans une même nation. L'effondrement de l'URSS a été le douloureux éclatement d'une population à travers différents états. Pour bien comprendre ce que ressentent les Russes dans la guerre ukrainienne, il faut imaginer que la région PACA soit passée en Italie il y a moins de 25 ans après un bouleversement politique, et qu'aujourd'hui, cette région soit bombardée par l'armée italienne. On imagine bien l'émoi que cela produirait en France et les réactions qui s'en suivraient. La Russie est donc légitimement et directement concernée, non pas politiquement, mais humainement par le drame du Donbass. Et depuis l'épisode de la Crimée où elle est intervenue directement, la Russie est systématiquement mise en cause dans le conflit à l'Est, soit par des soupçons d'agissements d'agents russes qu'elle aurait envoyés sur place pour alimenter la rébellion, soit par des soupçons de fourniture d'armes aux rebelles. Accusée depuis le début de vouloir répéter le scénario de la Crimée et de projeter d'envahir l'Est ukrainien, la Russie s'y retrouve de fait directement impliquée. Elle est régulièrement l'objet d'une série de sanctions à son encontre, décidées par les États-Unis, puis par l'Union Européenne, qui débiteront le 6 mars.

De son côté, l'OTAN se trouve une nouvelle jeunesse dans ce conflit. Les allégations répétées accusant la Russie de vouloir envahir

¹ « USA : aide militaire non létale à l'Ukraine », Le Figaro, 17 avril 2014

l'Ukraine, et plus généralement d'avoir des visées expansionnistes par voie militaire sur l'Europe de l'Est, finissent par faire intégrer à l'opinion publique que la Russie pourrait agresser les pays Baltes ou la Pologne. L'OTAN lance une intense campagne de propagande sur les hypothétiques projets d'invasion russe, justifiant ainsi son déploiement de troupes et d'aviation en Europe de l'Est ainsi qu'une présence accrue en mer Baltique et en Mer Noire. Rassmussen, le patron de l'OTAN, ira même jusqu'à déclarer que *la Russie est l'ennemi du monde occidental*², ce à quoi David Cameron ajoutera : « *La Russie voit l'OTAN comme un adversaire* »³. Cette surenchère est écrite par le premier ministre anglais dans une lettre ouverte à l'Organisation, l'appelant à renforcer encore ses troupes au sol, dans les airs et en mer pour soutenir les membres de l'Alliance face à la Russie. Ce face-à-face Russie/OTAN alimenté par des déclarations fracassantes, suspicieuses ou agressives laisse donc entrevoir un vrai risque d'explosion du conflit dans toute l'Europe.

De plus, économiquement, le conflit a été internationalisé dès les premiers jours avec les sanctions à l'encontre de la Russie, notamment son exclusion du G8 (mars). Les sanctions ne vont cesser de prendre de l'ampleur en se basant sur des accusations de plus en plus hypothétiques, et sans ne jamais produire aucune preuve convaincante. Cette accélération, ainsi que la gravité des mesures prises, peuvent même donner à penser que le seul enjeu de cette guerre ne réside que dans les attaques économiques destinées à affaiblir et isoler la Russie.

Enfin, il y a dans cet affrontement des conséquences économiques et politiques majeures pour l'avenir de l'Ukraine et de l'Union Européenne qui s'engage sur la voie de soutenir à bout de bras la défaillance économique ukrainienne inévitable en y prenant une part importante de responsabilité. On ne peut pas occulter que l'éclatement de l'Ukraine vient de ce que l'Union Européenne a tenté de la détacher de la sphère d'influence russe en négociant avec elle contre la Russie, au lieu de l'inclure dans des négociations tripartites.

L'Union Européenne et ses pays membres jouent un rôle fondamental à deux égards. Le premier est celui de leur réaction face à la demande

2 « *NATO says Russia considers it an opponent, prepares Ukraine aid* », Reuters, 15 juin 2014

3 « *David Cameron appelle l'OTAN à revoir sa position avec Moscou* », Le Monde, 2 août 2014.

de sanctions américaines, de leur suivisme ou de leur refus, tant sur un plan économique que psychologique car les États-Unis ne peuvent pas prétendre à eux seuls isoler la Russie du reste du monde. Le deuxième est leur attitude vis-à-vis du nouveau pouvoir de Kiev qu'ils ont également immédiatement reconnu et dont ils soutiendront la guerre sans réserve, prenant ainsi modèle sur les États-Unis.

Ainsi, les acteurs de premier plan sont les États-Unis, la Russie, l'Union Européenne, l'Allemagne et la France, mais aussi l'OSCE et bien sûr l'OTAN.

Curieusement, l'ONU a un rôle très effacé et les échanges significatifs entre puissances se font davantage par voie de presse ou même de réseaux sociaux que par tribunes au Conseil de Sécurité. En revanche, l'OSCE est appelée à jouer un rôle important car l'organisation peut rapidement déployer un grand nombre d'observateurs sur le terrain, ce qui peut se révéler capital dans la mesure où dans cette guerre, le plus difficile semble parfois de savoir ce qui s'y passe.

Dans les acteurs de second plan, on trouve la Pologne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Chine et plus généralement les BRICS⁴.

La Pologne et le Royaume-Uni sont tous deux connus pour leur haine de la Russie et présentent chacun un intérêt particulier : la Pologne, celui de la proximité de son territoire avec la Russie, et le Royaume-Uni, celle de la proximité des grandes fortunes russes avec la City londonienne. Ainsi, si le premier craint d'être envahi par les Russes, le second craint plutôt d'être déserté par eux. Leurs réactions sont donc importantes sur un plan militaire pour le premier et économique pour le deuxième. Ce sont aussi deux acteurs de l'Union Européenne et ils pèsent donc sur les décisions.

L'Italie est aujourd'hui le deuxième partenaire économique de la Russie en Europe après l'Allemagne. Depuis plusieurs années, les deux pays resserrent leurs relations et l'Institut Français des Relations Internationales la désigne même comme « La voix de la Russie en

4. Association de cinq économies émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) créée en 2006 et dont le premier sommet se tient en Russie en 2008.

Europe » dans l'un de ses rapports⁵. Elle jouera elle aussi un rôle important dans les réactions de l'Union Européenne face aux sanctions demandées par Washington.

On entend parfois des dirigeants occidentaux parler d'eux-mêmes sous le vocable de « la communauté internationale », sous-entendant ainsi que les États-Unis et l'Europe *sont* cette fameuse communauté internationale. Longtemps, sans se l'avouer, on a considéré ces deux entités comme en étant les meilleurs représentants, tout simplement parce qu'ils étaient les plus riches. Par exemple, il importe peu à la *communauté internationale* de savoir aujourd'hui que la Bolivie a inscrit Israël sur la liste des états terroristes et qu'aucun Israélien ne peut plus se rendre en Bolivie. Cela importe peu car la Bolivie est un pays pauvre. Et, par exemple encore, qui se soucie de la position du Vietnam sur la crise Ukrainienne ? En cela, les BRICS sont un acteur de la guerre et pourraient bien jouer un rôle non négligeable dans son évolution. Même si cette organisation n'affiche encore aucune ambition ou convergence politique, son poids est considérable : un cinquième du PIB mondial (équivalent à celui de l'UE ou des USA), 40 % de la population mondiale et 40 % des réserves monétaires de la planète. Ce poids leur donne une stature et une voix qui pourraient bien éclairer d'un jour nouveau l'ordre qui régira le monde du 21^e siècle... peut-être à l'issue de la guerre en Ukraine.

La question-clé est bien de savoir précisément qui fait quoi, dans et autour de la guerre, et pourquoi. On ne peut évidemment pas compter sur les acteurs pour nous le dire, d'autant qu'eux-mêmes ne savent pas non plus forcément quels sont le rôle, les objectifs et les projets des autres acteurs. Il faut donc les écouter et les observer attentivement pour les débusquer, en se méfiant des idées simples et des a priori hasardeux, tout en gardant toujours en mémoire un principe valable en tout temps et en tous lieux : « *chercher à qui profite le crime* ».

La recherche de la vérité est certainement le chemin le plus sûr vers la paix, sinon le seul. La tâche est d'autant plus difficile que les

5. « *Italie, voix de la Russie en Europe ?* », IFRI – Centre Russie/NEI, Septembre 2011

enjeux ne nous sont pas non plus connus avec précision. Pour en citer quelques-uns : la fourniture d'énergie (le gaz russe), l'évidente volonté américaine d'éloigner la Russie de l'Europe, la position géostratégique de l'Ukraine, les budgets de l'OTAN et les lobbys de l'industrie d'armement qui les accompagnent, le retour d'une opposition Est/Ouest sous l'angle de la civilisation, comme par exemple l'existence de valeurs morales ou la conception de la pratique du pouvoir. De plus, il existe sans doute des enjeux secrets mais fondamentaux comme la suprématie du dollar US par son statut de monnaie d'échange internationale, dont il n'est pas écrit dans la pierre que cette position est éternelle. Et les attaques contre l'économie russe ayant été le centre névralgique des six premiers mois de toute la guerre, il est raisonnable de penser que celle-ci n'a été déclenchée par les Etats-Unis que dans le but d'empêcher la fin du dollar comme monnaie des échanges internationaux.

Les événements de Kiev qui ont provoqué le renversement du pouvoir ont eu pour objet de sortir l'Ukraine de l'influence russe pour la diriger vers l'Europe (on peut d'ailleurs se demander pourquoi il semble si important « pour l'ouest » d'arracher l'Ukraine de la sphère d'influence de la Russie). Ces accords UE/Ukraine seront finalement signés le 27 juin, mais ils n'ont pas réglé cette question car s'il ne s'agit que d'emmener les restes d'un pays dont seraient sortis l'Est et le Sud, outre que les accords pourraient devenir caducs, ce ne serait pas une victoire pour l'occident sur la Russie. Garder l'Est après avoir perdu la Crimée est donc aussi un enjeu de taille pour la position des acteurs sur une scène internationale devenue dramatique en quelques mois notamment avec la situation en Irak, en Libye, en Syrie, en Iran... et à Gaza.

Au final, l'enjeu de la crise ukrainienne est peut-être un nouvel ordre mondial dont la question est de savoir si l'occident y tiendra toujours une place dominante.

LE CESSEZ-LE-FEU

Le 1^{er} juillet, le président Ukrainien Porochenko met fin au cessez-le-feu en vigueur depuis le 20 juin et reprend les attaques contre les rebelles du Donbass.

Le cessez-le-feu mis en place dix jours plus tôt est « unilatéral¹ », ce qui signifie que l'une des parties (ici Porochenko) en a décidé seul, sans concertation avec son ennemi, et qu'il doit s'appliquer « de force » à tous les belligérants. C'est un point très important et nous allons voir que ce *cessez-le-feu unilatéral* n'a de désir de paix que la reddition des ennemis sans négociations. En effet, il n'y a aucun échange de vues entre les parties sur le litige, aucune rencontre, aucune discussion et plus simplement, il n'y a pas un seul contact entre le gouvernement et les rebelles pour discuter des conditions de la paix et d'un cessez-le-feu. Mais, et c'est là le plus important car on comprend alors la position du président ukrainien, le cessez-le-feu est conditionné à l'acceptation du Plan de paix rédigé sans concertation avec ses ennemis. « *Mon plan de paix débute avec mon ordre de cessez-le-feu unilatéral*² » déclare-t-il le 20 juin.

Ce plan tient en quatorze points³. Les mesures les plus importantes sont le désarmement des rebelles, la fin de l'occupation illégale des bâtiments administratifs, l'amnistie pour les rebelles qui se rendent et n'auraient pas commis de crime grave, la libre sortie vers la Russie des rebelles qui le souhaitent, la libération des prisonniers des rebelles (ceux-là sont qualifiés d'otages, tandis que la libération des prisonniers de l'armée

1. « *Le président ukrainien annonce un cessez-le-feu unilatéral* », Libération, 20 juin 2014.

2 « *Le président Porochenko dévoile un plan de paix en 14 points* », Le Point, 20 juin 2014

3 « *Ukraine : Porochenko propose un plan de paix en 14 points* », Les Echos, 20 juin 2014

de Kiev n'est pas envisagée), une zone tampon de dix kilomètres à la frontière russe, et, en contrepartie, la promesse d'une protection de la langue russe, l'engagement vers une décentralisation du pouvoir et des élections rapides. En clair, le gouvernement ukrainien accepte de faire la paix avec ses ennemis à condition qu'ils se rendent ou qu'ils s'en aillent, et qu'ils libèrent leurs prisonniers. C'est tactiquement assez bien joué car les observateurs n'entrent évidemment pas dans les détails du plan, et la mise en place du cessez-le-feu qualifié d'*unilatéral*, sans en préciser le sens, laisse penser une bonne volonté de paix de la part de Kiev. Mais les rebelles ne veulent pas se rendre en renonçant purement et simplement à leur cause, et on pourra alors dire de ceux-ci qu'ils refusent la paix malgré la main tendue de Kiev. C'est très important car tout va se jouer dans l'image que vont donner au monde Porochenko, les rebelles et la Russie.

Les contreparties de cette reddition sont faibles et peu convaincantes, voire quasiment inexistantes. Il y en a principalement trois (passons sur un fantomatique « plan d'emploi pour la région » inclus dans le plan de paix sans autre précision...), et d'abord la promesse de protection de la langue des habitants de ces provinces. Rappelons que cette langue était langue régionale jusqu'au renversement du régime, et l'une des toutes premières mesures du nouveau gouvernement avait alors été de la supprimer⁴ en tant que telle. Et lorsque Porochenko accédait à la présidence deux mois plus tard, il gardait le même gouvernement. Il n'a donc pas lieu de « protéger » la langue puisqu'elle n'est soumise qu'à ses seules attaques et à celles de son gouvernement. Ensuite, l'organisation d'élections rapides. C'est une promesse bien peu engageante puisque, à ce moment, il est déjà connu que le gouvernement alors en place ne tiendra pas et qu'il faudra de toute façon organiser des élections législatives dans le pays, au plus tard à l'automne. Enfin, la « relative autonomie » des provinces. Cela ne signifie pas grand-chose, tant l'autonomie de provinces ou de régions est une question technique qui ne peut être jugée que dans le détail des mesures précises mises en place pour l'encadrer.

4. Première mesure d'après 22 février

Le spectre de la décentralisation couvre un éventail extrêmement large, par exemple du statut d'une région française entièrement sous la dépendance de l'État français, jusqu'au statut d'une Région Administrative Spéciale de Chine comme Hong Kong qui dispose de sa propre monnaie, décide de ses politiques fiscale, économique et migratoire, et tient une frontière extrêmement stricte en appliquant des droits de douane au pays auquel elle appartient et en exigeant même des visas de ses ressortissants ! On peut aussi citer les länders allemands qui disposent chacun de leur système éducatif, ou encore les innombrables statuts des entités composant la fédération de Russie pour comprendre que promettre une décentralisation des pouvoirs sans en indiquer précisément les termes n'a pas beaucoup de sens. Or, il est évident que des mesures de ce type ne peuvent se décider que lors de longues négociations et échanges entre les deux parties.

On peut aussi remarquer que cette « proposition de paix » est semblable au « plan de sortie de crise » de Ianoukovitch présenté en janvier à Kiev quelques semaines avant le renversement du pouvoir : suivant le même principe, le parlement avait alors voté une amnistie générale des émeutiers en échange de l'évacuation des bâtiments administratifs qu'ils occupaient illégalement, et promettant de nouvelles élections. La proposition avait été rejetée par l'opposition bien que ce plan de sortie de crise avait été longuement discuté au parlement⁵, contrairement au plan de paix de Porochenko qui, lui, répétons-le, n'est l'objet d'aucune discussion.

Porochenko s'entretient au téléphone avec Poutine sur son plan de paix et fait savoir publiquement avec insistance qu'il compte sur un soutien du président russe, rendant ainsi dès le premier jour le Kremlin coresponsable avec les rebelles d'un éventuel échec. En réponse, Poutine répète que Kiev doit d'abord cesser d'attaquer militairement les provinces et précise l'évidence que tous les observateurs semblent oublier, à savoir que si le cessez-le-feu n'est pas suivi de négociations et par « *la moindre tentative d'atteindre un accord avec l'Est de l'Ukraine,*

5. « *Ukraine : l'opposition refuse l'amnistie proposée par Ianoukovitch* », L'Express, 30 janvier 2014.

alors tous ces efforts auront été en vain »⁶. Le président Porochenko ne veut pas en entendre parler, et le dirigeant russe comprend parfaitement la manœuvre puisqu'il ajoute : « *Une première analyse montre malheureusement que ce n'est pas une invitation à la paix et à des négociations, mais un ultimatum adressé aux insurgés du Sud-Est de l'Ukraine pour qu'ils déposent leurs armes* »⁷. Le Conseil Européen annonce immédiatement son soutien au plan de paix de Porochenko et, le 23 juin, « *exhorte la Russie à le soutenir également* »⁸. Remarquons au passage une manœuvre de propagande : les *exhortations* à la Russie qui sont récurrentes de la part des Occidentaux. C'est une façon de communiquer pour *montrer* qu'on demande à la Russie de faire telle chose, quand bien même elle la ferait déjà. En effet, l'important n'est pas de demander, mais de montrer que l'on demande, le message n'est en réalité pas destiné à la Russie, mais à son propre camp pour lui montrer que l'on est actif face à la Russie que l'on *exhorte à*, terme très fort pour indiquer que l'on tente de convaincre en y mettant toute sa volonté.

Toujours sans aucune discussion avec la partie adverse, ce qui constitue un fait absolument sidérant relevé par aucun grand média, l'Union Européenne donne donc son soutien sans réserve à Kiev dont le projet de paix est la reddition de ses adversaires. De plus, l'UE rend par avance responsable la Russie du refus certain des rebelles qui ne voient aucune raison de se rendre.

Malgré des signes encourageants vers une baisse des tensions signalés par le secrétaire général adjoint de l'ONU Taye-Brook Zerihoun, il est extrêmement difficile de savoir si le cessez-le-feu avait été significatif ou pas puisque des combats sporadiques éclataient toujours ici ou là et que les bombardements de l'armée sur les villages n'avaient pas cessé de façon continue. Les rebelles avaient de leur côté abattu un hélicoptère de l'armée le 24 juin, tuant neuf soldats. Cet incident avait

6. « *Ukraine : la trêve menacée après un hélicoptère abattu par les séparatistes* », Le Monde, 24 juin 2014

7. « *Pour le Kremlin, le cessez-le-feu de Porochenko est un ultimatum* », BFMTV, 20 juin 2014.

8. Politique étrangère de défense – Politique régionale, Conseil européen, europaforum.lu, 27 juin 2014.

été décrit par la presse comme une rupture de cessez-le-feu et un refus de paix de la part des rebelles⁹ mais sans mentionner que l'hélicoptère avait été abattu à Slaviansk¹⁰. Ce point est important car il aurait alors été légitime de préciser que celui-ci survolait un territoire contrôlé par les rebelles, ce qu'il ne devait évidemment pas faire pendant un cessez-le-feu. La responsabilité de cette « rupture » de cessez-le-feu n'était donc pas imputable aux rebelles.

Il est intéressant de voir dans quelles conditions a été prise et annoncée la décision de Porochenko de reprendre officiellement les attaques le 1^{er} juillet contre les provinces indépendantes. Il y a eu des manifestations, notamment le dimanche 29 juin à Kiev, pour demander la reprise des combats contre l'est du pays¹¹ et ceci pourrait laisser penser qu'une partie du pays ne veut pas de plan de paix avec les habitants du Donbass. Ce n'est pas du tout certain car passent à la télévision ukrainienne des quantités de messages de propagande extrêmement virulents répétant que les indépendantistes sont des bandits et des ennemis du pays envoyés par la Russie qui terrorisent et pillent les populations qualifiées d'otages.

C'est dans ce même type de communication que Porochenko avait fait savoir qu'il était prêt à amnistier les *terroristes* qui ne s'étaient pas rendus coupables de *meurtre* ou de *torture*, ce qui était bien sûr une façon d'indiquer sans détour à la population que les rebelles étaient des criminels sanguinaires qui commettaient communément des meurtres et des tortures. Il est donc probable que les Ukrainiens aient davantage été victimes de ce que l'on pourrait appeler une propagande à l'ancienne, que réellement désireux de liquider effectivement les habitants des deux provinces.

Enfin, et c'est certainement l'élément le plus troublant, la date du cessez-le-feu n'est pas choisie au hasard puisque la signature avec

9. « Cette attaque est un coup porté aux espoirs du président ukrainien, Petro Porochenko, soutenu par ses alliés occidentaux, de mettre fin à une insurrection séparatiste menaçant l'unité de cette ancienne république soviétique. » voir article note précédente

10. « *Ukrainian military helicopter shot down near Slovyansk* », Kiev Post, 24 juin 2014.

11. « *Ukraine : manifestations à Lougansk et Kiev* », Euronews, 29 juin 2014.

l'Union Européenne du second volet des accords sur la suppression des barrières douanières était fixée au 27 juin. Si le président Porochenko avait signé à Bruxelles pendant que son armée pilonnait au mortier les villages du Donbass, il lui aurait peut-être été difficile de déclarer que c'était un « *jour historique pour l'Ukraine* » comme il a pu le faire. Et le président du Conseil Européen n'aurait pas pu lui répondre que « *l'Union Européenne est plus que jamais à vos côtés* »¹² pendant qu'à la même heure, l'armée de Porochenko bombardait les populations civiles des villages de son pays. Il fallait donc impérativement être en paix ce jour-là, et si possible depuis un peu plus de vingt-quatre heures afin que cela ne se voie pas trop et que les cadavres encombrants du Donbass ne viennent pas gâcher pas la joyeuse fête bruxelloise.

Le cessez-le-feu est donc décrété une semaine avant la signature avec l'Union Européenne. Lors de celle-ci, Van Rompuy déclare que l'accord n'est pas une fin en soi et que « *l'objectif est la pleine intégration au marché de l'Union Européenne* » en garantissant le soutien politique, technique et financier de l'UE à la nouvelle Ukraine¹³.

Ce type de déclaration, et plus généralement l'attitude des instances de l'UE, doit être considéré comme de l'irresponsabilité. En effet, l'Ukraine est en guerre civile à cause de cet accord et une posture minimale de décence et de sécurité aurait donc imposé à n'importe quel dirigeant doué d'un peu de conscience politique de proposer un report de signature et des appels à la réconciliation nationale et à la réflexion. Au contraire, l'UE ajoute de l'huile sur le feu des déchirements internes en déclarant qu'il faut encore aller plus loin et plus vite. C'est bien une irresponsabilité politique qui ne s'encombre pas ici de considérations sur la paix et sur la vie des gens sans doute parce que leurs auteurs, précisément *irresponsables*, n'en ont pas conscience.

Le lendemain de la signature, l'Union Européenne lance un ultimatum à la Russie l'exhortant encore à une « désescalade » sur le terrain.

12 « *Ukraine : l'accord d'association avec l'Union Européenne signé* », Le Monde, 27 juin 2014

13. Politique étrangère de défense – Politique régionale, Conseil européen, europaforum.lu, 27 juin 2014.

Les rebelles ne comptant pas se rendre, l'Union Européenne en rend la Russie responsable et Porochenko reprend les attaques contre ses provinces le 1^{er} juillet, malgré les appels conjoints de Merkel, Poutine et Hollande à prolonger le cessez-le-feu, à autoriser des couloirs humanitaires, et à s'engager vers la paix.

Ce jour-là, il est bien difficile de comprendre les objectifs poursuivis par Porochenko. Certes, il a réussi à signer avec l'UE pendant une illusoire « semaine de paix », certes il a réussi à donner l'illusion d'une volonté de paix, certes il a réussi à rejeter la faute de la continuation des combats sur la Russie, et tout cela lui permet de reprendre les bombardements de populations civiles dans l'Est contre les rebelles. Mais ses objectifs en tant que président de l'Ukraine restent obscurs car il n'a pas la capacité militaire de reprendre les provinces, et sa guerre à tout prix mène son pays sur la voie d'une débâcle économique, d'un désastre humanitaire, d'une haine féroce interne à sa population et d'une solution politique de plus en plus difficile avec les rebelles. Travaille-t-il pour le bien de son pays ?

LES FORCES ARMÉES UKRAINIENNES

Depuis le renversement du régime le 22 février, les forces armées agissant pour le pouvoir légal sont en mutation.

LES BERKOUT

Tout d'abord, les unités anti-émeute de la police, les Berkout, ont été dissoutes le 25 février par le ministre de l'intérieur. Une vingtaine de ces policiers sont morts sur le Maidan, soit abattus par arme à feu lors des manifestations, soit lynchés par la foule, et on compte dans leurs rangs une centaine de blessés graves, mais ils sont accusés d'avoir tiré sur les manifestants à balles réelles et on leur reproche leur brutalité excessive. Après l'arrivée du nouveau régime, c'est dans le pur style des procès staliniens que quelques dizaines d'entre eux sont contraints de monter sur la scène installée à Maidan, de s'y agenouiller pour demander pardon sous les huées de la foule et de prendre le micro pour faire leur autocritique¹.

Cet épisode, que l'on pourrait juger anecdotique s'il n'était pas une mise en scène humiliante et archaïque organisée par le nouveau régime, en dit long sur le profil du gouvernement qui vient de prendre le pouvoir. Le traitement qu'il réserve à ces policiers n'est pas seulement la trace de sa conception totalitaire du pouvoir par la mise en œuvre d'une propagande de style soviétique accusant sans discussion ni preuve, et livrant d'hypothétiques coupables à la vindicte populaire, c'est aussi

1. « *Brutal security forces get down on their knees* », Daily Mail, 25 février 2014.

la marque de son inconsistance, voire de son incapacité à assurer la gestion de la sécurité du pays. Cette incompétence se confirmera dans les mois qui suivront.

Dissoudre cette unité de police est une erreur grossière pour au moins trois raisons. La première est de décourager la loyauté des autres forces de l'ordre et de faire naître leur méfiance à l'égard du nouveau pouvoir, car si les Berkout sont l'objet d'une pure vengeance, c'est précisément parce qu'ils ont obéi aux ordres de leur hiérarchie. La deuxième est une preuve d'inconsistance puisque les Berkout sont composés de 5 000 hommes dont le métier est le maintien de l'ordre, expérimentés, organisés, loyaux et efficaces dont le gouvernement devrait savoir, ou au moins prévoir, qu'il va en avoir bientôt le plus grand besoin. La troisième est d'en faire des héros ou des martyres, et donc d'éventuelles recrues pour le camp de ceux qui sont opposés au renversement du pouvoir. Les Berkout déshonorés, renvoyés et publiquement humiliés par le nouveau régime rejoindront évidemment les rangs de l'opposition pour y servir.

Quelques jours plus tard, bien avant son indépendance et son rattachement à la Russie, non seulement la Crimée rejette la décision du ministre de dissoudre les Berkout et annonce qu'elle conservera ces hommes à leur poste, mais encore elle invite tous ceux du pays qui ont été licenciés à rejoindre la Crimée « pour servir la paix »².

LA GARDE NATIONALE

Sans surprise, la présence des unités d'élite des forces de maintien de l'ordre fait très vite cruellement défaut au pouvoir. Averti par le ministre de la Défense que seuls 6 000 militaires sur les 41 000 de l'infanterie sont en état de combattre, le président du Conseil de Sécurité Nationale (Andrei Paroubi, fondateur du parti Nazi Ukrainien en 1993) décide

2. « *Cossacks, Berkut and other armed men dig in for Crimea stay* », Reuters, 3 mars 2014.

alors de créer la Garde Nationale³ le 14 mars placée sous contrôle du ministère de l'intérieur. Il s'agit donc au départ d'une force de police. Elle démarre avec 500 des miliciens qui assuraient la force de frappe du Maidan et qui étaient placés sous son commandement lors des manifestations. L'unité se déclare ouverte à tous les volontaires dans l'objectif de recruter à terme 60 000 hommes. Ceux-là disposent alors de quelques jours d'entraînement dans des camps installés à la hâte en banlieue de Kiev⁴.

Le gros des troupes est formé des milices ultranationalistes du Pravyi Sektor (mouvement d'extrême-droite affilié aux néonazis, et se revendiquant comme tels) qui ne demandent qu'à se battre contre les russophones de l'Est et du Sud. À ce stade du développement, on perçoit parfaitement les errances du gouvernement qui a décidé de la suppression des Berkout, forces armées professionnelles et opérationnelles au service du pouvoir légal, pour créer à la hâte deux semaines plus tard une unité de miliciens sans formation, parfois jeunes pour la plupart recrutés chez les oisifs, et qui font étalage de leur haine d'une partie de la population. Le seul enchaînement de ces deux décisions peut objectivement être assimilé à une preuve soit de l'incapacité du pouvoir à gouverner, soit de sa volonté planifiée et réfléchie d'enfoncer le pays, sinon dans une guerre civile, au moins dans le chaos.

Dès la mi-mars, les premiers membres de la Garde Nationale sont envoyés par petits groupes dans les provinces de l'Est et se livrent en désordre à de simples expéditions punitives, tirant parfois sur des passants ou des véhicules, et même mitraillant une ambulance civile ou abattant des gens dans la rue, comme en attestent les innombrables vidéos postées sur le net⁵. À partir du lancement de l'opération antiterroriste le 13 avril, une partie d'entre eux se fond dans l'armée qu'ils accompagnent. On dit alors qu'ils y sont inclus notamment pour

3. « *L'Ukraine se dote d'une garde nationale* », Le Figaro, 16 mars 2014.

4. « *Gardennationaleukrainienne : du Maidan aux armes anti-char* », Libération, 18 mars 2014.

5. Recherche sur youtube avec « national guard ukraine », « mariupol » ou encore « krasnoarmeysk ». On trouve ainsi de nombreux témoignages filmés à l'aide de téléphones portables.

débusquer les déserteurs ou les soldats peu enthousiastes aux combats contre la population. Certaines sources affirment qu'ils font des opérations de police à l'intérieur de l'armée et même des exécutions de militaires refusant de partir au combat⁶. Mais ces informations, si elles sont plausibles pour leur cohérence avec la situation, sont invérifiables. Enfin, au début du mois d'août, les États-Unis annoncent leur décision d'octroyer prochainement une aide de 19 millions de dollars pour former et équiper la Garde Nationale Ukrainienne⁷.

L'ARMÉE

Le 30 avril, Tourtchinov, président par intérim, fait à la télévision une déclaration absolument incroyable : il dit ne plus contrôler l'Est du pays pour cause de déloyauté des forces de police et de l'armée qui sont passées du côté rebelle avec armes et matériels. Cette information, diffusée du côté anglo-saxon⁸ mais pas du côté français, est pour le moins spectaculaire car il s'agit du président de la république annonçant officiellement, et à la télévision, qu'il a perdu le contrôle des provinces séparatistes, et qui plus est, en raison du comportement déloyal ou inopérant des forces de l'ordre qualifiées de traîtres et dont il signale lui-même qu'elles sont passées du côté des opposants. Cette annonce se révèle immédiatement être une gaffe du président, non seulement parce que c'est une reconnaissance de défaite en début de guerre, mais aussi parce cet aveu a lieu simultanément à l'annonce par le FMI de son accord pour un prêt de 17 milliards⁹ au pays. Le FMI réagit immédiatement à l'annonce du président et indique dès le lendemain matin jeudi 1^{er} mai que le prêt annoncé la veille au soir devra être revu si jamais Kiev perdait l'Est du pays¹⁰. Sans doute l'institution

6. « *Ukraine : la garde nationale fusille ses propres militaires* », RIA, 18 mai 2014.

7. « *Les Américains veulent former la garde nationale ukrainienne* », Le Monde, 2 août 2008.

8. « *Ukraine's government has lost control of east, says acting president* », The Guardian, 30 avril 2014. et « *Ukraine says that militants won the East* », New York Times, 30 avril 2014.

9. « *Le FMI va aider l'Ukraine à hauteur de 17 milliards de dollars* », Le Monde, 30 avril 2014.

10. « *Ukraine : le FMI remaniera son aide en cas de perte de contrôle de l'Est* », Le Point, 1^{er} mai 2014.

financière ignore-t-elle qu'elle redonne de l'élan à une guerre qui venait d'être annoncée comme perdue par Kiev, puisqu'il n'est évidemment pas question pour le pouvoir de renoncer à cette aide indispensable. La réponse de Kiev au message du FMI du jeudi matin arrive alors l'après-midi même quand le président annonce qu'il repart à l'assaut de l'Est en réintroduisant en urgence par décret la conscription¹¹. Ainsi viennent s'ajouter, à une armée déjà peu motivée et peu compétente, des conscrits par nature jeune, inexpérimentés et pas plus motivés, à qui l'on demande de partir au combat contre leurs compatriotes...

L'armée est alors composée de militaires professionnels dans une proportion extrêmement réduite puisque le ministre annonçait 6 000 soldats d'infanterie aptes au combat et d'une forte proportion d'appelés sans aucune motivation, rappelons-le, puisqu'il s'agit non pas d'attaquer un ennemi étranger mais les propres populations du pays. Pour motiver les troupes, commencent de très lourdes campagnes de propagande incitant à aller combattre contre « l'invasion russe ». L'armée comprend aussi des éléments de la Garde Nationale créée quelques semaines plus tôt, recrutant sur contrat des volontaires sous-payés, et comprenant dans ses rangs des désœuvrés et des militants ou sympathisants d'une extrême droite féroce et haineuse vis-à-vis des populations russophones. Durant les mois d'avril et mai, on ne compte plus les scènes montrant l'hostilité et la défiance des populations de l'Est face à cette armée douteuse dont elles constatent les méfaits tous les jours et en qui elles n'ont aucune confiance. Ces scènes, innombrables dans les vidéos filmées par de simples citoyens avec leur téléphone, sont en revanche très peu signalées dans les médias.

On se contentera de deux exemples, choisis ici pour avoir été exceptionnellement relayés par de grands médias. Celui spectaculaire de ce général, nommé deux jours plus tôt directeur-adjoint du SBU (services spéciaux de l'armée), qui est pris à partie par la population

11. La conscription, qui est l'appel dans l'armée aux jeunes civils, avait été abolie en 2013 pour laisser place à une armée professionnelle. La mobilisation est l'appel dans l'armée à tous les civils sous certaines conditions (âge, sexe, famille,...).

de Kramatorsk et qui, craignant un lynchage, est contraint de s'enfuir¹². Sûr de lui, il était venu à la rencontre des gens faire de la propagande devant les caméras de Kiev en disant aux habitants : « *Nous sommes là pour vous défendre contre les terroristes* ». Mais ceux-là répondent, menaçants : « *C'est qui les terroristes ? C'est vous !* ». Il essaye alors de les inquiéter en évoquant une attaque par des hommes armés, mais les gens ne lui accordent aucune confiance, ils lui crient : « *Menteur !* ». Et ils finissent par lui demander ses papiers d'identité alors que, menacé et coincé le dos à la porte de la caserne, le général soudain seul au milieu des gens frappe à la porte et qu'aucun soldat ne vient lui ouvrir¹³. Le deuxième exemple relate un des fréquents épisodes de colonnes de soldats bien peu motivés mis en fuite par une population déterminée et persuadée que sa sécurité est mise en danger par son armée, comme cette histoire du 25^e bataillon aéroporté de Dniepropetrosk obligé par la population à lui remettre les percuteurs de toutes ses armes pour être autorisé à traverser la ville. Incroyable ironie, les militaires ukrainiens devront être escortés par les rebelles qui assureront leur protection contre les habitants¹⁴.

Il y a un grand nombre de témoignages de cette sorte qui montrent sans équivoque deux choses : la réalité de la défiance et du ferme rejet de l'armée par la population d'une part, et la nature des gens hostiles au gouvernement de Kiev dont on peut constater qu'ils sont bien *la population locale*, et pas de légendaires agents russes d'autre part. Dans les mésaventures de cette armée peu fiable, on compte aussi des passages à l'ennemi avec armes et matériels, des désertions et même des menaces proférées contre Kiev par des soldats mal nourris qui ne comprennent pas pourquoi on leur demande de faire la guerre à leur propre pays. Mais à partir du mois de juillet, les témoignages de ces mésaventures de l'armée ukrainienne se feront plus rares, sans doute pour avoir été l'objet d'opérations de police militaire. On peut cependant

12. Youtube : « In Ukraine, rowdy scene where first shots were fired ». Les vidéos sur ces deux incidents permettent de voir la réalité des gens opposés à l'armée, ce sont eux qu'il faut regarder.

13. « *Un général ukrainien molesté par la foule dans l'Est de l'Ukraine* », Le Monde, 16 avril 2014.

14. « *Dans l'Est, la débandade de l'armée ukrainienne* », Le Monde, 17 avril 2014.

noter celle du 3 août qui a vu 438 soldats ukrainiens déserteurs passer en Russie pour y demander l'asile. Les annonces de ces désertions ne sont pas toujours vérifiables mais celle-ci mérite d'être signalée pour avoir été confirmée par Kiev, ce qui est exceptionnel¹⁵.

Dans cette propagande, la presse joue plus ou moins consciemment un rôle déterminant et y participe très activement. Alors que *Le Figaro* n'avait jamais voulu évoquer l'importance des désertions dans l'armée ukrainienne, le journal publie un article, à la suite de la désertion massive évoquée ci-dessus, portant sur... le manque d'effectifs chez les rebelles¹⁶. Ceux-ci, dit l'article, forcent les gens à s'enrôler, y compris les femmes, les vieillards et les enfants. Et pour donner du poids à son information, le journaliste précise qu'il a rencontré un rebelle lui ayant dit qu'il connaissait un mineur dans ses rangs. Sans doute de bonne foi, le même journaliste retransmet dans un autre article tout aussi naïvement les fables invraisemblables de la lourde propagande de la télévision ukrainienne, racontant avec effroi les mutilations sur les soldats ukrainiens auxquelles les rebelles sont supposés se livrer en riant devant la caméra, adressant les vidéos aux familles, et même prenant la peine et le temps d'écrire et d'envoyer aux familles des victimes de leurs tortures des « lettres vengeresses », précise le journaliste. Et il continue pour préciser que, pendant ce temps de « sauvageries ignobles » perpétrées par les rebelles, les forces de Kiev affichent au contraire de la retenue et de la dignité¹⁷. Indubitablement, cette propagande joue un rôle fondamental dans la perception de la réalité même si, comme dans le cas ci-dessus, elle est commise avec une naïveté confondante par un journaliste de bonne foi et sans doute peu expérimenté.

Depuis le début de l'été, on voit en revanche apparaître beaucoup de témoignages sur un autre mouvement, beaucoup plus fort et bien plus difficile à combattre par Kiev : celui des familles qui ne veulent pas laisser partir leurs enfants appelés par l'armée. Car la guerre fait beaucoup de morts du côté de cette armée sans entraînement et sans

15. « *Over 400 ukrainian tropas cross into Russia for refuge* », RT, 4 août 2014.

16. « *Ukraine : les séparatistes en mal de combattants* », Le Figaro, 4 août 2014.

17. « *Dans l'Est, une sinistre guerre des morts* », Le Figaro, 1^{er} août 2014.

motivation face aux rebelles déterminés comprenant dans leurs rangs des vétérans de l'armée ukrainienne, russe ou soviétique, certains ayant servi en Tchétchénie ou même en Afghanistan. Et si les problèmes de discipline interne sont peut-être à peu près réglés à la date du 1^{er} juillet, fin du cessez-le-feu, celui du recrutement devient un obstacle aux opérations de terrain, mais surtout au soutien de ces opérations militaires par la population. Et cela représente un risque infiniment plus dangereux pour le nouveau régime. Deux motivations distinctes provoquent des manifestations en Ukraine contre la guerre. La première est de contester la légitimité et la nécessité d'un conflit armé plongeant le pays dans la guerre civile, et la seconde est de mettre en doute la compétence de l'état-major dont les erreurs entraînent un grand nombre de victimes.

Fin juillet, l'armée opère sa troisième vague de mobilisation, et sur cette question, à titre d'exemple, signalons la très troublante affaire concernant la mobilisation du 24 juillet visant la minorité roumaine qui vit dans l'ouest du pays¹⁸. (Précisons que cette information n'a pas pu être vérifiée de façon absolue mais en présente toutes les probabilités.) Cette mobilisation s'est heurtée au refus catégorique des familles qui se sont radicalement opposées au départ de leurs enfants et à cette guerre elle-même. Après quatre jours de manifestations et de blocages d'autoroute, le gouverneur de la province a déclaré à l'adresse des Roumains sur son territoire : « *Si vous ne voulez pas défendre l'unité du pays, vous avez deux solutions : soit aller vivre en Russie, soit dans n'importe quel autre pays meilleur que celui-ci* ». Bucarest a alors réagi et le ministre des affaires étrangères roumain a demandé des clarifications à Kiev au sujet de cette mobilisation adressée aux jeunes de la minorité roumaine, rappelant qu'une procédure de mobilisation ne peut être basée sur des critères ethniques. L'affaire a pris une tournure encore plus dramatique lorsque le député chargé de la diaspora au parlement de Bucarest a déclaré que le gouvernement ukrainien voulait envoyer des Roumains sur la ligne de front plutôt que des Ukrainiens,

18. « *Ukraine : la minorité roumaine refuse d'aller faire la guerre dans le Donbass* », Le Courrier des Balkans, 1^{er} août 2014.

car « *ce serait la solution que Kiev aurait trouvée afin d'exterminer les citoyens d'origine roumaine de la région* ». En réponse, les autorités ukrainiennes annonçaient que la mobilisation était suspendue pour la région. Cet épisode extrêmement inquiétant quant aux propos échangés fait ressortir les risques certains de dérapages du conflit et d'un embrasement, risques inévitables dus à la volonté aveugle de Kiev de faire une guerre envers et contre toutes les réalités du pays, notamment celle de sa composition.

La présence de quelques centaines de mercenaires américains depuis le mois d'avril est révélée le 12 mai par l'hebdomadaire allemand *Bild* auquel les services allemands ont transmis l'information, ainsi que celle d'agents du FBI et de la CIA à Kiev¹⁹, dont le directeur lui-même le 12 avril²⁰. Il est plus que probable que ces interventions américaines aient été réalisées non pas pour une action sur le terrain comme il a parfois été dit, mais pour une mission de conseil et de réorganisation afin de minimiser dans l'urgence les insuffisances de l'armée ukrainienne. C'est en tout cas une hypothèse parfaitement cohérente avec la situation car l'armée montre effectivement un visage radicalement différent entre la mi-mars et le début juillet, ce que l'on constate facilement en regardant différents témoignages filmés. Sauf miracle, il y a bien eu intervention extérieure. Pour s'en convaincre, on peut lire un article du *New York Times*, édition du 6 juillet²¹, le lendemain de la reprise par l'armée de Slaviansk, c'est-à-dire quelques jours après la fin du cessez-le-feu qui devait voir une formidable recrudescence de bombardements et de combats. S'interrogeant sur cette étrange mutation de l'armée faisant oublier son piteux état au début des hostilités²², voici ce qu'écrivit le journal américain :

19. « *Des mercenaires en Ukraine* », Le Monde, 11 mai 2014.

20. « *Le directeur de la CIA s'est rendu à Kiev* », Le Figaro, 14 avril 2014.

21. « *Ukraine military finds its footing against pro-Russians rebels* », New York Times, 6 juillet 2014.

22. Ce changement radical est aussi relaté à sa façon par Le Monde, édition du même jour, dans un article à la gloire des exploits de l'armée ukrainienne pénétrant dans une ville évacuée par les rebelles (Slaviansk). Le journaliste enthousiaste entonne une ode à l'armée ukrainienne : « Depuis l'humiliation des débuts de « l'opération antiterroriste », quand, à quelques kilomètres de là, des soldats hagards et noirs de crasse se faisaient arrêter par des foules de civils, l'armée a souffert, avant de relever la tête. »

« Les militaires ont appris à se battre » dit M.Sungurovsky, directeur des programmes militaires au Centre Razumkov de Kiev (...). Sur beaucoup de points l'armée reste dans un état déplorable mais ils ont bénéficié de l'enrôlement de milliers de volontaires, d'aides financières de la part de simples citoyens, (...) et il y a eu un effort notable pour améliorer l'armement et les équipements (...). Il y a aussi eu de l'aide venant de l'étranger. Les États-Unis ont envoyé 23 millions de dollars pour la sécurité depuis mars incluant des lunettes de vision nocturne, des gilets pare-balles, des moyens de communications et des rations de nourriture.

Mais, bien plus important, disent les experts, ont été la réorganisation de la chaîne de commandement et un virage psychologique crucial : les soldats ont surmonté leur répugnance à ouvrir le feu sur leurs compatriotes (...).

« Ils ont surmonté cette barrière psychologique par laquelle les militaires ont peur d'abattre des gens, dit M.Sungurovsky, ils avaient cette barrière après Maidan, après la centaine de morts, pas seulement la peur de tirer sur des gens, mais sur leurs compatriotes. Après que les forces aient été un peu restructurées, il devint clair qui étaient les nôtres et qui étaient les ennemis, et les opérations sont devenues plus efficaces ».

Pour l'anecdote, on notera que l'armée, ayant vraisemblablement suivi les conseils donnés, est désormais soucieuse de sa communication puisqu'elle arrive maintenant avec de la nourriture à distribuer à la population (voir article du *NYT* cité plus haut) et se fait prendre en photo à ses côtés. On peut voir à ce propos un reportage photo amusant où le militaire donne de l'argent aux habitants pour qu'ils acceptent de se faire photographier avec lui. De plus, on ne voit plus de vidéos de soldats sales et hagards se plaignant de leurs conditions, postées par les militaires eux-mêmes et qui circulaient souvent avant l'été. Il y a bien eu un soudain et indéniable effort de communication de l'armée qui a joué en faveur de son moral.

LES BATAILLONS DES GOUVERNEURS

La contestation de Maidan avait deux objectifs : se tourner vers l'Europe, et en finir avec la corruption des oligarques. Pourtant, avant de faire élire le roi des oligarques à la présidence le 25 mai, c'est dès les premiers jours de mars que le nouveau régime fait appel précisément aux oligarques pour tenter de freiner la contestation dans le sud-est²³. Ainsi, il nomme par décret Sergi Taruta (fortune estimée par Forbes à 600 millions de dollars) gouverneur de la province de Donetsk et Igor Kolomoisky (résident à Genève, Forbes 2,4 milliards de dollars) gouverneur de Dniepropetrovsk. Le calcul de Kiev est une fois de plus d'une incroyable et dangereuse incompétence, ou bien une preuve supplémentaire de sa volonté d'installer le chaos dans le pays, car il demande à ces gouverneurs *d'agir* de leur côté contre les rebelles, et de l'aider au retour de l'ordre.

Kolomoisky va s'y employer en finançant le bataillon Donbass²⁴, l'unité armée de sa province mise en place fin avril par le gouvernement décidant alors que chaque province devait avoir son propre bataillon. Résident fiscal en Suisse, personnage sulfureux et mégalomaniaque, Igor Kolomoisky est sans conteste le personnage le plus dangereux et le plus trouble de toute la crise ukrainienne²⁵. L'oligarque explique innocemment à *La Tribune de Genève* du 30 mai²⁶ qu'il a choisi la Suisse comme résidence pour raisons familiales, puis, à propos de sa « nomination » au poste de gouverneur, il raconte non moins tranquillement le partage du pouvoir : « *entre oligarques, nous avions décidé, pour calmer la situation politique, de nous répartir les régions. Rinat Akhmetov devait aller à Donetsk, Victor Pinchuk à Zaporijjya et moi à Dniepropetrovsk.* »

23. « *Ukraine recruiting its oligarchs to prevent pro-Russia east seceding* », Business Insider, 7 mars 2014.

24. « *Call to arms* », Kiev Post, 16 mai 2014.

25. Il est également fondateur et président du « Parlement Juif Européen » à propos duquel il faut lire la position du CRIF sur son site. La communauté juive européenne semble considérer Kolomoisky comme infréquentable, notamment parce qu'il utilise des néonazis dans sa lutte contre les rebelles et ses opérations douteuses.

26. « *L'oligarque genevois qui défie Poutine* », La Tribune de Genève, 30 mai 2014.

L'oligarque juif fait parler de lui en offrant des primes en cash pour chaque capture de rebelle, et propose de construire un mur de métal et de barbelés le long des 2 000 kilomètres de frontière avec la Russie²⁷. Mais ce sont des détails comparés à d'autres affaires dont il est fortement soupçonné, notamment la mise à prix d'un million de dollars pour la tête de Oleg Tsarev, ancien candidat à l'élection présidentielle du 25 mai ayant dû s'enfuir du pays après des passages à tabac et des menaces de mort sur lui et sa famille. Cette affaire avait été révélée par l'enregistrement d'un appel téléphonique au cours duquel Kolomoisky l'avertit et lui dit de ne pas revenir sur le territoire. Cet enregistrement n'a pas été authentifié mais pas non plus été contesté par les deux personnages et Tsarev, qui avait disparu avant les élections se fait depuis extrêmement discret et n'a effectivement plus jamais reparu en Ukraine²⁸.

Le milliardaire est également soupçonné d'avoir organisé le massacre d'Odessa du 2 mai au cours duquel au moins quarante-six personnes ont été brûlées, asphyxiées, étranglées ou tuées par balles. Des enquêtes sont en cours, six d'après l'ONU²⁹, mais rien n'en est ressorti, ni sur le nombre total de morts que certains estiment à une centaine, ni sur les autopsies trois mois après les faits, ni sur les circonstances alors que des *dizaines* de vidéos réalisées par des témoins en tout point des lieux du drame permettent de reconstituer précisément et avec certitude l'enchaînement des événements³⁰.

Propriétaire d'un club de football de première division, Kolomoisky aurait organisé des provocations contre des hooligans ultranationalistes spécialement amenés en car de Kharkiv à Odessa à l'occasion d'une manifestation de prorusses dans la ville. Le dérapage dans l'ultra-violence a été monté avec une opération dite *false flag*, procédé très répandu dans cette guerre, consistant à commettre des exactions sur

27. « *Un mur pour séparer l'Ukraine de la Russie ?* », Huffington Post, 13 juin 2014.

28. Des éléments, des articles, des enregistrements et des vidéos se trouvent facilement avec une recherche « Oleg Tsarev ».

29. Voir LES COMPTES

30. Recherches youtube avec « odessa slaughter », « odessa may 2 », « odessa trade union ».

les siens mais sous le déguisement des ennemis³¹. Avec une probable bienveillance de la police curieusement absente, les supporters se sont alors vengés de la supposée attaque des manifestants en les enfermant dans un bâtiment et en y mettant le feu, mais on a aussi retrouvé des gens tués par balles ou étranglés.

* * * * *

Pour finir sur les oligarques, il faut dire également quelques mots sur Rinat Akhmetov, fils de mineur de Donetsk devenu l'homme le plus riche d'Ukraine avec la 39^e fortune mondiale qu'il a principalement acquise dans la sidérurgie. Ancien député de la majorité de Ianoukovitch et l'un de ses soutiens à son élection à la présidence, il est pourtant en bons termes avec le nouveau régime mais refuse le poste de gouverneur de Donetsk proposé par Kiev et le laisse à Tarouta. Très présent à Donetsk, il est soupçonné de soutenir les rebelles, ce qu'il réfute, mais il est l'un des seuls à demander avec insistance au gouvernement de cesser ses bombardements³². Il le fait d'ailleurs avec beaucoup de voix³³ et même si sa position lui permet d'interpeler le gouvernement, cela reste un acte courageux. Donetsk étant devenue la principale ville des rebelles et leur quartier général, on ne peut pas imaginer que l'oligarque, homme puissant et actif dans la région, ne soit pas directement et régulièrement en contact avec eux.

31. Il y a de très nombreuses analyses sur cet événement dramatique, et quelques-unes sont sans doute excessives quant à la réalisation et la préméditation des meurtres, mais l'organisation du *false flag* où des pro-Kiev tirent à balles réelles contre leur propre camp est avérée, et ne pouvait déboucher que sur une tragédie, a fortiori en l'absence de la police.

32. « *Ukraine's top oligarch walks a fine line* », Bloomberg, 10 juillet 2014.

33. « *Rinat Akhmetov : 'Donetsk must not be bombed, Donbass must not be bombed'* », Kiev Post, 7 juillet 2014.

LES COMPTES

Dans n'importe quelle guerre, les bilans sont toujours difficiles à estimer mais le cas de la guerre d'Ukraine va bien au-delà de cette difficulté habituelle car il y a même des incertitudes sur l'identité des combattants, et des deux côtés sur la cause qu'ils défendent.

Du côté des forces légales, les troupes sont en mutation constante par la formation de nouvelles unités recrutant des volontaires et il est quasiment impossible d'obtenir des chiffres fiables sur les effectifs, d'autant que participent aux combats des groupes qui dépendent du ministère de l'intérieur, d'autres de celui de la défense, d'autres encore des gouverneurs des provinces, et enfin des groupes armés de volontaires (comme les militants d'extrême droite) qui ne relèvent eux, d'aucune autorité de l'État.

Du côté des rebelles, puisqu'il s'agit de groupes illégaux, les chiffres sont encore plus difficiles à évaluer, d'autant que les rebelles ne sont évidemment pas enregistrés et qu'ils ne se distinguent pas formellement des civils.

Si du côté légal, on peut supposer que les effectifs des forces disponibles sont plus ou moins connus quelque part dans un bureau à Kiev, il n'est pas du tout sûr que du côté rebelle, les chefs eux-mêmes connaissent précisément leurs effectifs en temps réel. Enfin, on comprendra que le nombre de combattants dans chaque camp pourrait bien être une information confidentielle puisque participant directement à l'état du moral des troupes adverses¹.

1. Le 4 août, Le Figaro annonce 15 000 rebelles et 40 000 du côté de Kiev en précisant que ces chiffres sont donnés par le gouvernement ukrainien.

Le gouvernement de Kiev n'est à cet égard pas en position facile, et il faut se demander pourquoi il ne communique pas sur ses effectifs. En fait, s'il annonce des effectifs supérieurs à ceux des rebelles, compte tenu qu'il dispose en outre d'aviation et de matériel bien plus sophistiqué que ceux de ses ennemis et que son opération a globalement de mauvais résultats, cela prouve qu'il a un sérieux problème de compétence. Et s'il annonce que ses effectifs sont comparables à ceux des rebelles, alors il a un problème encore plus sérieux de légitimité de la guerre.

Sur le nombre de victimes, pour les mêmes raisons et de façon très classique, chacun minimise ses pertes et grossit celles de l'ennemi. En conclusion, il n'y a pas grand-chose à affirmer sur ce sujet sauf à se lancer dans des estimations périlleuses que la nécessaire marge d'erreur rendrait peu concluantes.

On peut néanmoins se pencher sur les comptages réalisés par des organismes internationaux qui donnent au moins une fourchette basse, et présentent l'intérêt de connaître leur méthode de travail, leur communication et leur classification des groupes en présence.

Voici donc, comme simple illustration de cette question, quelques extraits de la séance du Conseil de Sécurité de l'ONU du 24 juin² portant sur un bilan chiffré. Pour tenter de cerner les protagonistes et leurs positions respectives dans le conflit, il importe de lire très attentivement les déclarations de leurs ambassadeurs dont les discours sont le plus souvent écrits en équipe et en liaison étroite avec les gouvernements qu'ils représentent. Bien qu'il s'agisse toujours de traduction, les mots, l'allure du discours et même le ton que l'on peut deviner entre les lignes sont importants car ils révèlent en partie l'attitude et la position des nations qu'ils représentent.

La séance commence par l'exposé d'un rapport du sous-secrétaire général aux droits de l'homme :

Ce rapport couvre la période du 7 mai au 7 juin 2014. (...) Les progrès demeurent lents en ce qui concerne le processus de

2. L'intégralité de la séance est sur le site de l'ONU, référence sc11448 et une traduction est disponible sur voltaire.net, article 184587

responsabilisation en cours pour les violences commises à Maidan et les incidents survenus le 2 mai à Odessa. Certains éléments des unités Berkut ont été arrêtés, mais des poursuites n'ont toujours pas été engagées relativement aux 113 personnes qui ont été tuées entre novembre 2013 et février 2014 pendant les événements de Maidan. Au moins six enquêtes ont été lancées concernant les événements tragiques survenus le 2 mai à Odessa. (...) En raison de ces multiples enquêtes, il y a un risque élevé de problèmes de communication et de contamination des éléments de preuve. Le manque de transparence dans la conduite des enquêtes suscite également des préoccupations. Il faut impérativement que ces enquêtes soient menées rapidement, en toute impartialité et de façon approfondie. (...)

Note 1 : on remarque que, concernant les Berkut et les morts par balles de Maidan, il y a eu des arrestations, mais pas de poursuites. C'est assez troublant pour être questionné, car si l'on comprend qu'un procès puisse être long, il est difficile en revanche d'accepter que des gens aient été arrêtés depuis si longtemps sans que leur soit signifiée une mise en examen, sans que soit démarrée la procédure judiciaire. Les événements ayant eu lieu en février, on peut donc considérer qu'ils sont légalement en garde à vue depuis quatre mois au moment de la déclaration. Pourquoi la procédure n'aurait-elle toujours pas démarré si leur culpabilité était certaine ? Ce refus d'une enquête suivie d'un procès peut être assimilé à une preuve qu'il existe des éléments que Kiev ne veut pas révéler sur les snipers du Maidan.

Note 2 : concernant le drame d'Odessa, il est très frappant de constater que, un mois et demi après le drame, même les enquêteurs de l'ONU ne peuvent en dire le nombre de victimes, ce qu'ils peuvent pourtant faire pour les victimes du Maidan. Or celles-ci sont infiniment plus difficiles à dénombrer puisqu'elles sont réparties sur plus de trois mois dans un périmètre très étendu alors que celles d'Odessa sont toutes mortes le même jour à la même heure dans un seul bâtiment investi par la police une heure après le drame, et dont les entrées sont restées contrôlées par la suite. De fait, il ne peut donc s'agir que d'une rétention d'information

de la part de Kiev face aux enquêteurs de l'ONU, ce qui constitue indubitablement un élément de preuve de la responsabilité de Kiev.

Note 3 : Il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici d'un discours en termes diplomatiques et donc, quand le rapporteur annonce des préoccupations sur la communication et la contamination des preuves, ou sur le manque de transparence d'enquêtes jugées trop nombreuses, et qu'il évoque un impératif de rapidité, d'impartialité et d'approfondissement, il s'agit en réalité d'une critique extrêmement sévère à l'égard de la police et de la justice ukrainiennes dont l'intégrité est ici clairement mise en doute.

[Dans l'est du pays] la situation s'est détériorée davantage depuis la date butoir du rapport [7 juin]. Selon des estimations qui se fondent sur des informations recueillies auprès de sources officielles, 423 personnes, des militaires et des civils, ont été tuées entre le 15 avril et le 20 juin. Il y a eu une augmentation du nombre d'armes et une intensification de recrutements au sein des groupes armés. (...) Les enlèvements et les détentions par les groupes armés constituent toujours une tendance préoccupante. L'anarchie prend de plus en plus d'ampleur. Les violations des droits de l'homme commises par les groupes armés se multiplient et le nombre de crimes de droit commun augmente. Les observateurs ont relevé 222 cas de personnes qui ont été enlevées (...) Il y a de plus en plus d'informations faisant état d'une augmentation de cas de disparitions forcées et d'usage excessif de la force dans le cadre des opérations de sécurité menées par le Gouvernement. Il y a eu des victimes au sein de la population suite à ces agissements. (...)

*Note 1 : Après avoir précisé qu'il s'agit **d'estimations** à partir de sources officielles (donc les enquêteurs n'ont pas relevé d'informations auprès des rebelles) l'orateur ne distingue pas les morts civils des militaires car il ne le peut pas. En effet, du côté rebelle, civils et combattants n'appartiennent pas à des groupes identifiables et en toute rigueur il ne peut ainsi qu'annoncer un seul chiffre portant sur les deux camps, civils, rebelles et militaires confondus. On peut juger alors de la précision des données qui se révèlent ne constituer qu'un ordre de*

grandeur très approximatif car il est impossible d'aller plus loin. Cela donne une idée de la valeur informative des chiffres « estimés » par les médias.

Note2 : « L'intensification, le recrutement, l'augmentation des armes, les groupes armés, » l'orateur emploie tous ces termes sans pouvoir préciser de quel camp il s'agit, de même pour les exactions reprochées à ces fameux groupes armés. C'est un point tout à fait remarquable. Qui sont-ils³ ? Soit il s'agit de rebelles, soit il s'agit des forces agissant du côté légal, mais en excluant l'armée. Donc ce peut être la Garde Nationale, les bataillons de gouverneurs ou encore des groupuscules de militants du Pravyi Sektor. On relève toutefois que seules les forces du Gouvernement sont mises directement en accusation par le rapporteur dans les enlèvements et d'un usage excessif de la force.

Les membres de la population se déplacent, en partie parce qu'ils ont peur mais aussi en raison des conditions économiques et sociales qui se dégradent. Au cours des deux dernières semaines, le nombre de déplacés dans le pays a doublé (...) En date du 23 juin, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avait recensé plus de 46 100 déplacés, (...) En l'absence d'un système officiel d'enregistrement et compte tenu du fait que nos partenaires humanitaires ont un accès limité à certaines zones, le nombre de déplacés est probablement plus élevé (...) Le Gouvernement a été invité à répondre aux besoins humanitaires des personnes déplacées, notamment en mettant en place un système d'enregistrement, en adoptant des lois et des règlements destinés à faciliter l'accès à des droits sociaux et économiques importants et en mettant en place

3. Le problème des exactions de ces groupes sera souvent soulevé comme le 28 août par l'ONU demandant des comptes à Kiev, ou le rapport d'Amnesty International du 7 septembre. Mais chaque fois, on se heurte au problème de l'identification des criminels qui ne sont jamais désignés. On pourra noter que la presse joue souvent avec cette situation en laissant entendre que les groupes sont dans tel ou tel camp alors que les rapports ne se prononcent pas. Cela dit, il faut rappeler que les rebelles ont absolument besoin du soutien de la population, et qu'il est donc très peu probable, voire inimaginable, qu'ils commettent des exactions sur les habitants de façon répétée, d'autant que pour au moins une bonne partie d'entre eux, ils SONT EUX-MÊMES des habitants.

des programmes d'assistance publique (...) Environ la moitié de la population de la région de Donetsk est confrontée à des difficultés s'agissant de l'accès à l'eau. (...)

Note 1 : le nombre de réfugiés est plus facilement connu que celui des victimes car ils ne disparaissent pas et se font enregistrer tôt ou tard. Fin juillet, il est estimé à plus de 250 000 par le HCR⁴ et fin août, on parle de près de 800 000 déplacés depuis avril.

Note 2 : sur les réfugiés, et notamment sur les droits sociaux et l'assistance publique évoqués dans le rapport on peut voir un petit montage de différents reportages appelé « Ukraine guerre civile - Témoignage de réfugiés »⁵ donnant notamment un aperçu de la propagande sur la télévision ukrainienne où la journaliste justige les réfugiés « qui ont le culot de demander de l'aide sociale alors que le gouvernement les nourrit ».

Remarque : Comme simple illustration de la difficulté, sinon de l'impossibilité, de trouver des chiffres fiables et actuels, citons deux exemples d'informations. La BBC⁶ publiait le 3 juillet le bilan suivant : 250 civils tués, 200 soldats tués, 800 rebelles tués, au moins 110 000 réfugiés en Russie et 54 000 déplacés en Ukraine, bilan recueilli auprès du gouvernement ukrainien. De son côté, RIANOVOSTI⁷ publiait le 29 mai un bilan recueilli auprès des rebelles faisant état de 1 200 soldats de l'armée tués et 200 rebelles tués.

L'ambassadrice des États-Unis prend alors la parole :

Maintes et maintes fois – au moins 17 depuis le mois de février –, nous nous sommes réunis ici pour discuter de la situation en Ukraine. Et maintes et maintes fois, nous nous sommes vus dans l'obligation de passer un temps considérable à examiner les efforts

4. « Réfugiés : le cout humain du conflit », Courrier International, 29 juillet 2014.

5. C'est le titre d'un montage d'émissions de télévision russe et ukrainienne sur youtube. A 7:15, il y a une séquence s'apparentant à de la propagande prorusse mais à 9:15, il y a un reportage de la télévision ukrainienne assez surprenant.

6. « Ukraine's new defence minister promises Crimea victory », BBC.com, 3 juillet 2014.

7. « 1200 ukrainian soldiers dead in Slavyansk special-op », RIA, 29 mai.

déployés par la Russie pour déstabiliser son voisin et à réfuter la désinformation la plus totale et la fiction pure et simple qui sont tissées autour de ce qui se passe sur le terrain en Ukraine. (...)

Dans les zones contrôlées par les groupes séparatistes illégaux, dans le sud-est de l'Ukraine, nous continuons de voir la Russie soutenir avec force la campagne de violence et de terreur séparatiste. Les crimes commis par ces groupes sont méthodiquement répertoriés dans les rapports de la mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU, et suivent un schéma établi par l'intervention illégale de la Russie en Crimée. Ils comprennent la prise de contrôle et l'occupation violentes d'édifices publics et gouvernementaux, des attaques meurtrières non provoquées contre les forces ukrainiennes de sécurité et des arrestations arbitraires, des actes de torture, des passages à tabac, des menaces de mort, des disparitions, des meurtres et d'autres graves violations commises par des combattants russes et des séparatistes pro-russes. (...)

La Russie a tenté – erronément – de dépeindre les événements qui se déroulent dans l'est de l'Ukraine sous les traits d'une crise humanitaire. Elle a fait l'erreur de se poser en défenseur des droits et en justicier des plus vulnérables, l'armée russe et ses hommes figurant en organisation d'aide humanitaire. Mais cette opération de secours de la Russie déploie des soldats, et non des médecins. Elle manœuvre des véhicules blindés de transport de troupes, et non des tentes de secours. Elle fournit des missiles sol-air, et non pas des plats préparés.

Note : cette première partie de discours est assez impressionnante par l'agressivité qui s'en dégage. La parole lui est donnée juste après l'exposé du rapport traitant d'un bilan et l'ambassadrice se lance dans une diatribe extrêmement virulente contre la Russie. Ce qui est remarquable est qu'elle précise elle-même qu'à chaque fois (17 fois depuis le mois de février) qu'elle prend la parole, c'est pour accuser la Russie de déstabilisation, de désinformation et de soutien à des criminels. C'est donc elle-même qui précise qu'elle ne fait que marteler des accusations sans preuves dès qu'elle s'exprime.

Puis elle enchaîne sur le bilan :

La Russie affirme que 100 000 personnes ont fui l'Ukraine pour se réfugier en Russie. Or, Mme Amos, la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, a informé le Conseil dans une séance d'information, la semaine dernière, que leur nombre réel était d'environ 4 600.

(...) Je n'ai nullement l'intention de minimiser les très réelles conséquences humanitaires de la crise que connaissent l'est de l'Ukraine et la Crimée, et notamment le fait que des dizaines de milliers de personnes sont déplacées à l'intérieur des frontières ukrainiennes. Mais nous devons être objectifs, nous appuyer sur des faits concrets, et dire ce qui est quant à ce qui a provoqué ces conséquences humanitaires désastreuses, à savoir l'appui politique et militaire que la Russie continue de fournir à la violence des séparatistes armés. Or, il est remarquable que, alors même qu'ils essuient les attaques des séparatistes et cette propagande incendiaire, le Gouvernement et le peuple ukrainiens font montre, en paroles et en actes, d'une volonté sans faille de trouver une solution pacifique. Les Ukrainiens ont élu un dirigeant, Petro Poroshenko, qui a fait campagne en faveur de l'instauration d'une Ukraine pacifique, démocratique et unifiée. Depuis qu'il a pris ses fonctions, le Président Poroshenko s'efforce constamment d'atteindre cet objectif par la voie du dialogue et de la réconciliation, y compris face aux provocations et à la violence (...)

Note 1 : On constate que la bataille propagandiste des chiffres ne concerne pas que les combattants ou les victimes, mais aussi les réfugiés qui passent de moins de 5 000 à plus de 100 000, donc un rapport de 1 à 20 dans un débat à l'ONU.

Note 2 : L'ambassadrice a de toute évidence la volonté de minimiser le nombre de réfugiés, mais pourquoi ? C'est là une question extrêmement intéressante car la réponse apporte un éclairage sur son intime conviction. En effet, si elle était convaincue que les réfugiés sont dus aux crimes des séparatistes comme elle l'affirme dans le même temps,

alors elle devrait au contraire exagérer les données pour prouver la gravité de leurs exactions. Or, en minimisant les réfugiés, elle tente de convaincre que le conflit n'est pas si important et que la communauté internationale n'a pas lieu de s'en alarmer outre mesure. Mais alors, cela signifie qu'elle pense que la responsabilité en revient aux autorités de Kiev.

Note 3 : Parallèlement à la Russie qu'elle vilipende, elle se livre à un discours ouvertement propagandiste sans retenue et sans réserve sur Porochenko qui adopterait une position pacifique et de dialogue. De cette façon, elle lance un message à la communauté internationale en lui signifiant clairement que quiconque s'attaque au président ukrainien s'attaque aux États-Unis. C'est le fond du discours américain classique et récurrent qui tourne à la menace : « soit vous êtes nos alliés, soit vous êtes nos ennemis, vous devez choisir ». Rappelons également que Porochenko ne considère les rebelles que comme des terroristes et qu'il n'a jamais souhaité établir le moindre contact avec eux, avant d'y être contraint en septembre, ce qui rend pour le moins difficile des négociations de paix. De plus, une lecture attentive du plan de paix fait apparaître qu'il s'agit d'une proposition de reddition sans condition adressée aux rebelles.⁸

Suivent de nombreuses interventions sans élément marquant, chacun des ambassadeurs restant prudent, puis celle de l'ambassadeur de la Fédération de Russie :

(...)Kiev n'a pas non plus pris de mesures pour désarmer les groupes armés illégaux, en particulier les combattants dudit Secteur droit et d'autres ultra-radicaux, ainsi que les diverses milices régionales, comme Dnepr ou Azov, et la Garde nationale, dont le fondement constitutionnel est douteux. La crise ukrainienne est fortement marquée par le fait qu'il s'agit d'une conséquence directe du changement anticonstitutionnel et violent de gouvernement de février. Les habitants du sud-est se sont heurtés au mépris des

8. Voir LE CESSER-LE-FEU

autorités autoproclamées, ils ont copié les tactiques de « Maidan » et pris les armes pour proclamer leurs revendications légitimes. Or, on les a traités pour cette raison de séparatistes et de terroristes, et des opérations punitives ont été menées contre des villes entières, à l'aide de l'artillerie lourde et de l'aviation. (...)

Note : L'ambassadeur veut rappeler les origines du conflit et souligner ce qu'il semble ressentir comme une injustice du traitement des rebelles qui agissent pourtant comme agissaient les manifestants du Maidan quelques mois plus tôt. Et s'étonne de ce que les réactions de l'occident soient pourtant radicalement différentes.

La situation humanitaire reste extrêmement grave, et les réfugiés continuent d'affluer vers la Russie. Nous sommes troublés par le refus du Ministère ukrainien des affaires étrangères de coopérer avec nous à cet égard. Nous appelons à la levée de tous les obstacles artificiels à l'acheminement des denrées humanitaires, et à la création de couloirs humanitaires pour l'évacuation des civils des zones de combat, (...)
Plus de 450 000 ressortissants ukrainiens ont franchi la frontière avec la Russie. La plupart vivent chez des parents ou des amis, mais rien que dans les régions frontalières, plus de 220 abris provisoires ont été installés, y compris des villages de tentes. Il y a actuellement dans ces camps plus de 19 000 personnes, dont plus de 5 500 enfants. Cependant, les districts du centre et du sud de la Russie peinent à absorber cet afflux, et de nouveaux centres d'accueil sont mis sur pied dans d'autres régions de Russie. Dans tout le pays, les populations rassemblent de l'aide humanitaire pour les habitants du sud-est de l'Ukraine.

Note : La bataille des chiffres propagandistes explose lorsque l'ambassadeur de Russie parle de plus de 450 000 réfugiés, faisant ainsi passer le rapport de 1 à 90 dans les estimations. L'orateur tient à dramatiser l'ampleur et les conséquences du conflit, ce qui signifie que, contrairement aux États-Unis, la Russie souhaite que la communauté internationale s'y intéresse davantage. Ces positions respectives donnent des indices précieux, assimilables à des preuves, sur le sentiment de responsabilité de chacun d'eux. Pourquoi la Russie

chercherait-elle à alarmer la communauté internationale sur la situation si elle s'en savait responsable ? Pourquoi les États-Unis chercheraient-ils à dédramatiser s'ils en savaient la Russie responsable ? Ce sont là des éléments forts sur la position de chacun d'eux.

Je ne cacherai pas que nous restons sans voix face à l'indifférence dont semblent faire montre en l'occurrence certains de nos collègues du Conseil, pourtant si enclins d'ordinaire à jouer la carte humanitaire quand cela les arrange politiquement. (...) Le rapport constate l'absence de progrès dans les enquêtes parallèles menées par l'OSCE, maintenant au nombre de six, ce qui prouve que l'on essaie de noyer la vérité sous le papier, et qu'il est nécessaire qu'une enquête internationale complète soit effectuée sur la tragédie d'Odessa, (...)pourquoi omet-on de nombreux détails en ce qui concerne les habitants de la région et les journalistes, ainsi que les vidéos montrant des tirs d'artillerie sur des zones résidentielles dans des villes du sud-est et des victimes civiles, qui sont le fait de l'emploi aveugle de la force par le Gouvernement ? (...)

Note : La Russie fait appel à la communauté internationale pour aider, pour témoigner et mener des enquêtes impartiales qui n'ont toujours pas commencé ni sur les snipers de Maidan, ni sur le massacre d'Odessa, respectivement six mois et quatre mois après les événements. Pourquoi la Russie est-elle le seul pays à demander des enquêtes internationales ? On verra exactement le même phénomène fin juillet à propos du crash du MH17 : la Russie demandera sans cesse des enquêtes internationales pendant que les États-Unis, après avoir beaucoup et bruyamment communiqué sur des accusations sans preuve, adopteront soudain un silence total.

La dernière intervention est celle de l'ambassadeur d'Ukraine :

(...) Le document relève le nombre croissant d'actes illégaux commis par des groupes armés illégaux très organisés, en violation des lois nationales et internationales. Il est extrêmement important de préciser que les violations des droits de l'homme et les problèmes

humanitaires ne touchent que les villes qui sont sous le contrôle temporaire des groupes armés illégaux, notamment Sloviansk, Kramatorsk et Snijné. Entre autres activités illégales, ces groupes se rendent coupables de meurtre, d'actes de torture, de saisie de bâtiments administratifs et publics, d'enlèvements (...) et d'actes d'intimidation et de terreur à l'encontre des populations locales. (...) Les terroristes font délibérément la guerre à la population civile, entravant notamment la libre circulation des personnes, y compris les personnes handicapées. Ces personnes sont de façon cynique utilisées comme boucliers humains. (...) Je tiens à souligner qu'il n'y a pas de crise humanitaire en Ukraine. Les problèmes humanitaires dans certaines parties des régions de Donetsk et Lougansk sont causés uniquement par les activités des groupes armés illégaux pro-russes qui sont parvenus à prendre le contrôle de ces villes. (...)

Note 1 : Contrairement aux deux discours précédents, qui laissent entrevoir de fortes sensibilités et des réactivités à fleur de peau, le texte de l'ambassadeur Ukrainien ne laisse passer aucun sentiment, ni la colère ou l'agressivité de l'Américaine, ni l'émotion ou la conviction du Russe. Il a le ton d'un huissier lisant machinalement un discours officiel. On remarque en outre qu'en une dizaine de lignes, les expressions relatives au non-respect de la loi (violation de loi, illégal, terrorisme) sont utilisées neuf fois, faisant clairement de ce rapport à la loi son principal argument contre les rebelles. Ceci est tout à fait remarquable car en insistant de la sorte, non pas sur l'illégitimité de la rébellion, ce qui serait tout à fait défendable, mais sur son illégalité, il révèle que c'est là son point faible car il vient d'arriver au pouvoir par suite d'actions illégales et c'est précisément ce qu'il supporte le moins chez ses adversaires.

Note 2 : L'orateur va plus loin que l'ambassadrice des États-Unis puisqu'il ose déclarer froidement qu'il n'y a pas de crise humanitaire en Ukraine. Là où les États-Unis disent que la situation n'est finalement pas alarmante pour en détourner les observateurs, ce qui montre qu'ils en considèrent Kiev responsable, l'Ukrainien dit froidement qu'il n'y a

pas de crise. Il extrapole la position américaine, faisant alors éclater sa propre responsabilité après le discours du rapporteur de l'ONU signalant meurtres, enlèvements et réfugiés.

Note 3 : Il faut noter ce détail de l'étonnante et surréaliste évocation d'une utilisation par les rebelles des handicapés comme boucliers qui fait sombrer son discours dans une invraisemblable caricature de propagande à l'ancienne mode, c'est-à-dire une propagande où l'on déclare froidement tous les mensonges les plus gros dont tout le monde sait que personne n'y croit.

Remarque : L'ensemble de ces trois remarques permet d'assimiler ce discours au pur style soviétique. On constatera bien souvent au cours de cette guerre que l'attitude de Kiev ressemble beaucoup à celle de l'URSS de la période Brejnev, autant par sa volonté affichée d'exercice totalitaire du pouvoir, que dans le ton de la propagande répétée de façon froide et obstinée. Et sans le moindre souci de la crédibilité du discours.

L'ambassadeur d'Ukraine termine sur la promotion du plan de paix de Porochenko, plan commençant par le cessez-le-feu du 20 juin, en cours au moment de cette réunion du 24 juin, et auquel Porochenko mettra fin quelques jours plus tard.

Au moment du cessez-le-feu du 5 septembre décidé à Minsk et du travail en direction d'un processus de paix, l'ONU estime le nombre de morts à 2 600 et le nombre de déplacés à plus de 400 000, chiffres arrêtés le 17 août. Rien ne porte à croire que ces chiffres sont proches de la vérité.

LA MÉMOIRE

Il y a deux histoires. On peut ne rien savoir ni de la grande, l'ancienne, celle qui est écrite et qui parle de gens disparus, ni de la plus récente, celle de l'actualité, celle dont chaque date nous est si proche que chacun peut y associer un moment de sa vie personnelle. La première nous fournit souvent des prétextes pendant que la seconde nous propose pourtant toujours des raisons. La première est invoquée quand la seconde est ignorée, mais c'est bien par celle-ci, celle dont nous avons vécu chacune de ses dates qu'il nous faut commencer cette mémoire. Il est étrange que le monde ait précisément choisi d'oublier celle-ci, tout en se noyant dans l'autre.

* * * * *

La mémoire courte

Après la disparition de l'URSS en 1991, les ex-pays du bloc soviétique adoptent de nouvelles constitutions et des élections ont lieu, mais partout ou presque, ce sont les mêmes qui gardent le pouvoir, pour la plupart anciens dignitaires du régime. Ainsi, Leonid Kravtchouk, dernier dirigeant de la République socialiste d'Ukraine devient le premier président de l'Ukraine en 1991. Leonid Koutchma qui lui succède de 1993 à 2004, a été membre du Parti Communiste d'Union Soviétique pendant plus de trente ans.

Viktor Ianoukovitch est candidat aux élections présidentielles de 2004. C'est un homme au passé surprenant qui a vécu son enfance entre son père, sa grand-mère et l'orphelinat. Condamné à 17 ans pour vol puis à 19 ans pour coups et blessure au cours d'une rixe, il fera au total près de trois ans de prison. Ayant fait des études par

correspondance, il commence en bas de l'échelle une carrière dans le transport de l'industrie houillère de sa région, le Donbass. Puis il se lance en politique avec l'aide et le soutien de celui qui, né dans la même région et les mêmes conditions que lui, devient l'homme le plus riche d'Ukraine : Rinat Akhmetov.

Le parcours atypique de Ianoukovitch, mêlant orphelinat, bagarres, prison, études par correspondance et réussite avec le soutien d'un oligarque, explique le dédain dont les pouvoirs occidentaux font preuve à son égard. Les médias occidentaux montrent leur mépris pour ce personnage rustre, vulgaire, maladroit, sans élégance, issu d'un milieu ouvrier d'une région industrielle. Et quand il sera renversé dix ans après ces premières élections, ils n'hésiteront pas à le traiter de « *racaille provenant des bas-fonds* »¹ ou à signaler qu'il n'est « *qu'un ancien chef de dépôt d'autobus* » pour expliquer que s'il refuse l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne, ce ne peut être que parce qu'il ne comprend rien à l'économie².

Le rival de Ianoukovitch est Ioutchenko. Ils ont tous les deux été premier ministre de Koutchma, le président sortant, mais à part leur prénom, c'est bien leur seul point commun. Ioutchenko a suivi d'excellentes études à l'université, fait toute sa carrière dans la banque et sera nommé gouverneur général de la Banque Nationale d'Ukraine à 39 ans. Ce n'est pas un fils d'ouvrier, il est élégant, il parle avec mesure et distinction, il ne vient pas d'une région industrielle et il est marié à une Américaine, ex-fonctionnaire du Département d'État américain. Ce candidat bénéficiera naturellement du soutien sans réserves de tout l'occident.

C'est le 21 novembre 2004 que sont annoncés les résultats de l'élection présidentielle qui donnent Ianoukovitch vainqueur. À l'identique de ce qui se produira jour pour jour neuf ans plus tard, c'est immédiatement que des dizaines de milliers de personnes envahissent le Maidan pour

1. « *Ianoukovitch, une présidence des bas-fonds* », nouvelobs.com, 22 février 2014.

2. « *L'Ukraine condamnée par l'absence de vision de Viktor Ianoukovitch* », Le Monde, 30 novembre 2013.

contester le résultat. Et les États-Unis, le Canada et l'Union Européenne annoncent immédiatement qu'ils ne reconnaîtront pas le résultat de cette élection qui ne leur convient pas. Ce sera la *révolution orange*, déjà sur le Maidan, au terme de laquelle un « troisième tour » donne cette fois Ioutchenko vainqueur³.

Ioutchenko est pro-occidental mais pas fou et il fait donc son premier voyage à l'étranger à Moscou où il rencontre Poutine en janvier 2005. « *La Russie est un partenaire stratégique éternel de l'Ukraine* » déclare le nouveau président⁴.

Il nomme premier ministre Ioulia Timochenko⁵ « *dont les tresses blondes, nouées en bandeau⁶ autour du front, resteront comme le symbole de cette révolution pacifique, qui fait l'objet d'une investiture triomphale* »⁷ d'après le journal *Le Monde*. Elle jure de lutter contre la corruption et elle-même tombera bientôt sous le coup d'un mandat d'arrêt pour corruption. Six mois plus tard, Ioutchenko limoge l'ensemble du gouvernement, Timochenko en tête, car les suspicions de corruption sont légions et les conflits internes insurpassables, comme celui opposant Timochenko au chef du Conseil national de sécurité, un certain Petro Porochenko⁸, dans la perspective des élections législatives de mars 2006. « *La lutte entre les deux clans s'est focalisée sur des accusations de corruption contre M. Porochenko, qui fut l'un des principaux financiers de la révolution orange* »⁹ écrit le journal *Le Monde*.

3. Pour beaucoup, la révolution orange, c'est des écharpes oranges, Ioutchenko et son hypothétique empoisonnement à la dioxine ou au botox, l'Ukraine « enfin tournée vers l'Europe » et les tresses blondes de la ravissante Ioulia Tymochenko, angélique et tellement Ukrainienne. Pour d'autres, c'est Georges Soros, la NED et plus généralement le département d'état américain.

4. « *La Russie est un partenaire stratégique universel de l'Ukraine* », *Le Monde*, 24 janvier 2005.

5. Objet d'un mandat d'arrêt pour corruption en Russie

6. « *Corruption et crise en Ukraine* », *Le Monde*, 8 septembre 2005

7. « *Investiture triomphale de Timochenko par le parlement ukrainien* », *Le Monde*, 6 février 2005.

8. Elu le 25 mai 2014 dans une Ukraine en guerre civile.

9. « *Corruption et crise en Ukraine* », *Le Monde*, 8 septembre 2005

En fait, Porochenko, concurrent direct de Timochenko au poste de premier ministre, n'avait hérité que de la présidence du Conseil de sécurité nationale ukrainien alors qu'il avait, comme l'explique *Le Monde*, financé la révolution, et les deux oligarques s'accusent mutuellement de corruption.

Dans un autre registre, on apprend que Zvarytch, le ministre de la justice, a menti sur son CV et qu'il n'a jamais obtenu son diplôme à l'université de Columbia. Il finit par l'avouer. Et un peu plus tard, c'est le fils du président qui est accusé de posséder à 19 ans une voiture de plus de 100 000 euros. L'annonce du scandale fait bondir son président de père qui accuse l'enquêteur d'avoir été acheté. Mais le scandale se révèle vrai, et la presse exige des excuses du président, ce qu'il fournit en justifiant d'un coup de colère. La série continue avec Zintchenko, chef de l'administration présidentielle, qui lui, lance des accusations de corruption contre plusieurs membres de l'entourage du président. Et cela continue encore avec un député qui accuse Boris Berezovsky (milliardaire russe réfugié à Londres) d'avoir financé la campagne de Ioutchenko, ce qui est illégal. Et le milliardaire russe confirme qu'il a bien versé 21 millions de dollars à Ioutchenko, mais à la demande de l'entourage du futur président.¹⁰

Pour achever de donner une idée de la situation de cette période, le nouveau gouvernement formé à la suite du limogeage de l'ancien est rejeté par le parlement quatre mois plus tard. Mais devant l'impossibilité de trouver un accord sur un gouvernement de substitution, le parlement lui demande de rester jusqu'aux législatives. Pour finir cette première année de présidence en beauté, Ioutchenko accuse alors publiquement le parlement de vouloir déstabiliser le pays.

Principalement trois partis de trois personnalités s'affrontent pour les élections législatives de mars 2006, et ils arrivent dans l'ordre suivant : Ianoukovitch avec 32 %, Timochenko avec 22 % et Ioutchenko le

10. L'ensemble de ces faits sont relatés dans « *Un an après, le clan orange s'est fissuré en Ukraine* », *Le Monde*, 15 novembre 2005.

président orange avec 14 %. L'OSCE se félicite de la transparence et de la réussite de ces élections à propos desquelles son président déclare, sans humour : « *L'Ukraine s'est établie solidement dans la famille des nations démocratiques*¹¹ »

Ioutchenko demande aux partis proeuropéens de former une coalition. Il leur faudra trois mois de négociations pour former un gouvernement à l'issue desquels Timochenko obtient à nouveau le poste de premier ministre. Mais le parlement élit un membre du Parti Socialiste à la présidence et la coalition Timochenko s'effondre. C'est alors Ianoukovitch qui forme une coalition et devient premier ministre en août 2006. C'est la première cohabitation ukrainienne et le quatrième gouvernement en un an et demi depuis l'élection de Ioutchenko.

L'opposition pro-occidentale emmenée par Timochenko fait alors campagne pour obtenir la dissolution du parlement qu'elle ne juge pas représentatif. Ioutchenko dissout le parlement et organise de nouvelles élections en septembre 2007, également validées sans réserve par l'OSCE. Les résultats confirment le parti de Ianoukovitch vainqueur avec cette fois plus de 34 % des voix, puis Timochenko avec 30 % et le parti du président avec 14 %. Nouvelle coalition pour le président qui propose Timochenko comme premier ministre pour la troisième fois le 11 décembre mais le parlement rejette cette nomination par 225 voix contre les 226 nécessaires. Proposée à nouveau une quatrième fois le 18 décembre, le parlement l'accepte par... 226 voix.

Mais une fois de plus la coalition orange ne fonctionne pas et c'est après un an de nouvelles crises entre son premier ministre et le président que celui-ci... dissout le parlement encore une fois. Il annonce de nouvelles élections législatives, les troisièmes en deux ans et demi à la suite de deux dissolutions volontaires. Mais ces élections, remises plusieurs fois, n'auront jamais lieu et Timochenko reste premier ministre jusqu'aux élections présidentielles de 2010 dont les résultats du 1^{er} tour sont éloquentes : Ianoukovitch 35 %, Timochenko 25 %, Tihipko

11. « *Le leader de la révolution orange sanctionné lors des élections législatives* », Fondation Robert Schuman, 27 mars 2006.

13 %, Iatseniouk 7 % et Ioutchenko, le président en exercice 5 %, ce qui annonce clairement ce que les Ukrainiens pensent de la révolution orange. Les résultats sont validés sans réserve par l'OSCE. Au second tour, Ianoukovitch l'emporte devant Timochenko.

Les élections nationales suivantes sont les législatives de 2012. Ianoukovitch 31 %, Timochenko 25 %, Klitchko le centriste 14 %, Parti communiste 13 %, Svoboda (extrême-droite) 10 %. Le résultat est donc équivalent aux trois résultats précédents mais cette fois l'OSCE émet des réserves, notamment le manque de transparence durant la campagne et dans le financement des partis, ainsi que dans la couverture médiatique.

En résumé, au début des événements du Maidan en novembre 2013, toutes les élections nationales depuis sept ans (2006, 2007, 2010, 2012) ont chaque fois donné Ianoukovitch gagnant avec des résultats équivalents, et chaque fois le même classement des deux premières forces : Ianoukovitch avec le parti des régions obtenant de 32 à 35 % puis Timochenko et le parti Patrie obtenant de 20 à 30 %. Ianoukovitch remporte toutes ces élections, validées sans réserve par l'OSCE pour les trois premières, et avec quelques réserves sur la dernière. Quant aux élections suivantes, elles auraient dû se dérouler en 2015.

En conclusion, on peut faire quatre remarques. La première est que, pendant la présidence orange de Ioutchenko acclamé par l'occident, le clan pro-européen (Timochenko, Iatseniouk, Tourtchinov) perd chaque fois les élections législatives mais conserve quand-même le pouvoir, montrant ainsi son mépris de la démocratie. Le président a beau dissoudre trois fois le parlement, le peuple ne change pas d'avis. Rappelons une fois de plus qu'il est soutenu sans réserve par les dirigeants occidentaux qui présentent, via les médias, ce soutien comme une défense de la démocratie.

La seconde est qu'aucune personne raisonnable ne peut croire que la contestation du Maidan de novembre 2013 ait eu un caractère général et populaire de la part d'un peuple qui porte Ianoukovitch largement vainqueur aux quatre élections nationales consécutives (dont la dernière

l'année précédente) et qui voudrait soudain le renverser sans pouvoir attendre les prochaines élections prévues l'année suivante. La seule raison de croire à une histoire aussi invraisemblable est la conjonction de l'ignorance des faits avec la haine de la Russie, conjonction parfaitement réalisée par la presse qui s'est bien gardée de rappeler les éléments de l'histoire proche.

La troisième porte sur le rejet de la corruption et des batailles politiciennes qui auraient été un des motifs de la contestation. On notera qu'il a justement été le motif de rejet des personnages et du parti pro-européen qui ont été impliqués dans des affaires de corruption récurrentes, et que c'est ce rejet qui a amené l'arrivée de Ianoukovitch. Bien sûr, dès le renversement du pouvoir légal, les médias occidentaux déchaîneront leurs fantasmes sur le « système Ianoukovitch » évoquant ses liens avec la Russie et collant ainsi dans l'imaginaire du public l'image d'un descendant soviétique en place depuis toujours. En réalité, bien que gagnant les élections nationales depuis 7 ans, il était au pouvoir depuis deux ans et demi.

Enfin, il apparaît que la révolution orange était artificielle, non seulement par des éléments montrant que ce mouvement avait été manipulé et planifié contre la démocratie, mais parce que les principaux protagonistes, Ioutchenko et Timochenko, ont prouvé d'une part leur incapacité à gouverner en plongeant leur pays dans cinq années consécutives de crise économique et politique, mais aussi d'autre part par leur préoccupation d'ego, de corruption et de répartition des pouvoirs entre oligarques. Ceci indique sans équivoque que leur projet pour le pays était inexistant. On notera également l'arrivée dès 2006 de Porochenko dans les luttes de partages et d'influences des sphères oligarchiques au plus haut niveau du pouvoir.

Il est intéressant de noter aussi qu'aux législatives de 2012, l'OSCE note un recul de la démocratie suite à l'entrée au parlement de *Svoboda*, les ultranationalistes dont certains se réclament directement du nazisme. Si cette entrée à la chambre d'une poignée de députés rend « *l'Ukraine plus divisée et plus radicalisée que jamais* », note avec inquiétude *Le Monde* du 31 octobre 2012, on peut se demander pourquoi ce même journal a applaudi l'entrée de ceux-là au gouvernement suite au renversement du 22 février 2014.

Enfin, et ce n'est pas une surprise, on note que le pays est bien partagé entre l'Ouest plutôt tourné vers un désir occidental et l'Est, plutôt attiré par une âme slave. Cette constatation se fait sans aucune ambiguïté au vu des cartes de résultats des deux élections présidentielles de 2004 et de 2010.

* * * * *

L'histoire

Il n'est évidemment pas question de livrer une rapide histoire de l'Ukraine, dont l'existence territoriale est d'une incroyable complexité, ni même un de ses résumés. En revanche, on peut signaler brièvement trois points de cette histoire en précisant qu'il ne s'agit pas nécessairement des plus importants, mais qu'ils sont choisis ici pour leur résonance particulière lorsqu'ils sont perçus au travers de la guerre de 2014.

Point 1 : La Russie naît à Kiev, qui est le premier état un peu structuré formé par les Varègues, tribu descendue de Scandinavie et dont les sujets sont les peuples slaves du nord et de l'est. Vladimir en sera l'un des princes et son baptême en 988 a un objectif politique : sceller l'unité du peuple en lui donnant le christianisme orthodoxe comme religion. Le schisme de la chrétienté catholique/orthodoxe se prolongera également à la même époque dans le choix de l'alphabet : latin pour les catholiques, comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie, cyrillique pour les orthodoxes, comme la Russie ou la Bulgarie. Avec le temps, le pays s'étendra à l'Est et au Nord, et on verra se créer des villes comme Moscou ou absorber de plus anciennes comme Novgorod.

Point 2 : Mais l'unité ne peut survivre à de larges extensions, et la région de Kiev vit sous la domination mongole jusqu'en 1240, puis sous celle lituano-polonaise au cours de laquelle apparaissent les cosaques, paysans refusant le catholicisme polonais pour garder leur orthodoxie d'origine. Au 17^{ème} siècle, ils se soulèvent en s'alliant avec les Tatars de Crimée et les Russes de Moscou. Les Cosaques deviennent alors vassaux de la Russie, pendant que le Sud passe sous le contrôle de l'empire ottoman, que l'ouest devient autrichien et que les trois quarts

de l'Ukraine actuelle sont russes. Après la révolution bolchevique, l'Ukraine rejoint l'URSS, à l'exception de deux régions dont l'une passe en Tchécoslovaquie et une autre en Roumanie.

Point 3 : L'Union soviétique commettra dans l'ouest du pays tant d'assassinats et de déportations que les soldats des armées de l'Allemagne nazie seront accueillis en libérateurs dans ces régions. Beaucoup d'Ukrainiens se joignent à la Wehrmacht pour lutter contre l'Armée Rouge et une division SS sera créée pour absorber les volontaires Ukrainiens. Cette division s'appelle Galicie, du nom de la province de l'Ouest partagée entre Pologne et Ukraine composée de juifs, de catholiques et d'orthodoxes perpétuellement en affrontements. En 1941, cette région sera le théâtre de massacres et de déportations en masse et la division SS Galicie comportant 25 000 Ukrainiens volontaires sera impliquée dans le massacre de 1 000 habitants d'un village polonais de la région. Un des personnages historiques importants de cette époque est Stepan Bandera, ultranationaliste auteur d'attentats contre les Polonais en Galicie, puis admirateur et collaborateur du troisième reich. Il meurt assassiné par le KGB à Munich en 1959. Aujourd'hui, il y a des groupes politiques non négligeables et non marginaux qui se désignent comme les héritiers de cette division SS ou de Bandera dans la haine de l'Union soviétique qui a mu en une haine de la Russie. À noter que Ioutchenko avait donné à titre posthume à Bandera le titre officiel de Héros de l'Ukraine, ce que le Centre Simon Wiesenthal avait dénoncé avec force, rappelant que Bandera avait été un « *collaborateur nazi responsable du massacre de milliers de juifs pendant la guerre de 39-45* ». Dès son arrivée à la présidence, Ianoukovitch avait annulé ce décret.

Du premier point, on peut relever que la Russie a toutes les raisons légitimes de s'intéresser de près à ce conflit, non seulement parce qu'il y a une majorité de Russes dans la population du Donbass qui est bombardée tous les jours, non seulement parce que l'Ukraine était dans sa sphère d'influence et qu'elle représente toujours un pont entre elle et l'Europe, non seulement parce que la présence de l'OTAN serait un *casus belli*, non seulement pour toutes les raisons politiques, économiques ou stratégiques que l'on pourra imaginer, mais aussi parce

que c'est à Kiev qu'elle a vu le jour et qu'elle y a créé son unité politique, spirituelle et culturelle. Il s'agit bien de raisons du cœur et de l'esprit qui dépassent les seules considérations stratégiques ou économiques, raisons dont nous aurions tort de vouloir nous faire juges quant à leur force ou leur légitimité.

Du second, on peut admettre que l'Ukraine est un de ces pays qui n'a jamais eu d'existence propre et qui a toujours eu le plus grand mal à définir une unité territoriale par des bouleversements incessants depuis sa naissance jusqu'aujourd'hui. Celle-ci est plus l'objet d'artifices cartographiques au gré d'alliances, de mésalliances et de guerres, que l'objet d'une volonté permanente dans son histoire de réaliser une identité nationale.

Enfin, du troisième, on comprendra que les forces aujourd'hui en jeu comprennent des éléments ultra violents et fanatiques déterminés à tuer et à massacrer. Le parti Svoboda, entré au gouvernement avec l'approbation du département d'état américain et les félicitations de l'Union Européenne, est un de ceux-là. Dans ses composantes, on trouve le groupe Pravyi Sektor dont certains membres revêtent l'uniforme SS régulièrement pour célébrer la mémoire de la division Galicie. Et tout cela se fait en présence de Tianybok, patron de Svoboda, cofondateur avec Paroubi, président du conseil national de sécurité ukrainien, du Parti Nazi ukrainien. Ce sont ceux-là qui ont été envoyés dans l'est du pays avec l'étiquette du gouvernement légal pour les premières expéditions punitives dès le mois de mars. Et en envoyant par la suite ses bombardiers sur les civils de l'Est depuis le mois de mai 2014, le président Porochenko sait bien qu'en face de la haine ancienne et déclarée d'une partie des habitants de l'Ouest pour les horreurs vécues sous l'union soviétique, il crée volontairement la haine d'une partie des habitants de l'Est pour les horreurs qu'ils sont en train de subir aujourd'hui. L'Ukraine restera donc une illusion puisqu'elle suit le cours de son histoire par les horreurs qui y sont commises et qui montrent encore une fois que, depuis la révolution orange et en exceptant la parenthèse Ianoukovitch de 2010 à 2013, le pays n'est pas dirigé par des gens qui cherchent la paix, mais les crises, les haines et la guerre : ils ne cherchent pas l'unité, mais la division.

LA DIPLOMATIE ET LA PAIX

Une mission européenne

C'est le 20 février 2014 que la diplomatie fait son entrée dans la crise ukrainienne. L'Ukraine n'est pas encore en guerre, Ianoukovitch son président est toujours en exercice et Kiev ne vit encore que des émeutes. Depuis le 21 novembre 2013, jour du refus de Ianoukovitch de signer avec l'Union Européenne, la place du Maidan est occupée ainsi que des bâtiments administratifs, les affrontements sont de plus en plus violents et depuis janvier, on commence à compter les morts, du côté des émeutiers comme du côté des forces de police en raison de la violence des affrontements.

C'est alors qu'une mission de médiation européenne arrive à Kiev le 20 février. C'est bien une mission *européenne* par sa composition, mais il est très important pour la suite de savoir qu'elle n'a rien à voir avec *l'Union Européenne* et il est même vraisemblable qu'elle ait été organisée et décidée sans concertation avec les instances de l'UE, voire peut-être même contre leurs avis.

Cette mission est composée des ministres des affaires étrangères de trois pays : la France, l'Allemagne et la Pologne¹. Cette association n'est évidemment pas le fruit du hasard ou d'affinités particulières entre les trois personnalités. L'Allemagne et la France parce qu'ils sont sans conteste les éléments déterminants d'une éventuelle Europe politique et la Pologne parce que son histoire est liée à celle de l'Ukraine. Lorsque ces trois représentants seront rejoints par un envoyé de la Russie, alors

1. Nommé triangle de Weimar par des observateurs mais aussi par le site du M.A.E.

cette délégation sera précisément composée des éléments nécessaires et suffisants pour discuter d'une sortie de crise et d'une solution pacifique en Ukraine.

Leur objectif est de prendre contact avec les leaders des émeutiers, s'assurer de ce qu'ils veulent, voir ce qu'il est possible d'obtenir du président Ianoukovitch alors en place à ce moment, discuter, obtenir des concessions de part et d'autre, les faire se rencontrer, parler, négocier, trouver un terrain d'entente et signer des accords.

Une difficulté dans ce type de situation peut être de trouver des interlocuteurs valables, c'est-à-dire validés du côté des manifestants, et acceptés du côté du gouvernement. Il faut des gens crédibles face aux deux parties, faisant preuve à la fois de suffisamment d'opposition pour représenter les manifestants face au pouvoir, et d'ouverture pour négocier avec celui-ci. Et depuis les premières heures des manifestations² qui dureront trois mois, ces interlocuteurs existent et sont désignés sans ambiguïté : Iatseniouk, Tianybok et Klitchko³.

Remarque : ce dernier point mérite d'être relevé car il est un indice que les manifestations ne sont sans doute pas apparues spontanément, notamment parce que le leader des contestataires, Iatseniouk, est tout sauf un émeutier : ancien directeur de banque et ancien ministre, il a la réputation d'un technicien et d'un financier, et n'a ni la carrure physique ni le charisme mental pour monter sur une barricade et haranguer les foules. Personnage discret, pas très sympathique, physiquement peu avenant et presque maladif, il se contentera d'ailleurs de quelques très rares discours soporifiques sur la scène installée sur le Maidan, même s'il y est présent en continu. En revanche, le boxeur Klitchko du parti centriste, et les leaders de Svoboda enflammeront le public des contestataires par des mots forts de combattants. Il est donc tout à fait légitime de se demander pour quelles raisons le personnage diaphane de Iatseniouk est depuis le premier jour désigné comme le leader du

2. « L'Ukraine tourne le dos à l'Union Européenne », Le Figaro, 21 novembre 2013.

3. « Les visages de la contestation en Ukraine », Le Monde, 2 décembre 2013.

mouvement, mais surtout par qui l'a-t-il été ? Il y a là une anomalie. À noter également que les trois leaders sont reconnus comme tels par les États-Unis qui envoient Victoria Nuland pour les valider à ce titre en les rencontrant et se faisant photographier avec eux, indiquant ainsi sans ambiguïté avec qui la crise ukrainienne doit être traitée.

Le 20 février, la mission mène vingt heures de négociations difficiles dans une atmosphère insurrectionnelle⁴. Elle obtient finalement un accord avec les deux parties : un gouvernement d'unité nationale, le retour à la constitution de 2004 et des élections présidentielles et parlementaires avant septembre. Il faut revenir encore une fois sur ces élections en rappelant que Ianoukovitch a gagné les quatre dernières élections nationales qui ont toutes donné des résultats équivalents, dont trois durant lesquelles il était dans l'opposition ; pourtant, il est contraint d'une part à accepter un gouvernement minoritaire aux élections de l'année précédente, et de limoger le gouvernement majoritaire qui les avaient gagnées ; d'autre part il doit remettre son poste en jeu par des élections anticipées alors qu'elles sont normalement prévues dans un an. Il y a aussi là quelque chose qui ne va pas : peut-on procéder au renversement d'un pouvoir pour obtenir une avancée de six mois de la date prévue pour les élections ? Ces dispositions sont prises en échange de la promesse par les leaders d'un retour au calme et à l'ordre dans Kiev.

Le président demande qu'un envoyé de la Russie soit présent en tant que témoin des accords qui sont signés le 21 février. L'envoyé du Kremlin ne vient pas pour signer les accords mais pour attester de la négociation et de l'engagement de chacune des parties, et sans doute aussi pour conseiller le président ou lui donner la position du Kremlin puisqu'il vient sur demande de Ianoukovitch. Ce serait une erreur d'assimiler cette présence à un simple formalisme sans intérêt car la Russie fera longtemps appel, jusqu'à plus d'un mois après le renversement, au respect du droit et de la parole donnée, et à l'application de ces accords engageant formellement Iatseniouk et les deux autres leaders.

4. « Le jour où l'Europe est passée à l'action », Le Monde, 26 février 2014.

Alors que les Occidentaux oublieront et trahiront ces engagements le lendemain de leur signature, la Russie rappellera à plusieurs reprises que la violation délibérée de ces accords par les nouvelles institutions de Kiev est une trahison du peuple et de la Constitution Ukrainiens, voire des contestataires qui n'étaient certainement pas majoritaires à souhaiter un renversement immédiat et un risque évident de chaos. Si Iatseniouk, Klitchko et Tiansyok avaient tenu leurs engagements, des élections auraient eu lieu dans un climat rasséréiné et il n'y aurait eu aucune raison de velléités d'indépendances des provinces du Sud et de l'Est. On est obligé de supposer ici de la part du nouveau pouvoir une volonté planifiée de désordres et d'affrontements risquant d'aboutir à une guerre civile, et il est donc fort probable que les leaders aient signé ces accords en sachant qu'ils les déchireraient le lendemain.

Le soir même de cette signature, on apprend qu'il y a eu des tirs en plein Kiev qui ont fait plus de 70 morts, peut-être 80, et plus de 600 blessés. Des snipers installés non loin du Maidan auraient délibérément tiré sur des centaines de manifestants dans l'objectif de les tuer. Ianoukovitch est alors accusé d'avoir organisé ce massacre à l'aide des Berkout, les policiers antiémeute. Il est accusé non seulement par les manifestants de Kiev, mais aussi par tous les médias occidentaux qui diffusent immédiatement la nouvelle du « président tirant sur son peuple ». Les hommes politiques se précipitent alors sur toutes les télévisions pour faire des déclarations tonitrueuses sur Ianoukovitch le dictateur sanguinaire. Pas un seul d'entre eux ne pose la moindre question, ni ne cherche à savoir ce qui s'est précisément passé, ni qui a tiré sur qui. Tous veulent d'abord être interviewés, l'important pour eux étant de communiquer le plus vite possible pour ne pas être oubliés dans un mouvement qui semble général.

À Kiev, la nouvelle et les accusations se répandent à une telle vitesse que la rue refuse les accords qui lui sont proposés à la tribune sur la scène. La foule exige le départ immédiat du président, les signataires déchirent les accords et Ianoukovitch, craignant pour sa vie, s'enfuit le lendemain.

Les jours suivants, le président est destitué par le parlement, Tourtchinov est nommé président par intérim, et Iatseniouk premier ministre par intérim. Il composera un gouvernement de vingt et un membres dont cinq appartiennent au parti d'extrême droite ultranationaliste à qui il confiera notamment le poste de vice premier ministre, le ministère de la défense et la présidence du Conseil National de la Sécurité. Et c'est également un membre de Svoboda qui sera nommé procureur général de Kiev. La première décision du nouveau gouvernement sera d'envoyer un signal de haine et de conflit en retirant la langue russe des langues légales, déclenchant ainsi la colère des légalistes du Sud et de l'Est, provinces russophones, qui deviennent ainsi des opposants fervents au nouveau régime.

* * * * *

Il y a deux aspects intéressants dans cet épisode, dont le premier est le passage à l'action diplomatique de l'Europe dans la crise. Mais que l'on ne s'y trompe pas, ce passage à l'action est bien celui de la *vraie* Europe qui joue *contre* l'Union Européenne. Quand on sait que cette crise, bouleversant un pays duquel l'Union cherche le rapprochement, a abouti au renversement violent d'un pouvoir régulièrement élu, on peut s'étonner de l'absence des instances bruxelloises sur la scène ukrainienne de novembre 2013 jusqu'à février 2014, absence sauf pour rencontrer, et donc encourager, les opposants début février. Sans compter que, justement pendant cette période, les États-Unis ont été eux très présents et très actifs. Il y a des raisons à cette absence.

L'Union Européenne s'est dotée d'une ministre des affaires étrangères, mais son action est à l'image de son réel pouvoir, lui-même à l'image de l'existence d'une Union Européenne politique : illusoire. C'est un fait dû à des raisons d'abord structurelles, et ensuite personnelles. D'abord, la ministre ne peut agir et parler qu'au nom de vingt-huit pays dans des délais hors du temps diplomatique. Ces vingt-huit états ont passé les deux ou trois derniers siècles à se faire la guerre jusqu'à il y a encore quelques dizaines d'années, ils parlent une bonne vingtaine de langues, ils ont des PIB étalés dans un rapport de 1 à 4000, ils ont

des intérêts économiques divergents et ils ont des histoires politiques radicalement différentes. Le résultat est que les fameuses positions communes sont pour la plupart soit des compromis obtenus par des pressions des plus forts sur les plus faibles, soit des leurres en ce que les « positions communes » avancées ne sont pas engageantes car elles ne traitent pas des vraies questions. Ensuite, quand on constate l'inexpérience personnelle de la titulaire du poste et le peu de crédit dont elle dispose, on comprend que la fonction et le personnage sont de pures constructions, savantes mais illusoirs.

Cela peut d'ailleurs être observé à l'énonciation de son titre officiel : *Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union Européenne*. C'est un travers fréquent des administrations dont un des principes peut s'énoncer ainsi : la description du poste et son titre sont compliqués en proportion du vide à masquer. Jusqu'en septembre 2014, cette ministre est la baronne Catherine Ashton. Sa carrière politique est incroyable et mérite d'être relevée pour être très instructive sur le fonctionnement de l'Union Européenne. On critique souvent cette institution par la caricature d'une armée de fonctionnaires dont les activités technocratiques peuvent paraître obscures au public, mais ici on évoque un des personnages politiques les plus en vue, représentant l'UE et qui plus est, agissant pour la paix et la sécurité. Il est donc légitime de s'intéresser de près à la personnalité qui a la responsabilité de ce plus haut poste.

La baronne Catherine Ashton of Upholland⁵ commence sa carrière politique en 1998 en présidant les affaires de santé au sein de l'administration d'une petite région britannique (1,2 million d'habitants). En 1999, elle est nommée à vie à la Chambre des Lords en tant que baronne. En 2001, elle est nommée secrétaire d'État à l'éducation, puis à la Justice. En 2008, elle est nommée commissaire européen pour le commerce alors qu'elle n'a jamais pratiqué aucune activité ni de près ni de loin dans ce domaine, et pire qu'elle n'a tout simplement

5. Vu le caractère invraisemblable de ce paragraphe, il faut préciser que ces informations peu croyables sont pourtant vraies pour avoir été vérifiées auprès de différentes sources, des biographies, des articles de presse, des sites officiels et bien sûr les wikipedia français et anglais.

jamais travaillé dans le secteur privé. Enfin, en 2009 elle est nommée au fameux poste des affaires étrangères pour l'Union Européenne. On note, et ce sera relevé par la presse britannique dont elle est devenue l'objet de blagues récurrentes quand ce n'est pas de honte⁶, qu'elle n'a jamais participé à une élection, qu'elle ne parle aucune langue étrangère et qu'elle n'a aucune expérience ni compétence en politique étrangère, ce qui fait pour le moins trois caractéristiques inquiétantes pour le titulaire du poste. Et pour finir, elle est la femme politique la mieux payée au monde et dispose d'une vingtaine de personnes à son service.

La vie et l'œuvre de la baronne Ashton ne sont certes pas passionnantes mais il faut en avoir une idée pour comprendre à quoi ressemble vraiment l'Union Européenne, et surtout pourquoi les ministres des affaires étrangères français, allemand et polonais ont préféré éviter la présence de l'Union Européenne qui n'aurait pu représenter qu'un danger dans les discussions, tant du fait de son incompétence que de son inconsistance. Et ces éléments expliquent aussi en partie pourquoi l'Union n'a pas pu agir pour la paix tout au long de la crise et de la guerre, quand elle n'a pas été un obstacle et quand elle n'en a pas été exclue par prudence. Certes, la baronne Ashton avait elle aussi rencontré Iatseniouk, Klitchko et Tianybok durant la contestation, mais, à part pour les valider officiellement, personne n'avait bien compris pourquoi, et sans doute elle-même non plus.

Le 17 février, l'Union Européenne réunit les 28 ministres des affaires étrangères non pas pour chercher une sortie de crise, mais pour tenter d'élaborer une déclaration commune sur des sanctions contre l'Ukraine. La déclaration finale est peu convaincante, chacun ayant voulu tempérer ceci, ajouter cela, modérer un paragraphe ou simplement modifier n'importe quoi pour ne pas être venu pour rien⁷. Car avant le 22 février, il faut se souvenir que ce n'était pas la Russie qui était visée par des attaques économiques, mais l'Ukraine ! Et elle était *punie* pour sa « mauvaise conduite » envers les manifestants, pour

6. « *Cathy Ashton laughing stock of the EU* », Daily Mail, 9 mars 2014.

7. « *Sur le dossier ukrainien, l'Europe s'efface derrière l'Allemagne* », Le Monde, 17 février 2014.

sa volonté de rétablir l'ordre. On peut admettre que Ianoukovitch était brutal dans ses méthodes policières, ce qui est tout à fait condamnable, mais si on estime normal de prendre des mesures à son encontre pour un excès de brutalité policière, quelles mesures devrait-on alors prendre contre Porochenko qui, lui, tente de rétablir l'ordre en bombardant sa population et en déclenchant une guerre civile ? Et on note que c'est bien le 17 février, donc avant même les accusations de tirs de snipers contre Ianoukovitch que l'Union décide de frapper économiquement l'Ukraine pour faire tomber Ianoukovitch. Rappelons donc que l'UE réunissait tous ses ministres pour organiser des sanctions contre le régime de Ianoukovitch pour le punir des charges brutales de la police à l'encontre des manifestants. Et rappelons donc également que deux mois plus tard, elle les réunira à nouveau pour fêter Porochenko en héros qui, lui, enverra l'armée, les blindés, l'aviation et même des missiles⁸ contre les populations civiles pour les punir d'avoir demandé un référendum. Il faut mettre toutes ces « punitions » en parallèles pour mieux comprendre les rapports Ukraine/UE.

Mais si l'Union Européenne ne se montre pas capable de concevoir une initiative de paix et de règlement pacifique raisonnable, en revanche, trois ministres européens peuvent agir efficacement et sans délai. C'est le 19 février que le ministre allemand appelle son homologue français pour lui soumettre le projet d'une négociation, et c'est le lendemain que, rejoints par le ministre polonais, ils négocient ensemble à Kiev avec toutes les parties. Et le jour suivant, les accords sont signés.

On peut donc très bien ici parler « d'opposition » entre l'Union Européenne et ses pays membres. Ce n'est pas une opposition dans le sens d'un conflit entre les pays d'Europe et Bruxelles, mais dans le sens de deux entités indépendantes qui ne se déplacent pas de la même façon, et surtout, qui ne vont pas au même endroit. Et l'on voit de cette vraie diplomatie européenne, celle des pays, qu'elle peut agir pour la paix parce que les pays *existent*, contrairement à celle de l'UE qui serait plutôt un frein, et certainement même, comme on le verra plus tard, une

8. Youtube : « CNN Ballistic missiles Ukraine ». Cette information de quatre missiles tirés par l'armée ukrainienne sur des habitations est une péripétie car annoncée par CNN et confirmée par le Pentagone, mais curieusement non relayée dans la presse française.

incitation et une provocation à la guerre, sans juger si cette provocation relève de l'irresponsabilité ou de la malveillance.

Le deuxième aspect est assez troublant puisqu'il est malheureusement probable que cette action diplomatique, alors qu'elle était menée avec efficacité et une sincère volonté de paix, n'ait fait qu'accélérer l'arrivée d'une guerre que toutes les diplomaties du monde ne pouvaient empêcher. Il faut souligner que cette mission était réussie et atteignait ses objectifs, tout à l'honneur d'une volonté franco-germano-polonaise. Mais cette réussite s'est heurtée à une volonté de guerre, visiblement planifiée et organisée. Pour le comprendre, il faut reparler des snipers tuant le 20 et 21 février plus de 80 personnes et en blessant des centaines d'autres. Il faut observer et analyser les événements en faisant preuve de logique et en y cherchant une cohérence.

On apprenait que ce jour-là, une vingtaine de policiers avait également été tués par balles aux mêmes endroits. Il faudra attendre la révélation du coup de téléphone du ministre estonien Paet du 25 février pour mieux comprendre ce qui s'est passé⁹. Celui-ci appelle Ashton après sa visite à Kiev pour lui faire part de ses doutes. Il lui confie qu'il a rencontré des médecins ayant examiné les cadavres et que ceux-ci lui ont affirmé que policiers et manifestants avaient été tués par les mêmes armes. Ce coup de téléphone et son contenu ne sont pas discutables pour avoir été authentifiés par le ministre. L'écoute attentive de cet enregistrement intégral est très intéressante car on comprend parfaitement la situation aux voix des deux interlocuteurs et à leurs tons. Paet est visiblement mal à l'aise, il a une conviction sur des éléments gravissimes de la crise, il parle en hésitant comme si cela le gênait de faire des révélations mais on ressent qu'il a besoin de témoigner. Ashton de son côté ne paraît pas comprendre grand-chose au sens et aux conséquences de ce qui apparaît comme une confidence dont Paet voudrait se débarrasser. Elle ne semble pas très intéressée et elle finit par lâcher soit naïvement, soit en termes diplomatiques : « *Oh mais c'est terrible. Oui bien sûr, il faudra faire une enquête* ».

9. « *Estonian PM confirms authenticity of leaked phone call* », Daily Mail, 5 mars 2014.

Il y a aura également un petit reportage très intéressant réalisé par la chaîne allemande ARD sur cette tuerie attestant que ce jour-là, des snipers ont délibérément tué manifestants et policiers comme en témoignent devant la caméra les témoins manifestants contestataires et médecins ayant examiné les blessés¹⁰. Ce fait est suffisant pour se pencher sur chacun des acteurs en s'interrogeant sur leurs éventuels bénéfices, pour chercher à savoir par qui et pourquoi ces snipers ont bien pu être envoyés en urgence pour tuer un maximum de gens au moment où une sortie de crise apparaissait. La version officielle disant que Ianoukovitch a ordonné ce massacre n'a rien de crédible pour être contraire à toute logique. De plus, le 24 juin¹¹, les enquêteurs de l'ONU reprochent vivement à Kiev de ne pas avoir commencé l'enquête sur la tuerie. Aucun acte d'accusation n'a été rendu public et des policiers attendent toujours en prison qu'une procédure judiciaire commence. Ce détail est un indice fort sur la présence d'autres snipers les 20 et 21 février.

Il faut examiner la logique des acteurs du 21 février et se souvenir que le profit du crime ne peut être cherché que dans son résultat. Or, ce résultat est que la crise passe brusquement de contestation à insurrection, ce résultat est qu'il n'y a plus aucune solution pacifique possible. Les organisateurs savent qu'après la fusillade, la répression sera exclue car les yeux du monde seront alors braqués sur le pays avec la conviction que Ianoukovitch est responsable des 80 morts. Et il ne saurait alors être question d'amplifier la répression contre une contestation devenue féroce parce que révoltée et horrifiée par la tuerie, en prenant de plus le risque que les forces de l'ordre sollicitées s'y refusent. À la limite, on peut penser que si cette tuerie avait eu lieu au tout début de la contestation, il pouvait y avoir une chance que cela terrorise les manifestants et rétablisse l'ordre, et on aurait pu alors soupçonner Ianoukovitch. Mais certainement pas au bout de trois mois de présence sur ce qui était devenu un champ de bataille. Et le fait que la tuerie survienne au moment même où les ministres européens sont à Kiev

10. Dailymotion : « Qui est responsable du carnage de Maidan ? »

11. Voir LES COMPTES

achève de convaincre qu'il n'est pas envisageable que Ianoukovitch ait donné un tel ordre.

En résumé, après la tuerie, il n'y a plus ni répression possible, ni solution pacifique possible, ni élections possibles. Il ne reste que le départ immédiat du président, donc l'arrivée au pouvoir des leaders du Maidan sans délai, et le décrochage du pays de la Russie pour se rapprocher de l'Union Européenne. Ce résultat était inévitable et facilement prévisible. Et puisque ce n'est une surprise pour aucun observateur un peu attentif, alors les responsables doivent être cherchés parmi les bénéficiaires. Si aucun tireur n'avait abattu policiers et manifestants, alors les accords auraient été respectés et il y aurait eu un gouvernement d'unité nationale et des élections anticipées.

Le premier à ne pouvoir être soupçonné est donc Ianoukovitch qui, ce jour-là, perd tout. Comment pourrait-on croire que Ianoukovitch recevant les quatre représentants étrangers organise un massacre pendant les deux jours de leur présence à Kiev, se condamnant ainsi définitivement lui-même ? Les seconds à devoir de même être mis hors de cause sont les Russes qui savent ce jour-là que ce carnage leur fait perdre l'Ukraine et que leurs vrais problèmes arrivent, à commencer par la Crimée où ils risquent de perdre les bases de leur flotte militaire pour la voir remplacée par celle de l'OTAN. Les Russes, experts au même niveau que les Américains en conflit, en guerre urbaine ou non, en positions stratégiques, en manipulations, en provocations et en tout ce que l'on voudra bien imaginer de nécessaire dans un rapport de force, ne peuvent être soupçonnés d'avoir planifié une telle opération, suicidaire pour leurs intérêts. Restent les Américains, les leaders de Maidan et l'Union Européenne. On éliminera immédiatement l'Union Européenne pour des raisons suffisamment évidentes, de la très peu probable capacité de mettre sur pied une telle opération à une motivation vraisemblablement très insuffisante.

Restent les Américains et les leaders du Maidan. Si à ce moment, l'objectif des États-Unis n'apparaît pas encore clairement, il est déjà certain qu'ils montrent une grande détermination à renverser Ianoukovitch. Ils communiquent tous les jours sur le sujet et font de

l'Ukraine le point central de leur politique étrangère sur toute cette période. Avec un peu de recul, cette soudaine focalisation paraît très excessive, sans compter qu'ils ont dépensé quelques centaines de millions de dollars dans le soutien et l'organisation des manifestations du Maidan, ce que le sénateur Rohrabacher jugera excessif lors de l'audition de Victoria Nuland¹² par le congrès. Les leaders du Maidan ont bien sûr également une motivation indiscutable et une détermination d'arriver au pouvoir d'autant plus forte qu'ils s'en savent ces jours-là très proches. Ils sont trois. Iatseniouk le technocrate, l'homme de bureaux et de banques, l'ancien ministre, retors et évoluant depuis quelques années dans les sphères du pouvoir, passé de Ioutchenko chez Timochenko dès qu'il a senti le vent tourner, certainement capable de complots politiques visant un effondrement de coalitions, mais qui n'a sans doute pas plus de goûts que de capacité pour les coups de force ou l'organisation de machinations meurtrières. Klitchko le boxeur ex-champion du monde poids lourds, imposant et honnête, la figure même du brave type sincère entré en politique depuis peu en se définissant « centriste », prêt à mettre toute sa bonne foi et sa bonne volonté pour lutter contre la corruption. Enfin Tianybok, l'ultranationaliste sur lequel repose toute la force de frappe du Maidan, c'est-à-dire plus d'un millier de combattants armés de matraques, de couteaux, de boucliers, de revolvers ou de fusils. Sans cette force armée, il n'y aurait pas de révolution, pas de Maidan, pas de caméras du monde entier. Tianybok n'a aucune expérience du pouvoir, pas plus que ses alliés. Le chef militaire de ces milices du Maidan est Paroubi avec qui Tianybok a créé le parti national socialiste (parti nazi) en 1993 avant de le rebaptiser Svoboda en 2004. Et dans les rangs de Svoboda, on compte aussi les membres de Pravy Sektor dirigée par Yarosh, organisation paramilitaire intégrée à Svoboda dont les membres gonflent les rangs de la milice. Yarosh est un cas. Activement surveillé et recherché par les Russes, il lui serait très dangereux de sortir d'Ukraine ; il fera un discours triomphal sur la scène du Maidan appelant Oumarov, le chef des terroristes islamistes Tchétchènes à mettre la Russie à feu et à sang. Il est important d'insister sur ce point : le public des contestataires lui réserve alors un accueil triomphal.

12. Youtube : « Nuland grilled on neo-nazis in Ukraine / Money US spending »

Après le renversement du 22 février, Tianybok restera hors du gouvernement comme prévu lors du coup de téléphone entre Nuland et Pyatt¹³, Paroubi deviendra président du conseil de sécurité nationale et Yarosh partira au front contre les rebelles avec son unité de la garde nationale créée pour l'occasion.

Les troupes du Maidan ont réalisé plusieurs coups de force magistraux comme bloquer et même faire reculer des centaines de Berkout suréquipés et surentraînés en les attaquant sans crainte, ou encore se saisir de bâtiments publics, comme des ministères ou la Mairie de Kiev, ce qui n'est pas une promenade et qui n'a pas été mené par des étudiants ou des mères de famille.

Deux questions se posent sur l'organisation de la tuerie. La première, c'est celle de l'information sur la visite de la mission diplomatique. Le 19 février, le projet de mission n'est connu que des chancelleries de l'Allemagne, de la France et de la Pologne. Et c'est le 20 qu'à lieu la tuerie. Une organisation le jour même où on apprend la visite de la mission est possible mais délicate, d'autant que l'on apprend par l'enquête des journalistes de l'ARD que l'entrée de l'hôtel d'où ont sans doute tiré les snipers est contrôlée uniquement à partir du matin du 20. La deuxième est celle de l'organisation. Les snipers sont regroupés dans un hôtel et sur le toit d'une banque. Le nombre de morts et de blessés (environ 700 en comptabilisant les deux) indique une cadence, une logistique et une efficacité de gens bien entraînés et motivés.

Les ministres européens ont-ils directement informé les Américains de leur visite ? Il y a de bonnes raisons de penser qu'ils ne l'ont pas fait. D'abord les ministres doivent savoir que les Américains n'ont de toute évidence aucun désir d'apaisement à Kiev comme le montre leur communication agressive, accusatrice et provocatrice. Et s'ils provoquent des contestations violentes, ce n'est pas pour y trouver des solutions pacifiques. Les ministres européens savent donc n'avoir rien à espérer des Américains pour une solution pacifique, mais bien au contraire, plutôt des ennuis à craindre puisque leur projet ne cadre

13. Youtube : « Nuland/Pyatt leaked phone conversation »

pas avec celui des Américains. Ensuite, cette initiative, si elle aboutit, montrera l'efficacité et la réussite européenne et il n'y a alors aucune raison d'en partager les bénéfices sur la scène internationale. Et enfin, pour l'excellente raison qu'il y aurait là une leçon à donner aux Américains en leur montrant que l'Europe peut les prendre par surprise avec une initiative efficace et indépendante les mettant hors-jeu. Tout ceci leur ferait assurément marquer des points dans les rapports de force.

En revanche, les diplomates ont bien sûr averti Iatseniouk et ses alliés de leur visite pour négociations, ce qu'ils n'ont pu faire que le 19 en fin d'après-midi une fois que leur décision était prise. On peut faire l'hypothèse raisonnable que ce ne soit aucun de ces trois hommes qui ait élaboré l'idée de la tuerie du 20 et du 21, parce qu'ils ne sont pas expérimentés ni rôdés à des machinations aussi meurtrières que machiavéliques. En revanche, dès qu'il a appris cette visite, Iatseniouk s'est à coup sûr mis en contact avec les Américains pour les informer de l'arrivée de la mission européenne et leur demander leur position¹⁴. Ils ont dû discuter avec lui pour le conseiller sur ce qu'il devait obtenir, tout en comprenant parfaitement que si cet accord était signé et mis en œuvre, alors c'en était fini du renversement de régime et qu'il y avait encore un sérieux risque que tout cela ne débouche pas sur une rupture avec la Russie, comme ce fut le cas avec la révolution orange. Il leur a alors été facile de contacter Tianybok et de lui transmettre le sens du message suivant : « si l'accord des Européens est réalisé, il y aura un gouvernement d'unité nationale dans lequel votre parti n'obtiendra qu'un poste de consolation, puis il y aura dans trois mois des élections législatives et présidentielles au cours desquelles vous serez balayés. En revanche, si demain éclate un massacre au milieu des manifestants, alors la contestation basculera dans le chaos, ces accords n'aboutiront pas, le président sera immédiatement renversé et il y aura des soulèvements dans le pays. Il n'y aura pas d'élections et vous serez en bonne place au gouvernement pour les luttes armées qui s'en suivront. » Si Tianybok est un homme politique, Andrei Paroubi, lui est un homme d'action et il

14. Tout ceci est sans compter les espionnages mis à jour au mois de juin et juillet révélant que les américains avaient des agents au sein même du ministère des affaires étrangères allemand.

dirige militairement les combattants du Maidan dont certains, vétérans de l'armée, sont expérimentés et entraînés. Il a alors devant lui les heures nécessaires pour organiser et placer ses snipers. Klitchko a sans doute été mis hors circuit, il se verra confier par le nouveau régime la mairie de Kiev et son parti n'entrera pas au gouvernement, là aussi comme prévu lors du coup de téléphone Nuland/Pyatt. Quant à Iatseniouk, puisque c'est le seul un peu habitué au pouvoir, il adoptera la position sage de ne rien vouloir savoir de toute cette histoire, position sage adoptée par les hommes au pouvoir lorsqu'ils sentent ou savent qu'un coup illégal et répréhensible se prépare en leur faveur. Il nommera un membre de Svoboda procureur général de Kiev sous l'autorité duquel sera menée l'enquête qui n'aboutira donc jamais.

Pour finir sur ce terrible épisode, si l'on avait encore des doutes sur l'évident mensonge de la version officielle accusant Ianoukovitch, version contraire à toute logique, toute cohérence, tout raisonnement sensé, tout principe liant le crime à son bénéficiaire, alors on peut observer que sept mois après les faits, les enquêtes n'ont toujours pas abouti, les autopsies n'ont pas été dévoilées, on ne sait même pas si des expertises balistiques ont été menées, des policiers ont été arrêtés mais aucun procès n'a commencé et l'enquête est toujours dans les mains de Svoboda par le biais du procureur. Il n'y a pas une infinité de raisons pour laquelle un pouvoir refuse ou retarde une enquête.

Mais alors, si les choses sont si flagrantes, peut-on se dire, pourquoi aucun dirigeant occidental ne s'en inquiète ? Encore une fois, il faut comprendre que cet épisode est crucial dans le renversement, c'est celui qui a fait formellement accuser Ianoukovitch par tous les dirigeants occidentaux. Chacun d'entre eux l'a dit à voix haute dans la presse et à la télévision : Ianoukovitch a fait tirer sur son peuple, c'est un monstre. Et cette raison a justifié l'arrivée brutale au pouvoir de Iatseniouk et de Svoboda qu'ils ont également applaudi. Après s'être battus pour passer à la télévision pour expliquer tout ça avec virulence et le doigt accusateur levé, pourraient-ils demander à Kiev de voir les preuves montrant qu'eux-mêmes s'étaient trompés ? Après avoir applaudi les contestataires avec émotion, pourraient-ils presser le nouveau pouvoir

de prouver qu'il s'agit en réalité de meurtriers ? Souhaitent-ils avoir la preuve qu'ils ont applaudi un coup d'état réalisé par une monstrueuse opération *false flag* sous la forme d'une tuerie massive de contestataires par leurs propres leaders ? Et pourquoi l'enquête internationale promise par Ashton au ministre estonien n'a-t-elle jamais démarré ? Pourquoi le nouveau régime de Kiev ne l'a-t-il pas au contraire demandée pour obtenir ainsi une preuve formelle de la légitimité de son arrivée au pouvoir, s'il n'avait rien à se reprocher ?

* * * * *

La diplomatie est aussi l'art d'agir ou de parler avant les autres. Du point de vue du résultat, on peut considérer cette mission comme un échec total, car on est passé de la signature d'un accord le 21 février à une situation hors de contrôle le lendemain avec un président contraint à la fuite et une guerre civile prête à démarrer quelques jours plus tard. Mais du point de vue de la méthode et de l'action, elle est une réussite si l'on considère que les trois pays concernés à divers titres par la crise ont su agir vite et faire négocier ensemble des adversaires résolus. Et éviter la présence de Bruxelles et Washington était un choix déterminant pour parvenir à des accords d'une part, et se diriger vers la paix d'autre part.

* * * * *

Le mois de mars sera celui de la Crimée. Dès la fin février, des mouvements de troupes russes près de la frontière ukrainienne, des déploiements de soldats russes en Crimée dont on ne parvient pas à savoir avec certitude s'ils sont dans le cadre de l'accord des bases navales russes ou non, des hommes en armes sans uniformes qui se révéleront être des soldats russes, des militaires qui changent de camp, des bases militaires qui changent de main, la déclaration d'indépendance proclamée par le parlement de Crimée, un référendum et enfin le 18 mars, l'intégration de la Crimée au sein de la Fédération de Russie (selon les sources, on parlera d'invasion, d'annexion, de rattachement ou de retour). Durant tout ce temps, les annonces des gouvernements allemands, français, américains, européens à l'encontre

de la Russie tombent tous les jours et la Russie est finalement exclue du G8. Mais si la communication est à son comble, rien n'est engagé au plan diplomatique.

* * * * *

Grandeur et communication

Le mois d'avril est celui des premières sanctions importantes contre la Russie (elles ont commencé le 6 mars) et de la seconde rencontre diplomatique en vue de la paix. C'est l'accord de Genève, nom déjà évocateur d'une leçon d'histoire, qui marque l'arrivée officielle des États-Unis qui ont organisé la rencontre, accompagnés de l'Union Européenne auxquels se joindront la Russie et l'Ukraine pour signer un accord le 17 avril. L'accord comprend entre autres le désarmement des bandes armées par Kiev, la libération des bâtiments pris par les insurgés et le lancement d'un dialogue national devant aboutir à une révision constitutionnelle¹⁵. Juste après la signature, alors que son administration a organisé la rencontre, Obama se montre sceptique sur les résultats à attendre et dit ne pas avoir de certitudes sur l'espoir de paix. Il prévient : « *Si nous ne voyons pas de progrès, nous serons dans l'obligation d'appliquer des sanctions* »¹⁶. C'est un fait absolument remarquable car Obama veut montrer au monde qu'il organise des démarches pour la paix mais dans le même temps, qu'il justifie de nouvelles attaques économiques contre la Russie en lui attribuant a priori l'échec des démarches entreprises. Peut-on organiser une rencontre diplomatique et tenir le même jour un discours extrêmement réservé et même incrédule sur ses résultats alors que les accords viennent d'être signés ? Peut-on proférer des menaces au moment de la signature ? À y réfléchir et à observer la suite des événements avec quelques mois de recul, il apparaît que, au moment où cette déclaration

15. « *Ukraine ; pourquoi l'accord diplomatique sera difficile à mettre en œuvre* », Le Monde, 18 avril 2014.

16. « *Ukraine : accord surprise à Genève, Obama sceptique* », nouvelobs.com, 18 avril 2014.

est faite, les États-Unis ont déjà décidé de prendre bientôt des mesures contre l'économie russe mais ils ont besoin d'un prétexte pour le faire, ils ont besoin d'une justification aux yeux du monde.

Les accords de Genève seront violés par Kiev quelques jours plus tard, mais le jour même de la déclaration, les Américains prennent la position et le langage du maître qui se dit prêt à sanctionner s'il ne voit pas d'amélioration sur le terrain. Et il déclare en substance que, quelle que soit la situation, il en jugera la Russie responsable. Finalement, l'accord de Genève, médiatisé à outrance n'est qu'une manœuvre qui ne fera pas avancer la paix d'un seul pouce, mais qui donnera à Obama un prétexte ou une occasion d'appliquer des mesures économiques destinées à affaiblir la Russie.

Deux mois plus tôt, Iatseniouk était hors-la-loi et la mission diplomatique du 20 février, rapide et directe, le faisait négocier avec son adversaire en 24 heures. À Genève, il est le représentant du nouveau pouvoir et la réunion diplomatique longuement préparée et longuement discutée, lui fait signer un accord sans même consulter ses adversaires. N'est-ce pas étrange ? C'est un peu comme si la mission du 20 février à Kiev n'avait voulu rencontrer que le président, mais pas les opposants. Curieusement, cette absurdité pour un accord de paix qui ne consisterait à faire signer qu'un seul des deux adversaires, n'est pas relevée par les observateurs. Un des chefs rebelles déclarera, après qu'on lui eut annoncé la signature de ces accords : « *Lavrov et Kerry veulent décider mais qui sont-ils pour nous ? Nous ne quitterons pas les bâtiments occupés. Nous n'avons aucune confiance en Kiev*¹⁷ ».

Quatre jours plus tard, Sergueï Lavrov fait remarquer que Kiev enfreint grossièrement l'accord de Genève en ne respectant pas ses termes, et même en prenant des décisions à l'encontre de ce qui était prévu¹⁸.

17. « *US and Russia agree on pact to defuse Ukraine crisis* », New York Times, 17 avril 2014.

18. « *Pour la Russie, l'Ukraine enfreint grossièrement l'accord de Genève* », Le Monde, 21 avril 2014.

Et quelques jours plus tard, comme prévu, Obama annonce des sanctions contre la Russie pour non-respect de l'accord de Genève. Celui-ci a été signé avec l'UE, ce qui permet d'inclure d'office l'Union dans l'application de sanctions¹⁹.

* * * * *

Prudence et pragmatisme

Le 7 mai, Didier Burkhalter, le président de l'OSCE est à Moscou et met au point une feuille de route avec Vladimir Poutine pour parvenir à la paix dans le conflit ukrainien. C'est en fait un vrai coup de théâtre car la réunion surprend tous les observateurs, à peine trois semaines après l'accord de Genève ultra-médiatisé dans son déroulement et sa préparation. Et c'est une vraie bonne nouvelle pour ceux qui veulent la paix car la démarche peut aboutir. Là aussi, il est certain que ni l'UE ni les États-Unis n'ont dû être avertis. Sans lourde machine, sans communication, sans les États-Unis, sans l'Union Européenne, la rencontre se veut simple et efficace. Burkhalter déclare : « *Ce n'est pas une conférence de suivi de Genève 2. Là, on est dans une approche plus pragmatique, un peu plus «à la suisse». On propose un plan avec des points sur lesquels on est d'accord pour avancer*²⁰. » lit-on dans *Le Figaro* qui ajoute que la bourse de Moscou a pris 5 % à l'annonce de cette rencontre, « *un signe qui ne trompe pas* » ajoute le journal.

La feuille de route est la suivante : cessez-le-feu, retrait des troupes, désarmement de tous les groupes armés illégaux, ouverture d'un dialogue pour la réconciliation nationale, organisation de nouvelles élections²¹. Le plan de Burkhalter est soutenu par les vingt-huit de l'UE mais Iatseniouk accueille très mal cette rencontre. Alors que l'on s'attend à une réaction positive et encourageante, il attend un déplacement à Bruxelles pour déclarer pour toute réponse quelques

19. « *Obama to announce new sanctions against Russia over Ukraine crisis* », The Guardian, 28 avril 2014.

20. « *Ukraine : Poutine calme ses protégés* », Le Figaro, 7 mai 2014.

21. « *La rencontre Poutine-Burkhalter* », voltairenet.org, 8 mai 2014.

jours plus tard à la proposition de paix de l'OSCE : « *La Russie cherche une troisième guerre mondiale* »²².

Le ton de la rencontre entre Burkhalter et Poutine affiche une volonté de progrès²³ mais quand le président russe s'engage à éloigner ses troupes de la frontière, ou demande aux insurgés de remettre leur référendum prévu le 11 mai, Iatseniouk répond en l'accusant de « *vendre du vent* »²⁴. Les États-Unis montrent également de l'hostilité à la démarche de paix qui ne cadre visiblement pas avec leurs projets. Ils accusent la Russie de ne pas vouloir retirer ses troupes avant même la date de retrait annoncé, continuent d'accuser la Russie de la responsabilité du conflit, « l'exhortent à une désescalade », et promettent à nouveau des sanctions.

Et pendant ce temps, Iatseniouk refuse toujours de rencontrer les rebelles.

* * * * *

Le mois de juin sera celui des combats, puis d'un plan de paix rédigé par Porochenko sans contact avec ses opposants. Ce plan commence par un cessez-le-feu débutant une semaine avant le 27 juin pour permettre au nouveau président de signer des accords avec l'U.E. sans être en guerre civile ce jour-là. Le lendemain de la signature, le 28 juin, l'U.E. lance un ultimatum de 72 heures à la Russie l'enjoignant de suivre le plan de Porochenko et de montrer des « signes de désescalade », la menaçant de nouvelles sanctions²⁵. Cela permet à Porochenko de mettre fin au cessez-le-feu le 1^{er} juillet en en rejetant la responsabilité sur la Russie. Il reprend les combats, notamment les bombardements sur des populations villageoises près de Lougansk.

* * * * *

22. « *A Bruxelles, le premier ministre ukrainien ne désarme pas face aux menaces russes* », Le Monde, 13 mai 2014.

23. « *Poutine demande un report du référendum du 11 mai* », Libération, 7 mai 2014.

24. « *Référendum reporté : Kiev accuse Poutine de vendre du vent* », romandie.com, 7 mai 2014.

25. « *EU issues ultimatum to Russia over Ukraine* », Aljazeera.com, 27 juin 2014.

Groupe de contact

Le 2 juillet, évitant à nouveau soigneusement les États-Unis et l'Union Européenne, dont tout le monde a maintenant compris qu'ils sont un danger pour la paix, les ministres des affaires étrangères de Russie, d'Ukraine, de France et d'Allemagne se rencontrent à nouveau et décident de réunir un groupe de contact à Berlin avec les insurgés au plus tard le 5 juillet. L'un d'eux, Denis Pouchiline, fait d'ailleurs remarquer avec humour que la rencontre ne peut pas se tenir à Berlin parce qu'il est visé par les sanctions de l'UE et qu'il n'est pas autorisé à se rendre en Europe²⁶. Le 4 juillet, Porochenko propose à Merkel que le groupe de contact se réunisse le lendemain et il déclare alors attendre la réponse des rebelles²⁷. Mais dans le même temps, il intensifie les combats. L'armée reprend notamment ainsi le contrôle de Slaviansk et Kramatorsk, villes phares de la rébellion. Les insurgés se regroupent à Donetsk, capitale du Donbass. Porochenko évite ainsi la réunion d'un groupe de contact en vue d'une solution diplomatique et enfonce délibérément plus loin son pays dans une guerre civile qui semble s'annoncer longue.

Cet épisode du 5 juillet est un élément de plus accréditant l'idée que Porochenko veut la guerre. Et si l'on suppose qu'il n'est pas mentalement malade, cette volonté de guerre a de bonnes raisons, dont deux au moins sont envisageables : soit un pays tiers lui demande de mener cette guerre qui nuit dans tous les cas à la Russie, soit Porochenko comprend que son pays est dans une telle faillite politique et économique que seule une guerre internationalisée peut « sauver » la situation.

L'enchaînement de ces missions diplomatiques, des déclarations, des actions et des réactions qui l'accompagnent, dessine les positions de chacun. Si ce groupe de contact qui n'a jamais vu le jour a été le dernier effort de la diplomatie pour obtenir la paix, c'est parce que cette

26. « *Les sanctions de l'UE visent la procureure de Crimée et les rebelles pro-russes* », Le Soir, 13 mai 2014.

27. « *L'Ukraine propose de réunir le groupe de contact samedi* », Le Figaro, 4 juillet 2014.

diplomatie européenne comprend qu'elle ne pourra rien contre une volonté de guerre de la part du nouveau régime d'Ukraine et des États-Unis, guerre qui devra maintenant aller jusqu'au bout.

* * * * *

Rencontres de Minsk

Le début du mois de juillet verra une progression de l'armée ukrainienne reprenant espoir et intensifiant ses attaques. Puis, on assistera à une vraie guerre de terrain avec des mouvements, des manœuvres, des replis, des encerclements, des prises et reprises de villes phare comme Slaviansk, Lougansk ou Marioupol, et enfin des lignes de front mouvantes dans les provinces. Mais de façon très soudaine, vers la fin du mois d'août, on perçoit que l'armée ukrainienne est très mal en point et elle s'écroule alors avec une telle vitesse que certains observateurs imaginent même que les rebelles pourraient aller jusqu'à Kiev.

C'est précisément quand les signes de la déroute deviennent indubitables que la chancière allemande se rend à Kiev pour prôner la paix dans le Donbass, tout en précisant « *mais pas aux dépens de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Ukraine* »²⁸. D'après Merkel, la bonne solution est la décentralisation dont elle précise curieusement : « *décentralisation appelée fédéralisme en Allemagne* »²⁹. Et elle n'exclut pas de prendre de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie. Elle annonce aussi lors de sa visite le versement d'une aide³⁰ de 500 millions d'euros, destinés à reconstruire le Donbass, que Porochenko désignera comme le Plan Merkel, après avoir fait référence au Plan Marshall.

Par son déplacement à Kiev pour y faire ses déclarations, Merkel siffle la fin de la partie. Elle semble avoir décidé que les choses doivent en

28. « *Ukraine : Merkel appelle à un cessez-le-feu bilatéral* », Le Monde, 23 août 2014.

29. « *Merkel supports Ukraine power decentralization* », RT, 23 août 2014.

30. « *Merkel présente son plan pour soutenir financièrement l'Ukraine* », Le Monde 25 août 2014.

rester là et le fait savoir. Le 23 août, on sait déjà que l'armée ukrainienne subira bientôt une défaite dont elle ne se relèvera pas, et il est donc temps de passer à la paix.

Et c'est trois jours plus tard, à Minsk en Belarus le 26 août³¹, que Porochenko rencontre Poutine qu'il avait jusque-là refusé de rencontrer, sauf pour quelques minutes lors des cérémonies en Normandie. Mais cette fois, la situation militaire de Kiev est alarmante et le président est donc disposé à traiter de paix.

Cette rencontre en tête-à-tête sera suivie d'une autre le 5 septembre réunissant également des représentants du gouvernement de Kiev, de l'OSCE, et surtout, pour la première fois, des chefs rebelles. Le projet est annoncé par le journal *Le Monde* dans un article, un modèle du genre, intitulé « *Poutine dicte les règles du jeu*³² ». Le journal, qui avait déjà mal accueilli la rencontre précédente en vue de la paix, est cette fois visiblement amer par la préparation d'un plan de paix en voie d'aboutir. Il rappelle entre autres que le seul objectif de Poutine est de « *rendre l'Ukraine ingouvernable* » pour se venger et qu'il n'agit pas selon un plan mais presque par dépit, « *devant des événements qui lui échappent* ». Le plan de paix y apparaît quasiment comme une mauvaise nouvelle, ce qui semble résumer la position de l'occident puisque le cessez-le-feu est également très mal accueilli à l'OTAN³³ qui, sans doute pour surmonter sa déception de l'arrivée de la paix, décide de fournir des armes à l'Ukraine en urgence. Les instances de l'Union Européenne s'aligneront sur cette position en réagissant au plan de paix par la décision, en toute urgence également, d'une nouvelle salve d'attaques économiques contre la Russie sans même cette fois en préciser les raisons autres qu'une mystérieuse « *amélioration de la situation* ». Ainsi, les Européens font ce qu'ils peuvent pour s'opposer à la paix, et ne s'en cachent pas.

31.« *Ukraine : peu de résultats à l'issue de l'entretien entre Poutine et Porochenko* », *Le Monde*, 26 août 2014.

32.« *Ukraine : Vladimir Poutine dicte les règles du jeu* », *Le Monde*, 5 septembre 2014.

33.« *A Newport, les membres de l'OTAN promettent un soutien concret à Kiev* », *Le Monde*, 5 septembre 2014.

Mais les Ukrainiens ne se laissent pas décourager et, à 18 heures locales le 5 septembre, Porochenko et les chefs rebelles ordonnent effectivement à leurs troupes de cesser les combats.

Le plan n'est pas dévoilé dans le détail mais le plus important est acquis : l'organisation d'un cessez-le-feu durable et des négociations sur une solution politique. Les déclarations des parties belligérantes à l'issue de la signature sont optimistes, mais le risque de guerre plane toujours, risque représenté non seulement par les États-Unis, l'OTAN et l'Union Européenne qui ne semblent pas satisfaits de la paix et qu'ils accueillent donc avec de nouvelles attaques, des menaces et des livraisons d'armes en urgence, mais aussi par une partie du gouvernement de Kiev qui semble ne pas vouloir renoncer à la guerre.

LA PRÉSENCE RUSSE

La question de savoir s'il y a des troupes Russes envoyées par le Kremlin dans le Donbass, ou si de l'armement parvient directement dans les mains des insurgés ukrainiens sur ordre des autorités russes, est une question fondamentale. Il est difficile de comprendre pourquoi cette question n'a pas été étudiée avec rigueur, et n'a pas fait l'objet de recherches approfondies par le biais d'enquêteurs internationaux sur place jusqu'à l'obtention d'une conclusion argumentée et convaincante. On ne trouve sur ce sujet aucune réflexion dans la presse, comme si aucun journaliste ne s'était jamais posé de questions.

Tout d'abord, il faut rappeler que le droit établit formellement que c'est à l'accusation de prouver qu'un accusé est coupable, et que ce n'est pas à un accusé de prouver qu'il est innocent. Puisque l'occident accuse le gouvernement russe d'intervenir directement dans le Donbass, il doit donc apporter des preuves qu'il y a effectivement sur place une aide substantielle envoyée par le Kremlin. La Russie ne peut évidemment pas prouver qu'elle n'intervient pas dans le Donbass, et tout au long du conflit, en tout cas de mars 2014 à septembre 2014, elle ne fera rien d'autre que ce qu'elle peut faire dans sa situation, c'est-à-dire réfuter les accusations une par une, éventuellement prouver que ces accusations ne reposent sur rien, et répondre : « *si vous nous accusez, apportez des preuves* ».

Rappelons également qu'une accusation peut être répétée mille fois, elle n'en devient pas plus vraie pour autant. Enfin, une accumulation de soupçons ne constitue pas une preuve et plus généralement, on apprend en logique qu'une éventuelle accumulation de « preuves »

ne prouve qu'une chose : la faiblesse de chacune d'entre elles. En effet, si l'on détient une seule preuve formelle et irréfutable d'un fait, la démonstration est terminée. Et le seul fait d'aller chercher d'autres « preuves » montre que la preuve précédemment trouvée n'en est pas une. Par exemple, si des prélèvements d'ADN aboutissent à la culpabilité d'un homme accusé d'un viol, il ne viendra à personne l'idée d'aller chercher « d'autres preuves », l'enquête se contentera de vérifier qu'il n'existe pas d'incohérence avec les autres éléments en sa possession, c'est-à-dire que la culpabilité établie n'est pas impossible. Soit l'enquête s'arrête parce que la preuve est indiscutable, soit l'enquête se poursuit précisément parce que l'élément trouvé ne constitue pas une preuve. En ce sens, l'accumulation « d'éléments » à charge montre que chacun de ces éléments ne sont pas des preuves mais de simples éléments forgeant une conviction.

En résumé, soit l'occident trouve une preuve formelle et la culpabilité est établie, soit il n'en trouve aucune et alors, répétons-le encore une fois, la répétition d'accusations ne montre rien.

Cela dit, on peut également « se décider » pour une culpabilité sur son intime conviction, ce que prévoit d'ailleurs le droit, justement dans le cas où il n'existe pas de preuve formelle mais un ensemble d'éléments accréditant l'idée de la culpabilité. Sans évoquer les cas d'erreurs judiciaires où un accusé jugé coupable sur intime conviction sera quelques années plus tard reconnu innocent, il faut remarquer que, pour être autorisés à statuer, les jurés doivent n'avoir aucun lien avec les accusés ou les victimes. Ceci pour dire que, quand bien même les pays occidentaux feraient état de leur intime conviction que les Russes sont coupables d'intervenir, ces déclarations sont nulles pour la simple raison qu'il est dans leur intérêt d'établir la culpabilité russe. En effet, même s'ils *savaient* que les Russes sont innocents, les États-Unis se déclareraient officiellement *convaincus* qu'ils estiment la Russie coupable. Ils doivent donc être récusés comme jurys, et toutes les déclarations sur leur intime conviction n'ont aucune valeur et ne doivent pas être écoutées.

En conclusion, sur les preuves d'une intervention russe : une preuve doit être analysée pour savoir si elle est formelle. Si elle ne l'est pas, elle n'a strictement aucune valeur, pas même celle d'un élément à conviction.

En fait, la première question qu'il serait raisonnable de poser est la suivante : « Si les Russes interviennent effectivement, à quel niveau peut se situer leur intervention ? ». Dans le cas de cette guerre de terrain, il y a plusieurs réponses possibles :

- Argent
- Troupes
- Armement
- Commandement

Rappelons que dans les premiers jours du conflit, les rebelles ne sont que quelques centaines et se saisissent de bâtiments administratifs. En quelques semaines, ils vont devenir quelques milliers et finiront début septembre vraisemblablement aux alentours de 20 000. Leurs manœuvres sur le terrain autant que les combats qu'ils livrent montrent qu'ils sont bien plus compétents que l'armée qu'ils ont en face d'eux. Certes, ils sont largement plus motivés que les soldats qui viennent les combattre, mais cela ne peut expliquer leur flagrante supériorité militaire alors qu'ils sont inférieurs en nombre et en armement. Au fur et à mesure de l'avancement du conflit, cette nette supériorité militaire aboutira à une cinglante défaite des forces loyalistes qui, elles, ont le soutien et les moyens d'un état, et même ceux d'autres états qui ne se cachent pas de leur fournir une aide substantielle. En revanche, si le Kremlin aide les rebelles, il doit le faire discrètement d'une part, et sur des besoins impératifs d'autre part.

On observe que la cause des rebelles du Donbass est largement partagée par l'ensemble de la population de la Russie, mais également par une partie des Ukrainiens. Il ne fait aucun doute que l'argent dont les rebelles ont besoin pour faire la guerre est facilement trouvé via la communauté russe à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Ukraine, oligarques compris, et que le gouvernement russe, s'il souhaite soutenir les rebelles, n'a

aucun besoin d'intervenir sur ce plan. Il est par exemple fort probable qu'un oligarque comme Rinat Akhmetov aide financièrement les rebelles car il est omniprésent dans cette région, possède de nombreuses usines et un nombre incalculable d'infrastructures et de bâtiments, et il ne cache d'ailleurs pas son soutien aux rebelles¹. Une intervention du Kremlin sous forme financière n'est pas nécessaire et donc très peu probable.

S'il y a une intervention de *troupes* de l'armée russe sous la direction du Kremlin, alors ce n'est pas pour un envoi d'une centaine de soldats, mais de plusieurs milliers². En effet, quelques centaines ne changeraient vraisemblablement pas le cours de la guerre tout en prenant un risque inconsidéré de dévoiler sa culpabilité. Est-il raisonnable de penser que les Russes, sachant qu'ils ne peuvent intervenir que secrètement, envoient des milliers de soldats dans le Donbass ? Peut-on penser que la Russie enverrait des milliers de soldats traverser secrètement l'espace aujourd'hui le plus « satellitairement » photographié au monde ? Peut-on croire une seconde que la Russie enverrait des colonnes d'infanterie traverser la frontière sous les yeux d'une centaine de journalistes occidentaux qui n'attendent que ça ? Mais si c'était le cas, il n'y aurait pas quelques témoignages d'habitants du Donbass, mais des milliers attestant de la présence de soldats russes en service dans la région, et les journalistes sur place crouleraient sous ces informations (car, du moins jusqu'au début de l'été, il y avait une partie non négligeable de la population qui était hostile aux rebelles, et qui aurait donc témoigné de cette présence). Et il y aurait alors, non pas quatre soldats russes portés disparus en Ukraine par des associations de mères de soldats russes³, mais des centaines. Enfin, cette guerre civile a « l'avantage » d'être parfaitement localisée : un gouvernement contre une petite région où se passent tous les combats. Une telle guerre ne peut pas être gagnée

1. Voir L'ARMÉE

2. « *Les mères russes à la recherche de leur fils en Ukraine* ». Dans cet article, on lit qu'une association russe accuse le Kremlin d'avoir envoyé entre 10 000 et 15 000 soldats, tout en revendiquant la disparition de quatre d'entre eux. On voit que la presse n'est pas gênée de relayer de telles absurdités., La Croix, 9 septembre 2014

3. « *Les mères russes à la recherche de leur fils en Ukraine* », La Croix, 9 septembre 2014

sans le soutien de la population puisqu'elle fournit les combattants. Et si elle n'en fournit pas assez, c'est le signe qu'elle ne soutient pas la rébellion. Mais alors, cela n'a aucun sens : comment les soldats d'une puissance étrangère pourraient-ils intervenir secrètement par milliers au milieu d'une population, mais *contre* elle alors qu'ils viennent la soutenir ? Cette supposition est absurde. En conclusion, l'hypothèse d'une intervention russe par la voie de troupes régulières est insensée.

Sur la question de l'armement, cinq remarques. La première est que de très nombreuses armes légères sont en circulation dans cette région du monde depuis la dislocation de l'Union soviétique, et il n'est pas rare de voir de simples citoyens posséder une arme de poing ou un fusil d'assaut. La deuxième est que le début du conflit sera un échec total dû à l'incurie des premières forces armées envoyées dans l'Est, incurie dénoncée par le président lui-même qui les accusera de trahison⁴ ; durant cette période, de nombreux témoignages attestent que des militaires corrompus revendent leurs armes aux rebelles, y compris des armes lourdes. La troisième est que, dès le début des combats, de nombreuses prises de dépôts d'armes sont réalisées par les rebelles⁵. Un expert militaire roumain dresse même la liste du matériel saisi dans les dépôts⁶ ; de plus, la liste quasiment ininterrompue de succès militaires des rebelles leur assure la prise d'armement aux mains de l'ennemi, y compris de blindés⁷. La quatrième est que, pendant l'été, de nombreux militaires ukrainiens, déserteurs ou non, cherchent refuge par unités entières en Russie où ils sont autorisés à se rendre en laissant leurs armes de l'autre côté de la frontière. Enfin, la cinquième remarque est qu'il serait absurde de supposer que les marchands d'armes auraient plus de difficultés à rencontrer et à livrer les rebelles du Donbass que

4. Voir L'ARMÉE

5. « *Les pro-Russes multiplient les coups d'éclat dans l'Est de l'Ukraine* », Le Figaro, 7 avril 2014.

« *La crise en Ukraine* », nouvelobs.com, 17 avril 2014.

« *Ukraine : un accord surprise trouvé avec la Russie, Obama sceptique* », Le Parisien, 17 avril 2014.

6. « *L'opération antiterroriste ukrainienne a échoué, étape par étape* », mondialisation.ca, 5 septembre 2014.

7. « *Ukraine, un accord surprise trouvé avec la Russie, Obama sceptique* », Le Parisien, 17 avril 2014.

n'importe quel autre groupe de combat dans le monde, information que le journal *Le Monde* acceptait d'ailleurs encore de donner au début du conflit⁸.

En résumé, la présence d'armement dans les mains des rebelles ne recèle aucun mystère. La seule question intéressante qui se pose est celle du fameux lanceur de missiles sol-air destinés à abattre des avions en haute altitude. Mais pour prouver que les rebelles disposent de cet armement, il faudrait prouver que des avions ukrainiens ont été abattus avec cette arme. Or, aucun avion militaire ukrainien n'a été abattu de la sorte, d'après les déclarations mêmes du gouvernement ukrainien. Ceux qui ont été abattus l'ont été à basse altitude avec des armements conventionnels. Pour prouver que les rebelles détiennent cet armement, il faudrait donc prouver que les rebelles ont abattu le MH17. Rappelons que, en septembre 2014, absolument rien ne permet de parvenir à une telle conclusion⁹. Les seuls éléments en ce sens sont la répétition d'accusations américaines qui ne reposent sur aucun élément. Il ne s'agit que d'une propagande répétant sans cesse des accusations en changeant parfois le ton pour donner l'impression d'une « accumulation » d'éléments. Enfin, si l'on se donne la peine d'analyser les faits quelques instants, on montre que la culpabilité des rebelles sur le MH17 est d'une part très peu vraisemblable, et d'autre part très peu probable¹⁰.

En conclusion, s'il existe une intervention de la Russie, il est absurde de la supposer sous forme de moyens financiers ou d'armement, et il est insensé de la supposer sous forme d'envois de troupes.

Mais en revanche, la raison n'interdit pas de l'envisager sous la forme de la présence d'une poignée d'agents, pour le coup vraiment secrets, destinés à conseiller les rebelles sur leur organisation et leurs actions militaires. En effet, la réussite militaire de ce groupe de rebelles luttant contre une armée gouvernementale disposant d'un armement largement

8. Le maire d'une commune arrêté alors qu'il achetait différents types d'armement : « Ukraine : poursuite des combats dans l'Est », *Le Monde*, 2 juillet 2014.

9 Voir L'INCROYABLE HISTOIRE

10 Voir L'INCROYABLE HISTOIRE

supérieur, dont une aviation, est tout à fait remarquable. Rappelons que la supériorité des soldats rebelles sur les soldats de Kiev ne fait aucun doute quant à la motivation et l'ardeur au combat, mais cela ne peut pas tout expliquer. Il y a de toute évidence également une très nette supériorité de l'organisation et du commandement. C'est à ce niveau que les autorités russes pourraient avoir décidé d'une intervention, d'abord pour des raisons d'efficacité en termes de résultats de la guerre sur le terrain, et ensuite pour des raisons de nécessité de discrétion. On peut imaginer de façon raisonnable dans le haut commandement des rebelles la présence de quelques brillants experts militaires travaillant pour le compte de la Russie. Car ce qui doit surprendre chez les rebelles n'est pas la levée de plusieurs milliers de combattants pour leur cause, mais leur capacité d'avoir su organiser à très grande vitesse une armée de volontaires passant de quelques centaines à plusieurs milliers en quelques semaines. Cela suppose une chaîne de commandement, une organisation hiérarchique, un système de communication élaboré et sécurisé, une logistique et de la discipline. On peut parfaitement avoir du mal à imaginer la mise en place quasi spontanée de tous ces éléments dans une soudaine réunion de plusieurs milliers de volontaires. Même si les chefs rebelles sont d'anciens gradés des armées russe, ukrainienne ou soviétique comme cela semble être le cas, une telle réussite ne peut que surprendre, sans pour autant être suspecte.

Les affirmations de Kiev, des États-Unis, des pays occidentaux, de l'OTAN et de la Russie sur ce thème ne sont évidemment d'aucun secours pour la recherche de la vérité. On sait parfaitement qu'ils sont tous prêts à mentir et il faudrait être fou pour les croire sur parole. Leurs simples déclarations n'ont donc aucun intérêt. Tous ont la même raison de mentir : la responsabilité du conflit et les sanctions appliquées à ce titre. Kiev, Bruxelles (UE et OTAN) et Washington vont passer leur temps à répéter que les Russes sont dans le Donbass pour convaincre les populations que c'est la Russie qui est responsable du conflit, et donc pour justifier les représailles économiques qu'ils décident. Parallèlement, la Russie devra répondre à chaque accusation par une dénégation, éventuellement en montrant que les « preuves » n'en sont pas.

Si aucune force spéciale ou agents ne sont envoyés sur le terrain par Moscou, alors les sanctions sont injustifiées, indéfendables et constituent une véritable honte pour l'occident qui devra bien, un jour, fournir humblement des excuses à la Russie. Mais s'ils sont effectivement sur le terrain avec les rebelles, alors la Russie porte une responsabilité dans les désordres qui résultent de la résistance ainsi que dans la déstabilisation du pays, et les sanctions sont parfaitement justifiées. Il ne peut y avoir de moyenne mesure, sauf à condamner un accusé à dix ans de réclusion pour un crime qui en vaut vingt parce que l'on n'est pas sûr de sa culpabilité. De la même façon, on ne peut pas infliger des attaques contre l'économie russe qui seraient retenues et mesurées sous le prétexte qu'on n'est pas certain de la culpabilité des rebelles sur le MH17 est très peu vraisemblable.

Jusqu'à la mi-août, on remarque que les États-Unis alternent entre les accusations d'une présence directe et d'une direction en sous-main¹¹ pendant que la France et l'Allemagne évoquent plutôt un potentiel d'influence¹² du Kremlin face aux insurgés. Mais à la fin du mois d'août, ce sera un déluge d'affirmations catégoriques sur une éventuelle présence de forces armées russes envoyées par le Kremlin.

* * * * *

Quels Russes sont présents dans le Donbass ?

Tout d'abord, il importe de faire une solide distinction entre citoyens russes se joignant aux combats à titre personnel par conviction ou pour aider des proches d'une part, et des agents envoyés par le gouvernement russe d'autre part.

La présence des premiers est indiscutable et ne donne d'ailleurs lieu à aucune contradiction. Il y a bien des citoyens russes¹³ partis en Ukraine pour se battre aux côtés des insurgés comme ont pu le vérifier tous les

11. Voir par exemple l'intervention de Samantha Power lors de la séance à l'ONU du 24/06/14 dans LES COMPTEs, ou encore ce titre dans *The economist* le 5 juillet : « *Russia has already invaded eastern Ukraine* ».

12. « *Ukraine : Merkel et Hollande demandent à Poutine d'intervenir* », Le Figaro, 3 juillet 2014.

13. Notamment des cosaques dont les bases géographiques sont très proches, et peut-être aussi des Tchétchènes, ce n'est pas très important.

observateurs (ONU, OSCE, journalistes, témoins, etc.) C'est un fait admis par l'ensemble des parties, quoique la question de leur nombre reste floue. À la mi-août, un chef rebelle estimera leur nombre à trois mille, sur un total d'environ 15 000 rebelles, en précisant que nombre d'entre eux sont des soldats de l'armée russe en permission¹⁴. Cette déclaration indiquait par ailleurs que ce nombre d'environ 3000 était celui du total des arrivées, certaines pour quelques semaines, d'autres pour un mois ou deux, échelonnées sur les six mois de guerre. Il ne s'agissait pas d'un total de 3000 citoyens russes présents pendant tout le conflit.

Il faut d'abord dire que la présence de citoyens russes, civils ou militaires en permission, dans les rangs des rebelles venus pour les aider dans leur combat, n'a rien de surprenant ni de suspect. Ce qui pose problème est précisément l'aptitude des Occidentaux à le comprendre. Quels Français quitteraient leurs proches pour aller défendre, au risque de leur vie, des cousins éloignés qu'ils n'ont jamais rencontrés ? Quels citoyens français quitteraient leurs proches pour aller défendre, au risque de leur vie, des gens appartenant à la même communauté ethnique et culturelle ? Pour un occidental, ce mouvement de solidarité n'est pas croyable, et il est effectivement impossible d'imaginer aujourd'hui un mouvement similaire avec des populations occidentales (sauf bien sûr lorsque l'on parle d'Islamisme, où l'idée est en revanche acceptée). La difficulté pour les Occidentaux de comprendre ce mouvement vient de ce que, à l'inverse de la communauté russe pour laquelle les gens ressentent un fort sentiment d'appartenance, la « communauté française » ou la « communauté américaine » n'existe pas. Contrairement aux pays occidentaux, la Russie valorise ses traditions et son identité nationale et culturelle. Que l'on s'en félicite ou le condamne, cela ne change rien, il faut simplement le savoir et en admettre les conséquences.

Les populations du Donbass sont très majoritairement russes¹⁵ et leurs frères habitant en Russie n'ont pas une grande distance à parcourir pour

14. « *Les éléments qui accréditent l'intervention de soldats Russes en Ukraine* », Le Monde, 28 août 2014.

15. Il y a une majorité de gens d'origine russe dans le Donbass mais pas répartie de façon homogène. Par exemple, Donetsk, ville dont l'actualité a beaucoup parlé, comporte moitié de Russes et moitié d'Ukrainiens. Il n'y a donc là aucune supériorité numérique des Russes.

venir les soutenir. Ainsi, beaucoup de familles vivent de part et d'autre de la frontière. Ce mouvement de solidarité est tout à fait naturel en regard du fort sentiment de fraternité chez les peuples slaves¹⁶ et il faut savoir que les Russes ont de plus une notion de la famille beaucoup plus large, et surtout beaucoup plus forte, que la nôtre. Ils sont prêts à se battre pour défendre les leurs, prêts à risquer leur propre vie. Ce n'est pas une légende, mais une réalité connue des Occidentaux qui pratiquent les peuples slaves. Il est certain que pour un occidental, ce type d'engagement et de courage est difficilement croyable, ce qui explique que les Occidentaux sont « convaincus » que s'il y a de citoyens russes parmi les rebelles, ils sont forcément envoyés par leur gouvernement. Mais cette conviction vient d'une méconnaissance des Russes. Par exemple en Russie, on utilise le même mot pour cousin et frère, le même mot pour un vieillard dans la rue et pour ses grands-parents. Il faut d'ailleurs remarquer que l'on reproche justement aux Russes leur nationalisme, c'est-à-dire leur sens très fort de l'appartenance à une ethnie, à une communauté, à une nation. Curieusement, les Occidentaux reprochent aux Russes en général, et à Poutine en particulier, ce nationalisme qui dépasse les frontières, mais ils refusent d'y croire quand il s'agit de la guerre du Donbass. D'un côté, l'occident reproche aux Russes un « panslavisme » excessif, et de l'autre, il en nie l'existence. Pourtant, si l'occident valide un excès de ces sentiments chez les Russes, alors il doit en valider aussi les conséquences et l'accepter : il y a bien un mouvement de solidarité russe destiné à soutenir les rebelles du Donbass largement suffisant pour lever des troupes rebelles en Ukraine et en Russie sans que le gouvernement intervienne. On peut d'ailleurs comparer ce mouvement, à une autre échelle (et selon ses convictions), soit aux brigades internationales de la guerre civile espagnole en 1936, soit aux islamistes Français ou Britanniques partant se battre en Syrie aujourd'hui. On trouve d'ailleurs très facilement des appels à rejoindre les combattants du Donbass avec tous les contacts nécessaires sur des sites internet. Tout est parfaitement organisé et il n'y a aucune difficulté

16. On pourrait disserter longtemps sur les motivations mais ce qui revient souvent dans les témoignages contre Kiev est le sentiment d'injustice, d'illégalité et d'ingérence étrangère.

pour un citoyen russe de rejoindre la rébellion s'il le souhaite. Citons l'exemple de la page d'Edouard Limonov¹⁷, coprésident du parti « Autre Russie » avec Garry Kasparov. Ces deux personnalités sont sans doute les adversaires les plus résolus de Poutine¹⁸ et on ne peut pas les soupçonner d'agir sur son ordre. Il s'agit bien d'un mouvement sans aucun lien avec l'influence de Poutine. Si les Occidentaux avaient accepté la vérité plutôt que de se réfugier dans le mensonge d'une « invasion » russe, ils auraient par exemple pu demander à Poutine de prendre officiellement des mesures légales et des sanctions exemplaires contre ses citoyens qui partaient faire la guerre en Ukraine.

Avant de voir en détail quelques éléments, il faut signaler que la propagande occidentale sur la présence d'agents russes atteindra des sommets d'absurdité et même parfois de ridicule. Cela tient au fait que les phantasmes de KGB et d'Union Soviétique sont régulièrement réactivés pour exciter l'imaginaire des populations qui ne demandent qu'à frissonner. Pour comprendre jusqu'où cette bêtise a pu aller, il faut citer l'exemple incroyable de ce journaliste de France24 apparaissant au journal de France3 comme « envoyé spécial ». La scène se passe début mars et il explique très sérieusement que, dans l'Est de l'Ukraine, Poutine envoie ses agents russes, qui sont des femmes âgées de 70 ans, pour exciter la foule avec leur parapluie et essayer de déclencher une étincelle qui donnera à Poutine un prétexte pour envahir l'Ukraine¹⁹. Signalons aussi que certains hommes politiques auront livré leur haine avec enthousiasme à travers des déclarations péremptoires et des attitudes qui éclairent leurs capacités de réflexion sous un jour inquiétant²⁰.

17. limonov-edouard.livejournal.com traduit ici : « Le parti Autre Russie », allainjules.com, 30 mai 2014.

18. « *Limonov : Poutine est un simple officier arrivé par l'escalier de service* », Le Courrier de Russie, 24 mai 2013.

19. « *Les mamies de 70 ans armées de parapluies de Julien Sauvaget* », youtube. On remarque également que pour illustrer son discours surréaliste, le journaliste envoie des images de militants pro-Kiev en parlant des prorusses.

20. « *Une interview qui suscite des polémiques* », youtube. Noter les déclarations et le ton de B.Kouchner et d'E.Guigou

Quelques éléments

22 avril. Les premiers éléments présentés par les États-Unis sont des photographies²¹ destinées à attester la présence de militaires russes par la ressemblance entre certains soldats sur différents théâtres militaires. Les Américains ne cachent pas que ces photos leur ont été transmises par les services secrets ukrainiens. Les photos étant très peu convaincantes et ayant facilement pu être truquées, ces « preuves » auront exactement l'effet inverse de celui attendu puisque leur pauvreté, voire leur sérieux, entament largement le bien-fondé de la thèse des États-Unis qui n'insisteront d'ailleurs pas sur leur diffusion. En effet, même les journaux français notoirement russophobes n'en feront pas ou peu état. Hors le peu de crédit, voire le mépris, donné par la presse mondiale à ces éléments, *The Guardian*²² y consacre un article remarquant d'abord que les Américains s'exposent au ridicule, et leur conseillant ensuite la prudence en rappelant les fameuses preuves de Colin Powell sur les armes de destruction massives de Saddam Hussein. Mais même si ces éléments n'ont aucune valeur et ne pourraient éventuellement que prouver que l'occident triche, elles sont montrées, on en parle et elles restent dans la mémoire et seront réactivées par d'autres éléments qui finiront par donner une impression d'accumulation.

4 mai. Le *New York Times* réalise une enquête en envoyant deux journalistes vivre dix jours avec les combattants du Donbass avec l'objectif d'enquêter sur cette présence. Ce témoignage est important à deux titres : d'abord parce que ce journal ne peut pas être soupçonné de complaisance envers Poutine (bien au contraire), et parce que sa réputation et la qualité du travail de leurs enquêteurs ne peuvent pas être mises en doute.

Voici quelques éléments du reportage²³ :

Les combattants sont des citoyens ordinaires de l'est de l'Ukraine ayant des liens profonds avec la Russie, de la famille de l'autre côté

21. « *Ukrainian evidence of russian involvement in East* », nbcnews.com, 22 avril 2014.

22. « *Does US evidence prove Russian special forces are in eastern Ukraine ?* », The Guardian, 22 avril 2014.

23. « *Behind the masks in Ukraine, many faces of rebellion* », New York Times, 3 mai 2014.

de la frontière. Il y a des vétérans de l'armée russe, ou soviétique, ou ukrainienne. Ils partagent une forte défiance du gouvernement de Kiev et des puissances étrangères qui les soutiennent, mais ne sont pas d'accord sur l'objectif final de leur combat : une fédéralisation du pays ou un rattachement à la Russie. « Nous n'avons pas de Moscovites ici, j'ai suffisamment d'expérience » dit l'un d'eux. Ils sont organisés, disciplinés et ne boivent pas d'alcool. « Pourquoi l'ouest a soutenu les prises de bâtiments administratifs de Kiev et pas les nôtres ? Il y a là des contradictions ». « Les menaces contre nous sont apparues quand le parlement a supprimé notre langue officielle. Ca a finalement été rejeté mais c'était trop tard ». Ils secouent la tête à l'idée qu'ils seraient payés par la Russie : « Ce n'est pas un travail, c'est un service ». « Si les services russes nous avaient aidés, nous n'aurions pas ce vieil armement » dont des fusils de chasse. Leurs armes ont été prises à la police, à l'armée ou encore achetées à des militaires corrompus de l'armée ukrainienne. Les habitants les nourrissent et la police ne leur crée pas de problèmes. Ils discutent de l'emplacement d'une frontière si leur indépendance était reconnue. L'article finit par les mots d'un combattant : « Le gouvernement doit autoriser un référendum. Ce sera un référendum ou un océan de sang et de cadavres. Il n'y a pas de troisième voie ».

15 mai. Une autre enquête est réalisée par le *Sunday Times* pour lequel un reporter part cette fois trois semaines dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons. Pour donner ses résultats, il est invité à une émission de la télé ukrainienne dont le plateau comprend des officiels venant réaffirmer la présence des services russes. La thèse de l'intervention de troupes russes est bien sûr défendue avec beaucoup de vigueur par le gouvernement ukrainien et fait l'objet auprès de sa population d'une propagande lourde et grossièrement mensongère comme celle vue ci-dessus dans le reportage sur FR3. Cette propagande s'explique par l'objectif du gouvernement de désigner un ennemi et de motiver la population à partir faire la guerre dans le Donbass contre un « envahisseur ». Il faut regarder la vidéo sachant qu'il s'agit d'une émission télévisée en direct. Sur le plateau, l'animateur semble un peu mal à l'aise, il attend du journaliste les propos pour lesquels il a été

invité, c'est-à-dire un éventuel témoignage sur la présence de troupes russes. Mais le reporter de guerre est honnête, il dit ce qu'il a vu des combattants et n'en donne pas la description attendue, affirmant que dans toutes ses recherches, il n'a vu que des civils venus combattre les forces de Kiev et dont l'immense majorité ne sont que des locaux²⁴. Les représentants du gouvernement présents sur le plateau finiront par l'empêcher de parler pour réaffirmer la thèse officielle accusant le journaliste du *Sunday Times* d'être lui aussi un agent russe.

26 août. Kiev capture une dizaine de parachutistes des forces armées russes à une vingtaine de kilomètres de la frontière²⁵. Il y a un élément tout à fait remarquable dans la transmission de cette information : elle est signalée par la presse comme étant la *première preuve* des forces régulières russes. Quelques jours plus tôt, le 21 août, lorsque le gouvernement ukrainien affirme avoir capturé deux blindés russes, *Libération* écrit « *Si l'authenticité des deux véhicules est avérée, il s'agirait de la première preuve de la présence des forces armées russes en Ukraine.* »²⁶. Et cette information ne sera évidemment jamais authentifiée.

Ainsi, la presse atteste elle-même que, au moins jusqu'au 26 août, il n'existe aucune preuve de cette présence qu'elle dénonce pourtant plusieurs fois par semaine dans ses gros titres. De plus, cela confirme que toutes les sanctions prises par Washington et Bruxelles l'ont été sans aucune justification valable. Comment expliquer *qu'aucun* des grands médias n'émette pas le moindre doute sur ces accusations ou le bien-fondé de ces sanctions après avoir annoncé qu'ils ont peut-être trouvé la *première preuve* ? Car s'il était question de personnages et non de nations, on parlerait de lynchage auquel s'adonne la presse, et de lynchage par pure russophobie, c'est-à-dire par pur racisme.

Il existe d'ailleurs un parallèle très frappant entre le traitement, au début du XX^e siècle, par la presse antisémite du lieutenant-colonel Dreyfus, et le traitement de la Russie par des journaux comme *Le Monde*, *Libération*

24. « *Ukraine, l'émission TV qui a choqué* », youtube.

25. « *Soldats russes : Kiev diffuse des preuves* », Le Figaro, 26 août 2014.

26. « *L'Ukraine dit s'être emparée de deux blindés russes* », Libération, 21 août 2014.

ou *Le Figaro*. La différence fondamentale entre ces deux phénomènes est qu'il y avait à l'époque de l'affaire Dreyfus des partisans des deux bords, alors que les médias aujourd'hui défendent tous la même thèse reposant sur la haine d'un seul homme. On retrouve les mêmes procédés, la même désignation du coupable idéal, les mêmes procès d'intentions, les mêmes accusations sans fondements, les mêmes appels à la haine et au lynchage. Cette presse, dans son déchaînement d'agressivité se livre sans retenue à une incitation à la guerre, consciemment ou non. Comment peut-elle par exemple oser retransmettre sans réserves les déclarations de la présidente de la Lituanie disant que « *la Russie est pratiquement en guerre contre l'Europe* » et titrer cette déclaration à la une ?

Sur les faits du 26 août, le gouvernement russe répondra que ces soldats se sont égarés le long de la frontière. Cela peut paraître étrange mais ces faits se sont déjà produits à plusieurs reprises avec des militaires ukrainiens ayant franchi la frontière par erreur alors qu'elle n'est pas indiquée²⁷. Cela est peut-être un peu surprenant, mais certainement pas invraisemblable d'autant que le point de capture n'a pas été confirmé précisément. En revanche, plusieurs points montrent bien qu'il ne peut en aucun cas s'agir de militaires russes envoyés pour soutenir les rebelles. En effet, si l'on tient absolument à imaginer des troupes régulières russes en Ukraine, on admettra qu'il s'agit de troupes d'élite et pas de simples soldats maladroits, suffisamment mal équipés et peu motivés au point de se perdre. De plus, ces soldats avaient leurs papiers d'identité sur eux. Peut-on imaginer que des militaires en mission secrète emportent toutes les preuves de leur identité sur le champ de bataille, mais pas de quoi se diriger précisément ? De plus, ces militaires ne se sont pas défendus. Peut-on imaginer qu'un petit groupe de taille commando se rende immédiatement à l'ennemi, sans combat et sans blessés ? Et si un si petit groupe est envoyé là où il n'y a pas de combats, n'aurait-il pas eu une mission que les services ukrainiens seraient parvenus à leur faire avouer ? Et s'ils étaient convaincus d'agissements secrets contre la sécurité du pays, auraient-ils été libérés ?

27. « *Putin calls on Ukraine militia to let out surrounded Kiev troops* », RT, 28 août 2014.

Il faut se rendre à l'évidence et voir qu'il n'y a dans cette histoire rien de vraisemblable sur des troupes secrètes, rien qui « colle » avec l'hypothèse de militaires envoyés par Moscou. Il n'y a donc rien à en retenir, sinon la propagande qu'en fera l'occident, alors qu'une analyse raisonnable montre qu'il s'agit bien d'une erreur de la part de soldats peu expérimentés.

28 août. C'est le célèbre tweet de l'ambassadeur américain en Ukraine diffusant une supposée photo satellite (*fournie* à l'OTAN par l'entreprise DIGitalGlobe) chargée d'attester la présence de centaine de blindés russes en Ukraine. Le plus remarquable est précisément le point qui trahit la supercherie : peut-on imaginer que les photos attendues et annoncées comme des preuves depuis quatre mois, preuves que Obama affirmait détenir, que des photos qui devraient changer la situation de la Russie sur la scène internationale et sans doute le déroulement de la guerre, peut-on imaginer que ces photos soient diffusées sur twitter par un personnage de seconde zone ? Peut-on imaginer que l'ambassadeur américain ait publié ces photos sans en avertir préalablement Washington ? Mais si ces photos étaient bien réelles, alors c'est John Kerry, voire Obama lui-même qui les aurait exhibées sur écran géant d'une gigantesque conférence de presse annoncée à grand renfort de communication. Le mode même de diffusion enlève toute crédibilité à cette malheureuse photo car si le plus haut niveau de l'administration américaine ne se met pas en avant, c'est bien parce qu'elle ne veut pas prendre le risque d'être décrédibilisée. C'est un procédé classique : en faisant sortir la photo par un personnage sans importance, la démarche atteint son but par une très large diffusion dans la presse internationale tout en mettant à l'abri du ridicule les personnages importants. Ce sont des « éléments » qui viennent s'accumuler dans l'inconscient collectif qui finit par penser qu'*il n'y a pas de fumée sans feu*. Ca s'appelle une campagne de propagande.

Fin août – début septembre

Mais ce dernier élément sera déclencheur d'une véritable hystérie occidentale, presse et dirigeants, dans la dizaine de jours précédant la signature des accords de Minsk. On assistera alors à un déluge

d'affirmations de plus en plus outrancières et de moins en moins étayées. Il y a deux raisons à cela : la première est que l'armée se révèle être en déroute et que Kiev et l'occident ne l'acceptent pas. Ils cherchent donc à présenter le plus vite possible aux populations une raison objective à la défaite, ce sera la présence de l'armée russe dans le Donbass. La deuxième raison, bien plus sinistre, tient à ce que l'occident ne veut pas de la paix. Aussi, il s'agit de discréditer Poutine en en faisant un tricheur, un dirigeant dangereux avec lequel il ne faut traiter sous aucun prétexte. Ces manœuvres tendent à discréditer les accords de paix qui se préparent. Il y a une éventuelle troisième raison qui serait que la presse et les dirigeants politiques ont dramatisé à outrance la situation à coup de mensonges contre la Russie pour donner du poids, de l'importance, de la gravité et de l'intérêt au sommet de l'OTAN qui commence le 3 septembre, sommet au cours duquel un certain chef d'état déclarera à la presse avec importance qu'il se trouve « *là où se décide la guerre* ». Le côté occidental se déchaîne donc soudainement en urgence dans ses accusations à l'approche de la paix. *Le Figaro* titre : « *La présence de soldats russes en Ukraine inquiète*²⁸ » et écrit « *Des responsables ukrainiens dénoncent une invasion directe de l'État russe* » sans plus de précision, l'OTAN déclare : « *Il y a au moins 1 000 soldats russes en Ukraine* », d'improbables photos satellite sont publiées montrant des colonnes de blindés alors que les observateurs de l'OSCE ne font état d'aucun mouvement à la frontière, dans *Le Monde* on apprend que « *Selon un porte-parole du gouvernement ukrainien, plusieurs centaines de blindés, de chars, de lance-roquettes, se dirigent vers la ville de Telmanove* » en territoire ukrainien²⁹ et que la diplomatie américaine déclare que « *Ces incursions indiquent qu'une contre-offensive dirigée par des Russes est probablement en cours à Donetsk et Louhansk* » : en clair, des incursions dont rien ne dit qu'elles sont vraies indiquent *probablement* quelque chose... Et le journal va même jusqu'à écrire qu'une source militaire anonyme a déclaré que cent chars ont fait incursion en Ukraine en provenance de Russie. La propagande

28. « *La présence de soldats russes dans l'Est de l'Ukraine inquiète* », *Le Figaro*, 28 août 2014.

29. « *Les séparatistes regagnent du terrain, le gouvernement demande une aide de l'OTAN* », *Le Monde*, 27 août 2014

devient hors de contrôle, il n'y a plus de limite, les journaux se mettent à écrire n'importe quoi sans aucune vérification, ils rapportent toutes les déclarations quelles qu'elles soient, sans savoir d'où elles viennent, des paroles sont rapportées sans même citer leur auteur, des accusations et des affirmations délirantes sont répétées en tous sens dans la plus grande précipitation. Il semble alors que n'importe qui pourrait appeler le journaliste pour lui raconter n'importe quoi, il retransmettrait l'information tant qu'elle est à charge de la Russie en évoquant « une source anonyme ».

À ce titre, on trouve également un article intéressant intitulé « *Les éléments qui accréditent l'intervention de soldats russes en Ukraine* » dans *Le Monde* du 28 août. On s'attend donc à un résumé d'éléments à charge. D'abord, l'article évoque la Crimée, l'utilisant comme argument pour dire que si les Russes l'ont fait en Crimée, il n'y a pas de raison qu'ils ne le fassent pas ailleurs en Ukraine. Ensuite, il évoque la déclaration du rebelle Zakhartchenko indiquant que depuis le début des combats, entre trois et quatre mille Russes, dont des soldats en permission, sont venus les aider. Ensuite, l'article parle de l'enterrement à Pskov de quelques soldats dont les familles ne connaissent ni le lieu ni les conditions de la mort. Ensuite, c'est un comité de mères de soldats qui parle de l'un des dix parachutistes capturés le 26 août (voir plus haut). Ensuite, le journal annonce que des mères de soldats s'interrogent et le journaliste évoque la Tchétchénie. Ensuite, l'ambassadeur américain est cité dans ses accusations de la Russie d'intervenir directement. Ensuite, le journaliste écrit en toute simplicité : « *Les mises en garde occidentales n'ont pas infléchi la position du Kremlin. Pendant que l'Europe passait progressivement du niveau 1 de ses sanctions aux niveaux 2 et 3, Moscou n'a fait qu'accentuer son soutien aux forces séparatistes, livrant armes et blindés en quantités toujours plus importantes. (...) Ces derniers jours, l'implication russe n'a pas seulement changé de nature, elle a aussi changé d'ampleur. Le New York Times citait mercredi des sources au sein du renseignement américain faisant état, photos satellites à l'appui, de mouvements massifs de blindés et de pièces d'artillerie en provenance de Russie. Kiev alerte depuis plusieurs jours sur ces nouvelles incursions, allant jusqu'à évoquer, mercredi, une colonne de*

cent véhicules faisant route vers le sud de la région de Donetsk. (...) Quel est l'objectif de Moscou ? ». En résumé, alors que le journaliste déclare faire la liste d'éléments à charge, il n'y a rien dans son article, strictement rien qui accrédite cette présence, et d'éventuelles preuves sont rapportées par quelqu'un qui aurait rencontré quelqu'un d'autre qui les aurait vues. Quoi de plus probant qu'un journaliste annonçant tous les éléments à charge et déroulant une liste vide ?

Et ce même journal continue le 1^{er} septembre par un magnifique « *OTAN et UE face à la surenchère de Poutine* » dans lequel est expliqué tranquillement que Poutine veut dépecer l'Ukraine comme il le dit lui-même dans ses dernières déclarations. Le journal détourne alors les propos du président russe annonçant que de nouvelles rencontres auraient lieu à Minsk pour mettre au point un plan de paix et des discussions avec les rebelles sur un nouveau statut de la province ravagée.

Le 3 septembre, *Libération* appelle délibérément à la guerre en mettant à la une la photo d'un soldat avec le texte suivant : « *Guerre contre l'Europe, L'offensive russe en Ukraine et les provocations de Poutine révèlent ses véritables intentions et l'inertie occidentale* » pendant que France24 titre « *C'est le début de la troisième guerre mondiale* ». Dans ce délire journalistique ambiant, on trouve aussi des choses amusantes comme cet article du *Figaro* du 1^{er} septembre nommé « *Kiev met en garde contre une grande guerre* » dans lequel on apprend qu'« *un porte-parole militaire* » a déclaré lors de la bataille de l'aéroport de Lougansk : « *D'après la précision des tirs, il s'agit d'artilleurs professionnels des forces armées russes* ». On note donc que ce « *porte-parole militaire* » est très pointu dans ses analyses puisqu'il parvient à détecter non seulement la nationalité du tireur en voyant un obus tomber, mais également à savoir si l'artilleur est en service ou en permission. Voilà le type d'informations données par *Le Figaro*.

Il y a dans ce contexte surréaliste et hystérique une déclaration absolument incroyable du président américain, déclaration qui atteste à la fois de cette volonté de convaincre le monde, et de la réalité de

l'absence totale de preuves. Obama déclare le 28 août : « *il est évident aux yeux du monde entier que les forces armées russes se trouvent en Ukraine* »³⁰. Il n'y a même plus d'argument, ni d'éléments, ni de preuves, ni de faits, et, comme un mauvais élève ne parvenant pas à mener un raisonnement ou une démonstration, Obama finit par lâcher que la propriété à démontrer devrait être admise parce qu'elle est évidente pour tout le monde. On arrive là au bout de la propagande lorsque l'on estime que la propagande a été répétée suffisamment de fois pour être admise de façon certaine ; après avoir répété tous les jours la même affirmation sans justification pendant des mois, on estime qu'elle doit être reconnue universellement pour vraie. Il semble qu'à cet instant, Obama est de bonne foi et qu'il a fini par croire lui-même à sa propre propagande.

Mais Kiev est exsangue et Porochenko n'a pas le choix : il doit enfin accepter de rencontrer les rebelles et d'envisager la paix. De plus, il doit préparer les élections législatives du 26 octobre sachant que les Ukrainiens sont fatigués de cette guerre. Il aurait tout à gagner à apparaître comme celui qui a fait la paix, et pas comme celui qui a perdu la guerre. Il doit donc aller vite. Il est d'ailleurs possible que, contrairement à une partie de son gouvernement, il souhaite réellement la paix. Le 5 septembre, le jour où les accords sont signés, la paix est bien fragile car reste le risque de guerre venant des radicaux de Kiev, mais aussi peut-être de l'OTAN, de l'UE et des États-Unis qui, ne rêvant que de prendre leur revanche sur la Russie, semblent regretter la paix qui s'annonce. La réponse de l'OTAN au processus de paix de Minsk sera d'envoyer des armes à Kiev, et celle de l'UE et des États-Unis sera de se livrer à de nouvelles attaques économiques contre la Russie.

* * * * *

Pour finir, il reste à évoquer l'essentiel concernant une éventuelle présence russe : le motif. Il n'existe aucune preuve d'une présence russe militaire en soutien aux rebelles, et l'hypothèse d'une présence de

30. « *Pour les Occidentaux, il est évident que des soldats russes sont en Ukraine* », Le Monde, 28 août 2014.

troupes est absurde. Cela dit, la présence de quelques experts militaires et conseillers dans l'état-major des rebelles est envisageable car elle cadrerait parfaitement avec le déroulement des opérations.

Maintenant, cette présence, même sans être prouvée ne peut être supposée que si l'on trouve aux Russes un solide motif dans une telle intervention, extrêmement dangereuse et coûteuse pour leur économie par les attaques occidentales dont ils ne peuvent se défaire. Notons dès maintenant qu'une telle intervention n'aurait aucun effet si la population ne soutenait pas la rébellion et si les civils n'avaient pas, en nombre suffisant, la volonté de se battre. C'est important à remarquer car, si cette éventuelle présence est précieuse pour les rebelles, ce ne peut pas être, elle, qui détermine l'évolution du conflit. Il y aurait dans ce cas certes une responsabilité russe, mais on ne saurait imputer à la Russie ni l'origine ni l'importance de la guerre.

Sur les motifs, réfléchissons simplement. Avant novembre 2013, il y a trois pôles d'intérêts de la Russie en Ukraine : l'union douanière, la non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et les bases navales en Crimée. Le 22 février 2014, la question de l'union douanière est terminée. De ce côté, l'Ukraine est définitivement perdue pour la Russie. Sur la question de l'adhésion à l'OTAN, la Russie ne peut agir directement, mais gardons en mémoire que l'Ukraine n'y sera évidemment pas admise si elle est en guerre. Reste la question des bases navales et rappelons que c'est là le seul accès russe aux « mers chaudes », disons aussi le seul accès aux mers occidentales. La présence à venir de l'OTAN en Ukraine, adhésion ou pas, tout comme la présence américaine effective dès le renversement de février 2014, met en danger la conservation de ces bases. Une fois l'union douanière avec l'Ukraine perdue, on peut parier qu'il s'agit là du plus gros enjeu pour la Russie.

Cette question est certainement si importante que l'incroyable, et si délicate, opération militaire et politique de la « prise » ou la « reprise » de la Crimée du mois de mars a dû être organisée très tôt, dès que le renversement de Ianoukovitch a été pressenti, sans doute dès janvier 2014. Les bases navales auxquelles on ajoute la Crimée deviennent alors un enjeu considérable. Toute la suite des événements peut être considérée à travers l'objectif de la conservation pacifique de la Crimée. Car il apparaît que la Russie ne veut surtout pas la guerre.

Dans tous les cas, elle se trouverait isolée et elle n'envisage certainement pas de dépenses inconsidérées en armement, contrairement aux États-Unis pour lesquels l'armement est également une source de revenus. L'objectif russe est donc de conserver la Crimée sans combat, alors qu'il existe un risque d'intervention étrangère puisqu'il s'agit d'un territoire ukrainien. La seule chose qui puisse diminuer ce risque d'un conflit sur la Crimée, c'est le temps qui passe en situation de paix sur ce territoire.

En mars, la Crimée devient russe dans le calme, et dans le même temps, le conflit démarre dans l'Est. Si ce conflit a pu faire « diversion » sur la situation de la Crimée et constitue un avantage pour la Russie, sa continuation dans le temps entraîne le risque d'une extension de la guerre à l'intérieur de l'Ukraine et de remettre ainsi en cause la prise de la Crimée. La Russie a donc tout intérêt, hors la protection des populations russophones, à faire cesser ce conflit au plus vite et à établir une situation de paix. Dans ce sens, la Russie n'a aucun intérêt au chaos en Ukraine comme le prétendent les russophobes, prêts à défendre n'importe quelle idée tant qu'elle exprime de la haine contre Poutine ou contre la Russie³¹. Mais le gouvernement de Kiev est pris à son piège de volonté de guerre et ne peut s'arrêter que lorsque les rebelles sont écrasés, ou bien lorsque lui-même a perdu. Il devient alors tout à fait cohérent, sensé et motivé de penser que les Russes ont pu aider les rebelles par des conseils militaires pour arriver au plus vite à une situation à leur avantage qui a permis à Poutine « d'imposer la paix » à Porochenko, ainsi que les conditions de cette paix. On peut même supposer que depuis la mi-août, le président ukrainien attendait sa propre défaite avec impatience puisque cela lui permettait de justifier auprès du gouvernement son acceptation de la paix, et de s'en montrer l'artisan auprès des électeurs du 26 octobre.

Il ne peut pas exister de preuve à cette hypothèse mais, contrairement à celle insensée d'une « invasion de troupes russes », elle est cohérente avec les événements sur le terrain et les intérêts de la Russie.

31. « Pourquoi Poutine cherche à installer le chaos ? » est par exemple le titre d'un reportage d'une force et d'une volonté propagandiste tout à fait étonnante dans *Le Monde* du 3 septembre.

L'UNION EUROPÉENNE

Rapide exposé des faits^{1 2 3}

En 1998, l'Union Européenne et l'Ukraine signent un premier « accord de partenariat et de coopération » dans le cadre de la « politique européenne de voisinage » de l'UE.

En 2007, commencent des pourparlers en vue d'un accord de libre-échange approfondi et complet (ALE). Ce départ est initié sous le gouvernement de Ioutchenko issu de la révolution orange proeuropéenne.

En 2009, l'UE lance une initiative visant à intégrer six anciennes républiques de l'URSS : le Belarus, l'Arménie, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

En 2012, après une vingtaine de cycles de négociations, l'Union met la poursuite du projet ALE sous conditions politiques, notamment la libération de Ioulia Timochenko, jugée et emprisonnée en 2011 pour abus de pouvoir (corruption).

En juin 2013, est finalisé le programme d'association destiné à préparer l'ALE dont la signature définitive est prévue le 28 novembre 2013 à Vilnius.

1. « Relations UE/Ukraine, un test géopolitique », euractiv.fr, 19 décembre 2011
2. « L'Ukraine se dérobe à l'orbite européenne », Le Monde Diplomatique, décembre 2013.
3. « Relations Ukraine/Union Européenne, quelles évolutions depuis l'élection de Ianoukovitch », Fondation Robert Schumann, 26 septembre 2011.

Pendant ce temps, la Russie prépare une union douanière avec notamment le Belarus et le Kazakhstan. La question qui se pose à l'Ukraine est donc de savoir quelle union douanière rejoindre : celle de la Russie ou celle de l'Union Européenne ?

Le 21 novembre 2013, le président Ianoukovitch d'une part refuse les conditions politiques imposées par l'Union Européenne, et d'autre part estime que l'ALE provoquera plus de pertes que de bénéfices pour son pays. Aussi, il annonce qu'il refuse finalement de signer cet accord ALE pour se tourner vers l'union douanière avec la Russie. Cette décision déclenche trois mois de contestations au terme desquels le président est finalement renversé le 22 février 2014. Un président et un premier ministre par intérim sont alors validés par le parlement ukrainien. Les discussions avec l'Union reprennent dans l'urgence.

Le 11 mars, l'Union décide d'octroyer une aide de 11 milliards d'euros sous forme de prêts et subventions à l'Ukraine.

Le 21 mars, le volet politique de l'ALE est signé à Bruxelles par Iatseniouk, premier ministre par intérim.

Le 20 juin, le nouveau président Porochenko (élu en mai) décide d'un cessez-le-feu d'une semaine pendant lequel il signe l'ALE à Bruxelles. Une fois l'accord signé avec l'Union Européenne, il reprend les combats contre les provinces rebelles.

* * * * *

L'UE porte une responsabilité de fait dans le déclenchement de la guerre civile puisque c'est précisément pour le motif d'un accord avec l'UE que l'insurrection éclate et que le gouvernement est renversé. La guerre civile commence avec le renversement du pouvoir le 22 février, quand plusieurs provinces refusent d'obéir au gouvernement issu de ce qu'elles considèrent comme un coup d'état ; ces provinces veulent se séparer de Kiev. Pour évaluer la responsabilité de l'Union, il convient d'examiner les conditions et le contexte de cet accord jusqu'à son refus,

puis la position de l'UE jusqu'au renversement du pouvoir, et enfin son attitude pendant la guerre.

* * * * *

L'Union Européenne et l'Accord de Libre-échange

Ianoukovitch doit choisir son partenaire de libre-échange entre l'union douanière initiée par la Russie et l'Union Européenne. En 2013, les montants d'exportations ukrainiennes vers l'UE et vers la Russie sont équivalents, de l'ordre de 16 milliards, représentant chacun une part d'environ 25 % du total des exportations. Le problème majeur d'une association avec l'Union Européenne est que l'Ukraine doit aligner ses produits et son économie sur les normes et standards européens. Ianoukovitch estime ce besoin à 20 milliards d'euros par an et l'UE ne lui offre que 610 millions. Ce refus de la part de l'Union Européenne sera la principale raison de l'abandon de Ianoukovitch d'aller plus avant dans cet accord, estimant que son pays n'est pas prêt⁴. Le premier ministre ukrainien signe le décret de suspension de signature avec l'UE en exprimant la nécessité « *d'assurer la sécurité nationale, de relancer les relations économiques avec la Russie et de préparer le marché intérieur à des relations d'égal à égal avec l'UE* ». Et le premier ministre ukrainien estime le coût de cette préparation du marché intérieur à 160 milliards d'euros⁵.

Ce besoin est certainement très difficilement chiffrable mais de toute évidence, il s'avère très lourd en temps et en argent⁶. De plus, en choisissant l'UE, l'Ukraine doit renoncer à son commerce de libre-échange avec la Russie, non pas par « *chantage* » russe comme cela sera souvent suggéré mais parce qu'un pays ne peut pas appartenir à deux zones distinctes de libre-échange. En cas de choix du libre-échange avec l'UE, l'Ukraine devrait aussi renoncer à ses tarifs préférentiels pour ses

4. « *EU rejects Russia veto on Ukraine agreement* », bbc.com, 29 novembre 2013.

5. « *L'Ukraine tourne le dos à l'Union Européenne* », Le Monde, 22 novembre 2013.

6. « *5 facts you need to know about Ukraine-EU trade deal* », RT, 27 juin 2014.

importations venant de Russie. Donc, du point de vue ukrainien, d'une part, ses importations lui coûteraient plus cher, et d'autre part l'Ukraine ne pourrait pas d'une année sur l'autre remplacer ses exportations vers la Russie par des exportations vers l'UE dont les normes sont strictement encadrées. La Russie prévoit un déficit de 33 milliards pour l'économie ukrainienne lors de la première année de mise en œuvre de l'adhésion au libre-échange européen ; la réponse de l'UE est qu'elle subviendra aux besoins ukrainiens créés par ce choix, et que le calcul doit être fait sur le long terme. Des analystes ukrainiens *après la chute de Ianoukovitch* estiment alors la perte à 8 milliards pour la première année. Sans se lancer dans des perspectives aussi techniquement complexes qu'hasardeuses, les estimations variant dans de trop larges proportions selon les sources, on peut toutefois observer :

- Du côté de l'Union européenne, les subventions et prêts nécessaires à la survie de l'économie de l'Ukraine sont difficilement estimables au moment de la signature, et de toute façon absolument inestimables tant que la guerre continue, plongeant le pays dans un véritable gouffre, et faisant perdre en quelques mois près de la moitié de sa valeur à la monnaie ukrainienne.
- La reconstruction de ces régions, ainsi que le sauvetage économique du pays seront réglés par des subventions de l'UE et des prêts par le FMI qui posera alors comme condition son droit de veto sur la gestion du pays. Lorsque celui-ci imposera des conditions drastiques d'austérité, il est fort probable que c'est la totalité de la population du pays, Est et Ouest, qui réagira. Et compte tenu du climat d'extrême violence qui règne aujourd'hui en Ukraine, on peut s'attendre à des réactions également très violentes de la population.
- La guerre coûte évidemment très cher au pays en hommes, en blessés, en logistique et en armes, mais ce n'est pas tout : il faut aussi savoir que 20 % des produits exportés proviennent précisément des deux régions rebelles auxquelles Kiev fait la guerre, et on peut rappeler que le FMI a offert sa première aide sous condition de conservation de l'intégrité du pays.

- Il faudra du temps et de l'argent pour rétablir une situation normale de production dans les deux régions en guerre. En effet, beaucoup d'infrastructures ont été détruites, y compris des distributions d'eau et d'électricité, les villes ont été bombardées, les routes coupées et au moins 700 000 personnes auront fui ces régions. Quand on ajoute à cela le désastre humanitaire qui s'annonce pour l'hiver sur le seul plan du ravitaillement et du chauffage, on comprend que les mesures d'urgence ne seront pas de reconstruire mais de tenter de sauver des vies.
- Il y a du côté de l'Union Européenne un engagement à des dépenses aussi imprévisibles que dangereuses et rien ne peut laisser croire que les pays membres y seront prêts lorsque le moment sera venu de payer. C'est une profonde crise annoncée que les instances de l'UE préparent en s'obstinant à signer l'accord avec l'Ukraine. De plus, la zone euro est en grande difficulté, au bord de la récession, et on peut alors imaginer la réaction des pays sollicités pour venir en aide à l'Ukraine qui n'est pas un pays membre.

En résumé, sur un plan économique, il est établi que le libre échange avec l'UE provoquera de lourdes pertes sur le court terme, tant du côté ukrainien que du côté de l'UE, non chiffrables aujourd'hui, et un hypothétique bénéfice sur le long terme que rien ne permet d'évaluer.

Mais il n'y a pas que le plan économique, et il faut aussi impérativement considérer le désastre moral de la guerre civile. Si le bilan humain et le coût des reconstructions ne seront certainement pas connus avec précision avant quelques années, on peut affirmer que, entre les réfugiés, les familles de victimes, civiles ou combattantes, du côté de l'armée ou des rebelles, les familles qui ont vécu l'horreur des bombardements et celles qui ont vu leurs habitations détruites, c'est la quasi-totalité de la population de ces deux régions qui vivent le traumatisme de la guerre menée contre eux par leur propre gouvernement. Et la raison de cette guerre est précisément le seul rapprochement « forcé » avec l'UE. Ce sont finalement quatre ou cinq millions de personnes qui risquent fort

de vivre dorénavant non seulement avec la haine contre Kiev, mais aussi avec de la haine contre l'Union Européenne. Ces conséquences pourraient bien être encore plus destructrices que les bombardements.

En conclusion, on peut estimer qu'il serait positif à terme pour l'Ukraine de rejoindre le marché de l'UE, mais on ne peut pas ignorer que les conditions ne sont pas réunies aujourd'hui du côté de l'Ukraine pour un partenariat bénéficiaire, et on ne peut pas non plus ignorer que la guerre civile qui s'ajoute, guerre provoquée par le choix de l'UE, plonge le pays dans la faillite. Enfin, on ne peut pas croire que les instances de l'UE ignoraient ce désastre annoncé.

* * * * *

Mais alors, si cet accord de libre-échange est une mauvaise affaire pour l'Ukraine et pour l'Union Européenne, pourquoi les deux parties y semblaient tellement attachées ?

En ce qui concerne l'Union, il n'y a aucune consultation démocratique et donc aucune donnée sur un éventuel soutien des Européens à cet accord. On remarque plutôt que la volonté de faire adhérer l'Ukraine n'est pas celle des dirigeants des pays membres, et encore moins celle des peuples, mais celle des instances de l'Union Européenne. Il s'agit de leur volonté *politique* d'arracher l'Ukraine à la sphère d'influence de la Russie sans qu'apparaisse le bénéfice des pays membres. Soutien ou non, c'est une question technique dont on ne pourrait juger qu'en connaissance des conséquences qu'il faudrait évaluer pour obtenir une réponse convaincante. Y a t'il eu le moindre débat et la moindre information sur le sujet ? Où sont les comptes de ce que coûtera aux pays membres cette arrivée de l'Ukraine dans l'Union douanière européenne ? Existe-t-il le moindre processus démocratique dans cette entreprise ? Un sondage de mars 2014⁷ indique les Français et

7. « Français et Allemands hostiles à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE », Le Figaro, 14 mars 2014.

les Allemands sont majoritairement hostiles à secourir financièrement l'Ukraine avec respectivement 64 % et 57 %. Sur l'intégration de l'Ukraine à l'UE, le rejet est encore plus fort avec 71 % et 62 % de refus. Cela dit, si soutien des populations il y a, même minoritaire, il repose sur de vieilles images : celles d'une éventuelle démocratie à l'Ouest en opposition à celles de « dictatures » à l'Est, images parfaitement conservées par l'assimilation de la Russie à l'Union Soviétique. Pourtant, le processus même d'adhésion forcée de l'Ukraine montre bien qu'il ne reste pas grand-chose de la démocratie que l'Union est supposée représenter. Il est évident que les contestations du Maidan ukrainien ont été présentées par la propagande occidentale comme un désir de liberté et de démocratie dont les Ukrainiens auraient été supposément privés auparavant. Quant aux instances de l'Union, elles ont montré que leur seul objectif était d'arracher l'Ukraine à la sphère russe, sans aucun souci du coût pour l'Ukraine et les pays membres, ni du coût économique, ni du coût pour la paix, provoquant ainsi une guerre civile cruelle et dévastatrice.

En ce qui concerne l'Ukraine, il faut d'abord rappeler que le président Ianoukovitch, gagnant lors des quatre dernières élections nationales (2006, 2007, 2010 et 2012) a refusé cet accord. Il n'a jamais caché sa proximité avec la Russie et les électeurs l'ont choisi en toute connaissance de cause. Il a mené des négociations dans cette direction (vraisemblablement pour obtenir de meilleures conditions de la Russie en faisant « monter les enchères ») mais a finalement renoncé au vu des conditions finales de l'accord, refusant également de se soumettre à l'injonction de mener la politique ukrainienne sur le modèle des politiques européennes, et de libérer Timochenko alors qu'elle avait été jugée et condamnée par la justice ukrainienne.

Rappelons également que la révolution orange de 2004 avait amené au pouvoir Ioutchenko, pro-européen convaincu et actif, et que celui-ci a réuni 5 % des suffrages lorsqu'il se présentait pour un second mandat. Sa campagne d'armes pro-européenne, Timochenko, n'a pas un bilan plus reluisant. À l'origine de crises politiques incessantes durant le mandat de Ioutchenko, elle a été limogée pour corruption après

sept mois au poste de premier ministre, puis rejetée deux fois par le parlement et finalement jugée et emprisonnée pour abus de pouvoir. Pour finir, elle a obtenu 8 % aux dernières élections (mai 2014). Si les électeurs ont sanctionné avec tant de sévérité les deux héros de la révolution orange pro-européenne, montrant sans aucune ambiguïté qu'ils ne voulaient plus en entendre parler, ce n'est pas un hasard. Et dans le même temps, ils donnaient quatre victoires consécutives au candidat prorusse. En résumé, il est donc tout simplement faux de dire que l'Ukraine souhaitait cet accord, les faits montrant précisément le contraire. Cela dit, il y a effectivement eu dans le pays un mouvement vers l'Europe, une volonté de rapprochement vers l'Europe légèrement majoritaire dans la population suite aux contestations.

Un sondage de décembre 2013⁸ donne 46 % d'opinions favorables au libre-échange avec l'Union Européenne et 36 % favorables à l'Union Eurasiatique, pendant que près de 20 % des Ukrainiens ne peuvent se prononcer (à noter que 81 % des habitants de l'Ouest souhaitent l'Union Européenne contre 18 % dans l'Est). Il faut noter la répartition de ces trois chiffres indiquant que la contestation pro-européenne n'est pas majoritaire et absolument pas déterminée, puisque 20 % des Ukrainiens sont indécis. Trois facteurs ont favorisé le mouvement pro-européen. D'abord, la contestation anti-Ianoukovitch a débridé les antirusse violents, majoritairement de l'Ouest ukrainien où les populations ont gardé la détestation de l'URSS associée à celle de la Russie. Ensuite, l'aspiration européenne est bien souvent celle des intellectuels, des artistes, des élites de la capitale qui voient dans l'Europe un symbole de la modernité ; il s'agit là d'une minorité mais elle détient le pouvoir de la prise de parole et sait se faire écouter dans les médias. Enfin, et c'est là où l'aspiration a pu devenir majoritaire, pour beaucoup d'Ukrainiens, un rapprochement vers l'UE signifie bientôt une libre circulation des personnes. Tout comme l'Europe des années 60 avait un rêve américain, les anciens satellites de l'URSS ont aujourd'hui un rêve européen : celui d'aller vivre en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en France ou

8. « *Ukraine, l'association à l'Europe soutenue par 46 % de la population* », RT, 10 décembre 2013.

en Espagne, de pouvoir s'y rendre sans visa, et de pouvoir y travailler avec un salaire moyen quatre ou cinq fois supérieur à celui d'Ukraine. Cette « aspiration européenne » repose sur l'espoir de la suppression de visas à destination de l'Europe pour les Ukrainiens.

La question des visas est une question extrêmement importante lorsque l'on veut comprendre l'intérêt des populations dans le cadre d'un rapprochement avec l'Union Européenne. Du côté des pays candidats, on fait miroiter à la population une libre circulation sans visa pour obtenir son soutien, et du côté des pays membres, on peut utiliser cette question comme un épouvantail. Force est de constater que cette question n'a jamais été soulevée dans les médias européens pour ne pas effrayer les populations qui, incontestablement dans leur grande majorité, ne souhaitent pas de rapprochements excessifs avec des *pays pauvres* pour des problèmes évidents de flux migratoires. En revanche, dans les pays candidats, les gouvernements n'hésitent pas à évoquer les éventuels projets de levées de visas lorsqu'ils ont besoin d'appui.

Où en est-on aujourd'hui entre l'Ukraine et l'UE sur cette question ? L'accord de libre-échange approfondi et complet comprenait deux volets, l'un politique signé le 21 mars par Iatseniouk, l'autre commercial, le plus important, signé par Porochenko le 27 juin. C'est dans le volet politique qu'est évoquée la question des visas : on y apprend que sont prévues... des négociations sur la libéralisation des visas⁹, ce qui signifie qu'il n'y a à ce stade aucun autre projet que des discussions sur le sujet. Et le 20 juin, on apprenait que l'Union Européenne renforçait les conditions d'obtention de visas Schengen pour les Ukrainiens en exigeant des passeports biométriques à partir de 2015¹⁰. Sans même évoquer la crainte dans la population européenne de nouvelles immigrations, les problèmes de chômage, la montée constante de l'extrême droite dans la quasi-totalité des pays européens, signalons qu'il n'a jamais été question d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, mais la confusion est entretenue chez les Ukrainiens. Le peuple ukrainien

9. « L'Ukraine signe l'accord d'association avec l'UE », Le Monde, 21 mars 2014.

10. « L'UE resserre les règles d'obtention de visa pour les Ukrainiens », info-news.eu, 20 juin 2014.

a donc été trompé sur cette question, et volontairement trompé pour obtenir un soutien artificiel car reposant sur des données fausses.

En résumé, l'Ukraine dans sa majorité n'a pas adopté le choix de l'Union Européenne lors des consultations électorales. Ce choix a été refusé par le président élu parce qu'il estimait que l'accord n'était pas au bénéfice de l'Ukraine. Et ce choix a ensuite été fait après le renversement du pouvoir élu par un gouvernement non élu et minoritaire¹¹ qui s'est appuyé sur une population à laquelle il avait menti.

On voit finalement que si l'UE est responsable du déclenchement de la crise en Ukraine, c'est d'une part par son irresponsabilité au vu des conséquences néfastes du libre-échange pour les économies des deux parties, et d'autre part par déni de démocratie.

* * * * *

L'Union Européenne et les désordres

Dès le lendemain du refus de Ianoukovitch, *Le Monde* titre sur le « *camouflet de Kiev* », et évoque la « *logique de guerre froide* » de Poutine qui utilise « *les bonnes vieilles tactiques soviétiques* »¹². Cette réaction résume parfaitement celle des dirigeants européens qui préfèrent considérer que le rejet de l'Union Européenne est une humiliation, plutôt que le choix d'un pays souverain fait pour protéger son économie. L'Europe s'estime humiliée dans une « *défaite géopolitique face à la Russie* »¹³, « *Humiliation : c'est le mot le plus fréquemment entendu ces jours-ci dans les couloirs de la Commission européenne* »¹⁴ lit-on dans un article intitulé « *L'UE veut sauver la face* ». L'humiliation, c'est la réaction du *riche* face au refus de ce qu'il considère comme un cadeau fait au *pauvre*. Ce refus de Ianoukovitch est donc très mal

11. Rappelons que Iatseniouk avait obtenu 7% lors de présidentielles de 2010 et que son allié Svoboda avait obtenu 11% aux législatives de 2012 et ce sont ceux-là qui composent le gouvernement provisoire voir LA MEMOIRE

12.. « *Ukraine-Europe, le camouflet de Kiev* », *Le Monde*, 22 novembre 2013.

13. « *UE-Ukraine : Moscou a remporté une nouvelle bataille géopolitique* », *Le Monde*, 22 novembre 2013.

14. « *L'UE veut sauver la face après le refus ukrainien* », *Le Monde*, 28 novembre 2013.

perçu, vécu comme un affront et rejeté. C'est précisément cette réaction malsaine, en place d'une déception commerciale, se focalisant sur ses propres valeurs morales que l'on peut considérer comme l'origine de l'évolution du conflit.

Un autre aspect important de la position de l'UE face aux désordres de fin novembre à Kiev est une propagande en faveur de l'UE. En effet, le refus d'un pays de se rapprocher de l'UE est un signe désespérant pour les instances de l'UE, mais aussi pour les peuples européens. Par exemple, le refus de l'Islande d'adhésion à l'UE est peu ou pas signalé par la presse (mai 2014), car ce n'est pas flatteur pour l'Union. Au moment du refus de Ianoukovitch, l'eurosepticisme va grandissant en Europe et les élections prévues six mois plus tard s'annoncent comme un désastre autant par le risque de forte abstention que par la victoire annoncée des euroseptiques. Ce refus est un coup dur pour l'image de l'UE, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Ainsi, les manifestations de Kiev pro-UE sont une occasion inespérée pour les Européens convaincus de rappeler qu'il existe encore des gens que l'UE fait rêver. On lira par exemple sur les manifestations de Kiev : « *De mémoire d'Européen, on n'avait pas vu une telle déclaration d'amour pour l'Europe depuis... depuis quand ?* »¹⁵, ou encore, le même journal évoque un mouvement « *épidermique et spontané* » vers l'Union Européenne¹⁶. Van Rompuy et Barroso s'offrent même une tribune une semaine après le début des manifestations dans laquelle ils demandent à Ianoukovitch de revenir sur son choix, promettant prospérité et emploi, *voyages*, se disant convaincus que la signature avec l'UE est la meilleure option économique pour l'Ukraine, soutenant les manifestants, proposant « *une perspective stratégique alléchante* », et osant : « *Il revient à nos partenaires d'exercer leur choix souverain (...) et d'accepter l'offre de l'UE* »¹⁷.

15. « *La bataille de Kiev* », Le Monde, 25 novembre 2013.

16. « *Ukraine : un mouvement épidermique et spontané qui bouscule l'échiquier politique* », Le Monde, 2 décembre 2013.

17. « *L'avenir de l'Union Européenne est à l'Est* », Le Monde, 27 novembre 2013.

Ainsi, du choix entre deux offres concurrentes, l'Union Européenne fait une guerre géostratégique, parlant de la Géorgie et de la Moldavie comme de nouvelles lignes de front contre la Russie dans un langage guerrier¹⁸, considérant la perte du marché comme une humiliation. Même si le 18 décembre, le ministre allemand des affaires étrangères fait preuve de grandeur et d'intelligence en déclarant « *Nous avons présenté une proposition d'aide financière et économique loin de ce qui est nécessaire pour sauver l'Ukraine de la faillite et l'associer économiquement durablement à l'Europe* »¹⁹, l'UE n'accepte pas le refus et le fait savoir en se déchaînant contre Ianoukovitch, et se félicite de la contestation proeuropéenne qu'il glorifie et utilise pour sa propre propagande. Pour l'UE, ce refus est un « *manque de vision* » du président ukrainien comme on peut le lire dans un article très méprisant à l'égard de l'homme²⁰. On comprend alors que l'ALE n'était pas une offre économique mais *politique* de l'UE, ne cachant plus son objectif, non pas de faire prospérer l'UE, mais d'arracher l'Ukraine à l'influence russe quel qu'en soit le prix à payer, et pour elle-même, et pour les Ukrainiens. Il s'agit bien d'une gestion politique de l'UE qui ne s'occupe plus de la prospérité de ses adhérents ou de ses partenaires mais qui se fixe comme objectif d'affaiblir la Russie par pure détestation, ou encore pour servir ses alliés. Ne reposant sur aucune structure démocratique, les dirigeants de Bruxelles outrepassent leurs fonctions en voulant jouer un rôle politique contre les aspirations et le bien-être économique des populations.

Jusqu'au renversement du pouvoir, l'UE ne cessera d'afficher son soutien aux manifestants, non majoritaires rappelons-le encore une fois, menacera de sanctions le pouvoir ukrainien pour sa répression des désordres, et rencontrera les leaders de l'opposition pour les assurer de son soutien. Dans le même temps, Lavrov, chef de la diplomatie russe, se montre excédé par l'ingérence de l'UE : « *Nous avons été*

18. « *La Moldavie et la Géorgie, nouvelles lignes de front entre l'Union Européenne et la Russie* », Le Monde, 29 novembre 2013.

19. « *Vladimir Poutine sauve l'Ukraine de la faillite* », Le Monde, 18 décembre 2013.

20. « *L'Ukraine condamnée par l'absence de vision de Viktor Ianoukovitch* », Le Monde, 30 novembre 2013.

désagréablement surpris de constater que dans l'esprit des représentants de l'UE et des États-Unis, le libre choix des Ukrainiens était déjà fait et qu'il s'agissait de façon certaine d'un « futur européen ».

Ainsi, non seulement l'UE est à l'origine de la contestation, mais elle relance la guerre froide en jouant un rôle actif dans le renversement d'un président élu, jugeant que l'Union Européenne ancre ses valeurs dans le « refus du « modèle » russe de Vladimir Poutine » tout en agitant le spectre du vieux phantasme d'un « ensemble eurasien visant à rétablir une forme de domination de Moscou sur l'espace ex-soviétique »²¹.

* * * * *

L'Union Européenne et la guerre

Le jour où le président est renversé, l'UE reconnaît le gouvernement provisoire et reprend immédiatement les discussions pour signer le fameux accord ALE. Le volet politique de l'ALE sera signé moins d'un mois après le renversement.

Dans le même temps, la Crimée décide de se séparer de Kiev et de rejoindre la Russie, ce qu'elle réalise sans violence. Rappelons que la Russie a la nécessité d'assurer ses bases navales en Crimée alors que celles-ci sont menacées par la présence américaine effective en Ukraine et les projets annoncés par l'OTAN. D'autres provinces expriment leur désir de se séparer de Kiev, notamment parce que la première mesure du gouvernement provisoire est de supprimer leur langue, le russe, comme langue régionale. Les deux provinces séparatistes appartiennent à la région du Donbass, région partagée entre les territoires russe et ukrainien. L'une a pour capitale Lougansk, l'autre Donetsk. On assiste alors dans cette région à la prise de bâtiments administratifs tels que mairies, commissariats ou sièges du pouvoir régional, sur le modèle des manifestations de Kiev. Ces prises se font sans beaucoup de difficultés, la police locale ne s'y opposant pas avec beaucoup de volonté. Le journal

21.« Répression en Ukraine : l'Europe doit donner de la voix », Le Monde, 11 décembre 2013.

Le Monde va même jusqu'à imaginer que les policiers ont reçu l'ordre de ne pas résister « afin d'éviter toute image de répression qui aurait été du pain bénit pour la propagande russe »²². Car depuis l'aventure de la Crimée, dirigeants et journalistes bâtissent toutes leurs analyses sur la Russie. Mais la réalité est plus simple car, comme en Crimée, les policiers sont des locaux et font souvent corps avec la population. Autant l'UE avait applaudi à ces « prises » des contestataires à Kiev telles que mairies ou ministères, autant elle les condamne avec une extrême fermeté dans les provinces. Les provinces se proclament Républiques autonomes le 7 avril et projettent d'organiser un référendum sur leur indépendance. Kiev considère officiellement les rebelles anti-Maidan comme des organisations terroristes, et le 13 avril, le gouvernement lance une « opération antiterroriste²³ » contre ces provinces. Le ministre de l'intérieur déclare : « Une opération antiterroriste a commencé à Slaviansk. Elle est dirigée par le centre antiterroriste du service de la sécurité d'État. Des forces provenant de toutes les unités de sécurité du pays sont impliquées ». Étrangement, *Le Monde* n'y accorde pas une seule ligne et l'UE reste totalement silencieuse. « Toutes les unités de sécurité du pays » signifie l'armée, la garde nationale et les bataillons formés par les gouverneurs de provinces voisines²⁴. Ainsi, l'UE qui avait été si virulente à condamner la répression policière des événements de novembre 2013 à février 2014 ne dira pas un seul mot sur la guerre lancée par Kiev contre sa propre population, guerre lancée pour la bonne raison que cette population demande un référendum. Cette demande de référendum sur une indépendance des provinces ou une fédéralisation du pays enclenchera de la part du gouvernement non élu de Kiev, issu du renversement et soutenu sans réserves par l'UE, une guerre civile qui fera vraisemblablement (beaucoup ?) plus de 5 000 morts et près d'un million de déplacés.

Les dirigeants européens ne feront aucune remarque à Kiev concernant la guerre livrée par l'armée à la population jusqu'au 16 août, jour où

22. « *Prise orchestrée de bâtiments publics dans l'Est de l'Ukraine* », *Le Monde*, 7 avril 2014.

23. « *Ukraine : opération anti-terroriste à Slaviansk* », *Le Figaro*, 13 avril 2014.

24. Voir LES FORCES ARMEES

Hollande et Barroso feront état, lors d'un communiqué commun, de «leur préoccupation quant à la situation dans les régions de l'est de l'Ukraine», et souligneront «l'urgence humanitaire et les besoins de la population à l'est de l'Ukraine». Le président français ajoutera, indécent mais sans honte, qu'il appelle « l'Ukraine à faire preuve de retenue et discernement dans les opérations militaires en cours contre les séparatistes »²⁵. Après quatre mois de silence européen sur la guerre civile en cours, on jugera de la force et de la moralité d'appeler à la retenue et au discernement une armée qui bombarde sa population.

Les Européens justifient leur silence en faisant semblant de croire à une « invasion russe » contre laquelle l'armée de Kiev lutterait. Or, même si on croit en un soutien caché de Moscou en armes et en hommes, on ne peut en revanche absolument pas croire qu'un tel soutien, très limité car invisible, pourrait se faire contre la volonté de toute une population. Que Moscou apporte un soutien ou pas, il s'agit bien pour Kiev de lutter contre sa propre population par des armes de guerre pour lui imposer le renversement d'un pouvoir élu ainsi qu'une adhésion forcée au libre-échange européen. Dans les discussions pour savoir si les chefs rebelles sont envoyés par Moscou ou si même un millier de soldats sont sur place, il faut se représenter le poids qu'ils auraient si la population y était opposée. Dans tous les cas de figure, on a d'un côté une armée régulière soutenue par l'occident, et de l'autre des rebelles sur un territoire très limité noyés dans la population.

L'attitude de l'UE, appuyant sans réserves par son silence la guerre ukrainienne menée par Porochenko, apparaît le plus clairement et sous son jour le plus cynique lors de la signature du volet économique du 27 juin. Le 20 juin, Porochenko décide d'un cessez-le-feu assorti d'un ultimatum aux rebelles pour déposer les armes. Ce « plan » approuvé par l'UE ne sert qu'à donner un couloir d'une semaine de paix pendant lequel les accords sont tranquillement signés par le président ukrainien à Bruxelles. On verra les photos du président serrant les mains de Barroso et Van Rompuy, les trois personnages hilares. Le lendemain de la signature, l'UE lance un ultimatum de 72 heures à la Russie qu'elle

25. « Ukraine : François Hollande appelle à la retenue », La Tribune, 16 août 2014.

accuse d'être entièrement responsable des combats. Et le 1^{er} juillet, les attaques de l'armée reprennent.

Ainsi, non seulement l'UE est responsable du début des troubles, puis de leur extension jusqu'au renversement, mais elle est aussi directement responsable de la guerre civile qu'elle fait semblant de ne pas voir alors qu'elle aurait parfaitement pu mettre sa signature sous condition de paix durable avec ses provinces et de pourparlers sur une réorganisation administrative du pays. Peut-on imaginer qu'elle a signé avec l'Ukraine un volet politique l'enjoignant aux grands principes démocratiques et qu'elle ne dit pas un mot devant la guerre civile organisée par le gouvernement de l'Ukraine ? L'union avait imposé des sanctions à Ianoukovitch pour avoir envoyé la police sur des manifestants, mais pas une fois, l'Union ne demandera à Porochenko de cesser ses bombardements sur sa propre population. L'Union Européenne nous avait promis la paix et elle a maintenant les mains couvertes de sang pour atteindre un seul objectif politique mené contre l'avis des populations, contre leur prospérité et pour sa seule détestation d'un homme et d'un pays. L'objectif de ses dirigeants est une existence politique qu'ils cherchent à prouver. On juge alors des dégâts créés par cette existence illusoire ne reposant sur aucune assise démocratique lorsque, pour la première fois de son histoire, elle agit politiquement au plan international.

* * * * *

L'Union Européenne accueillera la signature des accords de paix de Minsk début septembre par une nouvelle salve de sanctions économiques contre la Russie²⁶, et les mêmes pays réunis à l'OTAN décideront de la mise en place d'une nouvelle force d'intervention contre la Russie placée à ses frontières. Et décideront également de livrer des armes à

26. *Les vingt-huit s'accordent contre de nouvelles sanctions économiques contre la Russie* », Le Monde, 5 septembre 2014.

l'Ukraine en urgence alors qu'elle vient de conclure la paix. À noter que la veille de la signature des accords de paix sera un jour de honte pour la France quand le président français choisira ce moment pour annoncer qu'il suspend la livraison des bâtiments commandés par la Russie²⁷. Et quelques jours plus tard, l'Union décidera à nouveau d'une autre vague de sanctions contre la Russie...

27. « Paris promet de ne pas livrer les Mistral à Moscou pour le moment », Le Monde, 4 septembre 2014.

LES GRANDES MANŒUVRES

Les grandes manœuvres américaines

Dans les six premiers mois de la crise, il y a de très fréquents contacts entre Américains et européens (pays membres ou instances de l'Union Européenne). Des visites de dirigeants comme celles de Merkel à Washington, de Obama à Bruxelles pour l'Union Européenne, pour le G7 ou pour l'OTAN, mais aussi à Berlin ou à Paris, sans compter les visites de Kerry, de Biden ou de Mac Cain dans toute l'Europe, de l'Ukraine aux pays concernés par le South Stream, jamais la fréquence des rencontres et des échanges n'aura été aussi dense entre les deux continents.

Mais l'Europe n'est pas le monde, même associée aux États-Unis. Quand on ajoute le Canada et l'Australie, on n'obtient encore que le fameux occident qu'on a d'ailleurs souvent tendance à confondre, volontairement ou non, avec la communauté internationale. Pourtant, l'occident ne représente que moins de 20 % de la population mondiale. Et quand bien même on jugerait opportun de ne considérer que la richesse des gens pour prendre leur avis, signalons alors que le PIB occidental représente moins de la moitié du PIB mondial.

Du côté américain et du côté russe, on va assister à des manœuvres plus ou moins visibles et plus ou moins lisibles, suivant leur relais par les médias. La perception que l'on en aura dépend avant tout de la façon dont ces informations sont transmises. En effet, il y a parfois des déclarations diplomatiques dans un cadre formel et spectaculaire dont on parle beaucoup alors qu'elles n'ont aucun effet, et dans le même temps il y a des accords que les médias traitent peu et qui sont en réalité

bien plus significatifs. Comme exemple du premier cas, on peut citer l'accord de Genève qui n'aura eu strictement aucune retombée mais dont on a très largement parlé et dont le cadre était excessivement formel. Et un bon exemple du second cas est la création par les BRICS d'une banque mondiale destinée à pouvoir contourner le FMI pour les pays qui ne seraient adeptes des méthodes occidentales.

* * * * *

Dès le début du conflit, l'Amérique d'Obama s'assure de la parfaite convergence de l'Union Européenne avec ses vues. Rappelons que l'UE est d'abord une alliance économique, et quels que soient les artifices dont on la pare, quelles que soient les déclarations de ses dirigeants, ce n'est pas une entité politique, bien qu'elle s'arroge le droit de déterminer certaines politiques des pays membres. Les personnalités de Catherine Ashton ou de Van Rompuy en sont d'ailleurs d'inquiétants emblèmes. C'est un fait bien connu des leaders : il est beaucoup plus facile de diriger un groupe sans direction particulière et quantitativement important, plutôt que trois personnes raisonnables qui discutent entre elles, et qui donc savent ce qu'elles veulent. Dans le premier cas, il suffit de faire preuve d'un peu de charisme et de détermination alors que dans le second, il faudra de la raison et de solides arguments. L'Union Européenne, dans son incapacité structurelle à se trouver une direction, se laisse donc manœuvrer sans trop de difficulté par une équipe américaine sympathique et flamboyante. Régis Debray dira très justement à ce propos : « *François Hollande est fier qu'Obama lui mette la main sur l'épaule* ».

Il y a deux éléments pour lesquels le soutien sans faille de l'UE est indispensable à Obama : la communication et les sanctions. La communication consiste à donner de l'écho à toutes les déclarations américaines dans le cadre du plan de communication mis en œuvre par les États-Unis qui doit être relayé pour donner tous ses effets sur les dirigeants et les populations. Quant aux sanctions, elles doivent être appliquées ou précédées par l'UE pour montrer la cohésion de

l'occident face au reste du monde. En effet, il ne faut pas oublier que toutes les « sanctions », dans quelque registre que ce soit, du cadre pénal à celui de l'école pour enfants, ne sont jamais uniquement destinées à celui qui les reçoit. Les sanctions s'adressent toujours aussi à toute la communauté pour rappeler qu'il existe des lois et une autorité qui les applique. Sanctionner, c'est d'abord rappeler sa propre autorité. Dans ce cas, cette usurpation d'autorité USA/UE sur le monde a tout d'une association mafieuse : on y trouve le chantage ou le racket, les faux témoignages, les accusations arbitraires, l'usage de la force ou encore l'opacité des décisions et de ses motifs. Mais le message de violence adressé par ces chefs mafieux aux nations du monde entier sonne comme un avertissement et n'en reste pas moins clair : les États-Unis associés à l'Union européenne sont en position de juger et de frapper qui ils entendent et comme ils l'entendent sans avoir à donner de justification consistante.

Depuis longtemps, la politique extérieure américaine a imprimé sa marque de fabrique en orientant tout dialogue selon l'axe suivant : « *Vous êtes avec nous, ou vous êtes contre nous* ». Ainsi, la Russie étant désignée comme adversaire des États-Unis, l'Union ne peut rester dans une demi-mesure et adopter des demi-positions. Elle semble contrainte de suivre sans réserve la politique américaine, bien que cette alliance UE/USA ne soit ni incontournable ni éternelle. Et l'Union pourrait même contrecarrer les États-Unis en termes de puissance économique si elle y était disposée¹.

On connaît la célèbre doctrine Brzezinski² : « *qui contrôle l'Eurasie contrôle le monde* ». En résumé, cela signifie qu'une alliance entre l'Union Européenne et la Russie ferait s'écrouler la puissance américaine. C'est donc un objectif américain absolu d'éloigner l'Union

1. Certaines statistiques donnent à comparer les PIB respectifs de l'UE et des USA. Ce n'est que l'artifice d'une somme de puissances qui ne signifie pas grand-chose car ce n'est pas une entité économique. Ou alors, il faudrait additionner tous les PIB des zones pratiquant des accords de libre-échange.

2. Conseiller de Carter à la sécurité nationale de 1977 à 1981. Son ouvrage « Le grand échiquier » (1997) explique que la paix et le progrès dans le monde reposent sur le maintien de l'hégémonie américaine.

Européenne de la Russie. Et quoi de plus efficace alors que de s'affronter directement avec elle en sommant l'Union de choisir son camp ? Cette stratégie fonctionne parfaitement puisqu'après que l'Union ait violemment attaqué la Russie sur demande ou suggestion américaine, la Russie répondra à l'Union Européenne par d'autres sanctions. En effet, l'arrêt des importations alimentaires russes ne touchera que les pays de l'Union Européenne. L'affrontement suicidaire qui commence entre l'Union et la Russie est sans conteste une victoire américaine. Et de cet affrontement les États-Unis peuvent maintenant se retirer sur la pointe des pieds, laissant les belligérants s'affaiblir mutuellement.

Enfin, sur le choix de l'Union à suivre ou non la politique de sanctions américaines, on lit dans le New York Times : « *Ce n'est pas tellement important de savoir ce que décide ou non l'UE, car le seul fait que des compagnies russes soient sanctionnées par les USA force les compagnies européennes impliquées aux USA à appliquer ces sanctions. Donc toutes les sociétés européennes sont forcées de les appliquer* »³ dit un analyste de la Standard Bank de Londres spécialisé sur la Russie et l'Ukraine. On pourrait dire alors que c'est une question technique qui contraint l'Union à appliquer les sanctions décidées par Washington. Cette objection est peut-être très confortable car « déresponsabilisante », mais elle n'est pas acceptable, sauf à considérer que la politique est inopérante face au monde économique, et que le monde économique est régi par des contraintes échappant aux dirigeants politiques. Cela signifierait qu'il n'y a rien à attendre de la politique.

* * * * *

C'est avec l'objectif déclaré de « rééquilibrer sa diplomatie » que le président américain part une semaine en tournée en Asie fin avril⁴. Il lui est également indispensable de réaffirmer sa présence et son leadership car celui-ci vient d'être sérieusement malmené par la gestion de la

3. « *Putin criticizes US over new sanctions* », New York Times, 17 juillet 2014.

4. Lire un compte-rendu de cette tournée dans The Economist complet, clair et critique : « *So long, and thanks for all the naval bases* », The Economist, 28 avril 2014.

Crimée où le dirigeant américain a perdu la face, mais aussi et surtout pour les résultats de la politique américaine en Irak, en Lybie, et en Syrie, politique désastreuse dont l'échec explose aux yeux du monde dans une dimension tragique. Le président américain doit impérativement tenter de redorer son image. Obama rencontrera successivement les autorités du Japon, de la Corée du Sud, de la Malaisie et enfin des Philippines.

C'est dans ce dernier pays qu'il fera une dénégation incroyablement maladroite et typiquement américaine, dénégation qui sonne comme un aveu : « *Notre but n'est pas de contrer la Chine, notre but n'est pas d'endiguer la Chine* ». Tout est dit. Comme on pouvait aisément s'en douter, la tournée n'a pas pour objet que de rencontrer quatre pays, mais aussi d'envoyer des messages à la Chine⁵, ce qui sera facilement vérifié à chacune de ses étapes.

Sur le plan économique, ce voyage est un échec, puisque le Japon, seul objet des inquiétudes américaines, remet poliment à plus tard son adhésion au Traité de libre-échange transpacifique (TPP : Trans Pacific Partnership), mal perçu dans la région⁶. Et l'autre pays concerné par le TPP, la Malaisie également visitée dans cet objectif, proposera le même refus poli.

Mais la tournée est réalisée sous l'ombre de la guerre en Ukraine et ce n'est pas un hasard si les résultats significatifs de ses visites seront obtenus sur le plan stratégique. Les pays de la zone sont dans un processus de réarmement et certains s'inquiètent de la montée en puissance de la Chine, y compris sur un plan militaire. Commenant son voyage par le Japon, Obama assure le premier ministre Shinzo Abe de son soutien concernant les îles disputées avec la Chine, allant même jusqu'à l'assurer d'une intervention américaine en cas d'incursion chinoise, alors que des incidents sur ce contentieux viennent récemment de faire monter la tension entre les deux pays. De plus, il lui donne son accord pour une modification constitutionnelle qui permettra au Japon

5. « *On a trip that avoids Beijing, Obama keeps his eyes on China* », New York Times, 26 avril 2014.

6. Cet accord doit unir douze pays : Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam et Etats-Unis.

de participer à un système de défense collective avec ses alliés⁷. Ces deux points soulèvent bien sûr la colère de Pékin face à ces manœuvres, et qui le fait savoir.

Il assure ensuite la Corée du Sud de son alliance indéfectible face à la Corée du Nord, et scelle une alliance militaire qui placera l'armée sud-coréenne sous commandement américain en cas de guerre. Et encore une fois comme une gaffe ou une manœuvre, il prend ouvertement parti pour un différend mémoriel opposant le Japon à la Corée du Sud, ce qui provoque la satisfaction du peuple coréen mais une réaction de Tokyo aussi rapide que ferme.

Aux Philippines, l'enjeu est infiniment plus important car il s'agit de rouvrir les bases militaires, faisant ainsi de ce pays le pivot américain en Asie. Ces bases US avaient été fermées en 1992 après avoir été les plus importantes au monde, ayant alimenté en soldats et en armement la guerre de Corée, puis celle du Vietnam. Avec un accord de 10 ans, les Philippines redeviennent ainsi le second point d'ancrage américain dans la zone après Singapour. Même s'il ne s'agit plus d'envisager des conflits comme ceux de la guerre froide, ces bases permettent une action rapide, notamment pour leur emplacement aux limites délicates des zones chinoise et japonaise. Enfin, là aussi le président prendra parti dans une querelle avec la Chine au sujet d'îlots et de zones maritimes, s'autorisant même à mettre en garde les Chinois sur d'éventuelles intimidations à l'encontre de la Malaisie. Et cela donnera encore à Pékin l'occasion de rudoyer vertement à la fois Obama et le dirigeant philippin.

Enfin, c'est de là, avant de repartir, que le président américain annoncera encore de nouvelles sanctions contre la Russie. Une fois de plus, il s'agit d'une mise en garde de la Chine, cherchant à la décourager d'une alliance avec un état russe devenu peu fréquentable aux yeux des Américains. De plus, le message et le lieu sont clairement destinés à conforter son image de leader mondial.

7. Depuis 1954, le Japon était autorisé à n'avoir des forces armées que pour son unique défense.

Note : on voit que la communication a un rôle très important dans cette lutte d'influences et si cette communication sur la tournée américaine est bien relayée par la presse française qui trouve là une nouvelle occasion d'exprimer son admiration pour le dirigeant américain et sa politique, c'est curieusement dans les journaux américains que l'on pourra trouver un regard critique⁸.

Les grandes manœuvres russes

Au cours de ces événements, ceux qui ne connaissaient pas les Russes auront sans doute un peu appris à mieux les cerner. Car si la communication est une part entière de l'action en occident, il n'en est rien du côté russe. Sans doute pour avoir vécu quelques siècles d'autocratie tsariste puis 70 ans de dictature communiste, les Russes ont la manie du secret et de la discrétion, ils n'ont pas l'habitude d'exposer leurs projets en détail⁹. On se souviendra de l'exemple de la Crimée au mois de mars où d'incessantes déclarations des dirigeants occidentaux tombaient chaque jour, menaçant, émettant des hypothèses, faisant des suppositions, soulevant des questions et y apportant des réponses pendant qu'en face, du côté russe, c'était un mutisme absolu. La décision finale d'intégrer la Crimée à la fédération de Russie était annoncée à haute voix lorsque tous les rapports de force avaient été neutralisés sur le terrain dans le silence le plus complet. Il ne faut donc pas s'attendre à confronter la communication de l'un et l'autre, mais leurs actions.

Trois semaines après la tournée asiatique de l'américain, on apprend que la Chine et la Russie signent un accord estimé à 400 milliards de dollars. Mais si l'on sait que les Russes n'aiment pas révéler quoi que ce soit, que dire alors des Chinois... Et donc, on ne saura rien de cet accord dont on apprend la signature le jour même, excepté les quantités et la durée : 38 milliards de mètres cube de gaz par an pendant trente

8. Voir notes précédentes et : « *Obama's Asia trip: a tired president sends a dangerous message* », foxnews, 29 avril 2014.

9. On se souvient des affiches de propagande soviétique « *Ne bavarde pas ! Les murs ont des oreilles !* » évoquant d'hypothétiques espions ennemis de la révolution.

ans. Aucun chiffre ne sera annoncé, aucun détail ne sera donné sur les négociations, ni sur les prix, ni sur le choix de la date de signature et les déclarations des deux présidents seront purement formelles, se contentant de saluer la signature d'un contrat dont ils sont satisfaits. Les journalistes remplaceront donc les informations par des suppositions, à coups d'observateurs, de spécialistes et d'experts qui livreront leurs analyses et leurs hypothèses sur ce contrat hors norme. Il faut absolument lire à ce sujet un article édifiant du journal *Le Monde*, très instructif sur la pratique de la communication occidentale. Le journaliste ne disposant d'aucune information comme ses confrères du monde entier, il fait quelques suppositions peu contraignantes, dont celle purement imaginaire et sans éléments avançant qu'il y aurait eu « dix ans de désaccord sur les prix ». Puis, vraisemblablement à court d'imagination, il relaie mot à mot les commentaires de la BBC. Ainsi, on peut lire les brillantes analyses de son confrère britannique telles que « *L'objectif évident est de pallier les sanctions européennes (...)* » « *Beau succès pour Poutine qui pourra se vanter en rentrant à Moscou (...)* » « *(...) les Russes voulaient prouver qu'ils avaient d'autres alternatives que l'Europe* » et encore le rappel que Barroso a demandé à Moscou de ne pas couper le gaz vers l'Ukraine et l'Europe¹⁰. Quelques semaines plus tard, Alexi Miller, patron de Gazprom, donnera quelques précisions comme des détails sur le financement des gazoducs nécessaires depuis la Sibérie jusqu'aux principaux centres consommateurs chinois.

Cet accord ne traite pas que de gaz et de commerce, puisqu'il affiche des ventes de très grosses quantités au moment où la question des échanges de gaz avec l'Europe est en question. C'est donc une affirmation face à l'Europe et aux États-Unis que la Russie possède de solides alliés sur un plan commercial et qu'elle n'a rien à redouter de ce côté. Cet accord a également beaucoup fait parler, notamment parce qu'il a été dit que les paiements ne seraient pas effectués en dollars mais en monnaie russe ou chinoise. Cela ressemble à un coup de tonnerre mais il n'existe aucune

10. On peut noter la réponse du ministre Medvedev qu'avait fait à cette mise en garde, très drôle dans son genre quand on apprécie l'esprit russe puisqu'elle ne fait que renvoyer innocemment à l'inanité de la remarque : « *Si on envisage le pire, de manière purement théorique, le gaz qui ne serait pas livré en Europe peut être envoyé (...) en Chine* ».

information officielle sur ce point certainement aussi confidentiel que l'ensemble des éléments de ce contrat. On remarque toutefois une tendance intéressante. Le 8 juin, dans une interview au Financial Times¹¹, le patron de la Deutch Bank en Russie note qu'un nombre croissant de grandes entreprises russes se détournent du dollar dans leurs échanges, notamment pour ne pas être vulnérables aux sanctions. Le 10 juillet¹², c'est une déclaration du chef de l'administration du Kremlin, Serguei Ivanov, attestant que les paiements relatifs à l'accord gazier chinois sont faisables en roubles ou en yuans mais que leur mise en place demandera plusieurs étapes. Le 19 juillet¹³, c'est la Turquie qui propose à la Russie de payer leurs échanges en monnaie nationale, et le 30 juillet¹⁴, les banques centrales d'Inde et de Russie démarrent un groupe de travail conjoint afin de mettre en place des échanges payés dans les monnaies nationales, et plus en dollars. Quand on imagine ce que pourraient être les bouleversements du monde, et des États-Unis, si le dollar cessait d'être la monnaie d'échange, on comprend que cet enjeu pourrait facilement être le motif de guerres américaines sans limites dont celle d'Ukraine est peut-être la première.

À la tournée d'une semaine en Asie d'Obama, Poutine répond le 9 juillet par une tournée d'une semaine en Amérique du Sud en commençant par... une rencontre avec Fidel Castro à Cuba ! Mais la presse ne fait aucun humour et évoque l'événement avec des commentaires sur Poutine comme le *personnage isolé...*, *la recherche de soutiens...*, *de nouveaux alliés...*, *le paria en Europe*, et même un magnifique : « *M. Poutine se fait un plaisir de promener son sourire carnassier en Amérique du Sud* »¹⁵ écrit avec finesse et élégance *Le Monde* qui consacrera deux articles sur la tournée de Poutine contre onze sur la

11. « *Russian companies prepare to pay for trade in renminbi* », Financial Times, 8 juin 2014.

12. « *Accounting in rubles, yuan between Russia and China realistic* », RIA, 10 juillet 2014.

13. « *Turkey proposes switching to national currencies payments with Russia* », RIA, 19 juillet 2014.

14. « *Russian Indian central banks could use national currencies in payments* », RIA, 30 juillet 2014.

15. « *Vladimir Poutine effectue une tournée en Amérique latine, loin de l'Ukraine* », Le Monde, 17 juillet 2014.

tournée d'Obama. Ainsi, l'importance des événements est directement liée à leur évocation par la presse qui ne manque pas de manifester son aigreur.

Après avoir annulé 90 % de la dette cubaine à l'égard de la Russie, les deux pays relancent leur coopération scientifique, stratégique et militaire. La réouverture de Lourdes, base russe sur le territoire cubain destinée aux écoutes et interceptions de communications de et vers l'Amérique est évoquée par l'entourage de Poutine¹⁶, mais celui-ci dément quelques jours plus tard¹⁷. C'est une méthode classique de communication : on fait circuler une information par le biais d'un personnage de moindre importance, puis soit on dément, soit on ne commente pas. Le résultat est que le message est bien passé, et chacun sait maintenant que les conditions sont réunies pour qu'une telle base soit effectivement rouverte sans pouvoir s'en assurer. On aura même une déclaration surprenante du ministre russe de la Défense : « *Quand la crise a commencé en février, la Russie était en train de négocier avec huit pays dont Cuba, le Venezuela et le Nicaragua pour installer des bases militaires ou de réapprovisionnement pour notre flotte et les bombardiers stratégiques* »¹⁸.

Après une visite éclair au Nicaragua pour d'autres discussions sur une coopération militaire, le président russe se rend en Argentine où il rencontre la présidente Kirchner. Trois centrales nucléaires seront vendues au pays¹⁹. La présidente n'a jamais digéré le référendum organisé aux Malouines sur leur rattachement au Royaume-Uni, référendum accepté par l'occident alors qu'il allait rejeter celui de la Crimée, les situations étant pourtant similaires. De plus, l'Argentine est confrontée à la justice américaine qui donne raison aux fonds vautours contre le pays, ce qui risque fort d'entraîner son défaut de paiement. Kirchner trinquera donc avec Poutine devant les caméras et portera un toast à un monde sans « *double standards* ». Lors de sa conférence de

16. « *Cuba, une oreille bien placée pour la Russie* », Courrier International, 17 juillet 2014.

17. « *Putin denies reopening of US-targeting listening post in Cuba* », 17 juillet 2014.

18. « *Putin begins latin american tour amid Ukraine crisis* », REUTERS, 11 juillet 2014.

19. « *Putin signs Argentina nuclear deals on latin america tour* », bbc news, 13 juillet 2014.

presse avec l'agence Prensa Latina du 12 juillet, Poutine déclare : « *Nos États ont tous deux conscience de la nécessité de former un nouveau monde multipolaire, plus juste, s'appuyant sur le droit international et le rôle central et coordonnateur de l'ONU* »²⁰.

Le 13 juillet, il rencontre rapidement Merkel à Rio puisqu'ils sont tous les deux venus assister à la finale de coupe du monde de football : Merkel parce que l'Allemagne joue, et Poutine parce qu'à l'issue de la partie, la présidente du Brésil lui passera le relais pour la prochaine coupe du monde qui aura lieu en Russie en 2018. De cette rapide entrevue, il ressortira un communiqué insistant sur la nécessité de pourparlers entre les parties, notamment la relance du groupe de contact qui avait été mis sur pieds début juillet²¹. La déclaration peut sembler assez neutre et passer inaperçue (ce qui a été le cas) mais il n'est pas anodin que la chancelière insiste sur des négociations entre les parties, ce qui rompt avec les précédentes déclarations européennes. Rappelons en effet que la position américaine, comme celle de l'UE, est que Porochenko doit récupérer le contrôle de son territoire coûte que coûte, sans concessions, et ni les Américains ni l'UE n'ont jamais tenté de pousser Kiev à une négociation de paix, sauf la reddition des rebelles. Il faut redire encore une fois que, depuis le début de la crise, que ce soit avec Tourtchinov, Iatseniouk ou Porochenko, Kiev n'a jamais fait part de son souhait de négocier avec les rebelles ou même simplement d'établir un contact avec eux. Le groupe de contact n'avait pas été en mesure de travailler alors que les bombardements reprenaient de plus belle à l'issue de la fin du cessez-le-feu. Il n'est donc pas anodin qu'à l'issue de l'entrevue, Merkel parle de son souhait de voir des négociations entre les parties, ce qui est contradictoire avec la position de l'UE. Et cette fois, elle ne répétera pas les messages des Américains avec le classique « exhorter Poutine à une désescalade » martelé par la communication américaine pendant trois mois. Merkel est la première dirigeante occidentale à souhaiter des négociations, donc la paix, et à l'exprimer.

20. « *Poutine: Nous devons cesser d'imposer des modèles de développements aux autres* », Le Courrier de Russie, 11 juillet 2014.

21. « *Rencontre Poutine-Merkel à Rio* », Le Figaro, 13 juillet 2014.

Le dernier rendez-vous de la semaine est peut-être le plus important puisqu'il s'agit du sommet des BRICS au Brésil²² ²³. Ils annonceront la création d'une banque de développement et d'une réserve de change de 100 milliards de dollars. L'objectif de la banque est de pouvoir financer des projets chez les adhérents, ou autres, sans passer par le FMI. En effet, le FMI présente trois caractéristiques que la banque des BRICS évite. La première est d'imposer des règles de fonctionnement aux économies des pays qui le sollicitent, la deuxième est de prendre en compte des critères exclusivement occidentaux d'économie et de politique, et la troisième est que les États-Unis ont un droit de veto sur les projets les plus importants. Le fonds de réserve, lui, est constitué de réserves de change afin de parer aux fluctuations. Cette banque de développement est donc peut-être l'annonce d'un vrai changement dans les équilibres de l'économie mondiale, en tout cas elle acte que l'équilibre financier de la planète n'est plus à gestion unique. Dilma Rousseff déclarera : « *C'est une contribution importante pour la reconfiguration de la gouvernance économique mondiale.* » Tout cela ne constitue pas vraiment de bonnes nouvelles pour les Américains qui trouvent dans la crise ukrainienne le meilleur moyen d'affaiblir économiquement le chef de file de ceux qui contestent leur hégémonie : la Russie.

22. « *The world's fastest growing economies won't be scary unless they slow down* », Bloomberg, 21 juillet 2014.

23. « *Les BRICS ont lancé leur banque de développement* », Le Monde, 16 juillet 2014.

LA PRÉSENCE AMÉRICAINE

Maidan

Les événements du Maidan commencent le 21 novembre, le jour même où Ianoukovitch, alors président de l'Ukraine annonce son refus de signer avec l'Union Européenne.

Le 11 décembre, Victoria Nuland, assistante de John Kerry en charge des affaires eurasiatiques, rejoint les manifestants sur le Maidan pour les soutenir en distribuant symboliquement des petits pains¹. Elle est accompagnée de Geoffrey Pyatt, l'ambassadeur américain à Kiev. Quelques jours plus tard, ce sont les sénateurs américains John Mac Cain (républicain) et Chris Murphy (démocrate) qui viennent faire des discours sur la tribune du Maidan en déclarant haut et fort sur la scène installée à Maidan où s'enchaînent les discours devant les caméras : « *Nous sommes avec vous ! L'Amérique est avec vous !* »².

Ce qu'il y a de remarquable dans ces ingérences est qu'elles sont manifestes, outrancières et menées devant les caméras. Il est difficile d'imaginer Medvedev ou un ministre allemand se rendant en Bretagne pour rencontrer les bonnets rouges en opposition à François Hollande et déclarer théâtralement aux manifestants devant les caméras du monde entier : « *La Russie est avec vous !* » ou « *L'Allemagne est avec vous !* », mais c'est pourtant exactement ce qui s'est passé en décembre 2013 et janvier 2014 à Kiev lorsque des membres du gouvernement ou du congrès américain sont allés soutenir ouvertement les opposants au

1. Juste pour les images, on peut voir « Victoria Nuland gives food for demonstration people in Ukraine », youtube.

2. « Rival rallies continue in Kiev as western meddling increases », youtube.

pouvoir en place, les encourageant à renverser un gouvernement élu en 2010 et 2012. Et avec l'audace de le faire au nom de la démocratie. Les ont d'ailleurs rejoints diverses personnalités politiques européennes. Mac Cain aura même un geste tellement extrême qu'on ne sait plus s'il s'agit d'une pure provocation, d'un pied-de-nez ou d'une inconsciente arrogance : il répond à une interview réalisée à Kiev, et, *de Kiev*, il lance un message aux Russes sur un ton menaçant pour les mettre en garde contre une éventuelle ingérence de leur part en Ukraine³.

On peut aussi remarquer que, depuis les premiers jours, tout est au point pour la communication : une tribune a été installée avec le matériel de sonorisation, de caméras, d'interprètes et de service d'ordre. Il est effectivement impensable que John Mac Cain ait pu se rendre sur le lieu de manifestations ultra-violentes sans une logistique destinée aux visites de représentants de gouvernements étrangers. Ceci est un élément de plus contredisant formellement le caractère spontané des émeutes ayant commencé dans les heures suivant l'annonce de la non-signature des accords avec l'UE.

Les ONG

US-Ukraine foundation⁴ est une O.N.G. américaine implantée à Kiev dont l'objet est de « *Construire la paix et la prospérité à travers le partage de valeurs démocratiques* ». On peut regarder sa page facebook⁵, et se faire une idée de ses activités en survolant titres et photos. C'est lors d'une réunion le 13 décembre que Nuland, qui fait son troisième voyage à Kiev depuis cinq semaines, annonce que les États-Unis ont dépensé cinq milliards de dollars pour établir la démocratie en Ukraine ainsi que ses « aspirations européennes »⁶.

Remarque 1 : Il existe de nombreuses ONG américaines destinées à influencer sur la vie politique des pays où elles s'implantent⁷, ce qu'elles

3. Voir notes précédentes

4. US-Ukraine foundation : <http://www.usukraine.org>

5. Parcourir leurs articles, leurs photos <https://www.facebook.com/usukraine>

6. « *Victoria Nuland's admits Washington has spent 5 billion dollars to subvert Ukraine* », youtube.

font le plus souvent sous les vocables de droits de l'homme, défense des valeurs démocratiques, etc. Les plus célèbres sont l'USAID et surtout la N.E.D. à propos de laquelle, un ex-directeur de la CIA déclarait : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse »⁸ Voir à ce propos un article très intéressant dans le magazine « challenges » car il réfute assez maladroitement cette idée, et le fait à l'aide de déclarations ambiguës⁹.

Remarque 2 : D'après la qualité de l'image et le plan de prise de vue, la vidéo dévoilant le discours de Nuland était de toute évidence d'usage privé ou tout au plus destinée à la communication interne, elle a été réalisée à l'occasion d'une réunion destinée à d'éventuels investisseurs.

Conversation Nuland Pyatt

Le 6 février, Nuland rencontre officiellement les trois leaders du Maidan et pose longuement en photo à leurs côtés après la réunion. Elle rencontre également le gouvernement de Ianoukovitch dans l'objectif d'élaborer un plan de sortie de crise et de satisfaire les « aspirations démocratiques du peuple ukrainien ainsi que son désir d'intégration européenne »¹⁰. C'est quelques jours avant son arrivée à Kiev que sa fameuse conversation téléphonique avec l'ambassadeur d'Ukraine est dévoilée¹¹. Le point le plus important de cet appel a malheureusement été occulté par le fameux « *Fuck the EU!* »¹². C'est l'anecdote sur laquelle se sont précipités les médias (avec déclarations scandalisées

7. Témoignage en Tunisie : « Rôle des ONG américaines dans le printemps arabe », Courrier de l'Atlas, 1^{er} septembre 2011 et « Les ONG américaines pour la démocratie », Territoires de la mémoire.

8. « National Endowment for democracy », Wikipedia.

9. « *Les ONG américaines en butte à une hostilité croissante* », Challenges, 9 février 2012.

10. « Victoria Nuland travel to Germany, Greece, Cyprus and Ukraine », state.gov

11. Nuland finit par authentifier mais en précisant qu'il s'agissait d'une conversation privée qui n'a pu être enregistrée que par les services secrets russes.

12. Texte de l'appel : « *Ukraine crisis: transcript of leaked Nuland-Pyatt call* », bbc.com et une traduction sur voltairenet.org

des dirigeants européens, réactions, etc.) et qui a fait oublier l'essentiel. En effet, on apprend dans cet échange téléphonique que l'ambassadeur américain et l'envoyée de Washington choisissent de mettre Iatseniouk au pouvoir et décident de laisser Klitschko¹³ hors-jeu. Ils s'inquiètent un peu de savoir ce qu'ils vont faire des nazis de Svoboda (Tianybok « *et ses gars* »). Signalons que Klitchko est considéré comme étant un pion de l'Allemagne, là où il a monté ses affaires. Finalement, aucun plan de sortie de crise ne sera présenté à l'issue des réunions de Nuland avec toutes les parties, mais ces rencontres du département d'État américain avec les trois leaders auront pu avoir lieu officiellement. Nuland sera durement interpellée par le congrès sur le soutien politique et financier accordé aux manifestants pour renverser le président¹⁴. Il lui sera reproché par la commission d'enquête du sénateur Rohrabacher d'une part d'avoir dépensé pour les manifestants près de cent cinquante millions de dollars, et d'autre part, de n'avoir pas vu les nazis ultra-violents qui étaient en première ligne de la contestation. Ce sera, jusqu'à ce jour, la dernière apparition publique de Victoria Nuland qui a depuis disparu des écrans.

Curieusement, dans sa conversation téléphonique avec Nuland, Pyatt parle de Iatseniouk et de Klitchko mais, concernant Tianybok, il ajoute « et ses gars » ou « et ses hommes ». Ses hommes sont précisément ses militants du parti d'extrême droite Svoboda, les hommes de Pravyi Sektor, « ceux qui ne sont pas des mères de famille avec des fleurs » comme le dira le sénateur Rohrabacher lors de l'audition de Nuland par le congrès¹⁵. Ceux-là sont des ultra-violents que l'on voit lyncher des policiers, tirer à balles réelles et mettre le feu à des Berkout. Il est certain que sans « ses hommes », il n'y aurait jamais eu de renversement du régime, ni même de manifestations d'importance suffisante pour

13. Klitschko a été placé maire de Kiev à titre de dédommagements, et Tianybok n'est pas non plus entré dans le gouvernement mais continue à diriger Svoboda, le parti d'extrême droite dont plusieurs ministres sont au gouvernement. Le Pravyi Sektor, qui se réclame ouvertement du nazisme, appartient au groupe Svoboda.

14. « *US Nuland grilled over support for Kiev's Maidan activists* » et « *Nuland grilled on neo-Nazis in Ukraine & money US is spending* », youtube.

15. Voir note précédente

que le monde en parle. « Ses gars » ont été le bras armé du Maidan, transformant de simples manifestations en coup d'état.

Après le renversement du régime

Le 4 mars, la visite de John Kerry à Kiev donne d'abord lieu à un magnifique film de propagande dans lequel on le voit se recueillir à la mémoire des « manifestants tombés sous les balles de la police »¹⁶. On ne peut pas ne pas rappeler que ces morts, victimes des snipers du 19 et 20 février, ont précisément été provoquées par l'escalade organisée par l'intervention américaine et c'est donc celui qui vient se « recueillir » devant les caméras, le principal coupable. Et rappelons aussi, que, au moins sept mois après le massacre, aucune enquête n'a démarré, et aucun acte d'accusation n'a été émis à l'encontre des Berkout accusés (sans preuves) par la presse d'avoir tiré sur les manifestants.

Mais la visite de Kerry est aussi l'occasion de rencontrer et de soutenir le gouvernement de transition, et bien sûr de lancer encore un nouveau message d'avertissement à la Russie, depuis Kiev, le lendemain de la déclaration d'Obama jugeant la Russie « du mauvais côté de l'histoire ». John Kerry, patron de la diplomatie américaine, sur place avec le gouvernement issu du renversement du pouvoir, lance un avertissement à la Russie pour lui demander de ne pas s'ingérer dans les affaires de pays souverains... Et il promet en outre à Kiev un prêt d'un milliard par le FMI, dont une équipe arrive le jour même dans la capitale¹⁷.

Le 14 avril, la Maison Blanche reconnaît *a posteriori* que John Brennan, directeur de la CIA, s'est rendu à Kiev durant le week-end¹⁸, ce qui met d'ailleurs en colère le chef de la diplomatie russe¹⁹. Les justifications données sont une visite de routine. Or, c'est à ce moment qu'est lancée la première « opération anti-terroriste » qui s'interrompt le temps de signer l'accord de Genève (le 17 avril) pour reprendre le 22 avril.

16. « *Secretary Kerry visits the shrine of fallen heroes* », youtube.

17. « *Kerry à Kiev après des sanctions américaines contre Moscou* », nouvelobs.com, 4 mars 2014.

18. « *Le directeur de la CIA s'est rendu à Kiev* », Le Figaro, 14 avril 2014.

19. « *La Russie dénonce l'hypocrisie des occidentaux* », rtl.fr, 14 avril 2014.

Le 10 mai, c'est la révélation de la présence des mercenaires américains de Blackwater (ou Akademi) qui est faite par le journal allemand *Bild am sonntag*²⁰, après celle de la présence à Kiev d'agents du FBI et de la CIA la semaine précédente. Les mercenaires sont appelés à apporter un soutien technique aux forces de l'opération anti-terroriste qui peine à donner des résultats. La dépêche AFP est peu relayée par la presse, mais le journal *Marianne* rappelle que Bush en son temps avait externalisé le « sale travail » de la guerre en Irak en « privatisant la guerre »²¹. (Cela dit, on ignore tout du commanditaire des mercenaires sur place.) On trouve sur le site de dedefensa.org une analyse assez intéressante de ces deux révélations d'un journal à grand tirage ayant reçu ses informations des services secrets allemands²².

Le 14 mai, le fils du vice-président américain Joe Biden est nommé à la direction de Burisma, la plus grande compagnie gazière privée ukrainienne²³. Cette information pouvait faire sourire à cette date mais le 7 juillet, le magazine *Time* en donnait une autre lecture, celle d'un lobbying auprès du congrès et recrutant dans l'entourage de Kerry et Biden²⁴. Et c'est le 4 juillet que le parlement ukrainien ouvre le capital des entreprises nationales aux investisseurs étrangers. Le texte avait été refusé après un vote le 3 juillet, mais Iatseniouk le représentait le lendemain avec un sévère avertissement adressé aux parlementaires : « *Ceux qui ne votent pas cette loi jouent du côté de la Russie avec la construction du south stream* »²⁵ (le south stream est un projet de gazoduc destiné à contourner l'Ukraine et alimenter l'Europe du sud.²⁶).

20. « *Des mercenaires américains en Ukraine* », Le Figaro, 11 mai 2014.

21. « *Blackwater en Ukraine: vers un conflit privatisé ?* », Marianne, 12 mai 2014.

22. « *Les mystères de Bild* », dedefensa.org, 12 mai 2014.

23. « *Joe Biden's son is now on the board of one of Ukraine's biggest companies* », Business Insider, 13 mai 2014 ou bien « *Why shouldn't Hunter Biden join the board of a gas company in Ukraine ?* », The Guardian, 14 mai 2014.

24. « *Ukrainian employer of Joe Biden's son hires a D.C. lobbyist* », Time, 7 juillet 2014.

25. « *Ukraine makes first step to let EU, US co-manage national gas pipes* », RT, 4 juillet 2014.

26. Voir LE GAZ

Sans compter les visites à Kiev de Biden des 21 avril et 20 juin, il faut bien constater une présence américaine effective aux niveaux politique, militaire et économique. L'Ukraine n'étant pas un pays riche ni doté de ressources prometteuses, on peut donc se demander pourquoi les États-Unis mettent tant d'ardeur à s'en saisir. Il semble qu'il y ait non seulement la main mise américaine sur l'exploitation du gaz en Ukraine, mais également des concessions sur la prospection de gaz de schiste. Enfin, le 28 juillet, on apprenait par un rapport de l'institut Oakland en Californie que « *Comme Michael Cox, directeur de recherche à la banque d'investissement Piper Jaffray, l'a observé, « l'Ukraine, et de manière générale l'Europe de l'Est, sont parmi les marchés en croissance les plus prometteurs pour le géant de l'équipement en matériel agricole Deere, ainsi que pour les producteurs Monsanto et Dupont ». Dans le même rapport, on lit que le 13 décembre 2013, en pleine contestation à Kiev, « le vice-président de Monsanto, Jesus Madrazo, a dit à la conférence U.S-Ukraine à Washington D.C. que la compagnie voyait « l'importance de la création d'un environnement favorable [en Ukraine], qui encourage l'innovation et émule le développement continu de l'agriculture. (...) Nous espérons aussi que, le moment venu, la biotechnologie sera un outil disponible pour les agriculteurs ukrainiens dans le futur »*²⁷. Cela dit, même si les États-Unis, comme on s'en doute, parviendront bien à rentrer dans leurs frais en se payant sur la bête, il est quand-même difficile d'imaginer qu'ils aient organisé le renversement du pouvoir puis la saisie du pays pour de si maigres bénéfices.

On peut également s'interroger sur le fait que Nuland, lors de son voyage du 6 février destiné à préparer une sortie de crise, et après avoir rencontré longuement les leaders, n'avait en réalité proposé aucun plan alors que c'était l'objet de son voyage à Kiev. Et c'est peut-être à la suite de cette bizarrerie que les ministres européens ont tenté de jouer leur carte avec les accords du 21 février en passant outre la diplomatie américaine. Mais en connaissant les événements qui ont suivi, on

27. « *Au nom de Monsanto, des cultures OGM pour l'Ukraine, grenier de l'Europe* », mondialisation.ca, 30 août 2014

comprend parfaitement que Nuland n'avait aucun projet de règlement de crise, bien au contraire. Les accords du 21 février n'avaient donc de toute façon pas plus de chances d'aboutir que les autres. La diplomatie du monde entier ne peut rien contre une volonté de guerre américaine.

LE GAZ

Il y a au moins trois aspects à considérer dans une énergie : sa production, sa commercialisation et sa distribution. Chacun de ces trois aspects peut faire l'objet d'un conflit, les deux premiers étant par exemple vraisemblablement, au moins partiellement, l'origine ou l'objet d'une bonne partie des guerres au Moyen-Orient de ces dernières années.

Quelques éléments

Au niveau mondial, la Russie est très nettement la plus grande réserve mondiale de gaz naturel (avec environ un tiers des réserves) suivie de l'Iran, du Qatar et du Turkménistan. Mais en production, la Russie se place en deuxième position derrière les États-Unis qui sont devenus le premier producteur mondial depuis 2009. Ces deux pays ont un niveau de production comparable et se placent très loin devant les suivants. Cette augmentation spectaculaire de la production aux États-Unis, ainsi que son premier rang, a pour origine la production de gaz de schiste dans laquelle les Américains sont leaders et experts¹. Les résultats de l'exploitation de gaz de schiste s'annoncent une telle réussite qu'Obama déclare en 2012 que les États-Unis sont « *l'Arabie Saoudite du gaz* »². Il semble toutefois que, s'il est facile de projeter la production et le coût du gaz par les méthodes conventionnelles, il est en revanche plus difficile de faire des prévisions sur l'évolution de l'exploitation de gaz de schiste, notamment parce que son coût en production propre

1. « *Gaz de schiste : alerte rouge pour Gazprom* », Courrier International, 6 décembre 2012.

2. « *Obama : US Saudi Arabia of natural gas* », usnews.com, 26 janvier 2012.

pourrait dépasser le coût des importations en gaz³ et que la prospection est moins fiable que pour l'extraction de gaz conventionnelle. C'est un problème classique en énergie : le prix de vente détermine les quantités extractibles. En d'autres termes, plus le prix de vente est élevé, plus les réserves sont importantes.

Commercialisation

25 % de la consommation européenne provient de la Russie mais les situations de chaque pays sont très différentes puisque par exemple la France n'importe de gaz russe que 14 % de sa consommation alors que l'Allemagne en importe 43 % et d'autres, comme la Tchécoslovaquie ou les pays Baltes, 100 %⁴.

Il faut enfin préciser que les prix ne varient pas qu'en fonction des coûts de production et de transport, ils sont aussi et surtout discutés en fonction des acheteurs et ils peuvent donc varier du simple au double en Europe⁵. Le système est tel qu'un pays riche peut se voir demander un prix élevé en raison de ses moyens élevés, mais qu'un pays pauvre peut se voir demander un prix plus élevé, cette fois en raison du risque entraîné par ses moyens limités... Il y a beaucoup de facteurs dans les négociations du prix comme les volumes garantis, la part de la vente dans le total des achats, des contreparties, la capacité des acheteurs, la durée, les risques... On imagine facilement que ces contrats complexes sont âprement discutés et les prix sont confidentiels (sauf révélations, il s'agit d'estimations).

Remarques : L'idée a récemment été émise par le commissaire européen à l'énergie que le prix du gaz russe devrait être unique pour tous les

3. « *Gaz de schiste* », wikipedia. Exemple du Royaume-Uni « *UK shale gas no get out of jail free card* », Bloomberg, 21 février 2013.

4. « *La Russie, un fournisseur de gaz naturel incontournable* », GazInFocus.com

5. « *Gazprom : les prix du gaz, c'est à la tête du client* », Courrier International, 11 février 2013. Exemple de la Grèce : « *Gazprom ; la Grèce obtient une baisse de tarif de 15 %* », leblogfinance.com, 3 mars 2014.

acheteurs de l'Union Européenne⁶. On ne sait pas s'il faut considérer une telle proposition comme une propagande débridée ou comme une incompétence démesurée car raisonnablement, cette proposition n'a aucun sens et n'a aucune chance d'être ni appliquée ni même prise au sérieux par les décideurs. En effet, pour se mettre d'accord sur un prix unique, il faudrait que certains acceptent d'augmenter considérablement leur facture pour permettre à certains autres de diminuer la leur d'autant, sans compter que les contrats dépendent de conditions particulières pour chaque pays. Sauf bien sûr si les commissaires européens envisagent d'aligner tous les prix sur celui le plus bas, excellente idée à laquelle Gazprom réfléchirait certainement. Cette déclaration n'est donc vraisemblablement qu'une opération de communication, ce que l'on perçoit d'ailleurs à la lecture des articles relatant cette proposition⁷ puisque l'échec inévitable de ce projet serait alors imputé à Gazprom. Il n'y a évidemment eu aucune suite de discussions mais cela laisse entrevoir la silhouette intellectuelle des « commissaires » européens et le type de compétences dont ils disposent.

La relation client-fournisseur est une relation de dépendance dans les deux sens. S'il importe à chaque client d'obtenir le prix le plus bas, il importe au moins autant au fournisseur de conserver ses acheteurs, et la Russie n'est donc pas maître du jeu dans tous les cas⁸. C'est en ce sens que l'accord historique signé avec la Chine le 20 mai⁹ a une importance considérable pour rappeler que la Russie ne craint pas de perdre ses clients européens, et donc qu'aucune pression ne peut être exercée contre elle dans ce contexte.

6. « L'UE veut un Prix du gaz unique pour tous ses membres », REUTERS, 2 mai 2014.

7. Voir note précédente.

8. C'est vrai par exemple pour la France qui ne prend que 14% de sa production, mais la domination est évidente sur d'autres pays dont la Russie est le seul fournisseur.

9. Voir LES GRANDES MANŒUVRES

Distribution

Pour transporter le gaz russe vers l'Ouest, la Russie disposait jusqu'aux années 2000 de réseaux de gazoducs qui transportaient plus de la moitié de l'énergie en transitant par l'Ukraine. Pour éviter cette dépendance, objet de crises et de menaces récurrentes, Gazprom a mis en service le *North Stream* en 2011 passant sous la mer Baltique jusqu'en Allemagne. Et en 2012, l'entreprise a démarré le projet du *South Stream* avec plusieurs partenaires européens dont EDF (15 %), l'Allemand BASF (15 %) et l'Italien ENI (20 %). Ce gazoduc doit passer sous la Mer Noire et remonter jusqu'en Autriche (pour avoir une bonne compréhension de la situation, on peut lire un excellent article de 2012 dans *Les Échos*, écrit au moment du démarrage du *South Stream*¹⁰). À terme, ce gazoduc permettrait de ne plus faire transiter que 20 % du gaz vers l'Europe par l'Ukraine et d'espérer pour la Russie augmenter encore ses exportations en Europe. De même que le *North Stream* quelques années plus tôt, il s'agit de contourner l'Ukraine et d'augmenter ses capacités de vente.

*Le South Stream*¹¹

C'est un projet très important pour les pays qui y gagneraient leur sécurité énergétique, c'est-à-dire la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, l'Autriche et l'Italie dont certains sont 100 % dépendant du gaz transitant actuellement par l'Ukraine.

Ce projet, qui doit être totalement achevé en 2018, fait son entrée dans la guerre d'Ukraine le 17 avril 2014 lorsque le Parlement européen adopte une résolution déclarant que le *South Stream* ne doit pas être construit¹² et que les pays européens devraient chercher d'autres fournisseurs que la Russie¹³. Début juin, le commissaire européen à l'énergie décide que les travaux du *South Stream* sont gelés¹⁴, ce à quoi

10. « *La Russie s'offre un nouveau gazoduc géant vers l'Europe* », 7 décembre 2012.

11. Pour une information complète et technique sur l'enchaînement des événements relatifs à l'importance du *South Stream*, on peut lire : « *Is Europe ready to refuse of the South Stream piping ?* », oilnews.kz, 4 mai 2014.

12. « *Le Parlement européen contre le gazoduc South Stream* », bnr.bg, 16 avril 2014.

13. « *La Bulgarie défend le South Stream face aux eurodéputés* », romandie.com, 17 avril 2014.

14. « *Ukraine : le projet de gazoduc européen South Stream au point mort* », AFP, 1^{er} juin 2014.

la Bulgarie répond qu'elle entend bien les poursuivre. Mais cela ne se passera pas aussi simplement. En effet, voici sur cette situation un court extrait d'un article du *New York Times* du 1^{er} juillet : « *Début juin, des officiels de l'Union Européenne ont exigé que la Bulgarie arrête les travaux sur le gazoduc, disant que cela violait les lois de l'UE. Peu après, une délégation de sénateurs américains Ron Johnson, John Mac Cain et Chris Murphy ont rencontré le premier ministre Bulgare pour lui exprimer leurs inquiétudes et dire l'influence que ce projet donnerait à la Russie. Ils ont aussi critiqué l'obtention d'un contrat de gazoduc donné à une compagnie sanctionnée par les États-Unis. À la conférence de presse suivant la rencontre, le premier ministre Bulgare a annoncé que la Bulgarie bloquerait les travaux du South Stream* »¹⁵. On ne trouvera évidemment pas ce type d'article dans la presse française puisque le journaliste y indique sans détour les pressions de type mafieuses auxquelles se livrent les États-Unis sur de petits pays. L'eurodéputé Bela Kovacs dénonçait le 18 juin l'ingérence américaine à l'origine de cette décision. La Serbie devait suivre la même interdiction, et l'eurodéputé Gabor Vona dénonçait également l'influence grandissante des États-Unis sur l'Union Européenne¹⁶. On peut effectivement se demander pourquoi, soudain, l'UE demande à ses pays membres d'arrêter de participer à la construction du South Stream dont elle compte interdire l'existence. Et pourquoi les Américains débarquent soudainement en Europe dans les pays concernés pour les menacer afin que le projet soit abandonné.

Mais tous les pays concernés par le *South Stream* ne se laissent pas décourager et l'Autriche, la Hongrie et surtout l'Italie affirment continuer le projet¹⁷. Un autre excellent article dans *Les Échos* rappelle ainsi que ces « contradictions européennes »¹⁸ sont récurrentes et exhibent de réelles divergences entre les pays membres. Mais curieusement, ce sont toujours les plus riches qui finissent par l'emporter.

15. « *A conduit for Russian gas, tangled in Europe's conflicts* », *New York Times*, 30 juin 2014.

16. « *South Stream : le projet suspendu face à l'ingérence US* », RIA, 18 juin 2014.

17. « *Feu vert de l'Autriche au gozoduc South Stream* », REUTERS, 24 juin 2014.

18. « *Contradictions européennes sur le projet gazier South Stream* », *Les Échos*, 3 juillet 2012.

Le *South Stream* est donc l'objet d'une bataille entre les États-Unis et quelques pays d'Europe. Et on notera que les États-Unis sont alliés... aux instances de l'Union Européenne ! C'est un fait étonnant qu'il faut souligner de la guerre que doivent livrer *les pays d'Europe contre les États-Unis alliés aux instances de l'UE*. En effet, et c'est un point très important, ce ne sont pas les pays membres qui s'opposent formellement au gazoduc, mais les seules instances de l'organisation dont on peut se demander alors quels intérêts elles servent.

En revanche, les pays qui veulent le *South Stream* sont précisément ceux qui veulent défendre leur sécurité énergétique. Et lorsque Iatseniouk, chef du gouvernement ukrainien, présentait pour la deuxième fois son projet de loi d'ouverture à des capitaux étrangers des compagnies gazières nationales ukrainiennes, il ajoutait à l'adresse des députés qui la veille avaient voté contre : « *Ceux qui ne votent pas cette loi jouent du côté de la Russie avec la construction du South Stream* »¹⁹. Il n'y a donc pas que les États-Unis et les instances de l'UE qui empêchent la construction du *South Stream*, mais aussi l'Ukraine. Pourquoi ? Parce que le *South Stream* empêcherait l'Ukraine d'internationaliser les conséquences de son refus de paiement. Avec le *South Stream*, l'Ukraine se verrait seule privée du gaz qu'elle ne paye pas. Alors que si le *South Stream* n'est pas construit, l'Ukraine se voit doter d'un pouvoir de nuisance, non pas sur l'Europe, mais sur les relations que l'Europe entretient avec la Russie, tout en affichant une innocence. Car l'enjeu du *South Stream* est bien là. Mais alors, pourquoi les États-Unis s'opposent-ils avec tant de force au *South Stream* ? Et pourquoi les instances dirigeantes de l'UE s'y opposent-elles également, contre l'intérêt de ses pays membres ?

La « guerre du gaz »

Le transit par l'Ukraine d'une importante partie du gaz russe vers l'Europe a déjà occasionné des problèmes d'approvisionnement de 2005 à 2009²⁰, toujours relativement à des impayés.

19. « *Ukraine makes first step to let EU, US co-manage national gas pipes* », RT, 4 juillet 2014.

20. « *Conflits gaziers russo-ukrainiens* », Wikipedia.

Le 16 juin, Gazprom fermait les vannes en direction de l'Ukraine, faute d'être parvenu à un accord sur les prix et le remboursement de la dette gazière. Pour comprendre et évaluer les éventuelles responsabilités des protagonistes, il faut rappeler les données du problème : courant 2013, le prix du gaz russe vendu à l'Ukraine était aux alentours de 400 \$²¹. Au début de la crise en décembre, autant en raison des difficultés économiques rencontrées par l'Ukraine que pour l'encourager à tenir bon dans son rejet de l'UE, Gazprom a octroyé à l'Ukraine un tarif de 268 \$. Après le renversement de Ianoukovitch, Gazprom a voulu revenir au prix d'origine. Des négociations ont repris et la propagande occidentale s'est déchaînée, accusant la Russie de multiplier ses prix par deux pour se venger. Concrètement, la Russie a souhaité revenir à un tarif régulier comparable à celui d'avant le renversement du régime. Les négociations ont abouti à un dernier prix de 385 \$, donc encore inférieur à celui de 2013. Mais Kiev a refusé²². On ne peut qu'estimer qu'il est tout à fait légitime pour la Russie de refuser de subventionner un pays qui lui tourne le dos, de plus pour rejoindre une Union Européenne qui ne cesse de justifier le bien-fondé du choix ukrainien pour l'UE en déclarant qu'elle fournira à l'Ukraine l'aide dont elle a besoin. En d'autres termes, l'Union Européenne ne peut pas faire basculer l'Ukraine de son côté en clamant qu'elle s'occupe de tout, et demander à la Russie de payer la facture. Ce refus étrange et injustifié du prix proposé le 14 juin, tarif encore très préférentiel, fera dire à Lavrov qu'il y avait là de toute évidence l'intervention d'un pays tiers.

En résumé, d'un côté les États-Unis empêchent la construction du South Stream, rendant certain un problème d'approvisionnement de l'Europe si les Russes ne livrent plus de gaz à l'Ukraine, et d'un autre côté, l'Ukraine (vraisemblablement conseillée par un « pays tiers ») refuse de payer le gaz à un prix régulier, sachant que ce refus débouchera sur un blocage de livraison du gaz russe à l'Ukraine. Les Américains organisent donc, avec l'aide des instances de l'UE, un problème d'approvisionnement d'énergie en Europe par le rejet systématique

21. « *Gazprom : les Prix du gaz, c'est à la tête du client* », Courrier International, 11 février 2013.

22. « *Et maintenant, la guerre du gaz* », Courrier International, 16 juin 2014.

des deux éléments qui devaient l'empêcher. Pourquoi les États-Unis organisent-ils cette pénurie européenne annoncée, de plus avec l'aide des instances de l'Union Européenne ?

Le 25 mars, Obama proposait à Bruxelles de lui vendre son gaz de schiste « pour casser l'emprise russe »²³. Il déclarait : « *L'Europe doit trouver comment diversifier ses approvisionnements. Les États-Unis, eux, ont la chance d'être richement dotés. Accélérer le mouvement serait bon pour l'UE et bon pour l'Amérique. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais c'est maintenant qu'il faut agir, dans l'urgence.* »

Et le 18 juillet, on apprenait dans le magazine *Challenges* qu'EDF passait un contrat d'achat de gaz de schiste avec le groupe américain Cheniere²⁴. Curieusement, cette information ne figurait ni dans *Le Monde*, ni dans *Le Figaro*.

23. « *Obama prêt à livrer du gaz à l'UE* », Le Figaro, 26 mars 2014.

24. « *EDF signe un accord pour importer du gaz de schiste américain* », Challenges, 18 juillet 2014.

L'OTAN

Appelée « l'instrument de l'hégémonie américaine » par le général de Gaulle, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord¹ est créée en 1949 à l'initiative des États-Unis (traité de Washington) afin d'assurer une défense collective de ses pays membres. Le principe de défense collective signifie que si un pays A de l'alliance est attaqué par un pays B, alors un pays C de l'alliance peut à son tour attaquer le pays B sans avertissement et en se prévalant du droit de légitime défense. Les États-Unis, le Canada et plusieurs pays européens dont la France et le Royaume-Uni veulent alors faire face à une éventuelle volonté expansionniste de l'URSS. Il s'agit de contourner l'ONU par une alliance indépendante, autorisée à réagir collectivement en cas d'agression subie par l'un de ses membres sans passer par le Conseil de Sécurité de l'ONU auquel siège l'URSS qui dispose d'un droit de veto. En réponse à cette alliance, l'URSS formera avec les pays d'Europe de l'est le Pacte de Varsovie en 1955.

Lors de la disparition de l'URSS en 1991, le Pacte de Varsovie sera dissous, mais l'OTAN subsistera. C'est là une anomalie tout à fait remarquable de cette organisation dont l'objet et la raison d'être ont disparu depuis plus de vingt ans, mais que vraisemblablement son administration pléthorique (15 000 salariés) et ses proportions gigantesques, plus que sa nécessité, ont conduit à perdurer, sans compter que l'OTAN est le bras armé des États-Unis. L'alliance compte aujourd'hui 28 pays membres, dont d'anciens membres du Pacte de Varsovie. Ainsi, dans les années 2000, la république tchèque,

1. Site de l'OTAN: nato.int

la Hongrie, la Pologne et les pays Baltes adhèrent à l'organisation, et plus récemment l'Albanie et la Croatie. Hors de la défense collective, l'objectif déclaré de l'organisation est de promouvoir les valeurs démocratiques et la coopération militaire de ses membres.

Son budget annuel est d'environ deux milliards d'euros dont un milliard en frais de fonctionnement, le reste concernant les opérations ponctuelles et les investissements. L'OTAN n'est pas une armée, mais une organisation comprenant un état-major susceptible de coordonner les participations des armées de ses membres. La participation de la France, quatrième contributeur, est d'environ 250 millions d'euros². Concernant ses dépenses, il faut signaler que la construction de son nouveau siège de Bruxelles, hors de toutes proportions, qui s'achèvera fin 2014, aura coûté un milliard d'euros³.

Enfin, l'OTAN impose à ses pays membres de consacrer un minimum de 2 % de leur PIB en dépenses militaires, mais dans les faits, seuls 6 des 28 membres y parviennent⁴. Les États-Unis sont en tête avec 4,5 % de leur PIB, générant ainsi des dépenses avoisinant près de la moitié du total des dépenses militaires mondiales à eux seuls, très loin devant la Chine.

L'existence même de l'OTAN interdit toute défense européenne puisque vingt-six des vingt-huit membres sont européens (seuls les États-Unis et le Canada ne le sont pas). Il est évidemment hors de question de créer une nouvelle structure européenne qui viendrait s'ajouter à l'Alliance. C'est un point très important car le maintien de l'OTAN implique une renonciation à la souveraineté européenne de sa défense qui se trouve de fait placée sous la tutelle des États-Unis, ceux-ci étant, par les liens avec l'Organisation et leur contribution⁵, les vrais patrons de l'organisation.

2. « Les enjeux de l'évolution de l'OTAN », senat.fr

3. « Le nouveau siège de l'OTAN pourrait coûter jusqu'à un milliard d'euros », Le Soir, 28 janvier 2014.

4. « L'OTAN réclame davantage d'efforts de défense à l'Europe », REUTERS, 18 septembre 2013.

5. « OTAN: les Européens dépendant plus que jamais des Etats-Unis », telos-eu.com, 24 novembre 2010.

L'OTAN est un acteur important de la guerre ukrainienne car ce qui se profile est l'adhésion du pays à l'organisation. Or, depuis longtemps, les Russes ont désigné ce cas comme un *casus belli*, du fait des nouvelles bases qui y seraient installées avec des missiles pointés sur Moscou à quelques kilomètres de la frontière. Pour se convaincre du caractère inacceptable de ce projet, il suffit d'imaginer que la Russie installe au Mexique, sur la frontière avec les États-Unis, des missiles pointés sur Washington. Il faut rappeler qu'après la chute du mur de Berlin, Gorbatchev avait retiré ses troupes des pays satellites sous la condition de leur non-adhésion à l'OTAN⁶. Cette promesse fut faite publiquement par James Baker le 9 février 1990, et répétée le lendemain par le ministre allemand des affaires étrangères : « *Nous sommes conscients que l'appartenance d'une Allemagne unie à l'OTAN soulève des questions complexes. Mais une chose est sûre pour nous : l'OTAN ne s'étendra pas à l'Est* ». De fait, cet engagement sera renié et piétiné par l'Occident, intégrant à l'OTAN la Pologne, la Hongrie, les états Baltes, et d'autres. En 2008, sous la présidence du proeuropéen Ioutchenko, l'Ukraine pose sa candidature à une entrée dans l'OTAN, candidature soutenue par les États-Unis. Mais l'opposition parlementaire ukrainienne (majoritaire) est si virulente contre ce projet qu'elle bloque toutes les sessions de janvier à mars 2008. Finalement, la candidature examinée au sommet de l'OTAN d'avril 2008 ne sera pas acceptée par la totalité de ses membres, ce qui est nécessaire. En 2010, Ianoukovitch sera élu en incluant dans son programme la promesse de non-adhésion de l'Ukraine à l'organisation. En revanche, l'Ukraine est un « partenaire » de l'Organisation, ce qui laisse son territoire et ses infrastructures ouverts aux forces de l'OTAN.

Mais ce n'est pas la seule raison du rôle actif de l'OTAN qui après avoir consacré ses activités sur l'Afghanistan, se cherche un ennemi : c'est son existence qui est en jeu. En effet, l'OTAN n'a plus d'ennemi depuis 1991 et sans ennemi, l'OTAN verrait ses budgets se restreindre et tomber en désuétude par inactivité. On observe effectivement que depuis plusieurs années, les budgets de défense sont en recul.

6. « *Les Russes bernés par l'OTAN* », Courrier International, 20 mars 2014.

L'Organisation trouve alors dans la guerre ukrainienne une chance inespérée de survivance et de renouveau en réinventant un ennemi, martelant chaque jour que la Russie intervient directement en Ukraine, et affirmant en détenir des preuves qu'elle ne montrera jamais. Nécessité fait loi et la propagande à laquelle va se livrer l'Organisation se révèle agressive, cherchant à justifier une supposée nécessité de son existence en hurlant au danger. On constate également que l'Organisation se fait le relais de la parole américaine, doublant sa voix dans les médias. En l'espace de quelques mois, son secrétaire général, Rasmussen, dont personne n'avait jamais entendu parler auparavant, se fera très présent sur la scène médiatique, faisant fréquemment des conférences de presse, répondant à une multitude d'interviews et apparaissant presque chaque jour dans les médias. Pour bien comprendre ses positions dont quelques-unes sont détaillées ci-dessous, il ne faut pas perdre de vue que la guerre est le métier de l'Organisation. Comme on va le voir, ses interventions visent d'une part à exacerber le conflit avec la Russie, voire à faire des appels à la guerre et pour le moins à convaincre les populations de l'existence d'un ennemi dangereux, et d'autre part à augmenter sa présence, ses bases et surtout ses budgets, c'est-à-dire les budgets défense de ses membres. L'OTAN mène ouvertement une course à l'armement, ouvertement mais sans l'énoncer. Voici donc quelques exemples significatifs de communications participant à cette campagne, communications apparaissant de façon très visible dans les grands quotidiens français qu'ils relaient sans réserves et avec un enthousiasme guerrier.

* * * * *

Le 26 mars, Obama est à Bruxelles⁷, non seulement pour proposer aux Européens d'acheter le gaz américain à la place du gaz russe (sur les demandes conjointes de Barroso et Van Rompuy), mais aussi pour exiger des membres de l'OTAN qu'ils augmentent leurs dépenses militaires. *« L'une après l'autre, les administrations américaines*

7. « Obama prêt à livrer du gaz à l'UE pour casser l'emprise russe », Le Figaro, 26 mars 2014.

dénoncent la chute des crédits de défense dans une Europe trop pressée d'encaisser les dividendes de la paix » écrit *Le Figaro* qui juge le président américain « préoccupé par l'avenir de l'OTAN ». Et Obama ajoute : « chacun doit payer son écot à une défense crédible et dissuasive ».

*

Le 3 avril, selon le général américain Breedlove, chef d'état-major de l'OTAN, les plans russes envisagent plusieurs mouvements⁸ : dans le sud de l'Ukraine, jusqu'à Odessa et peut-être même jusqu'à la Transdnestrie, pour relier la Crimée à la Russie ; dans le nord, pour couper l'Ukraine orientale industrielle du reste du pays. Et il justifie ainsi le besoin d'envoi de nouvelles troupes en Pologne qui demande à l'OTAN un contingent supplémentaire de 10 000 hommes.

On peut se poser la question de savoir si le chef des forces en Europe parle sérieusement lorsqu'il annonce que les plans de la Russie seraient d'aller jusqu'à Odessa, ensuite de couper l'Ukraine en deux du nord au sud pour séparer l'Est du pays, et enfin d'aller en Transnitrie, c'est-à-dire de traverser le pays d'Est en Ouest jusqu'à traverser la frontière occidentale de l'Ukraine et envahir un autre pays. Quand bien même de tels propos sont insensés et peuvent difficilement être pris au sérieux par un esprit sain et raisonnable, ils sont reproduits et participent à la campagne.

*

Le 8 avril à Paris⁹, à l'issue d'un sommet réunissant les hauts responsables civils et militaires des membres de l'OTAN, Rasmussen déclare : « *Nous devons préparer un plan d'action pour renforcer la réactivité de nos forces, nous devons réinvestir dans notre défense,*

8. « *La Russie menace, l'OTAN réagit* », *Courrier International*, 3 avril 2014.

9. « *Le secrétaire général de l'OTAN appelle les Européens à réinvestir dans leur défense* », *Le Monde*, 9 avril 2014.

et nous devons renforcer le lien transatlantique ». Pour installer de nouvelles bases face à la Russie, il explique : « *nous ne pouvons pas réagir rapidement si nous ne sommes pas au bon endroit. Nous devons revoir où nous plaçons nos forces* ». Le sommet de septembre sera consacré à « *réaffirmer l'engagement américain dans la sécurité européenne et, en échange, celui des Européens à partager de façon équilibrée les coûts et les responsabilités dans l'Alliance* ». À propos des budgets militaires, il réaffirme le besoin « *d'inverser la tendance* » de la baisse et rappelle que les membres doivent y consacrer au moins 2 % de leur PIB.

*

Le 10 avril, l'OTAN publie des clichés satellites¹⁰ montrant des troupes russes massées à la frontière. L'OTAN déclare que ces photos ont été prises entre le 22 mars et le 4 avril. Moscou examine les clichés puis affirme qu'ils ont été pris en août 2013.

Il y aura de nombreux échanges de ce type entre Washington ou l'OTAN et Moscou, généralement très courts, faits d'une accusation américaine et d'une réponse russe. Rien ne permet de pencher pour l'une ou l'autre des versions, sauf peut-être parfois la forme ou l'origine de l'accusation. Par exemple, la publication fin juillet sur son compte Twitter par l'ambassadeur américain en Ukraine de clichés supposés attester des tirs d'artillerie sur le territoire ukrainien lancés à partir de la Russie. Ces clichés sont immédiatement démentis par l'état-major russe qui prouve les trucages photos et de plus, précise que les conditions météo des jours annoncés ne correspondent pas aux clichés. Il n'y a pas de réponse américaine mais les clichés ont eu le temps de circuler dans les médias du monde entier et de créer une rumeur, voire une certitude. Il est certain que si ces clichés avaient été véridiques, alors ils auraient été présentés en grande pompe par le département d'état américain au cours d'une conférence de presse spectaculaire. Le seul fait qu'ils apparaissent sur le compte Twitter d'un personnage de second plan

10. « *Ukraine: Poutine exige que l'Europe mette la main à la poche* », Le Monde, 10 avril 2014.

montrait qu'ils ne pouvaient pas être vrais. C'est un procédé classique de propagande. En effet, les clichés circulent, personne ne s'intéresse au démenti, et le fait qu'ils soient trafiqués n'atteint pas la crédibilité du plus haut niveau de l'administration américaine qui ne s'est pas impliquée directement dans leur publication.

*

C'est la date du 16 avril, veille de la rencontre diplomatique de Genève destinée à chercher une solution pacifique au conflit, que l'OTAN choisit pour annoncer le renforcement de sa présence militaire en Europe orientale. Rassmussen et Breedlove annoncent dans une conférence commune leurs décisions. Voici le compte-rendu des mesures annoncées fait par *Le Monde*¹¹ : « La « police des airs » au-dessus des Etats baltes sera renforcée et des navires seront déployés en mer Baltique et en Méditerranée orientale. Des exercices et des entraînements seront par ailleurs organisés à plus grande échelle. Une douzaine d'avions de combat et de chasseurs bombardiers assurent déjà une surveillance renforcée des territoires baltes et polonais. Des avions-radars Awacs survolent les frontières de la Pologne et de la Roumanie. Plusieurs pays, dont la France, se sont dits prêts à renforcer la présence aérienne de l'OTAN dans la région. Un destroyer américain, l'*USS-Donald-Cook*, croise, par ailleurs, en mer Noire. Il a été approché, samedi 12 avril, par un chasseur Soukhoï russe. Une action décrite comme « provocatrice » par la Pentagone ».

On notera au passage le dernier point : un navire de guerre américain est envoyé à quelques milles des côtes russes. Il est alors approché par un avion russe, ce qui paraît pour le moins normal mais le journaliste ne relève qu'une chose : l'attitude russe jugée provocatrice par les Américains. Le journal annonce ensuite que la totalité des mesures n'est pas annoncée pour ne pas « offrir à Moscou une raison de saborder la rencontre » diplomatique de Genève du lendemain. Examinons cette précision qui en dit long sur l'agressivité dangereuse

11. « A la veille des pourparlers de Genève, l'OTAN précise son plan de défense », *Le Monde*, 17 avril 2014.

de l'OTAN. En prenant un peu de recul et en faisant abstraction de la propagande occidentale, on peut se représenter la situation. La voici : il y a une guerre entre deux parties en Ukraine. L'occident revendique de soutenir officiellement l'une d'entre elles et les Russes sont soupçonnés de soutenir l'autre. En représailles de ce soupçon, l'OTAN masse ses forces militaires près de la frontière russe, hommes, aviation, flotte, comme pour se préparer à attaquer, mais précise ne pas tout dévoiler pour ne pas offrir un prétexte aux Russes de se fâcher. C'est bien un traitement extrêmement agressif de l'OTAN et des États-Unis à l'égard de la Russie, traitement qui fait davantage apparaître une volonté de guerre que de paix.

*

Le 31 mai¹², des membres du congrès américain demandent à la France de ne pas vendre les navires de guerre Mistral à la Russie, et proposent que l'OTAN les rachète. Cette proposition est insensée au moins à deux titres. Le premier est qu'un navire préparé pour de l'armement russe ne peut être transféré aux forces de l'OTAN sans des travaux équivalents à une quasi-reconstruction. Le deuxième est que l'on peut imaginer l'importance des pénalités à payer par la France qui devrait justifier face aux organismes de justice du droit commercial international d'avoir construit un bâtiment sur commande des Russes pour finalement le livrer à un autre client. Enfin, c'en serait fini de la crédibilité de la parole de la France, même sur engagement contractuel, si elle décidait de livrer un armement aux ennemis des commanditaires pour lesquels elle l'a construit... Sans compter qu'une telle option ne reposerait que sur des soupçons sans preuves d'un hypothétique soutien aux rebelles, on constate que cette proposition démente (qui n'a aucune chance d'être appliquée ni même discutée) montre bien la volonté américaine de mettre l'OTAN au premier rang des acteurs, de la mettre face à la Russie pour tenter de provoquer un conflit, et ce quel qu'en soit le contexte.

*

12. « Des élus appellent la France à vendre les Mistral à l'OTAN plutôt qu'à la Russie », Le Monde, 31 mai 2014.

Le 3 juin, les ministres de la défense des membres de l'OTAN sont réunis à Bruxelles. Au menu : le renforcement des patrouilles aériennes et maritimes en Europe orientale et la multiplication des exercices et entraînements dans la région, la consolidation d'un corps multinational basé en Pologne et la question de la baisse des dépenses militaires des pays membres. Rassmussen déclare à propos de la baisse européenne des dépenses d'armement qu'elle est « *insoutenable* ». Le même jour, Obama évoque avec sévérité les budgets défense devant les militaires polonais : « *On voit une baisse continue, cela doit changer* »¹³.

*

Le 4 juin, Obama est encore en Pologne et après avoir déclaré sous les hourras de la foule que « *Les Ukrainiens d'aujourd'hui sont les héritiers de Solidarnosc* », il assure les Polonais qu'ils ne seront « *jamais seuls à faire face* », et il évoque l'OTAN comme « *la plus puissante alliance du monde, la plus forte armée du monde, les avions de l'OTAN dans le ciel de la Baltique, ses navires patrouillant sur la Mer Noire et la présence américaine sur le sol polonais* ». Il finira sur un vibrant « *Dieu bénisse la Pologne et notre indestructible alliance* »¹⁴.

Cette intervention est un hymne à la gloire de l'OTAN en même temps que l'expression d'une fascination pour la guerre. On peut lire cette fascination dans la description presque poétique de la puissance de l'armée ainsi que dans l'appel à Dieu et à *l'alliance* comme s'il évoquait une sainte croisade qu'il bénissait avant de partir en mission. De fait, c'est quasiment une ode à la guerre.

*

La veille du sommet de l'OTAN du 22 juillet, Obama et le président polonais publient un communiqué attestant de « *l'importance*

13. « *Barack Obama en visite en Europe pour rassurer les pays voisins de l'Ukraine* », Le Monde, 4 juin 2014.

14. « *Barack Obama en Pologne : les Ukrainiens d'aujourd'hui sont les héritiers de Solidarnosc* », Le Monde, 4 juin 2014.

d'augmenter les dépenses de défense des pays européens membres de l'OTAN » et soulignent la « *nécessité d'une solidarité transatlantique* »¹⁵.

*

Le 24 juillet, Breedlove présente le plan qu'il soumettra au sommet de l'OTAN en septembre comprenant la création de nouvelles bases et de nouveaux envois de troupes en Pologne afin de constituer une force prête à réagir immédiatement à l'éventuelle agression russe de la Pologne¹⁶. Encore une fois, il s'agit de propagande proche de l'hystérie qui accuse la Russie de vouloir envahir la Pologne, alors que strictement rien ne permet de le supposer, sauf des accusations gratuites. On peut même dire qu'il est très peu probable que les accusateurs croient eux-mêmes en cette hypothèse insensée. On est bien dans l'hystérie, et même proche de la folie hurlant au risque de guerre pour effrayer les populations. L'objectif est toujours le même et apparaît ici clairement : l'OTAN désigne un ennemi en affolant les opinions pour justifier son existence, et pour augmenter ses propres budgets.

*

Le 28 juillet, les États-Unis accusent la Russie de violer le traité de désarmement signé en 1987 entre l'URSS et les États-Unis¹⁷. L'accusation fait beaucoup de bruit mais en réalité, le communiqué fait état de « *la possibilité d'une violation* » liée à des *soupons*, toujours sans preuves. Fait intéressant, le même jour Obama confirme qu'il va lancer de nouvelles sanctions contre la Russie. Il apparaît que ces accusations n'ont encore une fois aucun fondement et ne sont destinées qu'à la communication pour encadrer et justifier l'annonce de nouvelles attaques économiques américaines contre la Russie. Cela se vérifie par l'absence de réactions à la réponse russe, réponse que Moscou est

15. « *Obama veut augmenter les dépenses de l'OTAN* », lapresse.ca, 21 juillet 2014.

16. « *Russia fears prompt NATO to look East for HQ* », The Times, 24 juillet 2014.

17. « *Pour les États-Unis, la Russie a bien violé le traité de contrôle des armées nucléaires de 1987* », Le Monde, 29 juillet 2014.

obligée de donner face à ces graves accusations. Mais le lendemain, Rasmussen, patron de l'OTAN, reprend publiquement les accusations américaines et demande à la Russie de respecter le traité. Moscou se contente cette fois de signaler avec ironie que Rasmussen se mêle de ce qui ne le concerne pas : « *Nous espérons que le secrétaire général de l'OTAN n'est pas en train de nier que ce traité a été signé entre les USA et l'URSS, mais pas avec son organisation*¹⁸. »

*

Dans une interview à la presse le 3 août¹⁹, Rasmussen parle de « *l'agression russe en Ukraine* » impliquant de « *renforcer des exercices militaires et préparer de nouveaux plans de défense (...)* ». Il déclare : « *je pense que l'ambition du président Poutine est d'établir une sphère d'influence dans le voisinage. Je vais encourager les pays de l'OTAN à augmenter leurs investissements de défense.* » Et, inversant les rôles, il ajoute « *La Russie considère l'OTAN comme un adversaire* ». Enfin, il affirme à propos du crash du Boeing de la Malaysia Airlines abattu le 17 juillet en Ukraine : « *C'est un crime de guerre et nous avons de nombreuses informations que les séparatistes, appuyés par les Russes, sont coupables* ».

Cette interview est une anthologie de la propagande américaine dans laquelle on trouve les accusations sans preuves répétées avec insistance, la supposée urgence d'augmenter les dépenses d'armements, les procès d'intentions sans éléments, l'affirmation de la désignation de l'ennemi en se faisant passer pour la victime et enfin, concernant le MH17, la rhétorique classique du « *croyez-nous sur parole, nous avons des preuves* ». Rappelons que, plus de deux mois après le drame, ni l'OTAN ni les USA n'ont rendu public aucun des éléments dont ils disposent : ni le contenu des boîtes noires, ni les photos satellites, ni les enregistrements de la tour de contrôle de Dniepropetrovsk qui a détourné l'avion de sa route initiale. En ce sens, ce texte est un exemple

18. « *Russia rebuffs NATO over nuclear missile treaty* », RT, 31 juillet 2014.

19. « *Ukraine-OTAN: de nouveaux plans de défense après l'agression russe ?* », Le Point, 3 août 2014.

type de propagande américaine : nier et accuser sans aucun élément de preuve, le faire sans retenue, dans la durée, dans la répétition, et quelque soit le contexte.

*

Le 6 août, *Le Monde* déplore la lenteur et la retenue de l'OTAN en estimant que « *l'OTAN ne peut se contenter d'un bouclier anti-missile face à la menace russe* », regrettant la diminution des budgets de défense des pays membres européens, se félicitant de l'accélération du programme polonais visant à accroître ses capacités de défense contre des missiles russes et enfin s'effrayant de la Russie qui « *semble* » développer des systèmes destinés à frapper le cœur de l'Europe²⁰. Là encore, le journal développe une hystérie va t'en guerre, supposant que la Russie qui *semble* organiser des possibilités de frappes au cœur de l'Europe...

*

Le 7 août, Rasmussen est à Kiev pour rencontrer Porochenko²¹. Lors de sa conférence de presse, il dénonce « *l'agression de Moscou* » et déclare : « *La Russie a massé d'importantes forces à la frontière ukrainienne pour protéger les séparatistes et pour utiliser tout prétexte pour intervenir davantage (...) J'appelle la Russie à se retirer du bord du gouffre, à se retirer de la frontière. N'utilisez pas le maintien de la paix comme prétexte pour faire la guerre (...) La liberté et l'avenir de l'Ukraine sont attaqués (...) Le soutien de la Russie aux séparatistes continue. Il a gagné en intensité et en sophistication* ». Il faut également noter qu'il déclare être venu à Kiev pour y apporter son « *soutien politique* » à Porochenko, ce qui est tout à fait contestable pour une alliance militaire qui n'est pas censée faire part de ses opinions politiques. Il ajoute : « *En réaction à l'agression russe, l'OTAN travaille*

20. « *Face à la menace russe, l'OTAN ne peut pas se contenter du bouclier anti-missile* », *Le Monde*, 6 août 2014.

21. « *L'OTAN prête à renforcer son assistance à l'Ukraine face à l'agression russe* », *Le Monde*, 7 août 2014.

de manière encore plus étroite avec l'Ukraine pour réformer ses forces armées et ses institutions de défense. (...) Nous conseillons l'Ukraine en termes de planification militaire et de réforme de la défense et nous sommes prêts à renforcer cette coopération. »

Il faut rappeler une fois de plus qu'il n'existe aucune preuve d'un soutien de Moscou aux rebelles, et que la stratégie américaine et de l'OTAN consiste à marteler chaque jour les mêmes accusations d'agression, voire d'invasion russe pour en convaincre les observateurs. L'OTAN ne recule devant aucune manipulation, comme celle visant à se faire passer pour une organisation raisonnable qui conseillerait à la Russie d'adopter des positions sages et pacifiques. En réalité, l'organisation adopte au contraire des positions extrêmement agressives et même guerrières en amenant des forces de l'étranger pour les placer à la frontière de la Russie, tout en interdisant à la Russie de le faire sur son propre territoire. On remarque que l'OTAN aide l'armée ukrainienne et déclare envisager de renforcer cette coopération.

*

Le 23 août²², à propos du convoi humanitaire russe entré sur le territoire ukrainien, Rasmussen qualifie cette action de « *violation flagrante des engagements internationaux de la Russie* » et dénonce « *une escalade importante de l'implication russe dans l'est de l'Ukraine depuis la mi-août, y compris l'utilisation de forces russes* ».

Sur cet incident, rappelons que le convoi humanitaire russe était finalement entré sans autorisation après avoir été bloqué une semaine à la frontière pour des vérifications ou dédouanements que les Ukrainiens n'ont jamais voulu effectuer. Quelques heures après, le convoi ressortait d'Ukraine après avoir livré 1 800 tonnes d'aide humanitaire. Ces propos sont cyniques et malfaisants précisément parce qu'ils ont été tenus après la sortie des camions humanitaires ayant délivré de l'aide aux populations civiles, et repartis sans incidents.

*

22. « *Ukraine: l'invasion humanitaire de Moscou* », Le Monde, 23 août 2014.

Le 25 août on lit dans *Le Monde*²³ que « *L'OTAN ne s'embarrasse plus de circonlocutions et affirme ouvertement que la Russie transfère de l'artillerie en Ukraine, avec les unités chargées de s'en servir. Son secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, constate 'une escalade majeure depuis la mi-août* ». Toujours aucun fait, aucun élément, aucune justification, seulement la répétition d'affirmations reprenant les classiques de l'escalade et les accusations de participation russe dans la guerre civile ukrainienne. Il ne s'agit plus de soupçons mais d'accusations directes de plus en plus radicales formulées sur un ton de plus en plus agressif, affirmatif et accusateur. On note en revanche le ton un peu lassé du journaliste chargé de reprendre ces accusations pour la énième fois.

*

Le 26 août, dans une interview au Figaro, Rasmussen continue d'insister sur des accusations reposant maintenant mystérieusement « *sur ses propres informations* », sur le besoin d'augmentation des dépenses militaires, sur la désignation de la Russie comme l'ennemi qu'il faut se préparer à attaquer, et sur son projet de développer encore et encore des bases face à la Russie. « *Nous constatons une montée en puissance des effectifs militaires russes à la frontière. Nous voyons des tirs d'artillerie à travers la frontière. Sur la base de nos propres informations et de renseignements fiables, il est clair que la Russie s'implique activement dans la déstabilisation de l'Ukraine. (...) Il faut un plan et des préparatifs qui permettent de réagir sans délai. Je ne vous dis pas en combien d'heures, mais ce pourrait être l'ordre de grandeur. Cela veut dire concrètement le repositionnement d'équipements et de matériels, la création d'infrastructures d'accueil, l'ouverture de bases et l'établissement de quartiers généraux.* »

Très clairement, il « prépare » le sommet du 3 septembre en martelant encore et encore qu'il existe un ennemi commun, que cet ennemi est dangereux, qu'il envahit ses voisins ou qu'il leur tire dessus, et en annonçant qu'il est indispensable pour faire face à cet ennemi de

23. « *Ukraine: le coût de la guerre* », *Le Monde*, 25 août 2014.

préparer de nouvelles bases, de nouvelles infrastructures pour créer une force de réaction rapide. À travers les mots, on sent que l'homme qui parle est excité à l'odeur du sang et qu'il ne reculerait devant aucun mensonge pour parvenir à assouvir sa soif de violence et de guerre.

*

Le 29 août, Rasmussen déclare cette fois qu'il envisage l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. C'est une remarque intéressante car elle ne peut avoir d'autre objectif que d'ajouter de la tension. La préparation d'une adhésion est un processus long qui peut prendre quelques années et, s'il s'agit d'un vrai projet, à quoi bon le signaler maintenant, sachant que cette adhésion peut être considérée par la Russie comme un *casus belli* ? Cette intervention de Rasmussen s'inscrit dans le processus commencé depuis la mi-août, depuis que l'occident a compris que Kiev allait perdre face aux rebelles. Ce processus de l'OTAN tente une escalade en vue de déclencher un conflit plus important. Kiev va bientôt perdre sa guerre civile et l'occident ne peut pas intervenir directement, la seule chance de guerre pour l'OTAN est donc l'escalade, la provocation, l'incident.

*

Les décisions du 5 septembre, lors de la clôture du sommet de l'OTAN à Newport, portent principalement sur la question de savoir ce que l'Organisation doit mettre en place pour se battre contre la Russie, ce qu'elle affiche comme son objectif principal. Les nouvelles mesures sont des bases avancées dans les pays Baltes et une force de réaction rapide. Le sommet termine également sur la promesse des adhérents de dépenser au moins 2 % de leur PIB en armement²⁴. Enfin, alors que le plan de Minsk semble donner un espoir à la paix, Porochenko signe au sommet de Newport un accord avec cinq pays membres de l'OTAN pour recevoir des livraisons d'armes²⁵.

* * * * *

24. « *OTAN: les grandes décisions du sommet de Newport* », Le Monde, 5 septembre 2014.

25. Les pays cinq pays fournisseurs d'armes à l'Ukraine au lendemain du cessez-le-feu et des pourparlers de paix : Etats-Unis, France, Italie, Pologne, Norvège. « *Cinq pays de l'OTAN vont fournir des armes à l'Ukraine* », Les Echos, 7 septembre 2014.

À la lecture des communications de l'OTAN, on constate que l'Organisation se réjouit de s'être trouvée une nouvelle activité et un nouvel ennemi à sa sortie d'Afghanistan. Il est souvent fait allusion à un risque de retour à la guerre froide, mais avec l'OTAN, on voit que ce n'est pas un risque, c'est une réalité que l'organisation semble planifier.

Un chasseur qui approche de trop près un navire, des patrouilles en permanence aux frontières de la Russie en mer, sur terre ou dans les airs, des bases militaires sur le qui-vive prêtes et parfois désireuses de passer à l'attaque, de la désinformation répétée à outrance sur d'éventuelles « invasions » ou « agressions », l'OTAN se tient le doigt sur la gâchette et n'attend qu'une occasion d'ouvrir le feu. C'est à ce risque inconsidéré d'incident et de guerre que nous conduit l'OTAN sous la direction des États-Unis. On peut même craindre de leurs dirigeants, dont il faut dire très sérieusement que la santé mentale est suspecte si l'on en juge à leurs déclarations, une volonté de provoquer et créer des incidents débouchant sur un conflit.

L'existence même de l'OTAN lui impose de trouver un adversaire, lui impose de faire la guerre. C'est précisément ce qu'aura fait l'OTAN durant ces dix mois de crise, réussissant ainsi à faire inscrire à ses adhérents un engagement sur une hausse substantielle de leurs budgets militaires. L'OTAN aura alimenté la crise en multipliant les accusations sans fondement dans une sorte d'hystérie amplifiée à son tour par la grande presse française.

LES GENS

Le monde se divise en deux sous-ensembles disjoints : celui de la représentation et celui du réel.

Le premier est photographié, filmé, interrogé, écouté pour être montré au deuxième ; le métier du premier n'est pas seulement de parler et de décider pour le deuxième, il est aussi de fournir au monde réel une représentation de sa réalité. Le réel ne sait alors même plus quelle est sa propre vérité, égaré par la représentation trompeuse qui lui est donnée de lui-même. Ainsi, le soldat qui se bat n'est même plus tout à fait certain d'être en train de se battre si l'image qui lui est donnée de lui-même ne ressemble pas à sa réalité. Le monde de la représentation ne fait que perdre la vérité. Chaque fois que l'on verra une photo ou une vidéo de cette guerre, on ressentira cet étrange malaise de ne pas savoir assurément auquel de ces deux mondes appartiennent les sujets photographiés.

Mais parfois, la réponse est immédiate, comme lorsque l'on voit la photo d'un dirigeant qui a mis son habit militaire et qui s'est entouré de quelques gardes du corps hautement armés. Le décor, les personnages alentour, un canon ou un avion en arrière-plan, les costumes, tout porte à faire croire au spectateur que la scène se passe dans un climat de grand danger imminent. Sur ce genre de cliché, les personnages sont toujours debout, pour montrer qu'ils sont bien en mouvement ou sur le point de l'être comme s'ils devaient se tenir prêts à courir pour aller se mettre à l'abri. On n'échappera pas à ces photographies officielles que relaiera à plaisir la grande presse : d'abord le président par intérim Tourtchinov en habit militaire, puis, à partir de l'élection du 25 mai, ce sera autour du président Porochenko, lui aussi revêtu de ce qui apparaît comme un déguisement, que l'on verra soutenir son armée en venant sur le front,

ou plutôt en venant sur un front illusoire qui serait situé à l'arrière. Même le lieu est un faux, censé donner une représentation du vrai. Le cadre militaire revêt une importance particulière pour les chefs d'état parce qu'il s'agit de leur plus haute prérogative, de leur plus haute marche, celle sur laquelle personne ne peut prétendre les rejoindre. C'est là leur plus grande puissance : le droit à la guerre, c'est-à-dire le droit de vie et de mort sur les *gens*.

Au même moment, et dans une autre guerre menée par les États-Unis, mais celle-là directement, on verra Obama porter un blouson militaire ouvert sur une chemise kaki serrer virilement les mains de soldats américains, mâchant un chewing-gum, leur tapant dans le dos et leur parlant comme s'ils étaient des amis, tout en affectant de montrer un air grave. Tout est là pour représenter le réel aux yeux du réel, et tout est faux. Obama ne parle pas sérieusement, il n'est pas en danger, ils ne sont pas des amis, ce n'est pas son blouson car celui-ci a été fourni par un costumier et il ne mâche peut-être même pas de chewing-gum. Qu'importe, le monde du réel a été nourri par une représentation.

François Hollande, alors laminé par les sondages, abandonné par son camp, rejeté par 87% de la population française, ridiculisé par son ex-concubine qui étale au grand jour leur vie privée passée, François Hollande, Président de la République Française, objet de toutes les moqueries, fera une déclaration inquiétante au sommet de l'OTAN du 5 septembre, exhibant sa fonction pour tenter d'échapper aux questions des journalistes. Interrogé sur les révélations de son ex-compagne concernant son mépris pour les *gens*, il demandera à ce qu'on ne l'importune pas sur ce thème, arguant que doit être respectée la fonction qu'il occupe. Il ajoutera alors avec importance : « *je suis aujourd'hui là où se décide la guerre* ». Cette réplique fera effectivement taire les questions indiscrettes car le Président, juché sur la plus haute marche de son pouvoir, rappelle qu'il appartient à ceux qui ont droit de guerre, droit de vie et de mort sur les *gens*. Serait-il prêt à précipiter les siens dans la guerre pour tenter de s'acheter un peu de sa tranquillité personnelle ? Voilà à quoi mènent la représentation et la négation du réel.

La presse occidentale suivra pas à pas la propagande de Kiev. La guerre que mène le gouvernement contre le Donbass est appelée « opération anti-terroriste », et ne seront donc publiées que des photos de combattants masqués armés de fusils mitrailleurs prêts à tirer sur un ennemi qui n'apparaît pas. En voyant ces photos, bien souvent le spectateur peut même se demander à quel camp appartiennent ces soldats qui semblent tous porter le même uniforme. Il pourrait s'agir de mises en scène, rien ne permet de le déceler. Ces photographies, si nombreuses dans la presse, ne sont pas exemptes d'une fascination morbide car la présence des masques laisse supposer l'accomplissement d'une grande violence qui nécessite à ses auteurs de se cacher, de rester anonymes.

Mais c'est justement parce qu'ils sont désignés comme des terroristes que ces photos de combattants masqués collent parfaitement avec l'image de combattants anonymes supposés sanguinaires et ultra-violents. Il faudra quasiment attendre la fin de la guerre, début septembre, pour voir la publication de photos des visages des rebelles qui combattent en réalité sans masques, comme en attestent les innombrables témoignages que l'on trouve pourtant sur internet depuis le début du conflit en mars.

Ce sont les vidéos où l'on voit les visages des rebelles, où on les entend parler, qui donnent un éclair de vérité à la situation, car il s'agit d'hommes et de femmes qui ne sont pour la plupart visiblement pas des soldats mais de simples citoyens qui se défendent. Leur façon de parler, de se tenir devant la caméra, d'exprimer leurs craintes, leurs sentiments ou même de faire de petites blagues, ne trompent pas : ils font soudain plonger le spectateur dans le réel, loin de toute représentation. Enfin, on a affaire à des *gens* que les médias feront disparaître derrière des masques comme s'ils tentaient de faire disparaître la réalité du monde.

Dès les premières semaines de la contestation de Maidan, dès décembre 2013, la photographie du futur premier ministre Iatseniouk apparaît régulièrement dans tous nos journaux. Il est un leader de la contestation, il donne des interviews, il pose, il fait des déclarations qui sont relayées sans que soit mise en doute la légitimité de sa position

de leader contestataire. Mais alors, comment expliquer que pas une fois pendant la guerre on n'aura vu dans nos médias le visage d'un chef rebelle ? Il faudra attendre la fin de la guerre pour en voir, très rarement et dans peu de journaux. Il y a une réticence des journaux à sortir ces photos, peut-être même une répugnance, et ils ne le font que lorsqu'ils y sont contraints, parce que la guerre a déjà commencé depuis trop longtemps et parce que l'on parle de ces chefs rebelles depuis six mois. Pourtant, aucun de ces chefs n'est jamais masqué, jamais anonyme. Bien au contraire, ils posent et s'exposent sans rien cacher et leurs noms, voire leur vie passée, n'est pas un secret. Désignés chaque fois comme « séparatistes pro-russes », ils sont supposés être « à la solde » de Moscou. Les journalistes préfèrent largement les photographies de combattants rebelles masqués aux portraits des chefs qui, eux, affichent un regard froid, parfois distant, toujours déterminé. Ils sont une poignée, ce sont eux qui décident de ce qui se passe sur le terrain. Parlant de l'un d'entre eux, les médias citeront toujours sa fonction en ajoutant immédiatement avec défiance qu'il ne s'agit que d'une autoproclamation, mettant le tout entre guillemets, et insistant ainsi sur leur rejet de l'existence même de la rébellion. N'y a-t-il pas là un abîme entre le traitement réservé par la presse aux contestataires de Ianoukovitch, et celui réservé aux contestataires de Iatseniouk ? Par exemple encore, lorsque ces mêmes journaux parlent d'un chef du FLNC corse, ajoutent-ils que ce chef est autoproclamé ? Ajoutent-ils des guillemets à son organisation ? Il apparaît que les médias appartiennent au monde de la représentation et ne se privent pas pour imposer au monde réel une représentation falsifiée. En effet, les chefs rebelles sont des *gens* qui ont un nom et une fonction dans la rébellion, ils ont un visage et des convictions. Ce sont, eux aussi, des *gens* qui appartiennent au monde réel dont le monde de la représentation ne veut pas rendre compte.

L'armée régulière de Kiev apparaîtra sous deux visages : celui d'avant le cessez-le-feu du 20 juin, et celui d'après la reprise des combats du 1^{er} juillet. Dans la première partie du conflit, cette armée est pauvre et mal nourrie, mal équipée et peu motivée au point de reculer parfois devant de simples civils en colère. Puis à partir de juillet, les soldats

semblent avoir de nouveaux uniformes, les blindés ont été repeints et leur progression sur le terrain ne laisse pas de doute. Ces deux visages apparaissent clairement sur toutes les vidéos qui circulent sur internet, mais les médias ne montreront que son deuxième visage, celui victorieux du début juillet. On trouve sur ce thème un reportage photo tout à fait instructif dans *Le Monde* du 6 juillet¹ intitulé : « *La reprise de Sloviansk par l'armée ukrainienne* ». En voici le contexte : face à la multiplication des attaques de l'armée, les rebelles ne peuvent supporter différents fronts et décident de se replier sur Donetsk. L'armée régulière peut donc entrer dans la ville de Sloviansk abandonnée dans la nuit. Accompagnant les soldats de l'armée, un photographe du journal va alors suivre la « reprise » de la ville. Le reportage est intéressant car chaque photo semble être une mise en scène de soldats se battant contre un ennemi imaginaire. En effet, lorsque l'armée donne l'attaque, les rebelles ont déjà quitté les lieux et l'ont même fait savoir. Le photographe témoigne pourtant de chaque scène comme si elle était réelle, tout en insistant sur la reprise victorieuse de la ville. Il y a une quinzaine de photos. On assiste à l'encerclement d'un bâtiment vide, précédemment occupé par les rebelles, sous la direction d'un officier expliquant la manœuvre à de jeunes recrues, puis à l'explosion d'un étage de ce bâtiment décidé par l'officier. On voit ensuite un soldat au garde à vous devant le même bâtiment avec la légende : « *Un soldat ukrainien informe son commandant que le bâtiment a été vérifié et qu'aucun terroriste n'y a été trouvé* ». On pénètre alors dans le bâtiment où l'on voit des soldats arracher des affichettes des rebelles, un bureau très en désordre qu'occupaient un « *responsable prorusse* » et des caves que les terroristes pro russes avaient transformés en cellules. Le reportage compte aussi la photo d'un mort, un soldat ukrainien tué la veille par les rebelles lors de leur sortie de la ville. Cette photo est bien la seule dans laquelle apparaît le vrai visage de la guerre, à travers le corps d'un soldat étendu le long d'un char calciné sur une petite route de campagne au soleil. Mise à part cette image, on voit dans tout le reportage des soldats en exercice dans de beaux uniformes et semblant très intéressés

1. « *Photos: la reprise de Sloviansk par l'armée ukrainienne* », *Le Monde*, 6 juillet 2014.

par leur manœuvre. Ce qui est remarquable dans ce reportage, c'est moins l'habituelle propagande du journal *Le Monde* en faveur de Porochenko et des néo-nazis, que sa propagande destinée à faire croire qu'il existe une guerre propre, saine, facile et victorieuse d'une armée heureuse de se battre face à des terroristes qui tuent un pauvre soldat isolé sur une route de campagne. C'est encore un mensonge du monde de la représentation : toute guerre est sale, jamais victorieuse, et si des soldats propres semblent s'intéresser à la manœuvre, c'est parce qu'il n'y a pas d'ennemi.

Jamais on n'aura vu dans nos médias les interviews désarmantes de ces jeunes recrues des milices néo-nazies telles que la Garde Nationale, les bataillons de Kolomoisky ou le Pravyi Sektor. On découvre des jeunes *gens* oisifs venus de l'Ouest, pauvres, déshérités, pour la plupart sans éducation, des *gens* perdus, oubliés. On les voit se passer de main en main un unique pistolet que chacun à son tour tiendra devant lui pour poser pour une photo qu'il pourra envoyer à sa famille et à ses amis. La réalité de la guerre, c'est aussi celle de ces *gens* à qui l'on donnera un « travail » en échange d'un peu de haine et de quelques photos héroïques, à qui l'on demandera d'aller tuer d'autres *gens*, en leur expliquant que tous les malheurs et la misère des *gens* de l'Ouest sont causés par les Russes de l'Est. Dans cette misérable guerre, on ne distingue parfois même plus les bourreaux des victimes, tous ont le même visage, ceux de *gens* qui n'avaient aucune raison de s'entre-tuer. Les soldats ne sont pas des soldats, et ceux qu'ils vont tuer ne sont pas des rebelles, il n'y a dans cette guerre que des *gens* qui tuent d'autres *gens*.

Jamais on ne verra non plus dans nos médias les photographies d'habitants en pleurs à côté des cadavres de leurs fils, de leurs mères, de leurs frères ou de leur petit-fils adoré, tous ceux-là morts pour rien, morts dans la rue mitraillés lors du passage d'un véhicule bourré de soldats de la Garde Nationale, morts dans leur jardin bombardés par un avion de l'armée, dans leur cuisine, dans leur village, dans leur petite maison tranquille. Combien aura-t-il fallu de vies déchirées, de familles détruites, de malheur et de haine pour que l'Union Européenne se félicite de son succès « politique » ? Une vieille femme pleure et

devant la caméra souhaite en hurlant à Porochenko d'être maudit pour avoir tué sa fille pour rien. Pour rien. Cette guerre n'aura eu lieu pour rien. Il y a des dizaines de petits films qui auront circulé, de petits films faits avec de simples téléphones pour témoigner de cette vérité-là, de la vérité des *gens*, loin de la représentation, pour nous montrer l'horreur de la vérité, et que les *gens* postent sur internet comme on jette une bouteille à la mer.

Il est difficile de comprendre pourquoi les grands médias n'ont jamais utilisé l'océan de témoignages visuels qui inonde internet. Il est pourtant indéniable qu'il s'agit de films authentiques, mais peut-être refusent-ils de les utiliser précisément pour cette raison : parce qu'il s'agit de témoignages authentiques. Sans doute ne souhaitent-ils pas que des *témoignages authentiques* viennent perturber, voire remplacer des informations que c'est leur métier de fabriquer. Non pas que les médias fabriquent des faux en information, mais ils doivent livrer un produit fabriqué par leurs soins, du début jusqu'à la fin, et c'est cela qui en fait sa valeur marchande. Seraient-ils encore du monde de la représentation s'ils ne faisaient que relayer les témoignages authentiques ?

À la décharge de nos médias, on peut toutefois reconnaître que, connus des rebelles, ils ne sont pas acceptés de leur côté, et quand bien même, un journaliste du *Monde*, du *Figaro* ou de *Libération* serait soudain désireux de connaître et de montrer la vérité du côté de la population et des rebelles, il ne le pourrait sans doute pas car leur origine, leur agence, leur employeur déterminent l'accueil et la confiance qui leur sont réservés. Il est difficile d'accorder sa confiance à quelqu'un qui a déjà trop menti. Ainsi, les photos de l'armée ukrainienne se trouvent dans les médias occidentaux, et celle de la population et des rebelles dans les médias russes.

Il faut aussi avoir vu des photos ou des films atroces pour comprendre ce que signifie un obus qui tombe sur une maison, pour savoir à quoi ressemble un tir de mortier sur un village. Des jambes arrachées, des *gens* défigurés, des *gens* qui vivaient bien tranquillement, ou qui passaient à ce moment dans la rue. Il faut le dire : les forces de

Kiev se sont livrées à d'intenses attaques sur la population civile, bombardements ou expéditions punitives. Dans les forces régulières, on trouvait l'armée, peu motivée à tirer sur la population, mais aussi des volontaires de la Garde Nationale et des bataillons payés par les gouverneurs, comme Aidar, Donbass ou Azov. Dans ces unités-là, il y avait des *gens* dévorés par la haine du Russe comme à d'autres époques d'autres soldats étaient dévorés par la haine du juif. Cette haine a été le moteur des atrocités commises, comme l'objectif de tuer des civils. Là aussi, pour le comprendre, il faut avoir vu ces vidéos où l'on voit de simples *gens* mitraillés au volant de leur voiture, des passants sur lesquels des soldats tirent, sans raison, ou encore une ambulance qui après avoir chargé un blessé, doit partir à toute vitesse parce qu'un soldat arrive en la mitraillant.

Combien de films où l'on peut voir les *gens* repousser l'arrivée de l'armée de Kiev, où les *gens* empêchent les chars de passer, ou encore parlent aux soldats et les convainquent de repartir ? Pourquoi aucun d'entre eux n'entrera dans la catégorie de l'information ? Sans doute parce que l'information des médias consiste à montrer le monde de la représentation, et ne nourrit aucun intérêt pour le monde réel, celui des *gens*.

Note : il est impossible de référencer les innombrables vidéos auxquelles il est fait ici référence, notamment parce que certaines sont parfois retirées puis repostées avec un autre lien. Cela dit, on peut quasiment toutes les retrouver de lien en lien en faisant des recherches sur youtube en commençant par exemple avec les mots suivants : Lugansk, Luhansk, Kramatorsk, Mariupol, Aidar, Azov, Donbass, Ukraine war, Odessa 2 may, Donetsk, National guard, ukrainian army ...

Il faut absolument voir la liste de films sous-titrés par Vincent Parlier (recherche youtube), dans laquelle on trouve des émissions de télévision ukrainienne.

Il faut aussi regarder la remarquable série « Russian Roulette » réalisée par la formidable agence canadienne Vice News, et observer l'évolution du reporter au fur et à mesure des témoignages.

LES SANCTIONS

Les mots

Si l'on admet que la communication est un élément important dans le cadre d'une guerre (comme dans le cadre de n'importe quelle action aujourd'hui engageant un grand nombre d'individus), on doit s'intéresser au choix des mots concernant la série de mesures prises à l'encontre de la Russie par les États-Unis. Ce n'est pas une question de détail et examiner les mots choisis est ce par quoi il faut commencer. Un mot donne à voir, il associe des notions et des impressions, il sous-entend des situations et, pour désigner la même chose, l'usage d'un mot ou d'un autre peut changer non seulement la perception de la réalité, mais la réalité elle-même.

On observe en l'espèce que d'un point de vue purement lexical, le terme de *représailles* devrait être utilisé à la place de celui de *sanctions*. En effet, voici les définitions données par le Larousse, ainsi que des synonymes de ces deux termes¹ :

Sanction : 1) Mesure répressive infligée par une autorité pour l'inexécution d'un ordre, l'inobservation d'un règlement, d'une loi. 2) Conséquence juridique du non-respect d'une règle de droit.

Synonymes : peine, mesure répressive prise selon la loi, amende, blâme, condamnation, jugement.

Représailles : 1) Mesures de violence qu'un État prend à l'égard d'un autre État pour répondre à un acte hostile de ce dernier. 2) Action de rendre le mal qu'on a subi.

Synonymes : mesures de rétorsion, riposte, vengeance, répression.

1. Les synonymes communs aux termes ne sont pas reproduits, ainsi que les définitions du mot sanction dans les sens « récompense » ou « validation ».

La différence entre ces deux termes est précisément que les *sanctions* se pratiquent dans le cadre du Droit. Or, dans le cas des mesures prises par les États-Unis contre la Russie, il faudrait disposer d'une autorité apte à établir formellement les responsabilités de chacun dans le cadre d'un débat contradictoire, et ce n'est pas le cas. Il faudrait pour le moins une accusation et une défense qui s'expriment dans un cadre formel et une autorité pour trancher en conclusions sur les responsabilités, et ce n'est pas le cas. De plus, on ne saurait concevoir de Droit sans le principe de séparation des pouvoirs, principe fondamental dans l'établissement de toute démocratie. Cela signifie qu'il devrait y avoir indépendance entre la création de la loi, le jugement visant à établir contradictoirement la responsabilité d'une violation de cette loi, et l'application de la sanction conséquente à cette violation. Il n'y a rien de tout cela dans le phénomène appelé *sanctions* en rapport avec la guerre en Ukraine, et on peut donc affirmer que ce phénomène est hors de tout cadre de droit. Ainsi, on peut juger objectivement que l'usage du terme *sanctions* est injustifié, et en toute rigueur lexicale, on devrait utiliser *représailles*, terme qui, lui, correspond précisément à la situation d'un État prenant des mesures de rétorsion à l'encontre d'un autre État sans avoir à en justifier les circonstances. Encore une fois, le choix de l'un ou l'autre de ces deux termes n'est pas un point de détail car il peut influencer sur la réalité elle-même.

Lorsque les États-Unis disent *décider d'appliquer des sanctions*, ils se désignent aux yeux du monde comme autorité législative, judiciaire et exécutive. Supposons que l'on puisse passer sur la question législative en supposant un consensus sur l'intangibilité des frontières actuelles et l'intégrité des États (c'est déjà un tour de force car ces deux points ne sont pas acquis et il existe de nombreux contentieux, soit d'indépendance soit de frontières, comme Chine/Japon, Russie/Japon ...). Supposons encore que l'on puisse également passer sur la contradiction interne au droit international entre le principe d'intégrité des États et le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (c'est encore un tour de force car l'on pourrait alors se demander quel est l'objet du droit international s'il n'est pas d'abord de défendre la sécurité et le droit des gens). Il reste malgré tout la question fondamentale de l'établissement de la responsabilité. Où est, qui est, l'autorité judiciaire qui peut établir les

responsabilités de chaque acteur dans ce conflit aux termes d'enquêtes et de débats contradictoires ? Lorsque les États-Unis disent « *décider d'appliquer des sanctions* », ils se désignent eux-mêmes comme cette autorité qui établit les responsabilités, mais sans débat, et pire, même sans seulement soulever la question de la responsabilité. Et lorsque l'on répète le mot *sanction* dans ce contexte, on acquiesce à cette usurpation d'autorité jusqu'à la faire exister de *notoriété*. Les États-Unis ne pourraient évidemment pas adopter la même démarche en utilisant le terme de *représailles* qui ne serait alors considéré que pour ce qu'elles sont dans la réalité, c'est-à-dire des *ripostes* d'un état à un autre.

En utilisant le terme de sanctions, en en décidant seuls et en l'annonçant comme un verdict sans *attendus* et sans *motifs*, les États-Unis font percevoir la fantomatique existence d'un droit et d'une justice dont ils seraient les seuls détenteurs et les seuls juges, sans avoir à en rendre compte ou à le justifier auprès de quiconque, ni des représentants des États, ni des populations. Mais cette communication n'a de force que parce qu'elle est relayée dans ses termes et sans regard critique.

Au fur et à mesure des innombrables répétitions des *sanctions*, la raison du public est vaincue et la culpabilité du *sanctionné* ne laisse pas plus de doute que la légitimité du *sanctionneur*. À force d'entendre que les États-Unis *sanctionnent* la Russie, on finit par être convaincu que d'une part les États-Unis disposent de l'autorité pour sanctionner, et d'autre part que la Russie est coupable. À force de répétitions du mot, il y a une assimilation de fait à l'autorité. En fait, la réponse la plus appropriée à la première menace de sanctions américaines aurait été « *De quel droit ?* ».

Si on fait une recherche sur le site du journal *Le Monde* sur un an, on trouve plus de 1900 fois le mot *sanctions*. À part le sujet qui nous occupe, tous les articles utilisant le terme *sanctions* concernent des décisions de justice, des décisions des instances dirigeantes du football, des décisions du conseil de l'ordre des médecins, des enquêtes de la brigade de répression des fraudes, etc., toutes font référence à une autorité légale régissant un ensemble de règles ou de lois et intervenant

au terme d'une procédure juridique formelle et encadrée. Et sur notre seul sujet, les mots sanctions et Russie ont été cités... plus de 700 fois depuis fin février. S'il n'est question dans cet exemple que d'un seul journal, on peut imaginer le nombre de fois qu'aura été lu, vu ou entendu que les États-Unis *décidaient de sanctions* contre la Russie sans que ce droit soit une seule fois questionné. On a bien affaire à un véritable matraquage de propagande de la Maison-Blanche que personne ne nous oblige à relayer tel qu'il nous parvient. Certes, les fameuses sanctions ont pour but d'affaiblir l'économie russe, mais on ne peut pas ignorer qu'elles sont l'objet d'une incroyable communication. C'est bien dans le sens même du mot employé qu'on peut alors en trouver la raison : défendre la domination américaine. En répétant chaque jour leurs sanctions sans jamais être contredit par aucune puissance, les États-Unis défendent leur position de maître du monde. Ce n'est d'ailleurs pas le cas en Allemagne où les médias sont beaucoup plus critiques vis-à-vis de Washington et même en Angleterre où les journaux font un vrai travail d'enquêtes et d'analyses. Émettons au passage l'hypothèse que l'existence d'une presse anglaise si puissante et en si bonne santé s'explique par la diversité du travail et de la réflexion qu'elle fournit, contrairement à la presse française qui ne peut pas vivre sans subventions.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que le 6 mars, date des premières mesures, le journal *Le Monde* rapportait ces propos d'Obama : « (...) *ce qui nous a conduits à prendre des mesures de représailles (...)* »². C'était deux semaines après le renversement du pouvoir ukrainien, et cette seule déclaration pourrait montrer que Obama est maladroit, ou plutôt que les Américains naviguent à vue... Mais le ton allait vite changer et le mot de *représailles* devait disparaître jusqu'au 18 juillet, toujours dans ce même journal, où on pouvait lire la phrase suivante à propos d'une hypothétique « guerre hybride » que livrerait la Russie : « *La guerre hybride se mène à l'aide de soldats sans uniforme – les « petits hommes verts » de Crimée – de mercenaires, d'opérations de*

2. « *Ukraine : L'Europe et les Etats-Unis sanctionnent Moscou* », *Le Monde*, 6 mars 2014.

*propagande à grande échelle, d'intimidation politique, de représailles économiques. L'arme des sanctions, utilisée par les États-Unis et l'UE, est une riposte possible, elle ne doit pas être la seule*³. » Ainsi, d'après le journaliste, la Russie appliquerait des *représailles économiques* mais les États-Unis et l'UE appliqueraient des *sanctions*⁴. On perçoit bien ici que le choix des termes en dit long sur le parti pris adopté et la perception que l'on veut donner d'une chose. La phrase ci-dessus est non pas de l'information, mais de la pure propagande. Et le même jour, le porte-parole du ministère des affaires étrangères russe qualifiait les sanctions de *harcèlement*⁵.

Le sens

Il serait fastidieux de reprendre le calendrier de toutes les mesures prises contre la Russie dont les premières datent du 6 mars, et les dernières (à ce jour) du 12 septembre. Les premières ont été prises par les États-Unis, puis elles ont été suivies par l'Union Européenne jusqu'aux dernières décidées par l'Union seule, sans que cela lui soit suggéré par les Américains. Chaque fois, les positions ont été très différentes parmi les pays membres de l'Union, avec toutes les variantes, du refus obstiné au suivisme enthousiaste.

Précisons que lorsque l'on entend parler d'un consensus de l'UE, il porte le plus souvent sur des mesures de faible portée comme l'interdiction de visas ou le gel des avoirs bancaires d'une liste de personnes supposées être responsables à un degré ou un autre des désordres en Ukraine. Il est évident que punir une personne désignée aléatoirement comme portant une part de responsabilité dans un tel conflit ne relève même plus de représailles, mais de la pure vengeance, voire de la simple volonté de nuire. Ces procédures ne concernent plus

3. « *Le drame du MH17 internationalise le conflit entre Russes et Ukrainiens* », Le Monde, 18 juillet 2014.

4. On remarque que ce que le journaliste imagine se trouver du côté russe est précisément la réalité du côté américain : les mercenaires (LA PRESENCE AMERICAINE), la propagande à grande échelle (LES GRANDES CAUSES), l'intimidation politique (LE GAZ) et les représailles économiques (LES SANCTIONS).

5. « *Russia slams latest US sanctions as 'bullying'* », Fox News, 17 juillet 2014

le droit des états, mais le droit des personnes et se font contrairement à tout principe minimal de droit puisqu'une liste de noms est arrêtée sans aucune justification et sans aucun débat public et contradictoire. Ces listes ne sont d'ailleurs pas toujours intégralement connues. C'est très exactement le même principe que la lettre de cachet du roi de France qui donnait des ordres arbitraires, aléatoires et sans appel et qui faisait office de loi. La seule différence est que ce n'est pas ici le roi qui rédige la lettre mais une réunion de fonctionnaires européens qui n'ont aucun compte à rendre et ne relèvent d'aucune juridiction.

Les autres mesures sont économiques et ont pour but d'affaiblir la Russie. Il y a eu une montée en puissance de leur portée puisque l'on est passé du 6 mars à une restriction de la coopération en matière de sécurité, pour aller jusqu'à des mesures visant le cœur de l'économie russe à travers Rosneft, le géant russe du pétrole et Gazprombank le 16 juillet. Les dernières mesures, extrêmement puissantes, interdisent aux compagnies russes de se financer sur les marchés américains. Ces mesures sont décidées par les États-Unis seuls, et l'Union Européenne, pour sa part, a gelé les programmes de banques d'investissement en Russie. Il y a aussi de nombreux pays d'Europe opposés aux mesures contre la Russie comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie, la République Tchèque et l'Autriche (plusieurs de ces pays veulent le South Stream auquel les États-Unis et l'UE s'opposent). Hors Europe, les plus importants sont la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (BRICS). On ne peut donc pas parler de « communauté internationale » décidée à appliquer des mesures contre la Russie, sauf à considérer les instances de l'Union Européenne (sans ses pays membres) et la Maison-Blanche comme les représentants d'une communauté internationale.

Il est bien sûr indispensable de regarder les motifs invoqués pour l'application de ces mesures. Hormis le cas de la Crimée qui constituait le motif des premières mesures, toutes les suivantes se sont appuyées sur « *les tentatives de la Russie de déstabiliser l'Ukraine* » (*On est un peu dans le cas d'un homme qui, toutes les semaines, casserait la boîte à lettres de son voisin sans qu'il y ait eu d'incidents, mais*

qui le justifierait en disant chaque fois : « C'est pour le punir de son comportement désagréable »). Or, et c'est bien le problème de l'application d'une pénalité, rien n'a été formellement établi en termes de responsabilité. Plus encore, n'importe quel observateur des différentes étapes diplomatiques du conflit aura compris que seules la France, l'Allemagne et la Russie ont tenté depuis le 20 février de mettre sur pied des démarches pour aboutir à la paix, pendant que Kiev et les États-Unis ont toujours voulu y rester sourds et n'ont montré aucun signe de désir de paix, bien au contraire. Il faut faire preuve d'un minimum de raison : sans un cessez-le-feu suivi d'un dialogue avec les rebelles, le conflit n'a pas d'autre issue que les batailles. Alors pourquoi Kiev et Washington ne se placent-ils alors pas dans cette démarche ? On peut penser qu'ils préfèrent une victoire plutôt qu'une négociation, mais d'une part, tout montre que l'écrasement des rebelles en quelques semaines est impossible, et d'autre part, quand bien même serait-il possible, comment pourrait-on alors revendiquer un massacre en lieu et place d'une rencontre et d'une sortie politique sur un nouvel aménagement administratif du territoire ?

En observant le déroulement continu de ces mesures tombant semaine après semaine sans aucune prise en compte de la réalité du conflit, on peut alors légitimement se demander si celui-ci n'aurait pas été créé de toutes pièces dans le seul but de trouver un prétexte à l'affaiblissement économique de la Russie. En effet, les dernières mesures s'attaquent aux plus grandes entreprises du pays, affichant ainsi la volonté de briser l'économie russe sous un prétexte quelconque. Le *New York Times* cite la réaction de Poutine à l'annonce des mesures du 16 juillet (signalons d'ailleurs qu'il est malheureusement impossible de se référer aux journaux français car ils ne rapportent pas les paroles de Poutine) :

« M. Poutine a déclaré que les États-Unis devraient participer aux efforts russes pour parvenir à un accord de paix. « Nous devons le faire conjointement bien sûr, pour encourager toutes les parties à un cessez-le-feu et à des négociations. Malheureusement, nous ne voyons pas cela chez nos partenaires, particulièrement nos partenaires américains qui, me semble-t-il, poussent au contraire le gouvernement ukrainien

à continuer cette guerre fratricide et ces opérations punitives. Cette politique n'a pas d'issue »⁶.

Même s'il s'agit des paroles de Poutine et qu'on peut les rejeter en bloc sous ce seul prétexte, il faut se référer aux faits : il n'y a effectivement pas eu d'appel des Américains à rencontrer les rebelles, à chercher à préserver la paix et à s'asseoir avec eux autour d'une table. Bien au contraire, les États-Unis ont montré que des signes d'incitation à ne pas résoudre pacifiquement le conflit.

La France sera bien mal inspirée et surtout bien mal informée puisqu'elle annoncera, en plus des représailles européennes contre la Russie, ses propres attaques quelques heures avant l'annonce de la signature des accords de paix de Minsk. François Hollande déclare ainsi que « les conditions ne sont pas réunies » pour la livraison des Mistral, sans pouvoir toutefois préciser de quelles conditions il s'agit. Pathétique, le chef d'état français corrigera le lendemain en ajoutant que ces conditions sont de savoir si les accords signés la veille sont respectés par la Russie.

L'Union Européenne annoncera de nouvelles sanctions contre la Russie à la signature du plan de paix de Minsk, et en ajoutera dans l'urgence une nouvelle série la semaine suivante sans cette fois seulement prendre la peine de les justifier ou de les expliquer.

Enfin, même l'OTAN adoptera elle aussi des mesures de représailles en réponse à la paix qui vient d'être signée entre Porochenko et les rebelles, représailles qui prendront la forme de livraisons d'armes à l'Ukraine autorisée par cinq de ses membres, livraisons également dans l'urgence. L'Organisation affiche ainsi dans l'indifférence générale des commentateurs, son espoir de continuation de la guerre.

6. « *Putin criticizes US over new sanctions* », New York Times, 17 juillet 2014

L'INCROYABLE HISTOIRE

Il circule beaucoup d'analyses techniques sur l'affaire du MH17 et il n'est évidemment pas question ici d'en faire une de plus et d'en tirer des conclusions. Le problème est bien là : s'il faut entrer dans le détail des faits et se faire une opinion dans ce sens, il s'agit d'expertise, et à moins d'être un spécialiste des questions aéronautiques et militaires, on ne peut ni conclure ni juger de l'intérêt des analyses du sujet, d'autant qu'on ne peut pas disposer de toutes les informations nécessaires constituées d'une foule de détails techniques. Les enquêtes sont longues, compliquées et menées par des équipes de nombreux spécialistes, et les résultats de celles-ci, si jamais il y en a, ce qui n'est pas acquis, ne seront pas connus avant l'été 2015. Il serait donc illusoire et présomptueux de prendre la question sous cet angle. Mais on peut essayer de réfléchir avec une autre approche, celle de la logique et de la cohérence. On ne parviendra évidemment pas à des résultats irréfutables, mais ils seront au moins raisonnés, motivés, probables et vraisemblables. Et peut-être même forgeront-ils une conviction. Toutefois, le raisonnement suivant ne tient qu'en admettant certaines hypothèses qui seront signalées au fur et à mesure.

* * * * *

Le 17 juillet, l'avion de ligne MH17 de la compagnie Malaysian Airlines s'écrase en Ukraine dans la région de Donetsk sur un territoire contrôlé par les rebelles, faisant 298 morts.

Très vite, on comprend que cet avion n'a pas eu un accident, mais qu'il a été abattu par un engin militaire. Le rapport d'enquête du 9 septembre confirmera que l'avion s'est disloqué en vol, ce qui explique que l'on a retrouvé des débris ainsi que quelques corps de passagers dans un

rayon de dix kilomètres autour du point d'impact situé sur la commune de Hrabove. L'avion s'est disloqué à cause d'une multitude de « petits projectiles à haute énergie venus de l'extérieur », ce qui signifie soit qu'il a été mitraillé, soit qu'il a reçu les projectiles lancés par l'explosion d'un missile à proximité. Bien que l'idée d'un mitraillage du Boeing par un chasseur ait parfois été évoquée, elle est impossible pour des raisons techniques dues à la vitesse respective des deux avions, à leur altitude et à leurs trajectoires. L'avion a donc bien été abattu par un missile, c'est la première hypothèse à admettre.

Dès les heures suivant le crash, les soupçons se portent naturellement sur l'armée ukrainienne et sur les rebelles. Dans toute la suite, on éliminera les hypothèses d'un acte russe, américain ou Otanien. C'est encore une hypothèse à admettre.

Il y a alors plusieurs possibilités, et l'on va admettre que la vérité est l'une d'entre elles. Les coupables : rebelle(r) ou armée(a). L'arme : missile sol-air(s) ou air-air(i). La nature de l'acte : volontaire(v) ou par erreur(e), l'erreur n'étant évidemment pas de déclencher un tir de missile involontairement, mais d'atteindre une autre cible que celle visée. Les combinaisons de ces trois alternatives donnent huit possibilités r-s-v, r-s-e, r-i-v, r-i-e, a-s-v, a-s-e, a-i-v, a-i-e. Mais les rebelles ne possèdent pas d'aviation et ne peuvent donc pas tirer de missile air-air, il ne reste alors que six possibilités : r-s-v, r-s-e, a-s-v, a-s-e, a-i-v, a-i-e.

Si c'est effectivement un missile air-air, il ne peut avoir été tiré que par l'armée. Mais dans ce cas, il ne peut s'agir que d'un acte volontaire. En effet, si un avion militaire a abattu l'avion de ligne, ce ne peut pas être une erreur car un pilote d'avion de chasse ne peut pas confondre visuellement ou sur radar un avion de 300 tonnes avec un avion de 10 tonnes. Il doit être à moins de dix kilomètres pour tirer et à moins de cinq kilomètres pour atteindre sa cible à coup sûr et il ne peut donc pas y avoir de confusion sur la cible. Il reste donc cinq possibilités : r-s-v, r-s-e, a-s-v, a-s-e, a-i-v.

Si l'armée a tiré un missile du sol, la question est de savoir pourquoi l'armée dispose de missiles antiaériens puisque les rebelles n'ont pas d'aviation. Précisons d'abord que l'armée a effectivement déployé des rampes de missiles antiaériens dans la région, ce qui prouve seulement qu'il n'est pas impossible que l'armée ait tiré. Mais cela ne répond pas à la question : pourquoi ont-ils mis ces armes en batterie ? Parce qu'ils craignent des incursions des forces russes sur leur territoire et leur espace aérien. L'armée a-t-elle pu abattre le MH17 par erreur, en tirant du sol ? La question est alors : y avait-il un autre avion à proximité du MH17 ? Les autorités russes ont signalé qu'il y avait un avion militaire ukrainien à proximité du MH17 au moment du drame. Cela prouve seulement qu'il est possible qu'il y ait eu un avion militaire ukrainien à proximité. Mais ni les forces de Kiev ni les Américains n'ont déclaré qu'il y avait un autre avion à proximité du MH17. Cela prouve cette fois qu'il n'y avait pas d'avion russe. Car s'il y avait eu un avion russe, il est impossible que Kiev ou les Américains ne l'aient pas signalé. Mais s'il y avait eu un avion ukrainien, ils pouvaient ne pas le signaler. Conclusion : *d'après les Occidentaux*, il n'y avait pas d'avion russe à proximité, mais il y avait peut-être un avion ukrainien. Mais alors, si l'armée a tiré un missile sol-air, ce ne peut pas être par erreur, puisqu'il n'y avait aucune cible ennemie alentour. Donc, l'hypothèse d'un tir de l'armée avec missile sol-air par erreur doit être éliminée.

Il reste maintenant quatre possibilités r-s-v, r-s-e, a-i-v, a-s-v.

Si les rebelles ont tiré un missile, cela peut-il être par erreur ? Non, s'il n'y avait aucun autre avion à proximité. En effet, d'après le journal *Le Monde*¹, huit autres vols commerciaux ont emprunté la même route que le MH17 ce jour-là, et de même tous les jours², et on admettra qu'il est très peu probable que les rebelles se saisissent d'un lance-missiles pour tirer sur le premier avion venu sans se demander s'il s'agit d'un vol commercial, d'autant que le MH17 volait à l'altitude habituelle des

1. « *Le MH17 avait-il le droit de traverser l'Ukraine ?* », *Le Monde*, 18 juillet 2014.

2. Cela dit, subsiste quand-même l'interrogation des raisons du changement de route du MH17. Mais Kiev ayant refusé de livrer les enregistrements du contrôle aérien, on ne le saura peut-être jamais.

avons de ligne, et supérieure à celle habituelle des avions de chasse. En revanche, on a vu qu'il était possible que se trouve un avion militaire ukrainien à proximité. Donc, oui, il est possible que ce soit par erreur (sous la condition qu'il y ait eu un avion militaire ukrainien que les rebelles cherchaient à abattre) et on reste avec nos quatre possibilités.

Maintenant, il faut impérativement s'interroger sur les motifs éventuels d'un tir volontaire.

Quels peuvent bien être les avantages pour l'une ou l'autre des parties d'abattre volontairement cet avion de ligne ? Aucun, si la responsabilité du coupable est établie. On conviendra raisonnablement que le seul motif valable, dans l'hypothèse où le MH17 a été abattu volontairement, est d'en faire accuser son adversaire (il y a d'ailleurs dans cette option un autre motif plausible : celui d'internationaliser le conflit³). Et on a alors comme conséquence une *préparation* de l'opération. En effet, si l'une des parties décide de faire une opération *false flag*, donc d'abattre le MH17 en faisant accuser son adversaire, cela ne peut réussir que si l'opération est préméditée et bien préparée puisque, contrairement aux actes de guerre classique, il faut se cacher pour l'accomplir et de plus le faire de façon à ce que la responsabilité soit portée par un autre.

Si l'on suppose donc qu'il s'agit d'un acte volontaire, sans préjuger de la responsabilité de l'un ou de l'autre, et si l'on admet que c'est pour en faire accuser son adversaire, *alors* c'est la communication de l'après-drame qu'il faut examiner. Et justement, à peine quelques heures après le crash, Kiev organise une conférence de presse⁴ pour faire découvrir un enregistrement audio surprenant...

Les services de renseignement de l'armée ukrainienne présentent un montage de conversations avec des images vidéo. Ils annoncent qu'il s'agit de conversations téléphoniques entre rebelles qui ont été interceptées. Les images montrent les photos de ceux qui sont supposés

3. De toute évidence, cela ne peut pas être le souhait des rebelles, bien au contraire. Donc, si cette raison est avérée, alors seul Kiev peut en porter la responsabilité.

4. Vidéo passant aux informations des chaînes nationales : « *Crash du MH17 : la conversation qui mettrait en cause les séparatistes prorusses* » francetvinfo.fr, 18 juillet 2014.

être en train de se parler. On voit deux hommes masqués, un homme présenté comme un rebelle nommé « Bez » et le colonel Geranin des services secrets russes. Les supposés rebelles qui se parlent disent avoir abattu le MH17 par erreur. Ce qui est remarquable est qu'absolument rien ne permet d'identifier les interlocuteurs, dont certains ne sont pas même nommés et juste désignés comme « deux rebelles » qui disent avoir tiré sur l'avion. Ce qui est proprement hallucinant dans cette séquence est qu'il n'y a strictement aucun élément vérifiable et que les conversations ont parfaitement pu être enregistrées par les Ukrainiens eux-mêmes une heure plus tôt, puis déclarées comme étant des conversations de rebelles. Il est donc tout à fait étonnant que les Ukrainiens *osent* présenter cela comme un élément à charge, et absolument incompréhensible que les médias fassent état de ces enregistrements. Une fois de plus, on retrouve chez Kiev la propagande à l'ancienne de type « brejnevien » consistant à énoncer une vérité officielle sans aucun souci du réel ou de la crédibilité de ce qui est annoncé. Et même si certains médias mentionnent que l'identité des interlocuteurs ne peut pas être vérifiée, ce qui rend pourtant l'élément nul et sans valeur, ils les relatent en détail.

On lira par exemple dans le Huffington Post : « *Les autorités ont identifié les appelants dans une partie de la conversation. Parmi eux, le commandant rebelle Bezler et un responsable du renseignement russe Geranin.* »⁵ ou dans le Washington Post : « *Les services de sécurité ukrainiens ont déclaré jeudi qu'ils avaient intercepté des appels entre séparatistes et services secrets russes. (...) Le WP n'a pas pu vérifier l'identité des interlocuteurs mais, à l'aide de trois russophones, il a vérifié la traduction en anglais donnée dans la vidéo* »⁶. C'est un peu comme si le journal rapportait en détail le discours d'un chef d'état en disant « on ne sait pas si c'est son discours, mais on a vérifié l'orthographe ». Et suit un long article transcrivant et commentant les supposées conversations entre rebelles.

5. « *Crash du MH17 : l'Ukraine dévoile des enregistrements qui accablent les rebelles prorusses* », Huffington Post, 18 juillet 2014.

6. « *Ukrainian security services releases video claiming rebels confess to downing MH17* », Washington Post,

Mais la palme de l'incompétence journalistique, du mensonge et du refus d'information revient au journal *Le Monde* qui exhibe sa haine primaire du Russe en même temps qu'une inquiétante difficulté à réfléchir. Il colporte n'importe quelle accusation, n'importe quel ragot et profite de son audience et de sa respectabilité pour se livrer à des lynchages hystériques. Sans la moindre réserve, le journal met en ligne la vidéo réalisée par les services ukrainiens sur son site dans un article appelé : « *Crash en Ukraine : les enregistrements qui accusent les rebelles prorusses* ». On lit : « *Le chef de la sécurité d'État ukrainienne a diffusé des enregistrements téléphoniques qui accréditent la thèse d'une bavure côté rebelles, et mettent en cause la Russie. Dans le premier extrait, on peut entendre deux d'entre eux discuter du crash, l'un expliquant que ce sont des séparatistes qui ont abattu l'avion, puis indiquant être « sûr à 100 % qu'il s'agit d'un avion civil ». Dans les deux suivants, on peut écouter des conversations entre des séparatistes et des personnes identifiées par Kiev comme appartenant aux services de renseignement militaires russes.* »⁷. Dans un cas comme celui-ci, peut-on encore parler de journalisme ?

On n'est pas dans le cas de la conversation interceptée Nuland-Pyatt⁸ authentifiée par Nuland, ni dans celui de la conversation interceptée Paet-Ashton⁹ authentifiée par le ministre estonien Paet¹⁰, ni dans celui de la conversation interceptée Kolomisky-Tsarev¹¹ que les deux protagonistes avaient refusé de commenter sans démentir, non, ici, il n'y a rien, pas même l'identité de ceux qui parlent. Absolument rien ne permet de supposer qu'il s'agit de véritables conversations interceptées entre des rebelles. Mais il y a mieux, et c'est là que les Ukrainiens vont se trahir, par excès de préparation. Car l'un des personnages supposés est le colonel Geranin des services de renseignements russes. Mais alors, si les enregistrements présentés sont authentiques, cela signifie que les

7. « *Crash en Ukraine : les enregistrements qui accusent les rebelles prorusses* », Le Monde, 18 juillet 2014.

8. Voir LA PRESENCE AMERICAINE

9. Voir LA DIPLOMATIE ET LA PAIX

10. Précisons d'ailleurs qu'il n'est pas exclu que l'enregistrement de cette conversation ait été transmis aux autorités russes par Paet lui-même.

11. Voir LES FORCES ARMEES

Ukrainiens sont capables d'intercepter les conversations téléphoniques *des services de renseignements russes* ? Est-ce vraisemblable ? Il faudrait croire que les services de renseignement russe envoient des agents secrets dans le Donbass et communiquent avec eux par des téléphones que les Ukrainiens ont eu la compétence technique de mettre sur écoute ? Et pourquoi n'auraient-ils pas utilisé de telles conversations pour prouver de façon irréfutable que les rebelles étaient aux ordres du Kremlin ? Peut-on croire cela une seule seconde ? Les Ukrainiens ont perdu la guerre sur le terrain notamment parce que leurs manœuvres étaient erronées, parce qu'ils se sont fait coincer dans des « chaudrons », mais ce serait eux qui interceptent les communications de l'ennemi, et même les plus confidentielles avec les services secrets russes ? Qui peut croire une chose pareille ? Et c'est là que se dévoile la préméditation de l'opération false flag : les Ukrainiens ont voulu en faire trop. En effet, mettre une intervention d'un colonel des services de renseignement russe dans leurs supposés enregistrements trahit leur montage, c'est un détail de trop, c'est ce détail qui rend l'ensemble invraisemblable, exhibant une vraie préparation destinée à faire porter la responsabilité aux rebelles. En résumé, non seulement rien ne permet d'authentifier les enregistrements, mais il y a au contraire des éléments qui montrent que ces enregistrements sont des faux.

Un autre élément intéressant de communication est la « révélation » par la presse que l'un des chefs rebelles, Strelkov, avait annoncé sur sa page vk (facebook russe) avoir abattu un avion dans cette région. *Le Monde* se précipite sur l'aubaine¹² et répète le discours de Kiev en expliquant que la page montrait un film de l'avion abattu avec des commentaires joyeux mais qu'elle a été rapidement effacée. Heureusement, dit le journal, des gens avaient fait des copies d'écran dans l'intervalle. Le seul problème est que Strelkov n'a pas de page officielle vk, ce qui signifie que, comme sur facebook, n'importe qui peut ouvrir une page à ce nom.

12. « Un drame mondial dans le ciel ukrainien », *Le Monde*, 18 juillet 2014.

À la communication de Kiev s'ajoutent bien sûr celles des États-Unis et de l'OTAN qui accusent les rebelles, mais aussi directement la Russie de complicité¹³. Comme d'habitude, les États-Unis accusent en disant détenir des preuves qu'ils ne dévoilent pas, mais dont ils ne donnent même pas la nature. Et des médias vont même aller jusqu'à affirmer que les fameux enregistrements ont été *authentifiés*¹⁴. En lisant les articles, on apprend que les conversations ont été authentifiées par... Washington ! Aucun élément, aucune preuve, aucune trace, aucune justification, aucune explication mais Washington déclare en toute sobriété : « Nous avons authentifié les enregistrements ». Ce qu'il faut comprendre et ce dont il faut s'inquiéter, c'est que si Washington peut faire sans rougir de telles déclarations, aussi absurdes que grossièrement mensongères, c'est précisément parce que les médias les relaient sans se poser de questions. Et plus les médias relaient sans poser de questions, plus les déclarations de Washington sont absurdes et grossièrement mensongères.

Du côté des rebelles en revanche, il n'y aura aucune communication, pas même d'accusation, seulement des réfutations d'accusations, et on verra finalement une vidéo du fameux chef rebelle, Strelkov, se contentant de déclarer simplement qu'ils n'ont pas abattu l'avion¹⁵. Contrairement aux Américains qui affirment dès le lendemain « avoir fait une enquête » et annoncent que les rebelles sont probablement coupables sans présenter ni éléments ni explications, les Russes vont présenter un exposé de la situation le 21 juillet. Ils vont montrer et commenter les données détaillées dont ils disposent, comme les enregistrements radar, le tracé de la route suivie par le MH17, celui de la route qui aurait dû être suivie, les faits, leurs remarques et leurs interrogations. Ce long exposé est fait par deux généraux de l'état-major des armées et détaille tous les événements sur un plan purement technique. Cette attitude rigoureuse, cette approche scientifique contraste sévèrement avec la désinvolture des États-Unis qui lâchent une accusation sommaire en

13. « Poutine a une dernière chance de montrer qu'il veut aider les secours », La Tribune, 18 juillet 2014

14. « Crash MH17: l'enregistrement téléphonique incriminant les prorusses a été identifié », RTL, 20 juillet 2014.

15. « MH17: mes hommes ne l'ont pas abattu, affirme un commandant prorusse », Le Monde, 29 juillet 2014.

ajoutant « croyez-nous sur parole ». Dans la conférence, les Russes ne prononcent pas d'accusations mais relèvent quelques faits remarquables et posent une série de questions, certaines adressées à Kiev, d'autres à Washington. Alors que cet exposé présente un travail rigoureux et des éléments précis, les journaux français l'ignoreront et ne signaleront même pas la tenue de la conférence. Les questions posées par l'état-major russe n'obtiendront évidemment pas de réponses, comme celle-ci : *« D'après nos calculs, un satellite américain est effectivement passé au Sud-Est de l'Ukraine le 17 juillet entre 17 h 06 et 17 h 21, heure de Moscou. Il s'agit d'un appareil du système expérimental « CTCC », destiné à la détection et au suivi des lancements de missiles de différente portée. Si la partie américaine dispose de clichés réalisés par ce satellite, nous lui saurions gré de les mettre à la disposition de la communauté internationale pour une étude détaillée. »*¹⁶

La conférence se termine sur un point de détail concernant la communication de Kiev mais qui vaut pour son exemplarité : une photo circulait qui montrait le transport sur une plateforme d'un lance-missiles, et cette photo était supposée attester du transport par les rebelles d'une rampe de lancement, de laquelle d'ailleurs un missile manquait. Mais un agrandissement de la photo fait apparaître une publicité en arrière-plan montrant que la photo a été prise en territoire contrôlé par l'armée. Ainsi, la photo utilisée par les médias¹⁷ à la charge des rebelles ne montre rien d'autre que l'armée ukrainienne transportant des lance-missiles sur son territoire. La juxtaposition de la conférence avec ce point de détail est édifiante et montre les ravages de la propagande occidentale grâce à l'incompétence ou la malfaisance des journalistes : d'un côté, il suffit pour être cru de montrer la photo d'une route quelconque en disant qu'elle a été prise à tel endroit, mais de l'autre, montrer des enregistrements radars, des cartes, des trajets ou apporter des éléments scientifiques n'intéresse personne, le discours ne sera pas même écouté¹⁸.

16. Vidéo de la conférence et texte intégral sur le site les-crises.fr « *Crash du MH17, la version des Russes* ».

17. « *Un camion volé pour transporter le lance missile* », Paris Match, 25 juillet 2014.

18. Il existe un grand nombre d'éléments de propagande qui ont été démontés, comme par exemple par le site Les-Crises.fr, mais leur exposé serait long et fastidieux.

En conclusion, si c'est un tir volontaire, cela n'a aucun sens d'accuser les rebelles qui n'ont fait aucune communication après le drame et qui n'ont pas pu monter une telle opération false flag sans objectif et sans préparation. De plus, les éléments ci-dessus montrent ce que tout le monde sait déjà, à savoir que ce serait une bataille perdue d'avance pour les rebelles que de vouloir faire accuser Kiev à leur place. Si c'est un tir volontaire, ce ne peut pas être les rebelles. Mais du côté de l'armée, un tir volontaire est possible, vraisemblable et même probable puisqu'ils ont immédiatement mis en place un plan et une communication pour faire accuser leurs adversaires, tout en cachant des éléments.

On reste maintenant avec trois possibilités : r-s-e, a-s-v, a-i-v. Soit les rebelles ont abattu le MH17 par erreur, soit l'armée l'a abattu volontairement par un missile tiré du sol ou d'un avion.

Si les rebelles l'ont abattu par erreur, c'est qu'ils visaient autre chose, c'est qu'il y avait un avion ukrainien alentour, ce qui est possible comme on l'a vu plus haut. Mais on peut alors se demander ce que cet avion faisait là. Que pouvait bien faire un avion militaire suivant un avion de ligne à même altitude, et à 5 kilomètres de distance ? Quoi qu'il en soit, si les rebelles ont tiré, c'est par erreur, et ce ne peut être qu'en visant cet avion militaire ukrainien qui collait au Boeing. Dans cette version, il y a deux questions : que faisait cet avion collant au Boeing ? Et surtout, pourquoi Kiev n'en a rien dit, alors que cela abondait dans le sens d'une responsabilité rebelle en fournissant justement une explication au « tir erroné » des rebelles ? D'où, deux possibilités : soit les rebelles ont tiré par erreur à cause d'un avion ukrainien à proximité, et dans ce cas, Kiev a menti. Soit il n'y avait pas d'avion ukrainien à proximité et les rebelles n'ont pas pu tirer.

Mais si un avion ukrainien collait au Boeing, il est peu probable que les Ukrainiens aient tiré sur le Boeing à partir du sol car cela aurait présenté des dangers pour leur avion. Et donc, soit c'est l'avion militaire qui a abattu le Boeing, soit ce sont les rebelles qui ont abattu le Boeing en croyant abattre l'avion militaire Ukrainien.

En conclusion, les différentes possibilités sont alors :

- l'armée a volontairement abattu le Boeing à partir du sol ;
- un chasseur ukrainien a volontairement abattu le Boeing ;
- il y avait un chasseur ukrainien collé au Boeing et les rebelles ont abattu le Boeing en voulant abattre le chasseur.

Et on remarque que s'il n'y avait pas de chasseur, alors seule l'armée a pu abattre le MH17. De plus, Kiev a menti dans tous les cas.

La suite des événements montre également que Kiev n'est pas enclin à ce que la vérité soit connue. En effet, les enregistrements de la tour de contrôle ne seront pas divulgués, et le déroulement des recherches et de l'enquête sur place montrera aussi un refus de collaborer à l'enquête. Alors que l'avion tombe dans une zone sous contrôle des rebelles, Kiev multipliera les attaques et les bombardements sur cette zone, empêchant ainsi les enquêteurs de s'y rendre. Il faudra attendre le 29 juillet pour que le PM Néerlandais demande à Kiev de cesser ses attaques sur la zone, suivi de Ban Ki Moon qui exigera lui aussi de l'armée ukrainienne de « cesser immédiatement les combats » près du site du crash. Et le 31 juillet, l'armée ukrainienne accepte de cesser le feu pour une journée¹⁹. En résumé, Kiev a menti dans tous les cas sur le 17 juillet, et il a cherché à dissimuler la vérité après.

Mais revenons sur l'hypothèse de la culpabilité des rebelles. On a vu que cela entraînait que Kiev avait menti en refusant de révéler la présence de son avion militaire. Pourtant, et c'est le point essentiel, *seule* la présence d'un avion militaire ukrainien à proximité du MH17 peut justifier qu'un tir par les rebelles est possible. Mais alors, cela signifie que pour Kiev, la raison à cacher est plus importante encore que la possibilité de la culpabilité des rebelles. Il n'y a alors qu'une explication possible à ce mensonge : la culpabilité de Kiev qui a abattu le MH17.

19. « Crash du MH17: l'Ukraine suspend une journée son offensive dans l'Est », BFMTV.com, 31 juillet 2014.

En conclusion, il y a deux hypothèses :

Soit les rebelles ont abattu le MH17 en le visant effectivement mais sans savoir que c'était un avion de ligne. Cette hypothèse peu croyable a été rapidement vue au début²⁰ ; certes elle est possible, mais d'une probabilité extrêmement faible.

Soit l'armée ukrainienne avait un avion militaire collé au Boeing et a abattu le MH17, plus probablement à partir de l'avion que du sol. L'opération a été montée dans le but de faire accuser les rebelles et d'internationaliser le conflit, par exemple en espérant que cela déboucherait sur une intervention des membres de l'OTAN. Mais l'opération est tellement risquée et tellement mal montée qu'il est peu probable qu'elle ait été conçue au plus niveau de l'État. On peut en revanche pencher pour l'initiative secrète d'un petit groupe d'hommes de pouvoir (ministres, oligarques, militaires, dirigeants de groupes radicaux).

20. Voir texte au niveau de la note 1

LES GRANDES CAUSES

L'INDÉPENDANCE

On conviendra que si les provinces du Donbass veulent obtenir leur indépendance de Kiev, c'est dans une certaine mesure pour y renoncer au profit de la Russie, et ce quel que soit le degré de chacune de ces indépendances. Et si le gouvernement de Kiev né du 22 février refuse l'indépendance du Donbass, c'est justement pour parvenir à sa propre indépendance de la Russie, et pour ensuite y renoncer immédiatement au profit de l'Union Européenne.

Cette notion d'indépendance est au centre du conflit pour en être l'origine, l'enjeu, la revendication, la cause à défendre. Chacun des deux camps, pro-européen ou pro russe, trouvera là la justification de son combat dans la guerre, et on notera qu'aucun de ces camps ne prétend justement à une *réelle* indépendance puisqu'il s'agit dans les deux cas de rejoindre une autre puissance.

Durant les jours de la contestation, de la fin 2013 aux trois premiers mois de 2014, la question que doit certainement se poser chaque Ukrainien est donc d'évaluer son choix de dépendance à l'une ou l'autre des puissances.

Kiev refuse l'indépendance des provinces, mais, et c'est là un point d'entrée de l'internationalisation du conflit, l'occident la refuse également, et avec au moins autant de virulence. Il s'agit pourtant d'un conflit interne qui ne devient international, depuis le 21 novembre 2013, que parce que l'UE et les États-Unis se désignent et se proposent eux-mêmes comme partie prenante du conflit en s'y impliquant directement.

Du côté de Kiev, le refus de l'indépendance des provinces peut paraître légitime car on comprend aisément que le gouvernement d'un pays ne peut accepter qu'une province s'en détache si facilement, surtout quand il s'agit de la province la plus productive. Mais il faut impérativement se demander pourquoi l'Union Européenne et les États-Unis ont cette réaction aussi ferme contre l'indépendance de deux petites provinces alors qu'il s'agit d'un problème interne. Il faut trouver à l'Union Européenne et aux États-Unis des motifs à la mesure de leur implication et de leur communication sur ce thème.

Pour bien synthétiser les choses, il faut parfois s'imaginer qu'on doit les expliquer à un enfant. On est alors contraint de revenir au regard le plus simple, y mettre un peu de recul, oublier les analyses sur les origines ou les enjeux, faire abstraction de ses propres positions et ne dire que des choses vraies et minimales. Si l'on revient à la situation réelle et basique sans pousser d'analyse plus loin que les faits, on peut dire alors : « Une région veut obtenir l'indépendance de son pays d'origine », et pour qu'un enfant comprenne mieux, on ajouterait : « Cette province veut s'en détacher et devenir elle-même un pays ». En toute « logique démocratique », la question la plus importante surgit alors immédiatement : « Mais est-ce que tous les gens de cette région le souhaitent ? ». Tout a démarré justement lorsque les habitants du Donbass ont voulu connaître la réponse à cette question, c'est-à-dire quand les habitants ont eu le souci démocratique. Notons alors ce fait remarquable que, cette question étant le fondement de la démocratie, c'est la question elle-même qui est interdite par Kiev, par Bruxelles et par Washington. Il faut souligner cette situation absolument incroyable : la question fondatrice de la démocratie est interdite, la réponse est illégale, et une guerre sera déclarée à ceux qui ont posé la question pour les en punir. Et lorsque l'on sait que ces positions sont prises par Bruxelles et Washington, par ceux qui justifient leurs ingérences précisément par la démocratie, alors on en déduit que la situation est objectivement absurde. Il y a ici une contradiction interne fondamentale prouvant la supercherie occidentale. Ce sont là des faits, pas des analyses ou des interprétations : les représentants de la démocratie vont interdire jusqu'à la guerre la question démocratique. En conclusion, l'une des deux

hypothèses est fausse, et en clair au moins l'une des deux propositions suivantes est vraie : soit l'organisation d'un référendum n'est pas une procédure démocratique, soit Bruxelles et Washington soutiennent une guerre visant à punir des velléités démocratiques.

On comprend que, si Kiev est naturellement habilitée à avoir une position ferme et à la faire connaître avec force, on peut en revanche se demander de quel droit et à quel titre Bruxelles et Washington imposent leur position avec tant de voix et de détermination. En ce sens, la démarche et les prises de position de Bruxelles et Washington sont *totalitaires*.

L'Ukraine n'est pas un membre de l'Union et ne le sera assurément pas dans les dix prochaines années et pourtant, l'Union attache une très grande importance à cette question intérieure d'indépendance, au point de soutenir, de déclencher et d'encourager une guerre civile. Pourquoi ? Et du côté des États-Unis, la réaction est aussi ferme, sinon plus, et la même question se pose donc sur les motifs : quel problème majeur les États-Unis peuvent-ils bien trouver dans la volonté d'une région grande comme la Bretagne de se fédérer avec son pays d'origine ? Qu'ont-ils trouvé de si important dans cette péripétie politique au point de constituer la première préoccupation américaine dans le monde, devant même les terribles événements en Syrie et en Irak ou en Israël ? Qu'y a-t-il là d'assez important pour risquer une troisième guerre mondiale ?

* * *

Du côté de l'Union Européenne, on a vu que celle-ci a considéré comme une humiliation et comme une défaite le choix de l'Ukraine de rejoindre une autre union douanière¹. Cela a été très mal vécu à Bruxelles et a suscité une soif de vengeance qui n'a pu être étanchée que par le coup d'état ayant réussi à amener les « proeuropéens » au pouvoir. Bruxelles n'a alors pas supporté que cette « victoire européenne » du renversement d'un pouvoir élu soit gâchée par une province du pays refusant le coup de force. C'est ainsi que l'Union s'est montrée extrêmement violente

1. Voir L'UNION EUROPÉENNE

avec le Donbass en soutenant sans réserve la guerre contre la province. Mais ce n'est pas la seule raison et on peut aussi plus généralement remarquer la crainte de l'Union face aux revendications d'autonomie dans ses pays membres.

L'UE ne redoute rien davantage... que sa propre disparition. Et si elle redoute sa disparition, c'est bien parce que celle-ci est possible. En effet, l'Union Européenne n'est pas une option, elle n'est pas une géométrie variable, elle ne varie pas le nombre de ses adhérents d'une année à l'autre parfois en croissance et d'autre fois en décroissance. Si par exemple la France, l'Allemagne, ou l'Italie en sortait, elle n'y survivrait sans doute pas. L'Union Européenne n'existe que sur un processus *total* et ce processus *total* engendre une nécessité de décisions à l'*unanimité*. Or, si l'on dispose d'un minimum de bon sens, on admet qu'un centre de décision fonctionnant sur le mode d'une unanimité de vingt-huit pôles d'intérêts divergents n'est pas viable. Donc, pour viabiliser le système, le centre de décision est déplacé des états vers le conseil ou la Commission Européenne, instances créées dans le seul but de contourner l'impossible unanimité d'un grand nombre d'états, c'est-à-dire dans le but de passer au-dessus du processus démocratique. Ainsi, le procédé *total* de l'Union Européenne induit un processus *totalitaire*. Mais ce n'est pas un choix des dirigeants ou des créateurs de l'Union, c'est une obligation, c'est une nature induite par l'UE qui se veut être plus qu'une union douanière, car l'Union se veut exister en tant qu'entité politique. L'Union Européenne est une institution à vocation *totalitaire* qui ne peut survivre que dans cette option. Ce n'est pas une simple union douanière qu'un pays peut rejoindre ou qu'un autre peut quitter et qui peut varier dans sa composition, ce n'est pas une réunion souple d'intérêts convergents, c'est une construction *totale* destinée à faire converger politiquement et socialement les nations. C'est en cela que, non seulement l'Union ne peut pas tolérer des revendications d'indépendance à l'intérieur des Etats, mais elle peut encore moins tolérer l'indépendance des Etats eux-mêmes face à elle. Le principe même d'indépendance est contraire celui d'existence *politique* de l'Union. Cette question ne se poserait pas si l'UE était une seule union de marchés, mais ce n'est pas le cas : l'objectif de l'UE

est de devenir une entité politique contrôlant *toute* l'Europe, les pays étant alors assimilés à des régions. Elle ne peut donc pas supporter le moindre désir d'indépendance.

Cette antinomie *indépendance/Union Européenne* est si forte qu'elle va s'appliquer y compris à l'extérieur de l'UE en Europe ; elle va d'abord s'appliquer à l'Ukraine elle-même en n'acceptant pas que ce pays reste indépendant de l'Union, et ensuite à l'intérieur même de l'Ukraine, en ne supportant pas que des provinces se déclarent indépendantes de Kiev, donc de l'UE.

La crise ukrainienne marquera la naissance de l'Union Européenne politique, capable depuis cette date de se battre contre la démocratie en participant au renversement d'un gouvernement élu pour trouver enfin la preuve de son existence politique et assurer une gestion totalitaire du continent. Un monstre est né.

* * *

Du côté des Américains, la question est beaucoup plus simple. Il est inutile de revenir sur un fait admis par l'ensemble des observateurs : le basculement de l'Ukraine vers l'UE et l'OTAN est une grave défaite pour la Russie sur tous les plans : économique, politique, stratégique et humain.

Les Américains déploient donc toutes leurs forces pour parvenir à ce changement et ils ne peuvent que s'opposer à l'indépendance des provinces pour que ce basculement de l'Ukraine et son détachement de la sphère d'influence russe soit total. Ce basculement met à mal l'union douanière que la Russie est en train de mettre sur pieds d'une part, et risque de provoquer des conflits par un rapprochement, voire une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, ce qui amènerait à nouveau des bases de lancement de missiles nucléaires visant la Russie établies à quelques kilomètres de sa frontière.

Moins de deux semaines après le renversement de Ianoukovitch, les Russes ont déjà repris la Crimée et ont de ce fait mis leurs bases navales

à l'abri ; ils ont précisément évité le basculement total de l'Ukraine. En réalité, à ce moment-là, la partie est déjà finie : ils ont perdu l'Ukraine et gagné la Crimée. Il est très intéressant de voir, au-delà de la réaction officielle américaine, la réaction personnelle d'Obama : il est furieux et vexé. En effet, cette sévère défaite criméenne prend des allures d'humiliation publique aux yeux du monde entier, d'autant que le département d'État américain vient de reconnaître publiquement avoir consacré cinq milliards de dollars à « l'établissement de la démocratie en Ukraine ». Mais ce ne sont que les mots du message de propagande adressé aux populations occidentales prêtes à accepter n'importe quoi, y compris des guerres, tant que c'est estampillé « démocratie ». En réalité, « établissement de la démocratie en Ukraine » doit se traduire par « basculement de l'Ukraine vers l'UE et l'OTAN ». Et rappelons que ce basculement a justement éliminé la démocratie qui fonctionnait en Ukraine avant le coup d'état, quand bien même elle mettait au pouvoir des gens qui ne plaisaient pas à l'occident.

Sur la vexation d'Obama et les cinq milliards dépensés par les Américains pour déstabiliser l'Ukraine, il y aura même des histoires drôles qui courent, racontant que Poutine a pu reprendre la Crimée alors que c'est Obama qui en avait payé le prix. Obama boudera comme un enfant et refusera tout contact avec Poutine jusqu'en juin, y compris lors des célébrations du 70^e anniversaire du débarquement de Normandie, où le président français sera obligé d'organiser deux dîners pour ne pas froisser le président américain qui ne veut toujours pas croiser Poutine. Cette attitude caractéristique en dit long sur la conception des relations internationales que se font les Américains. Si Obama boude, c'est parce que dans ses règles du jeu, il est marqué que c'est lui qui doit gagner. Il est certain que cet épisode personnellement mal vécu par Obama aura une importance pour la suite et c'est donc avec virulence que les Américains se battront pour empêcher ces deux malheureuses provinces de se séparer de l'Ukraine. Après avoir échoué sur la question de la Crimée, les Américains mettent beaucoup d'ardeur à ne pas perdre la face une seconde fois sur le Donbass.

Au début du conflit avec Kiev, sur le modèle de la Crimée, les provinces du Donbass souhaitent prendre leur indépendance de Kiev pour rejoindre la Russie. Mais le Donbass n'est pas la Crimée, et la Russie ne souhaite pas cette jonction, et le fait savoir. Si les provinces veulent alors prendre de la distance avec Kiev, ce n'est pas forcément par une pleine séparation et le terme de fédéralisme est souvent évoqué. Une fédération est un état constitué de l'union de différentes entités politiques et administratives qui peuvent avoir des lois ou même des langues différentes. Aujourd'hui par exemple, la Russie, l'Allemagne, les États-Unis, le Canada, l'Inde ou la Suisse sont des fédérations, l'Espagne se dirige vers un système constitutionnel qui en est très proche... et l'objectif du devenir de l'UE est précisément une fédération.

Le fédéralisme en Ukraine, c'est l'idée défendue par la Russie lors de l'accord de Genève du 17 avril. Les rebelles eux-mêmes sont partagés², et ce n'est bien sûr que lors de négociations entre Kiev et les rebelles qu'un projet pourrait émerger. On note que cette idée de fédéralisme proposée par les Russes est très mal accueillie par l'occident, et serait considérée comme une « victoire de Poutine ». Fin juin, lorsque Porochenko présente son faux plan de paix, il inclura de vagues promesses de discussion sur une éventuelle décentralisation du pouvoir de Kiev. La guerre reprenant, Kiev n'envisagera jamais de dialoguer avec les rebelles et cette question ne sera plus jamais évoquée, jusqu'au 23 août.

Le 23 août, la chancelière allemande se rend à Kiev pour signifier son désir de fin de la guerre civile ukrainienne, ayant finalement compris qu'il ne pouvait y avoir d'issue militaire au conflit comme le croyaient jusque-là tous les dirigeants européens. Merkel prononcera alors à Kiev cette phrase étonnante : « *Ce que nous appelons fédéralisme en Allemagne est appelé décentralisation en Ukraine, et c'est ce que veut le président Porochenko* »³. Ainsi, l'Allemagne comprend enfin que seules des négociations avec les rebelles sur le fédéralisme peuvent

2. Voir l'article du New York Times dans LA PRESENCE RUSSE

3. « *Merkel supports power decentralization* », RT, 23 août 2014

sortir le pays de la guerre, mais en y ajoutant le détail incroyable que si « fédéralisme » est le mot proposé par la Russie, alors il faut en trouver un autre. Enfin, en bon chef soucieuse de ne pas prendre le risque d'être contrariée, elle déclare que c'est la volonté de Porochenko. À ce moment, il ne reste plus qu'à espérer qu'il n'est pas trop tard et que les populations n'ont pas vécu tellement d'horreurs de la part de Kiev qu'elles voudraient s'en séparer définitivement. En avril, le Donbass était certainement prêt au fédéralisme, mais après quatre mois de bombardements et d'exactions des forces loyalistes sur les populations, rien ne permet d'assurer que le fédéralisme est encore possible. Il faudra aux populations du Donbass un grand courage et une infinie sagesse pour l'accepter.

Le 5 septembre, un accord de cessez-le-feu durable est conclu entre Kiev et les rebelles, avec la participation de l'OSCE et de la Russie. Des négociations entre Kiev et les représentants du Donbass vont alors commencer.

LA DÉMOCRATIE

La démocratie est la raison avancée par l'occident pour justifier ses interventions militaires ou politiques sur la scène internationale. Deux remarques.

La première est que cette cause fait l'unanimité dans le monde occidental pour la bonne raison que c'est le système politique du monde occidental qui tient à l'ériger en valeur universelle. Ce motif d'intervention est *de fait* une forme d'impérialisme ou de colonialisme, il s'agit là d'un fait reposant sur le même principe que les croisades du Moyen-Âge ou les missions en Afrique partant évangéliser et civiliser les sauvages. On ne peut pas arguer que ce n'est pas la même chose sous le prétexte que la démocratie serait objectivement une « bonne chose » contrairement à l'évangélisation, car à l'époque des missions, on jugeait également que l'évangélisation était une « bonne chose » à apporter par la force à ceux qui ne la connaissaient pas. C'est donc une preuve que cet argument ne peut être retenu.

Les interventions occidentales ont pour objet de renverser des gouvernements ou de leur faire la guerre pour y établir le système politique occidental hors du monde occidental. D'ailleurs, ce sont finalement les mêmes régions du monde qui ont été les victimes de la volonté meurtrière d'évangélisation dans le passé, puis de la même volonté meurtrière d'imposer le modèle de la démocratie occidentale. Il y a donc là une volonté totalitaire avérée et non contestable, constituant par ailleurs une contradiction interne : on ne peut en effet pas dire : « *je te force à agir de telle façon afin que tu puisses agir librement* ».

De plus, le degré de démocratie des pays occidentaux est variable au point de s'interroger sur ce que signifie la notion même de démocratie. Les référendums suisses, un gouvernement français devenu illégitime car très minoritaire, des castes de lobbys dirigeant les États-Unis, la Commission Européenne de l'Union Européenne placée au-dessus des constitutions et ne comportant pas une quelconque trace de présentation devant les électeurs, le spectre de la « démocratie occidentale » est large au point parfois de ne plus pouvoir être qualifié comme tel. Mais pourtant, on s'en réclame comme de la seule valeur communément admise et respectée.

La deuxième remarque est que si la démocratie est le seul motif d'intervention, l'occident doit alors convaincre l'opinion que là où il intervient, il n'y a pas de démocratie, et que là où il soutient le gouvernement, il n'y a pas de problème de démocratie ou du moins, que le problème ne doit pas être soulevé.

C'est donc une violente guerre de propagande que livrent les États-Unis et l'Europe à la Russie, et plus particulièrement à Poutine, pour convaincre les opinions publiques que la Russie n'est pas une démocratie. Beaucoup de gens en sont aujourd'hui convaincus mais seraient bien en mal d'apporter le moindre élément. C'est exactement le résultat attendu d'une propagande optimale, lorsque l'idée est acquise mais diffuse, et maintenue par une conviction surnageant hors de tout raisonnement et de toute connaissance. Cette guerre commence dans le milieu des années 2000, le temps que l'occident comprenne

que Poutine n'est pas à l'image de son prédécesseur Eltsine : il n'est ni drôle, ni alcoolique, ni prêt à brader les richesses de son pays aux oligarques ou aux grandes firmes internationales. Effectivement mû par un fort sentiment patriotique et ambitieux, Poutine décide de redresser le pays, de lui redonner sa grandeur, autant par la prospérité que par sa présence sur la scène internationale. Il devient donc un ennemi, contrairement à Eltsine dont la bonhomie et l'inconsistance faisaient la joie des dirigeants occidentaux, leur faisant même oublier que la Russie avait été Union Soviétique. Durant les années Eltsine, l'occident n'aura que de la bienveillance pour la Russie.

C'est donc lorsque la Russie cesse d'être un pays pauvre et sans voix que l'occident commence sa guerre. Ce retour sur la grande scène atteint sans doute son apogée lors de la crise syrienne lorsque l'occident soutient les rebelles syriens pour renverser le président Bachar-El-Assad qui ne leur plaît pas. La Russie y joue un rôle stabilisateur dont le monde devrait lui être reconnaissant en empêchant l'occident de faire exploser le conflit en une confrontation internationale, en empêchant les États-Unis de faire, là encore, la guerre.

La guerre de la propagande anti-Poutine travaillera sur plusieurs fronts, dont on peut donner deux exemples emblématiques. Le premier est le déchaînement médiatique international sur les Pussy Riot, groupe de trois filles ayant commis des sacrilèges dans une cathédrale et ayant été condamnées à deux ans de prison. Ce qui aurait pu s'apparenter à un fait divers à l'étranger et ne pas faire une ligne dans la presse fera 140 articles dans *Le Monde*. L'enquête et le procès sont retransmis heure par heure dans le monde entier pendant deux mois par les grands médias américains et suivis passionnément par les Européens. C'est ainsi que le fait divers va occuper la scène internationale. L'objet de la campagne de propagande, réussie, est de faire croire aux Occidentaux que Poutine rend la justice lui-même.

Un deuxième exemple est la campagne de propagande contre la loi interdisant le prosélytisme homosexuel à destination des mineurs. Cette loi a été votée après l'observation des pratiques dans certains

pays occidentaux, comme la France, dans lesquels il existe une volonté de sensibilisation à l'homosexualité envers les enfants. Sans soulever le débat sur la théorie du genre, il existe des faits. Par exemple, des associations d'homosexuels sont agréées par le ministère de l'éducation nationale et donc habilitées à intervenir directement dans les classes en tant qu'homosexuels, et se présentant ainsi. On peut s'en féliciter ou le déplorer, précisons avec insistance que ce sont là des faits, pas des analyses ou des interprétations. C'est une pratique dont les Russes ne veulent pas dans leur immense majorité et une loi a donc été votée dans le sens de la protection des mineurs et de l'école. Une campagne de propagande mensongère a donc été déclenchée par l'occident avec l'objectif de faire croire aux Occidentaux que Poutine persécute les minorités, notamment homosexuelle, et qu'il refuse le progrès de l'évolution des mœurs.

L'objectif visé de cette guerre de propagande russophobe est de faire assimiler l'idée que la Russie n'est pas un état de droit et que Poutine est un dictateur réactionnaire obéissant à un pouvoir religieux obscurantiste. Ainsi, sa parole est décrédibilisée et le moment venu, on pourra facilement la contredire, la mépriser, ou la taxer de propagandiste et mensongère aux yeux d'une opinion publique acquise. Il n'est par exemple pas exclu que la profanation des Pussy Riot puis la campagne qui s'en est suivie ont été organisées par des ONG américaines dans le seul but d'affaiblir considérablement la parole russe sur le dossier syrien.

De plus, en cas de tensions, on pourra toujours arguer de la possibilité d'un conflit ouvert, sachant que les populations y seront prêtes. Il faut donc, par exemple comme ci-dessus, obtenir l'aval des populations par la voix des médias en faisant passer l'idée qu'il n'y a en Russie pas de justice et pas de respect des minorités qui sont persécutées⁴.

4. On pourrait aussi traiter du fond et montrer facilement qu'il n'en est rien. Bien au contraire, la Russie est une fédération constituée de très nombreuses minorités qu'elle réussit à gérer précisément sans soulever de désordres, contrairement par exemple à la France embourbée dans l'incapacité de faire coexister sereinement ses quelques minorités. L'argument de propagande peut donc reposer sur des éléments complètement faux, l'important est qu'ils soient rendus crédibles par les campagnes.

Il y a aussi eu quelques tentatives de faire croire que les élections étaient truquées, mais les sondages ont vite rendu impossibles ces manipulations. La cote de popularité de Poutine dans son pays atteint de tels sommets (87% en août) que cette voie a dû être abandonnée. En effet, il serait difficile, par exemple à la France, d'arguer que Poutine n'est pas légitime avec 87 % d'opinions favorables quand dans le même temps, le président français ne dispose que de 13 % d'opinions favorables. Il apparaît ici que lorsque l'occident fait des campagnes de propagande anti-Poutine sur le thème direct de la non-démocratie en Russie, il ne doit précisément pas parler de démocratie pour éviter les comparaisons qui ne pourraient que se retourner contre lui. Il s'agit donc bien de manipulation puisque le sujet sur lequel est attaqué la Russie ne peut justement pas être abordé.

Un autre facteur qui, en France, joue pour ces campagnes de dénigrement démocratique est la prise de position des forces politiques. Il est certain que lorsque le Front National manifeste son soutien ou son admiration de Poutine, cela joue contre l'image de Poutine dans le cadre de la « démocratie ». Additionnées aux campagnes, ces positions ont pour effet de mobiliser toute une partie de la population qui croit alors tenir dans le « combat contre Poutine » une cause noble de protection de la démocratie. Comme dans tout mouvement de foule, la raison s'égaré et des termes absurdes et hors de propos, comme « dictature », sont alors utilisés sans réserve. Le pas sera alors vite franchi de comparer Poutine à Hitler et d'en parler comme de l'extrême droite, en le justifiant éventuellement par le soutien du Front National. La comparaison de Poutine à Hitler est certes ignominieuse, injurieuse et dénuée de tout fondement et de toute raison sensée, mais elle constitue également une véritable théorie révisionniste, laissant oublier d'une part que c'est la Russie qui a connu le plus grand nombre de victimes face au nazisme (25 millions de morts en URSS contre 500 000 en France) mais aussi d'autre part que sans l'URSS et le courage de ses soldats, jamais la seconde guerre mondiale n'aurait pu être gagnée. Rappelons que militairement, la victoire sur le nazisme revient à l'URSS, et pas aux alliés. Cette victoire a été volontairement ignorée, tuée et boycottée dans l'après-guerre parce que l'URSS était communiste et qu'il n'était pas

question que l'occident lui reconnaisse la moindre qualité ou le moindre mérite. Cette comparaison déshonorante, comme la fameuse référence aux Sudètes, a été faite par beaucoup de médias avec l'objectif facile de trouver un argument choc pour convaincre les gens peu informés. Les temps ne changent pas et dans les moments difficiles, il faut toujours désigner un ennemi pour focaliser la haine. Pour ceux désireux de se trouver enfin une conscience politique, cette pseudo-référence aux Sudètes est une occasion de masquer son ignorance par un rappel historique, même sans aucun rapport avec la situation contemporaine.

À l'occasion de la crise ukrainienne, il y aura également un déferlement de propagande sur une hypothétique volonté expansionniste russe. Cette idée injectée dans les consciences est tout à fait remarquable car totalement dénuée du moindre bon sens géographique, et il suffit d'ouvrir un atlas pour s'en convaincre. Pourtant, elle aura autant de succès que les Sudètes chez les intellectuels car ceux-ci ne peuvent se contenter de la détestation, ils veulent pouvoir lui donner une justification et il leur faut donc des arguments exprimés en termes de raison, même absurdes. Dans le registre de la légende expansionniste, on peut citer également la rumeur qu'avait fait courir Barroso sur une conversation téléphonique avec Poutine au cours de laquelle le président Russe aurait menacé d'envahir l'Ukraine et de prendre Kiev en quinze jours⁵. Il aura fallu que le Kremlin menace Barroso de diffuser l'enregistrement téléphonique de cette conversation⁶ pour que le porte-parole de la Commission Européenne accepte de démentir les propos que Barroso avait rapportés à un journaliste. Et si l'accusation avait été un gros titre dans tous les médias, le rectificatif, déclaré dans le *Wall Street Journal*⁷, ne fera pas une ligne dans la grande presse.

On constate que des campagnes de fond bien menées débouchent sur une haine quasi-hystérique que la raison ne peut plus arrêter. Il faut

5. « Si je veux, j'entre à Kiev dans deux semaines » lance Poutine à Barroso », slate.fr, 3 septembre 2014.

6. « L'administration du président russe prête à publier la discussion téléphonique avec Barroso », RUVR, 2 septembre 2014.

7. « EU Moves to Temper Putin 'Two Weeks to Kiev' Row », Wall Street Journal, 4 septembre 2014.

aussi ajouter que notre époque présente une grande vulnérabilité face à la propagande « démocratique », c'est la faiblesse d'un cruel déficit de causes en lesquelles croire, et que la désignation d'un homme comme dictateur représente une chance pour ceux, nombreux, en recherche d'une noble cause de combat.

LA PROPAGANDE

Ce thème est sans doute celui sur lequel on pourrait écrire des livres entiers, et en ne prenant ses exemples que dans un seul journal. Si la propagande est un calcul fait en haut lieu du pouvoir, ce n'est en revanche pas un complot lorsque des journalistes et des hommes politiques s'y adonnent sans retenue. On lira en effet certains articles dans *Le Monde* ou *Le Figaro* écrits par pure propagande, on entendra des discours russophobes véhéments, mais pourtant écrits et dits par des gens de bonne foi. La propagande n'est pas un complot généralisé, il faut plutôt la comparer à un virus que répandraient volontairement dans la population une poignée de gens mal intentionnés.

Indubitablement, les Américains sont les plus forts du monde pour ce qui est du cinéma, du spectacle, et plus généralement de la communication. Or, communication est le mot utilisé en politique pour propagande. Plus simplement, on désigne par propagande la communication politique chez l'adversaire : communication dans son propre camp, propagande dans le camp adverse.

Le premier objet de la propagande américaine est de convaincre qu'il n'y a pas de propagande américaine mais de l'information. Et le second objet est de convaincre que la Russie submerge le monde de sa propagande. Par conséquent, dès qu'une information paraît éloignée des versions officielles reproduites par les grands médias, alors elle doit être suspectée d'être la propagande de l'ennemi et a donc vraisemblablement été injectée par le Kremlin. Ce qui joue évidemment contre la Russie est qu'elle est l'héritière de l'URSS, et qu'un travail de fond a déjà été effectué par les Américains dans ce sens depuis près de 70 ans. Aussi, nous avons tous en tête les images

d'un pouvoir soviétique faisant sa propagande du bonheur communiste, mais d'un autre côté, peu de souvenirs d'une éventuelle propagande américaine. Cette idée ancrée en chacun de nous par des décennies de propagande antisoviétique est tenace et on compte plus de 150 articles dans *Le Monde* faisant référence à la « propagande russe » dans les six derniers mois, comme par exemple cet incroyable « *Cessons de servir la propagande russe* »⁸, que l'on peut considérer comme un modèle du genre. En effet, on y lit que l'on est submergé par la propagande russe, que la Russie est une dictature, qu'elle est dotée d'une incompressible volonté expansionniste, que les Occidentaux qui manifestent leur soutien à la Russie sur le net sont des agents du Kremlin ou des victimes de la propagande russe et que s'imaginer que les États-Unis pourraient renverser un gouvernement relève de la paranoïa. Le plus inquiétant, et le plus impressionnant, dans cet article est de voir que l'auteur est Docteur en Relations Internationales. À moins qu'il soit devenu fou après l'obtention de son diplôme, ce détail montre que la propagande déclenche une haine aveuglante qui empêche de voir le monde y compris chez ceux dont c'est le métier.

Il y a tout un arsenal à la propagande anti-Poutine. On trouve bien sûr des expressions rabâchées comme « *L'homme fort du Kremlin* », ou encore « *Poutine souffle le chaud et froid* » mille fois répétées ou écrites, il y a des références comme celle de l'officier du KGB⁹, des articles qui ne cachent à peine leur volonté propagandiste comme « *Pourquoi Poutine cherche à installer le chaos* » dans *Le Monde* ou d'autres qui en font étalage, moins dans la nuance et à destination d'un public moins subtil, comme « *Poutine montre ses tout petits muscles* »¹⁰. Dans cet article, on apprend que par la faute de Poutine l'agriculture n'existe plus en Russie, et que la Crimée n'est plus habitée que par des prostituées depuis qu'elle est revenue en Russie.

Mais il faut signaler un autre exemple très révélateur de la diffusion de la propagande. C'est une autre citation qui revient régulièrement :

8. « *Cessons de servir la propagande russe* », *Le Monde*, 14 août 2014.

9. Voir LES SENTIMENTS

10. « *Ukraine : Quand Poutine montre ses petits muscles* », *atlantico.fr*, 11 août 2014.

« *Poutine considère la disparition de l'URSS comme la plus grande catastrophe géopolitique de XX^e siècle* »¹¹, servant à accréditer le phantasme d'une volonté expansionniste de Poutine qui pleurerait tous les jours sur l'URSS disparue et projetterait de lancer des guerres de conquête en Europe afin de reconstituer l'empire soviétique. De même que les références aux Sudètes citées plus haut, ce type de citations est destinée à donner des arguments à ceux qui voudraient habiller ou justifier leur russophobie par des éléments d'allure raisonnable et objective comme des citations ou des références historiques. Or, cette citation, hors de toute polémique, ne rend compte que d'un fait avéré. 1991, date de la dissolution de l'URSS, est un tournant dans l'Histoire puisqu'elle marque non seulement la fin d'un monde bipolaire, mais aussi l'écroulement des idéologies politiques et plus particulièrement la disparition du communisme comme projet de société. Ce fait est généralement admis par l'ensemble des historiens. Ce bouleversement induira une nouvelle scène politique internationale. On y verra la naissance des économies émergentes reproduisant un modèle hypertrophié du capitalisme, la naissance du terrorisme religieux moderne très vraisemblablement lié à la disparition des idéologies politiques, mais aussi une nouvelle donne des politiques intérieures occidentales due à la disparition du communisme en leur sein. La crise ukrainienne est d'ailleurs un résultat de ce bouleversement, décalé comme un tsunami l'est d'un tremblement de terre. Et dans ce bouleversement, le peuple Russe allait se trouver disséminé dans plusieurs états. Enfin, s'agissant d'une traduction, il faut rappeler que catastrophe signifie « *fin, bouleversement, dénouement, fracture d'une continuité organisée* »¹². Même s'il existe indubitablement un sens négatif et déploré concernant l'éclatement d'un peuple dans plusieurs nations, le sens simple et réel de cette citation a été détourné pour fabriquer un argument destiné à faire croire et craindre une volonté expansionniste russe, alors qu'il évoquait une réalité historique incontournable et irréversible.

11. Fréquemment entendu, écrit et répété, par exemple dans : « *Comment le discours de Poutine sur l'Ukraine s'est radicalisé* », Le Monde, 3 septembre 2014.

12. wikipedia

La propagande atteindra aussi parfois des records d'absurdité, voire de ridicule, ce qui est inévitable lorsque le propagandiste croit lui-même à sa propre propagande car il perd alors toute mesure. Il y a abondance d'exemples mais on peut citer celui de cet article du *Figaro* signalant qu'un opposant venu manifester *seul* près de la Place Rouge contre la thèse de la guerre civile en Ukraine a été « arrêté manu militari ». Ainsi, le journal révèle qu'une manifestation d'une personne a été interdite et que la police a usé de la force pour procéder à l'arrestation¹³.

Sans aucun doute, la propagande est une arme de guerre comme une autre, manipulée plus ou moins habilement et dotée de techniques plus ou moins sophistiquées. L'objet est de répandre une idée, le plus souvent dans son propre camp, destinée à servir ses intérêts. Lorsque des journalistes de bonne foi répandent les légendes russophobes auprès de la population européenne, tout fonctionne normalement. Mais comme n'importe quelle arme, l'arme de la propagande présente également un risque pour l'utilisateur. Ce risque est celui de la disparition de la vérité, celui de croire soi-même à sa propre propagande. Tant que les dirigeants occidentaux, Kerry, Obama, Barroso ou Merkel savent qu'ils mentent, tout reste sous contrôle mais il y a un vrai danger de guerre lorsqu'ils finissent par croire eux-mêmes à leurs propres mensonges. Si Obama sait qu'il ment lorsqu'il désigne Poutine comme un dictateur, il s'agit d'une manœuvre, mais s'il finit par y croire lui-même, alors on bascule dans un risque de guerre. La propagande présente le risque de l'apprenti sorcier débordé par les sortilèges qu'il ne contrôle plus. Pour reprendre l'exemple de la dissémination d'un virus par quelques personnes, l'antidote est la vérité, mais si ceux qui disséminent le virus sont eux-mêmes atteints par la maladie, alors il y a un risque que la situation devienne incontrôlable. Il n'y a pas de grands dangers à mentir, sauf à perdre soi-même de vue la vérité.

À ce propos, il est intéressant d'observer la propagande la plus présente dans cette crise : celle de Kiev à destination de sa population. Cette propagande est de loin la plus forte et la plus caricaturale. Il faut

13. « Tollé autour de soldats russes entrés en Ukraine », Le Figaro, 28 août 2014.

absolument voir certaines émissions de la télévision ukrainienne pour en prendre la mesure¹⁴. La nécessité de Kiev pour pouvoir faire la guerre est de convaincre la population que la Russie a envahi l'Ukraine (et accessoirement y commet des atrocités et assassine froidement la population), et c'est donc ce que le gouvernement va répéter tous les jours. Là où les choses déraillent un peu, c'est que cette propagande va être reprise par les médias occidentaux alors qu'elle ne leur était pas destinée. C'est important de le savoir car il y a alors un décalage de ton et de langage. Ainsi, à cause de ce mauvais aiguillage, la parole de Kiev va rapidement paraître suspecte pour les informations insensées qu'elle fait passer, même auprès des antirusse prêts à soutenir Kiev, comme cette information surréaliste disant que Kiev a détruit une colonne de blindés russes sans en laisser aucune trace¹⁵. Cette information allant un peu trop loin ne sera quasiment pas relayée mais d'autres pires encore suivront et seront cette fois complètement dissimulées par la presse française qui semble comprendre soudain que Kiev relaye une propagande à usage des Ukrainiens, pas des Occidentaux. Le meilleur exemple, imbattable, est la déclaration du ministre ukrainien de la défense, après les accords de paix, affirmant que l'Ukraine vient de perdre la guerre contre la Russie parce que Moscou a lancé des frappes nucléaires en Ukraine¹⁶...

Il y aura également une propagande sur les rapports de force pendant la guerre, et la déroute de l'armée régulière apparaîtra sans doute soudainement comme une très mauvaise surprise pour les Ukrainiens pro-Kiev. Rappelons pour finir que la guerre a commencé avec une opération de propagande qui consistait à utiliser le terme « Opération Anti Terroriste » au lieu de « guerre ». L'objectif était double : d'abord faire passer les rebelles pour des terroristes, et ensuite laisser entendre qu'ils étaient si peu nombreux face à la formidable armée ukrainienne que ce n'était l'occasion que d'une petite « opération ». Le déluge délirant d'accusations d'invasion russe de la fin du mois d'août

14. Voir des extraits sur youtube en faisant une recherche sur Vincent Parlier qui les a sous-titrés.

15. « Kiev affirme avoir 'détruit' des blindés russes », nouvelobs.com, 15 août 2014.

16. « Ukraine defense minister claims Russia used nukes », RT, 21 septembre 2014

correspond très précisément à la débâcle de l'armée, fournissant ainsi une bonne excuse à l'incompétence des forces loyalistes et de leur état-major, vaincus par « l'invasion ».

LA GUERRE ET LA PAIX

Il faudra attendre le 30 août pour qu'un dirigeant occidental ose lâcher officiellement le mot *guerre*. Il s'agit du ministre Polonais des affaires étrangères qui, sans doute lassé de la langue de bois occidentale, écrira sur son compte Twitter : « *Si cela a l'air d'une guerre, si cela ressemble à une guerre et tue comme une guerre, alors c'est une guerre* »¹⁷. Jusque-là, Américains et Européens s'étaient bien gardés d'utiliser ce mot et c'est seulement le 23 août qu'apparaît l'expression *guerre civile*. Et ce n'est même pas un dirigeant qui s'exprime, mais le Comité International de la Croix-Rouge¹⁸. Il aura donc fallu plus de quatre mois d'une guerre qui verra des expéditions punitives menées par de petits groupes armés isolés abattant aléatoirement des habitants, des occupations de villes par l'armée contre une population hostile, des tirs d'artillerie répétés sur des zones résidentielles, voire sur des villages sans intérêt tactique, des bombardements de villes par l'aviation et près d'un million de réfugiés pour que l'occident accepte d'appeler l'horreur par son nom : *la guerre*.

Pourquoi ne veulent-ils pas utiliser le terme de guerre ? D'abord parce que les accords signés par l'Ukraine avec des institutions internationales (UE, OTAN, FMI) imposent contractuellement pour être valables que le pays ne soit pas en guerre, donc, il n'est pas question d'utiliser officiellement ce mot. Et ensuite parce que la désignation comme *guerre* entraînerait la quasi-obligation de passer alors à une précision indispensable : « *guerre civile* ». En effet, on a beau accuser tous les jours la Russie de soutenir les rebelles, la Russie n'est pas en guerre. Et quand bien même on adopterait le point de vue américain selon lequel la Russie enverrait secrètement des armes et des soldats pour

17. « *Ukraine : la diplomatie européenne désemparée* », Le Monde, 30 août 2014.

18. « *CICR : L'Ukraine en état de guerre civile* », Le Figaro, 23 juillet 2014.

soutenir les rebelles, il n'en reste pas moins que l'armée ukrainienne se bat contre des Ukrainiens sur le territoire ukrainien et qu'il s'agit donc, même dans l'hypothèse américaine de rebelles aidés par une puissance étrangère, d'une guerre civile. On en déduit que dans ce cas précis, le gouvernement des États-Unis, ment sciemment, purement et simplement. En résumé, si l'on admet qu'il y a une guerre en Ukraine, il faut désigner un adversaire, et puisque ce ne peut pas être la Russie, il s'agit donc d'une guerre civile. Or, des journaux comme *Le Monde* ou *Libération* emploient très peu le mot guerre et se refusent à employer la désignation de guerre civile pour les opérations militaires de Kiev dans le Donbass pendant les quatre mois et demi des combats. Mais pourtant, fait très révélateur, ces deux journaux n'ont pas hésité à employer la désignation de *guerre civile* en Ukraine lors des manifestations du Maidan précédant le renversement de Ianoukovitch¹⁹²⁰. Donc d'un côté, des opérations militaires avec blindés, tirs d'artillerie, bombardements de population par l'aviation qui sont appelés des *troubles* pour ne pas « stigmatiser » Porochenko, mais d'un autre côté, des répressions policières de manifestants qui sont décrites comme une *guerre civile* par ces mêmes journalistes.

La question de savoir qui veut la paix et qui veut la guerre peut curieusement être résolue assez facilement à l'écoute des déclarations des chefs d'état. Bien sûr, ils peuvent toujours mentir, mais que peut-on déduire d'un chef d'état qui ne ferait pas une seule déclaration dans le sens d'un désir de paix ? Car, aussi étrange que cela puisse paraître, ni Obama, ni Barroso ne feront une seule déclaration en faveur de la paix. Se pourrait-il qu'ils mentent et qu'ils dissimulent leur désir de paix ? Leur seule démarche à la rigueur assimilable à un désir de paix, pourrait être leur soutien au « plan de paix » du 20 juin de Porochenko. Mais ce qui est présenté comme un plan de paix s'avère n'être qu'un plan de reddition des rebelles²¹ dont chacun sait parfaitement qu'il n'aboutira jamais. On comprend assez facilement qu'il n'est présenté que pour donner un couloir d'une semaine d'arrêt des combats permettant à

19. « Kiev, une capitale au bord de la guerre civile », *Le Monde*, 28 janvier 2014.

20. « L'Ukraine est entrée en guerre civile », *Libération*, 20 février 2014.

21. Voir LE CESSEZ-LE-FEU

Porochenko de signer l'accord Ukraine/UE pendant une « pause » de la guerre. On constate en réalité que les seules démarches de paix viables ont justement été faites sans les Américains et sans l'Union Européenne : les accords du 21 février, la feuille de route de l'OSCE du 7 mai, le groupe de contact du 5 juillet, la rencontre de Minsk du 26 août et enfin les accords de Minsk du 5 septembre. C'est un point extrêmement important où l'on perçoit parfaitement que la seule façon de parvenir à la paix est précisément d'éviter la présence des Américains et de l'UE dans les négociations. Il faut ensuite, à l'intérieur du côté Kiev, distinguer deux personnalités : celle du premier ministre Iatseniouk et celle du président Porochenko. On peut se souvenir de la violente réaction de Iatseniouk devant l'initiative de l'OSCE du 7 mai puisqu'il avait alors attendu d'être à Bruxelles pour donner sa réponse sous forme d'une accusation directe et publique de la Russie de « chercher la troisième guerre mondiale »²². Il a effectivement formulé à plusieurs reprises sa volonté de poursuivre la guerre quels qu'en soient les résultats, se rangeant ainsi aux côtés de Svoboda et du Pravyi Sektor.

Les accords de paix seront finalement signés le 5 septembre à l'issue de rencontres entre Poutine et Porochenko qui, quoi que l'on en dise, semble plus soucieux de parvenir à une issue que son premier ministre. Il est fort probable que Iatseniouk, si l'on admet sa très forte proximité avec les Washington, n'ait eu comme eux, ou même sur leur demande, aucune volonté de rechercher la paix, bien au contraire. Et même après les accords de paix du 5 septembre, Iatseniouk continuera à parler en faveur de la guerre, donnant ainsi de l'écho à l'extrême droite décidée à relancer la guerre par tous les moyens. Cela dit, il aura fallu attendre la totale déroute des forces ukrainiennes pour que Porochenko manifeste une vraie volonté de paix, « volonté contrainte » si l'on veut mais qui reste tout à son honneur que de ne pas avoir aveuglément persévéré. La Russie, tant par la voix de son président que de son ministre des Affaires Étrangères n'a eu de cesse que de réclamer un processus de paix, et ce depuis le début. Ses appels à ne pas lancer l'opération anti-

22. Voir LA DIPLOMATIE

terroriste du 13 avril, puis sa proposition de règlement politique de la crise à Genève du 17 avril, sa feuille de route pour un règlement pacifique mise en place avec l'OSCE du 7 mai, ses exhortations au président le lendemain de son élection du 25 mai de stopper les bombardements, ses propositions de rencontre avec Porochenko dès son élection, ses démarches conjointes avec Merkel pour prolonger le cessez-le-feu du 20 juin, son élaboration du groupe de contact du 5 juillet et les deux rencontres de Minsk, tout cela sont quelques-uns des éléments attestant la recherche de la paix à l'initiative de la Russie.

Du côté de l'Union Européenne, on ne voit en fait ni désir de paix ni désir de guerre. La présence de l'UE à l'accord de Genève est très symbolique et le déroulement de la guerre ukrainienne du 13 avril au 5 septembre témoigne de l'absence, de l'inconsistance, voire de l'inexistence de l'Union Européenne dans le processus de paix. Mais ceci est tout à fait cohérent et s'enchaîne logiquement avec sa position face à la guerre civile ukrainienne, puisque l'UE affecte justement de l'ignorer. Durant tous les combats du 13 avril au 5 septembre, elle fera « comme si de rien n'était », comme s'il n'y avait pas de guerre, mais juste une hypothétique occupation de troupes russes dans le Donbass. Et si l'UE ignore qu'il y a une guerre, comment pourrait-elle alors se soucier de faire la paix ? La volonté d'ignorer la guerre repose évidemment sur sa volonté de signer les fameux accords qui l'auront provoquée. Pourrait-elle signer les accords qui ont provoqué la guerre tout en admettant qu'il y a effectivement une guerre ? L'Union aura alors l'immense cynisme, voire commettra une pure abjection, d'organiser sa signature dans la « semaine de paix » du 20 juin, semaine que l'on pourrait appeler plus justement « guerre en pause », afin de s'assurer de ne pas avoir à connaître de la guerre. L'Union Européenne n'ayant pas vu la guerre, elle ne participera pas à la paix qu'elle ignorera d'ailleurs également au point de décider de sanctions contre la Russie après le début du cessez-le-feu, allant même jusqu'à prévoir de nouvelles sanctions à démarrer quelques jours après le début du processus de paix.

Dans cette histoire, fidèle à elle-même dans son déni de réalité virant à la schizophrénie et son mépris souverain de la démocratie, l'Union

Européenne aura, la tête haute, ignoré la guerre qu'elle a provoquée, et la paix qui est survenue malgré elle.

Enfin, du côté français, il semble que le souci majeur aura été de tenter de parvenir à apparaître quelque part dans le processus de paix qui s'est mis en place sans la France et auquel elle aurait pourtant pu participer si elle avait eu un peu de vision. Le président Hollande tentera quelques démarches comme appeler à une rencontre en France dans le « format Normandie » pour rappeler avec fierté que les grands de ce monde s'étaient croisés en sa présence aux cérémonies du 70^{ème} anniversaire du débarquement mais s'alignera généralement sur les positions des instances de l'Union Européenne et gardera le silence. Après avoir rappelé fièrement qu'il participait au sommet de l'OTAN, « *là où se décide la paix, la guerre* »²³, il posera comme condition à la livraison du Mistral la paix en Ukraine. C'est une démarche pour le moins maladroite parce qu'elle arrive quelques heures avant la signature des accords de paix, ce qui la rend hors de propos et ridicule. Cette péripétie indique en outre que les services de renseignements français sont inopérants. Mais cette démarche peut également être considérée comme insultante, indiquant qu'une menace pourrait constituer une motivation pour la Russie de ne pas s'opposer à la paix alors qu'elle en est l'artisan contre l'Union Européenne qui ne la souhaite pas. D'une part, la démarche suppose que la Russie ne cherche pas la paix et qu'elle pourrait soudain s'y intéresser pour obtenir de ses partenaires le respect de leurs engagements, et d'autre part on devine aisément que la France cherche ainsi à se placer dans un processus de paix déjà engagé pour pouvoir par la suite le revendiquer. Ce sont là des attitudes ni discrètes ni glorieuses.

23. « *Hollande répond au livre de Trierweiler : 'La fonction présidentielle doit être respectée'* », Le Monde, 5 septembre 2014. L'article présente une version un peu différente de celle du site de l'Elysée.

LES SENTIMENTS

La guerre en Ukraine ne se résume pas à des mouvements de soldats sur le terrain, ce sont aussi des sentiments : ceux des acteurs les uns pour les autres, et ceux des spectateurs pour chacun d'entre eux.

La sympathie

Barack Obama est définitivement un personnage sympathique. Un visage souriant, une voix douce et profonde, et une femme passionnante au point que Le Figaro en a parlé 265 fois, souvent en ne l'appelant que par son prénom, ou en consacrant des articles entiers à « Michelle et ses filles » faisant du tourisme à Berlin et s'interrogeant sur le film qu'elles iront voir au cinéma¹. Nous avons tous applaudi avec émotion à l'élection du premier président noir des États-Unis et avons même suivi son investiture pour laquelle la télévision française a jugé bon de retransmettre quatre heures de direct. *Le Monde* en a parlé plus de 13 000 fois mais ce n'est pas parce que les États-Unis sont la première puissance économique, car le journal *Les Échos*, spécialiste en la matière, en a parlé moins de 5 000 fois. Cette sympathie et cette confiance *familiale* ont été construites, consolidées, sublimées même, par la quasi-totalité de la presse décrivant sans cesse les moindres faits et gestes de la famille présidentielle parfois comme s'il s'agissait de la famille royale de la monarchie dans laquelle nous vivons, nous retransmettant heure par heure sa moindre déclaration (ou celle de son administration), sa moindre intervention, sa moindre impression, sa moindre sensation. Et plus récemment, ses moindres soupçons, ses accusations, et finalement ses conclusions sans que l'on sache quoi que ce soit des éléments sur lesquels elles reposent.

1. « Michelle Obama et ses filles jouent aux touristes à Berlin », Le Figaro, 19 juin 2013.

Les journalistes, et plus généralement les grands médias, sont rarissimes à ne pas être tombés dans une idolâtrie qui leur fait perdre tout sens commun, toute raison, toute clairvoyance. Aussi, Les Échos font acte d'héroïsme en publiant cet article de Jean-Luc Basle, diplômé de Princeton et Columbia, ancien directeur de Citigroup New-York. Il ne s'agit donc pas d'un antiaméricain et encore moins d'un pro russe, pas plus que d'un adepte de théories conspirationnistes, de même que le journal qui lui ouvre ses colonnes le 20 juillet. Il s'agit juste d'un homme qui a gardé sa raison et qui semble un peu en colère. Il écrit à propos de la conférence de presse d'Obama du 18 juillet² :

Comment accorder crédit à une nation qui a envahi un pays, l'Irak, sous un faux prétexte, la présence d'armes de destruction massive, qui faussement en accuse un autre, la Syrie, d'utiliser des armes chimiques, qui en détruit un troisième, la Libye, après s'être accommodé de son dirigeant pendant des décennies, et qui organise un coup d'état dans un quatrième, l'Ukraine. (1) Tout cela au nom de la liberté et de la démocratie ! Comment croire pareilles énormités au regard de l'état de ces pays aujourd'hui ? Dans sa conférence de presse, Obama a été très clair. Poutine doit se soumettre aux conditions américaines ou subir de nouvelles sanctions. Les sanctions sont un acte de guerre. Étrange attitude d'un président qui invoque la diplomatie dans sa déclaration préliminaire mais confronte son adversaire avec un ultimatum ? Poutine est un homme peu recommandable, certes. Pour autant, doit-il être condamné sans jugement ?

1. Au mépris d'un accord passé entre Mikhaïl Gorbatchev et James Baker, alors Secrétaire d'État des États-Unis

La défiance

Près de 800 fois le journal *Le Monde* associe le terme KGB à Poutine³. On peut citer comme exemple édifiant un article du 16 mai 2014

2. « Vol MH17 : Qu'advient-il de la présomption d'innocence ? », Les Échos, 20 juillet 2014.

3. Il suffit de faire une recherche KGB ET Poutine sur le site du journal.

trouvé dans la rubrique *Sport et forme*, nommé « *La Russie affiche ses ambitions dans le foot* », et consacré au joueur Beckenbauer. Malgré le titre, la rubrique et le thème, le journaliste parvient à placer textuellement : « *Il ne faut jamais oublier que Poutine a été en poste à Dresde pour le KGB* ».

Oui, Poutine est un ancien du KGB. Et le KGB fait vendre, avec ses images d'espions cruels vêtus de sinistres manteaux gris, agissant dans le froid et se livrant à des assassinats en série. Mais on pourrait aussi rappeler que le KGB (actuellement FSB) est comme tous les services secrets du monde, comme le MOSSAD, la CIA ou le MI6 : il recrute parmi l'élite de l'armée ses éléments les plus brillants et les plus loyaux. On pourrait d'ailleurs souhaiter que certains chefs d'état soient précisément choisis pour ces deux qualités.

Il est avéré que Obama a mis sur écoute la terre entière, mais quelle importance si c'est Poutine l'espion. Obama bombarde quelques pays et fait la guerre dans quelques autres, mais quelle importance, si c'est Poutine l'ancien du KGB.

Passons sur le nombre incalculable de fois où l'on a pu entendre ou lire *l'homme fort ou le maître du Kremlin*, ou encore qualifier le défilé militaire russe de *démonstration de force*, ou qui *montre ses muscles*, pendant que le défilé militaire français, lui, n'est qualifié que de joyeuse parade bon enfant. Et on a même pu entendre des commentateurs juger que Poutine n'avait pas un regard franc. Le cas de Poutine est définitivement réglé lorsque Marine Le Pen en dit son estime. Là, il devient définitivement acquis que Poutine est un monstre dangereux. Certes, il n'est pas (ou n'a pas été) en guerre avec la moitié de la planète comme l'Amérique d'Obama, mais être estimé de Le Pen, c'est beaucoup plus grave, et assurément plus dangereux.

Tout cela donne une idée de l'obsession que les médias transmettent à l'opinion publique en même temps qu'une certaine ignorance, dont le parfait exemple est la fameuse, légendaire et totalement absurde volonté expansionniste de la Russie. Il s'agit bien ici d'ignorance, car il faut vraiment refuser de comprendre les réalités du pays pour

soutenir cette idée aberrante. On ne semble pas se représenter le danger qu'il y a à matraquer ainsi une telle propagande qui risque, si ce n'est pas déjà fait, de déboucher sur une haine de la Russie qui pourrait bien être le moteur d'une nouvelle catastrophe, et qui est déjà le principal obstacle à la compréhension de la vérité sur l'Ukraine. Les médias portent ainsi une vraie responsabilité dans le maintien de la paix et déclenchement des guerres, et ils n'en semblent pas conscients le moins du monde. Et de toute évidence, ils portent une lourde part de responsabilité dans la guerre en Ukraine.

L'empathie

Sans doute avons-nous perdu toute conscience politique, sommes-nous si désespérés pour ne plus croire qu'en ces misérables « révolutions » customisées, retransmises en direct, dont on nous dit qu'elles sont spontanées comme le choix des couleurs qu'elles arborent dans un mouvement uni et *populaire*, où tout est organisé, même les tribunes où les intellectuels étrangers viennent faire des discours historiques et pour lesquelles nos ministres se battent pour venir faire des déclarations à la télévision. Ce sera un émouvant : « *Nous sommes de tout cœur avec vous* » adressé aux révolutionnaires. C'est toujours le courageux David contre la brute Goliath, et le nouveau gouvernement libérateur est fêté, salué, soutenu sans réserve puisqu'il a renversé un gouvernement qui ne nous plaisait pas.

Tous nos dirigeants nous l'ont dit : Maidan était un formidable mouvement populaire qui allait enfin renverser un président autoritaire et brutal que le peuple opprimé ne supportait plus. Quel dommage qu'ils ne nous aient pas rappelé que ce peuple opprimé avait porté Ianoukovitch vainqueur des quatre dernières élections nationales, validées par l'OSCE, dont les dernières avaient eu lieu un an seulement avant la « révolution » de Maidan. Curieusement, ils ne nous ont rien dit non plus sur les dizaines de manifestations qui avaient lieu dans le pays au même moment en opposition à Maidan et pour le maintien de la légalité et le respect de la démocratie. Mais ceux-là n'avaient ni tribunes, ni caméras, ni pancartes rédigées en anglais. Le peuple

voulait se débarrasser des oligarques, paraît-il. Et c'est ainsi qu'il a élu Porochenko, le roi des oligarques qui a lui-même directement nommé gouverneurs des provinces deux autres oligarques notoires : Akhmetov l'homme le plus riche du pays (47^e fortune mondiale, poursuivi pour blanchiment d'argent, crime organisé, et ayant dû fuir le pays en 2004 pour suspicion de meurtre⁴), et Kolomoisky⁵, 3^e fortune du pays (finançant des bataillons de nationalistes pour se livrer à des expéditions punitives dans l'est du pays et offrant des primes pour chaque rebelle tué ou capturé).

La haine

La haine est une entreprise de grande envergure. Ainsi, celle semée en occident contre la Russie, à travers Poutine, depuis qu'elle a cessé d'être un pays pauvre. La France, les États-Unis et l'Angleterre sont sans doute là où cette haine jointe à l'ignorance fait le plus d'adeptes. Dans l'imaginaire de ceux-là, la Russie est restée l'Union soviétique et Poutine travaille encore pour le KGB. Dans d'autres pays, comme la Pologne ou les pays Baltes, il n'y a évidemment nul besoin de propagande pour alimenter la haine. Elle existe depuis longtemps pour des raisons historiques bien compréhensibles, mais ces campagnes incessantes la ravivent et la réactualisent contre la Russie post-soviétique.

La haine a en revanche été installée pour longtemps par Porochenko dans son pays dont il aura bombardé sa propre population pendant cinq mois sans qu'aucun dirigeant occidental ne s'en offusque et ne lui en fasse le reproche. C'est devenu une guerre traditionnelle pourrait-on dire, mais le conflit a commencé sans artillerie et sans aviation, quand les milices du Pravyi Sektor, composées de malheureux analphabètes, étaient envoyées par petits groupes dans ces régions pour se livrer à de simples expéditions punitives, tuant à l'aveugle n'importe qui et n'importe où, quand, le 2 mai, une centaine de manifestants pacifiques

4. « *GoLocalProv : Akhmetov becomes hot issue in Rhode Island governor's race* », Live Post, 9 octobre 2010

5. Kolomoisky dans wikipedia

avec femmes et enfants ont été enfermés dans un bâtiment à Odessa dont la majorité est morte brûlés vifs ou tués par balles. Ce fut le début, les morts ne se comptaient encore que par dizaines pourrait-on oser dire, mais cette période a marqué le début d'une haine que la plupart des habitants ne pourront plus éteindre autrement que par le sang des assassins de leurs proches. Ce n'était pas encore une guerre, c'était des meurtres. Cette haine-là est durable, c'est celle que l'on voue à l'assassin de ses parents, de sa compagne ou de ses enfants. « *Comment pourrait-on pardonner ?* » dit un habitant d'un village bombardé.

Et la haine du villageois n'est pas tournée que vers le président ou les gens de l'Ouest du pays, la haine du simple villageois se tourne aussi vers l'Union Européenne et vers les États-Unis, elle se tourne vers les vrais responsables. Car si le lecteur du *Monde* n'a pas voulu ou n'a pas pu voir la réalité masquée par toutes les constructions qu'il s'est inventées ou qu'on lui a fabriquées, le petit paysan de la région de Lougansk, lui, a les pieds bien sûr terre et la vue bien dégagée, il a parfaitement compris qui était responsable. Sa haine légitime contre l'Union Européenne durera longtemps et c'est l'Union Européenne qui va le forcer à y adhérer.

Quant à sa haine de l'Amérique, elle viendra s'ajouter à celle de beaucoup de pays d'Amérique du sud, à celle de beaucoup de pays d'Asie, à celle de beaucoup de pays du monde arabe et à celle de quelques pays d'Afrique. La grande puissance dirigée par le si sympathique Obama est vraisemblablement la nation la plus haïe au monde, tant elle est coupable de tellement de bombardements, de tellement de massacres, de tellement de malheurs, de tellement de sang versé. Il ne tient pourtant qu'à nous de ne plus croire en leurs mensonges pour que cette horreur cesse.

Le conflit armé reprendra sans doute encore sporadiquement après les accords de paix, la haine sera trop forte d'un côté et de l'autre, et il mettra peut-être quelques années à s'éteindre définitivement. C'est la meilleure hypothèse, celle où la Russie résiste à toutes les provocations de Kiev, à tous les appels à la guerre, à tous les mensonges de l'OTAN et à toutes les attaques économiques de l'Union Européenne, et n'entre

pas dans le conflit malgré tous les efforts en ce sens des Américains, de leurs manipulations à leurs mensonges.

Mais quelle qu'en soit l'issue, il sera définitivement impossible pour ces populations de vivre avec Kiev. En quelques semaines, sous le prétexte d'en sauvegarder l'unité, Porochenko aura définitivement désintégré le pays. Il y aura vraisemblablement un exode massif de cette région où un grand nombre de logements ont été détruits, où les infrastructures ne fonctionneront plus, où il n'y aura plus ni travail, ni espoir, ni eau, ni électricité, ni gaz à l'entrée de l'hiver, où il n'y aura plus qu'un désastre humanitaire et de la haine. Sans doute, l'Union Européenne enverra-t-elle une aide humanitaire comme le tortionnaire console sa victime. Mais les vies resteront brisées à jamais, les gens n'oublieront pas, et certains d'entre eux deviendront peut-être ce que l'UE et Porochenko les ont forcés à devenir en commençant par les nommer ainsi : des terroristes.

La honte

Le 20 juin, Porochenko instaure un cessez-le-feu pour aller « signer en paix » le 27 juin à Bruxelles. Sur la photo après signature, on le voit croiser les mains avec les plus hautes personnalités des plus grandes instances de l'Union Européenne. Il jubile, il est dans le Saint des Saints. Sur la photo, les personnages sont hilares comme s'ils faisaient la fête, ils semblent célébrer une grande victoire. Quelques jours plus tôt, Porochenko bombardait ses propres villages et trois jours plus tard, il reprendra les bombardements sur ses propres villages.

Le lendemain de la signature, les grandes instances de l'Union Européenne lançaient un ultimatum de 72 heures à la Russie pour que les rebelles se rendent, conformément au « plan de paix » de Porochenko. Mais les rebelles n'envisageaient pas de se rendre. De retour de Bruxelles, Porochenko reprenait les bombardements en faisant retomber la faute sur la Russie.

La honte est vraisemblablement le sentiment dominant de ceux qui ont compris ce qui se passait, et qui l'ont compris parce qu'ils ont voulu

y être un peu attentifs. Le même jour, on votait pour élire le président Ukrainien et choisir le Parlement européen. Cette machine *étatique* qui a parfois fait sourire par sa lourdeur, sa bêtise ou son absurdité, cette machine dont on a si souvent pu se moquer avec bienveillance, cette machine est devenue meurtrière. Elle s'oppose maintenant à ses états membres, de plus en plus souvent, avec de plus en plus de force, contre leur intérêt. Elle invente des consensus illusoire sur des points de détails quand il y a des déchirements sur l'essentiel, elle s'oppose aux états membres comme si elle avait une existence hors d'eux. Au travers de la crise ukrainienne, l'Union Européenne a muté, elle est devenue un monstre. Ses instances se sont pris à avoir une existence propre et ont entraîné ses membres dans un atlantisme indécent, exécutant le moindre caprice d'une Amérique grossièrement mensongère, agressive et meurtrière.

À des régions qui ne demandaient qu'un simple référendum parce qu'ils se sentaient trahis par un coup d'état, l'Union Européenne a trouvé légitime de répondre par des bombardements de population civile. Jamais Porochenko n'aurait pu mener ces massacres si l'UE s'y était opposée, jamais.

Mais l'Union Européenne ne s'y est pas opposée, mieux que ça, au lieu de cela, elle en a récompensé et félicité Porochenko. L'Union Européenne nous avait promis la paix et elle a provoqué la guerre. Un rebelle déclarait « *Ce sera un référendum, ou un océan de cadavres* »⁶. L'Union Européenne a donné sa réponse et trouve le prix d'un océan de cadavres moins élevé que celui d'un référendum. Ainsi, nous sommes fixés sur ce qu'il en est de la démocratie, nous sommes fixés sur ce qu'il en est de choisir entre le bien et la sécurité des gens d'une part, et l'observation d'un règlement ubuesque au seul service de la survie d'une administration d'autre part. Non seulement l'UE n'accepte pas l'idée d'indépendance de provinces dans les états, mais elle approuve les bombardements de ceux qui en feraient la demande. Voilà à quoi ressemble l'Europe de la paix qu'on nous a vendue.

6. Voir article du New York Times dans LA PRÉSENCE RUSSE

Il ne reste plus qu'à espérer que cette damnée Union Européenne implose en même temps que l'Ukraine lorsque les divergences d'intérêts seront trop fortes. Quel autre sentiment que la honte pourrait-on ressentir à son égard ?

L'HYPOTHÈSE

A *Washington, dans la nuit du 18 au 19 février 2014, alors que la contestation anti Ianoukovitch à Kiev est à son comble, le département d'état reçoit un message d'un de ses agents placés à Berlin :*

- Les Allemands vont à Kiev. Ils veulent obtenir la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Iatseniouk jusqu'à des élections anticipées.
- Vu l'état de Ianoukovitch, ils pourraient obtenir Tianybok au ministère de la condition féminine s'ils voulaient. Ils auront tout ce qu'ils veulent. Ils y vont seuls ?
- Non, ils emmènent les Français et les Polonais.
- Putain ! Évidemment, comme ça, c'est crédible, ils vont terminer la crise en douceur.
- Et tout rentrera dans l'ordre.
- On n'a pas fait tout ce travail pour rien. La partie n'est pas perdue. Appelle nos amis, préviens-les. Ils peuvent empêcher ça.
- On appelle Iatseniouk ?
- Non. Lui ne sera prévenu qu'à l'arrivée des Allemands. Et il nous appellera. Appelle les tarés de Svoboda.
- Que doivent-ils faire ?
- Ils font ce qu'ils veulent, je ne veux pas le savoir. Mais tu peux leur expliquer que tout est fini, sauf si un drame spectaculaire survient. Dis-leur : si les Allemands trouvent une sortie de crise dans le calme, Svoboda fera deux mois de figuration dans un gouvernement de théâtre, et après les élections, ils devront tous rentrer chez eux. Jamais des élections ne les mettront en position de participer durablement à un gouvernement, ils le savent très bien.
- Concrètement, je leur propose quoi ?

- Tu ne leur proposes rien, tu leur expliques la situation. Tu les informes que les Allemands sont en route pour une sortie de crise pacifique, et qu'ils vont l'obtenir. Et tu leur fais remarquer qu'il faudrait vraiment qu'un drame survienne brusquement demain et après-demain, comme une tuerie ou un massacre, quelque chose de vraiment exceptionnel, pour que le plan allemand ne fonctionne pas. Ce serait un immense scandale, il n'y aurait alors pas de sortie et leur révolution irait jusqu'au bout.
- Très bien.
- S'il y avait par exemple un drame épouvantable sur la place Maidan contre les manifestants, alors les accords pourraient bien prévoir n'importe quoi, ils ne seraient jamais respectés et seraient immédiatement déchirés.
- Mais si rien ne se passe et que des accords sont signés, leur mouvement deviendra indéfendable et tout le monde rentrera à la maison en silence.
- Exactement. Assure-toi qu'ils comprennent bien que ça ne pétera que si une violence extrême est dirigée justement *contre leurs* propres troupes de manifestants, car c'est Ianoukovitch qui en fera les frais et il sera viré dans l'urgence. À eux de voir.
- Et s'ils ont besoin de conseils d'organisation ?
- Écoute, tu les informes et tu leur expliques la situation, rien de plus. S'ils ont besoin de conseils, à toi de voir. Mais dans tous les cas, nous, on ne bouge pas et il n'est pas question d'envoyer qui que ce soit là-bas. D'ailleurs, tu n'as pas besoin de connaître leurs plans, tu ne fais que les informer et t'assurer qu'ils comprennent, je leur fais confiance. Mais tu peux leur promettre une rallonge.

À Moscou, le 20 février :

- Svoboda fait un false flag à Kiev. Ils sont en train de descendre une centaine de leurs gars.
- Ce qui veut dire que la crise va basculer, et l'accord des Allemands n'aboutira pas plus que n'importe quel autre.
- Même le Français part avant la signature, il a compris.

- Les Américains ont gagné, il n'y a plus aucune chance de sortie, on a perdu l'Ukraine. Inutile d'essayer de rattraper ça, c'est fini. Il faut voir la suite.
- Nos bases.
- Oui, on déclenche immédiatement le plan de sauvegarde. La Crimée n'est pas en Ukraine à ce que je sache, donc on accélère. Il faut la prendre avant les Américains, c'est la seule chose qui compte. Il n'est pas question une seconde de risquer de perdre nos bases. À partir de maintenant, c'est notre seul objectif. Le reste, on verra plus tard.
- Qu'est-ce qu'on fait de Ianoukovitch ?
- Je ne veux plus en entendre parler. D'ailleurs je n'ai jamais eu confiance en lui et je ne veux plus être en contact avec lui. Tu le mets en lieu sûr et tu lui dis de se taire. Ils vont le faire passer pour l'assassin et il va certainement s'enfuir, je préfère que le monde l'oublie au plus vite et ne plus avoir affaire à lui, même par téléphone. Il faut agir très vite. Dans deux semaines au plus tard, la Crimée doit revenir à la Fédération. Notre armée ne fera qu'assurer la sécurité des gens là-bas. Il faut se montrer assez fort pour décourager toute envie de réaction, on ne nous pardonnerait pas de tirer un seul coup de feu. Les gens sont avec nous et l'armée est déjà sur place, donc, si on agit vite et proprement, il n'y a aucune raison d'échouer. Personne ne doit rien voir. La Crimée va revenir chez nous parce que les Criméens le veulent, c'est simple.
- Déployer l'armée en Crimée, ça risque de faire du bruit.
- Non.

À Kiev, le 22 février, les leaders de l'opposition se rencontrent : Iatseniouk, Klitchko et Tianybok venu avec Paroubi. Iatseniouk prend la parole :

- Ianoukovitch va être destitué et je vais former un gouvernement. On a au moins six mois pour agir avant des élections législatives.
- Et les présidentielles ? réagit Klitchko.
- On les fera avant mais ça n'a pas beaucoup d'importance, ça ne changera rien. Toi, tu prends la mairie de Kiev, tu y seras

plus utile qu'au gouvernement. Il nous faut un maire apprécié et modéré, on va en avoir besoin.

- Et si j'ai d'autres ambitions ?
- Il ne s'agit pas de tes ambitions mais de nos contraintes, et elles m'ont été fermement rappelées. Crois-moi, ce sera plus efficace comme ça.

Paroubi, chef militaire des troupes du Maidan, intervient :

- Je te préviens, Iatseniouk, il n'est pas question de nous mettre à l'écart. Sans nous, il n'y a aucune révolution, sans mes hommes tu retournes dans ton opposition minable et minoritaire. Personne ne veut de toi à part tes Américains.
- Je sais, et tout le monde sait cela. Il est inutile de me le rappeler tous les jours. Mais c'est un peu délicat vis-à-vis des Européens que nous devons rejoindre, d'afficher un gouvernement ouvertement néonazi, tu comprends ?
- Je me fous de ce que pense ton Union Européenne, ce n'est pas mon problème. Toi tu ne penses qu'à l'Europe et aux États-Unis, mais moi je ne pense qu'à l'Ukraine. Et n' imagine pas que tu vas gouverner sans nous. Et ce que j'ai fait de Ianoukovitch avec mes gars, on peut aussi le faire de toi, et même sans aide extérieure. Ne l'oublie pas, ne l'oublie jamais.
- Non je ne l'oublie pas et vous ferez évidemment partie du gouvernement, il n'y a pas de problème sur ce point mais on a des impératifs. Il faut que vous vous fassiez discret.
- Tu nous donnes les postes de sécurité : l'intérieur, la défense, la sécurité nationale et le parquet. On ne parlera pas trop, mais on pourra agir et mettre de l'ordre. Ce n'est pas une proposition, c'est une exigence.
- C'est d'accord.
- Et le poste de vice – premier ministre, à côté de toi. Il n'y aura pas de coups fourrés.

Le 23 février, Ianoukovitch a été destitué et Iatseniouk a pris le pouvoir. À Bruxelles :

- C'est un grand jour car au-delà de notre victoire, c'est celle du peuple qu'il faut saluer. Nous avons montré aux Américains

que l'Europe politique existe, nous leur avons prouvé que nous pouvons être plus forts que Poutine ! C'est une grande Union Européenne politique qui vient de naître, une nouvelle puissance politique, forte et rayonnante, les Américains nous respecteront maintenant.

La Crimée se dirige inexorablement vers la Russie, dans le calme, parce que l'occident ne trouve ni les moyens ni le temps de s'accorder et de réagir.

À Moscou, le 11 mars :

- Il y a un risque militaire toujours présent. Je n'exclus pas que les Américains entreprennent d'envoyer Kiev contre la Crimée, et il n'est pas question d'accepter un conflit ouvert, sinon c'est terminé, notre position sera indéfendable. La seule façon de garder la Crimée, c'est d'éviter un conflit à tout prix.
- Quel est le risque ? Il n'y a pas d'armée ukrainienne.
- Maintenant que les Américains sont à Kiev, il peut y avoir une armée ukrainienne. Sans compter les néonazis. Il faut empêcher ce risque, il faut les occuper à autre chose.
- Le Donbass est prêt, on y est déjà.
- Oui mais il n'est pas question de se montrer là-bas. Il faut juste leur trouver quelques chefs. En première ligne, ils dirigeront les locaux et agiront efficacement. Les gens sont remontés, ça devrait coller. S'ils jouent bien, ça prendra au moins des semaines et beaucoup d'énergie à Kiev avant d'en venir à bout. Il faut les épuiser, les démoraliser, il faut faire en sorte qu'ils ne puissent jamais enchaîner sur la Crimée. Le temps jouera pour nous.

À Washington, le 11 mars :

- Putain, ils reculent devant rien ces mecs ! Ca y est, ils se payent la Crimée ! Mais ils vont la payer cher, parce que maintenant, on la tient notre raison, et elle est valable ! On va pouvoir les descendre, on va leur taper dessus jusqu'à ce qu'ils redeviennent pauvres. On va leur balancer un plan

de représailles économiques jusqu'à les mettre à genoux. Communauté internationale, violation du droit international, invasion d'un pays souverain, on a toute la com' qu'il faut pour leur envoyer un plan de sanctions dont ils ne se relèveront pas, on ira jusqu'à neutraliser Gazprom s'il le faut. Ils ne s'en remettront pas, on les tient, et leur putain de plan de dédollarisation du monde, ils peuvent l'oublier. C'est pas des pauvres en haillons qui vont casser la gueule au dollar.

- Il faudra rameuter du monde.
- Les Européens suivront les sanctions, ils n'ont pas le choix. D'ailleurs, on va leur vendre notre gaz. Il faut bloquer le gaz russe par tous les moyens.
- Et les autres ?
- Les autres on s'en fout, et eux aussi d'ailleurs. Je ne vois pas la Chine soutenir l'invasion d'une région sous le prétexte que les gens le demandent. À ma connaissance, la démocratie c'est pas leur truc.
- Il y a aussi un risque avec le Donbass que les Russes fassent comme en Crimée.
- Ca m'étonnerait, et qu'est-ce qu'ils feraient du Donbass ? Ils savent bien que là c'est pas seulement des sanctions qu'ils risquent mais la guerre, la vraie. Les gars de l'OTAN, il faut les mettre à fond sur le coup. Je veux les voir partout ! Il faut entendre les patrons de l'OTAN, et tous les jours ! Des menaces, des avertissements, des accusations ! Je veux voir des étincelles aux frontières, les Russes finiront par avoir la trouille que ça pète. Ils risquent tout sur un coup pareil, et nous rien du tout. Les Russes n'entreront jamais dans le Donbass, mais on peut toujours le faire croire. On va y envoyer les nazis, dans leur Donbass. Quelques expéditions punitives, deux ou trois massacres de russophones sous les yeux des Russes, ça fera monter la température et ça donnera une occasion de croire que Poutine va entrer dans le Donbass. D'ailleurs, ça pourrait peut-être le pousser à faire une erreur et à y entrer effectivement sous la pression de sa population. Je n'y crois pas trop mais on peut toujours essayer.

À Kiev, le même jour :

- Il faut y aller ! Il faut nettoyer toute cette pourriture russe de nos provinces de l'Est, sinon ils vont briser notre unité !
- Tu as vu notre armée ?
- On peut en former une, j'ai des milliers de gars qui ne demandent qu'à flinguer ces ordures de russophones.
- Ne t'énerve pas. Pas sûr que tes hommes puissent les éliminer si facilement. Moscou a dû leur envoyer une poignée de chefs costauds. Ils ont du métier ces gars-là, ils savent diriger, s'organiser, c'est des malins et ils trouveront bien le moyen de faire venir des armes.
- Écoute, tu as placé des oligarques gouverneurs des provinces, alors ils peuvent aussi former des bataillons locaux, non ? Ils ont de l'argent, eux, ils peuvent payer. Et pour l'armée, les Américains nous fourniront de l'argent et du matériel, c'est aussi leurs affaires. On peut très bien y arriver.
- Je vais réfléchir.

À Kiev, le lendemain :

- Voila, on va former un nouveau corps d'armée, tu t'occupes du recrutement et de la formation en urgence, Washington est d'accord. Mais ils veulent une campagne de communication, ils savent ce qu'il faut dire à la population.
- C'est-à-dire ?
- Tu recevras tous les détails, ils ont des boîtes spécialisées là-dedans : plan média, vocabulaire, rumeurs, l'idée est de les faire passer les gars du Donbass pour des terroristes russes envahissant le pays, ça motivera nos gars. Et notre nouvelle force s'appellera la Garde Nationale.
- Je préférerais quelque chose de plus fort, comme Front Armé ou Forces Nationales Révolutionnaires.
- Impossible, ils ont déjà choisi le nom. Ca sonne sérieux, fort, fiable.
- Et les gouverneurs ? On les autorise à former des armées locales ?
- Oui, j'en ai parlé à Kolomoisky. Il est ravi et il va financer lui-même son propre bataillon. Il semble même impatient, il

m'inquiète un peu d'ailleurs, il est vraiment capable de tout, et il se fout complètement des recommandations des Américains. Je n'aime pas ça, il est dangereux.

L'opération anti-terroriste démarre le 13 avril. Quelques jours plus tard, Washington appelle Kiev :

- Où en êtes-vous ? Ca n'a pas l'air d'avancer.
- L'armée n'est pas vraiment sous contrôle. Les soldats ne sont pas motivés et des officiers vendent leurs armes aux séparatistes.
- Et alors ? Vous attendez que le Donbass soit indépendant ?
- On ne peut quand même pas démarrer une vraie guerre, les Européens ne signeront pas avec nous si on est en guerre civile.
- Quels que soient les moyens employés, ce n'est pas une guerre, mais une opération anti-terroriste, je vous le rappelle, presque une opération de police. Lancez vos gars contre la population, il faut des méchants pour décourager les gens d'aider les terroristes.

À Bruxelles, le même jour :

- Il n'y a pas un jour à perdre, il faut faire venir Iatseniouk à Bruxelles pour signer le premier volet de l'Accord de Libre-échange. Les Russes doivent comprendre qu'ils n'ont plus d'intérêt à faire la guerre en Ukraine. Ils doivent comprendre qu'ils ont perdu, c'est nous qui avons gagné, nous avons été plus forts qu'eux.

À Moscou, une semaine plus tard :

- C'est la bonne tactique, il faut continuer à affaiblir Kiev politiquement, économiquement et militairement jusqu'à ce qu'ils ne puissent définitivement plus être en mesure de nous faire la guerre en Crimée.
- Et les sanctions ?
- Quoiqu'on fasse, elles iront jusqu'au bout, c'est le seul objectif de Washington. Donc on ne lâche pas. C'est la bonne tactique.

- Les gens commencent à s'inquiéter pour nos compatriotes du Donbass. Ils vont bientôt nous presser d'y entrer avec l'armée. La Crimée a marqué les esprits.
- On fera des campagnes pour leur expliquer. On ne peut absolument pas intervenir là-bas, c'est contre les intérêts de la Fédération.

Fin avril, Tourtchinov annonce qu'il ne contrôle plus le pays. À Washington :

- Ils sont vraiment cinglés de faire des déclarations pareilles... Appelle Kiev et passe-leur un savon. Dis-leur qu'il n'est plus question qu'ils fassent une seule déclaration publique sans nous en parler. Le FMI va leur rappeler que les prêts ne seront accordés que s'ils maintiennent l'intégrité du pays. Dis à Tourtchinov de décréter la mobilisation et de renforcer l'opération.
- Ils ont du mal.
- Envoie-leur des conseillers techniques.

Le 2 mai, à Moscou :

- Kolomoisky organise un false flag à Odessa. Ca va être un massacre.
- On ne peut pas bouger. Il faut absolument convaincre la population qu'on ne peut pas bouger, sinon on court à la catastrophe.

Le 3 mai, à Kiev :

- C'est bien ce que je craignais. Le massacre d'Odessa montre que les bataillons ne sont pas sous notre contrôle. J'ai peur que ça se voie.
- Pour l'instant, on ne sait rien. Et l'enquête est dans les mains de Svoboda, il n'y a pas de risque de ce côté. L'important maintenant, c'est d'organiser des présidentielles crédibles. Ce n'est pas le moment de craquer.

Le même jour, à Moscou :

- Les rebelles sont remontés, ils n'écourent plus nos gens. Il faut les arrêter, les calmer, sinon ça va finir en massacre. Les Américains ne laisseront jamais faire. On arrête les contacts, on leur signale leur mission terminée. Dites-leur de rentrer.
- Il faut arrêter le conflit.
- Contre la volonté de Bruxelles et de Washington, ça va être difficile. On ne peut pas faire ça seuls, il nous faut un partenaire qui veut la paix. On peut tenter l'OSCE.

Début juin, à Bruxelles :

- Il faut signer cet accord de libre-échange, le plus vite possible, pour montrer aux Russes que la partie est terminée.
- Difficile de signer l'accord avec l'Ukraine en pleine guerre civile.
- Ils ne sont pas en guerre, ils font une simple opération de police. Mais il nous faut un cessez-le-feu, un simple cessez-le-feu. Une semaine suffit pour signer.
- Un cessez-le-feu sans plan de paix ?
- Il faut en parler avec Porochenko, il trouvera un moyen.

À Kiev, le lendemain :

- Le cessez-le-feu sera accompagné d'un plan de paix comprenant la reddition des terroristes et des négociations sur l'avenir du Donbass.
- Je ne suis pas d'accord pour négocier avec ces chiens.
- C'est une promesse de négociations sans engagement sur le résultat. Jamais les rebelles ne l'accepteront. Mais il nous faut un cessez-le-feu pour signer avec l'UE. Il faut lever le pied. Les conseillers techniques de Washington travaillent sur la réorganisation de nos forces et la communication. L'objectif est de marquer les esprits juste après la signature avec l'UE, mais pour l'instant on peut ralentir.

Le 10 juin, Washington appelle Kiev :

- Refusez tout compromis sur le prix du gaz.
- C'est-à-dire ? Combien ?

- 280 dollars, le prix actuel, celui de la crise.
- Ca n'a aucun sens, ils n'accepteront jamais.
- Discutez, négociez, ne lâchez pas.
- Ils refuseront.
- Ne vous inquiétez pas.
- Ils fermeront la livraison.
- Oui je sais. Mais vous tenez bon.

Le gaz vers l'Ukraine est coupé comme prévu. Et comme prévu également, la semaine de paix est décrétée, la signature avec l'UE intervient, la Russie est sanctionnée et les combats reprennent le 1^{er} juillet, donnant l'image d'une armée victorieuse et de bon moral. Durant tout le mois de juillet, la progression de l'armée se fait sentir sur le terrain, mais surtout dans les esprits. On ne distingue plus très bien la réalité des batailles d'avec la propagande. Au milieu du mois d'août, les choses se dévoilent peu à peu, laissant se profiler une déroute inévitable de l'armée ukrainienne.

À Berlin, le 20 août :

- Si nos informations sont exactes, ce sera très bientôt la débâcle.
- Il n'est même pas certain que Porochenko s'en rende compte. Ils ne distinguent plus la propagande de la réalité là-bas.
- Il faut arrêter ça avant la chute de Kiev, on va à la catastrophe.
- Il n'y a aucune autre solution que la solution politique, donc des négociations avec les insurgés.
- Il faut siffler la fin de la partie. Je vais l'annoncer moi-même, et de Kiev. Comme ça, la situation sera verrouillée.

Après la visite de Merkel à Kiev, Moscou appelle Kiev :

- On peut en sortir sans trop de dégâts, de votre côté et de notre côté. La situation militaire ne vous met pas en position de choisir et les Allemands ne vous soutiennent plus. Vos élections sont dans deux mois. Vous ne pouvez pas continuer comme ça. Nous pouvons trouver une solution avec les insurgés.
- Que croyez-vous ? Je ne suis pas seul, cela ne dépend pas que de moi.

- Votre vrai problème est intérieur, c'est là d'où vient le risque. Vous pouvez faire des déclarations, demander des armes, aller à l'OTAN. Il vous suffit de convaincre à l'intérieur que vous ne renoncez pas à vous battre.
- Et si je n'y parviens pas à convaincre ?
- C'est vous qui risquez un nouveau Maidan, pas nous.
- Une paix si facile risque de paraître suspecte...
- Cela prendra deux semaines à mettre en place, il faut commencer maintenant.
- Et je ne serai certainement pas suivi sur le terrain par toutes les forces qui agissent pour Kiev.
- C'est une question de temps. Les négociations seront longues et délicates, il faut les commencer maintenant.

Porochenko rencontre Poutine et les rebelles une première fois le 28 août, puis le 5 septembre et les accords de paix sont signés. Commencent alors les négociations sur une solution politique, alors que Porochenko doit faire face à son premier ministre et à une bonne partie de son gouvernement qui ne veut pas cesser la guerre, tandis qu'approchent les élections législatives.

Table des matières

PRÉFACE	11
LES SOURCES	19
LE RÉCIT	27
LES ACTEURS	33
LE CESSEZ-LE-FEU	41
LES FORCES ARMÉES UKRAINIENNES	49
LES COMPTES	63
LA MÉMOIRE	77
LA DIPLOMATIE ET LA PAIX	87
LA PRÉSENCE RUSSE	111
L'UNION EUROPÉENNE	133
LES GRANDES MANOEUVRES	151
LA PRÉSENCE AMÉRICAINNE	163
LE GAZ	171
L'OTAN	179
LES GENS	195
LES SANCTIONS	203
L'INCROYABLE HISTOIRE	211
LES GRANDES CAUSES	223
LES SENTIMENTS	247
L'HYPOTHÈSE	257

Dans la même collection :

La France sans identité

Pourquoi la République ne s'aime plus ? Paul François Paoli, 2008

Être chrétien sans foi ni Dieu, Eric Haviland, 2009

Roumanie étrange et étrangère, Carmen Mihai, 2009

Comprendre la crise

L'hypocrisie économique, Isabelle Cristiani d'Ornano, 2009

Derrière le barreau

Dans les coulisses de la Justice, Sixte Ugolini, 2009

Violences scolaires, responsables & coupables

Racket, Harcèlement, Agression, Lynchage... Michel Segal, 2010

L'eau objectif du millénaire ?

ou l'incurie des États, Jean-Patrice Poirier, 2012

La grande saga de la Compagnie Générale des Eaux,

Véolia, Vivendi, Vinci...

Préface de Gérard Hauser, Jean-Patrice Poirier, 2013

Réformer l'Etat,

La France à l'heure du choix, Luc Thomassin, 2013

L'inéluctable révolution

Ne plus être les victimes consentantes des idéologies, Marc Dugois, 2014

Comment devenir Prix Nobel de la paix sans se fatiguer

Sept préceptes simples à l'usage des prétendants, Oscar Lambert, 2014

Retrouvez tous les ouvrages des Éditions Autres Temps sur
www.editionsautrestemps.com

Autres Temps, le temps de lire autrement

pour le compte de

AUTRES *TEMPS* Editions

BP 71236
13783 Aubagne Cedex
editionsautrestemps@gmail.com

Dépôt légal : novembre 2014
ISBN : 975-2-84521-510-8
ISSN : 1968-181X